

Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1977)

une société en quête d'éthique

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
Professeure retraitée du Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/
Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Gemma Paquet, bénévole, professeure de soins infirmiers retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi :

Courriel: mgsaquet@videotron.ca

à partir du livre de :

Jacques Grand'Maison, **UNE SOCIÉTÉ EN QUÊTE D'ÉTHIQUE**.
Montréal : Les Éditions Fides, 1977, 207 pp. Collection : Cahiers de recherche éthique, no 5.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]



Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 18 avril 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

[Présentation du livre](#)

[Introduction](#)

Première partie. Une problématique en quatre temps

Chapitre 1. [Les plaidoyers en présence](#)

Chapitre 2. [La conjoncture morale](#)

Chapitre 3. [Par-delà le moralisme](#)

Chapitre 4. [Une nouvelle conscience](#)

Deuxième partie. Les lieux privilégiés de la quête éthique

Chapitre 1. [Du pain et du beurre](#) (notre situation économique)

I. [D'abord les cotes d'alerte](#)

II. [Les dessous inavoués](#)

III. [Les tendances en présence](#)

IV. [Les scénarios possibles](#)

Chapitre 2. [Il faut tuer Taylor pour revivre](#) (le travail)

Chapitre 3. [La peste, de La Fontaine à Camus](#) (une politique)

I. [Mieux fonder la conscience critique](#)

II. [Une nouvelle éthique collective à construire](#)

Chapitre 4. [Les six tribunaux de notre démocratie](#) (la justice)

Chapitre 5. [Le débat sur la crise des valeurs](#) (philosophies)

Troisième partie. Coordonnées d'une éthique renouvelée

Chapitre 1. [Une tâche cardinale : re-totaliser l'expérience humaine](#)

Chapitre 2. [Les grands pôles dialectiques de renouvellement](#)

I. [Problématique](#)

II. [Les pôles dialectiques majeurs](#)

III. [Des pôles dialectiques d'appoint](#)

Chapitre 3. [Un cadre de compréhension et d'action \(synthèse\)](#)

I. [Rétrospective du cheminement de l'ouvrage](#)

- A. [« Ça ne va plus de soi »](#)
- B. [Radiographie d'une société](#)

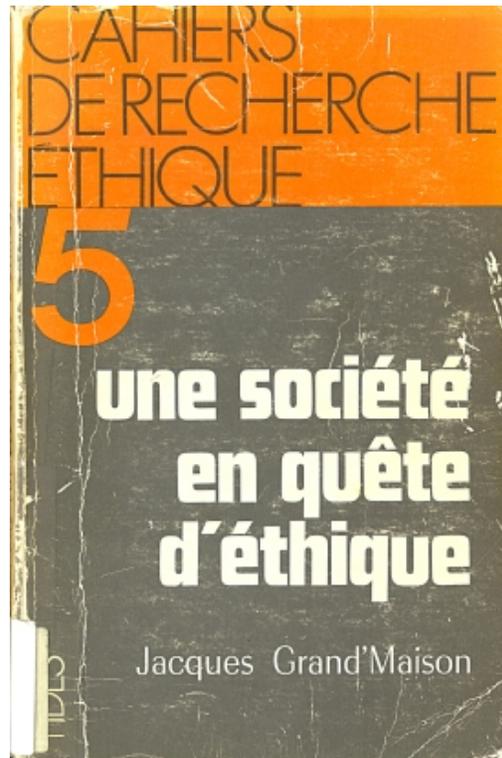
II. [Un cadre de compréhension et d'action](#)

- 1. [Un contexte historique](#)
- 2. [Un ensemble cohérent de valeurs](#)
- 3. [Un jugement juste et libre](#)
- 4. [Une force morale](#)
- 5. [Un comportement conséquent](#)
- 6. [Une instance critique](#)
- 7. [Un consensus minimal](#)
- 8. [Une finalisation fondée, une clé de voûte](#)

Jacques Grand'Maison

sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

Une société en quête d'éthique



Montréal : Les Éditions Fides, 1977, 207 pp.
Collection : Cahiers de recherche éthique, no 5.

Présentation du livre

(texte au verso du livre)

[Retour à la table des matières](#)

Les *Cahiers de recherche éthique* (CRE) ont pour but de regrouper en une série de publications continues, les analyses et les synthèses qui se font jour autour de nous et qui peuvent nous permettre une meilleure approche des problèmes d'ordre moral ou éthique.

L'équipe de direction se situe d'emblée dans une perspective scientifique non confessionnelle. Admettant ait départ l'allégeance religieuse diverse de ses membres, elle se veut à la fois loyale dans son propos de recherche et sagement affranchie des censures extérieures. Son intention est celle de susciter la parole et d'en assurer le libre exercice au plus grand nombre possible de collaborateurs.

En matière d'éthique on fait du travail à la pièce, au gré des combats du jour. Si bien qu'on en arrive à des morales sur le tas où s'enchevêtrent des nouvelles sensibilités et des vieux réflexes mal élucidés.

Jacques Grand'Maison, dans cet ouvrage, tente de cerner la quête positive d'une nouvelle éthique, par-delà l'éclatement des cohérences anciennes et le tâtonnement des explorations actuelles. Il lui a semblé qu'il fallait commencer par débroussailler l'ensemble du terrain, clarifier les tendances en présence et aménager Lin cadre critique de confrontation intelligente et responsable.

Dans une prochaine étude, l'auteur présentera ses propres options. En distinguant ces deux démarches, il nous convie à une première tâche commune, celle de construire une base de cohérence qui permette de mieux situer les diverses orientations, fussent-elles radicalement opposées. Du coup, c'est soulever la question politique d'une éthique collective possible ou pas.

Composer nos mœurs est notre office...
Notre grand et glorieux chef-d'œuvre,
c'est vivre à propos.

Montaigne.

Bien sûr, la morale est affaire de conscience. Mais il existe aussi des milieux amoraux, des situations immorales, des structures plus ou moins justes. Du coup, c'est poser la question politique d'une éthique collective.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Je voudrais d'abord présenter une problématique en quatre temps pour cerner cette quête d'une nouvelle éthique dans notre société, et d'une façon plus large dans la société occidentale.

1. Les plaidoyers en présence
2. La conjoncture morale
3. Par-delà le moralisme d'hier et d'aujourd'hui
4. Une nouvelle conscience

Pour une éthique « située » et en perspective, il m'est apparu nécessaire d'explorer les lieux où se logent à la fois les problèmes les plus cruciaux, les enjeux les plus profonds et les aspirations nouvelles. À chacun de ces points chauds, je propose un horizon de dépassement qui prépare la troisième étape.

1. Du pain et du beurre (économie)
2. Il faut tuer Taylor pour revivre (travail)
3. La peste, de La Fontaine à Camus (politique)
4. Les six tribunaux de la démocratie (justice)
5. Le débat sur la crise des valeurs (philosophie)

Dans la dernière partie plus systématique, j'établis les principales coordonnées de l'éthique proposée, en tenant compte des acquis du patrimoine humain, des conjonctures historiques et des nouvelles pistes à ouvrir.

J'essaie de conjuguer quatre objectifs qualitatifs : solidité de structure, qualité de la fonction critique, capacité de renouvellement et finalisation pertinente.

1. Un défi majeur : re-totaliser l'expérience humaine
2. Les pôles dialectiques d'une éthique de renouvellement
3. Un cadre de compréhension et d'action.

Un projet ambitieux. Mais pouvons-nous continuer de réfléchir et d'agir en pièces détachées, surtout dans un domaine où nous ne pouvons séparer les fins et les moyens ; l'expérience individuelle et la vie collective ; la pensée, l'action et le sentiment ? Toute expérience, à niveau d'homme, exige une certaine globalité qui fédère les diverses dimensions de la vie. Celle-ci est une et diverse à la fois.

Je ne suis pas à la recherche d'un quelconque système universel, irréfutable, encore moins de la réponse unique et close. Je sais trop le prix de la conscience libre et responsable, de la société ouverte. Je tiens autant à l'exploration des possibles qu'au réalisme du pays réel. Je crains par-dessus tout le dogmatisme.

Je me rebiffe devant toute entreprise qui ne vise pas l'homme pour lui-même. Bien des exemples historiques illustrent cette dérive de l'avoir ou du pouvoir en fin ultime. Je crois que l'instance morale, dans la conscience ou en politique, a comme tâche principale de remettre sans cesse en chantier le projet humain comme tel.

Tout l'homme, tous les hommes ! J'insiste. Trop de réformes ou de révolutions ont utilisé des millions d'hommes à des fins autres que leurs promesses de libération. Ne parlons pas des politiques du statu quo.

Or ce qui m'inquiète, c'est le caractère de plus en plus vague de nos débats et de nos combats, dès qu'il est question de préciser l'homme

qu'on veut promouvoir, la vie qu'on veut changer, la société qu'on veut bâtir.

Nous avons pourtant des moyens comme en aucun temps dans l'histoire. Le principal problème n'est donc pas de cet ordre. On croit avoir tout dit en affirmant que le défi est essentiellement politique. Mais la plupart des citoyens ne savent pas vraiment quoi mettre dans cette volonté politique. Et nous voilà amenés à une question plus profonde. Comme le disait récemment Henri Lefebvre : « Notre époque souffre cruellement de manquer de philosophie. »

Peut-être y a-t-il eu d'abord affaïssement de l'instance morale ? Affaïssement du sel de l'homme et de la vie ? Ne soyons pas injustes. Tant de choses nous sont arrivées à la fois et rapidement. Mais raison de plus pour y voir clair.

Une société en quête d'éthique

Première partie

UNE PROBLÉMATIQUE EN QUATRE TEMPS

Chapitre 1. Les plaidoyers en présence
Chapitre 2. La conjoncture morale
Chapitre 3. Par-delà le moralisme
Chapitre 4. Une nouvelle conscience

[Retour à la table des matières](#)

Première partie :
Une problématique en quatre temps

Chapitre 1.

Les plaidoyers en présence

[Retour à la table des matières](#)

Sur le tableau noir

- Des débats interminables et pêle-mêle, sur l'avortement, les droits linguistiques, l'école privée, etc.
- Une enfilade de scandales financiers et politiques.
- Des grèves qui tour à tour mettent la société en échec.
- De graves inquiétudes devant une inflation galopante et un chômage débilant.
- Le choc des libertés et conflit des droits sur tous terrains.
- La menace universelle du terrorisme, de l'enlèvement, du détournement.
- Bref, des sociétés libérales qui semblent avoir perdu le contrôle d'elles-mêmes.

On me reprochera de noircir la situation pour mieux justifier l'importance des enjeux éthiques. Mais n'est-ce pas là propos quotidien chez un grand nombre de citoyens ? Propos alimenté

abondamment par les media. Le langage est à la « crise », qu'il s'agisse de l'unité nationale ou de la famille éclatée.

Au fil des jours, j'ai noté les explications les plus fréquentes qui tentaient de saisir cette dramatisation exacerbée de tout ce qui arrive.

Maladie de riches

- « Maladie de riches, disent ceux qui trouvent artificiels et exagérés la plupart de nos problèmes et les effervescences collectives que ceux-ci suscitent. On explose à propos de tout et de rien. Tels ces arrêts de travail pour dénoncer le moindre faux pas de l'administration, peu importe si toute la machine institutionnelle se grippe, si la clientèle du service subit de très graves préjudices. Mais qu'est-ce, que ces « bobos » d'enfants gâtés à côté de la misère des pays pauvres. Nous avons perdu le sens du pain et de l'humain. Toutes les discussions sur la politique, la morale, les idéologies sont en porte-à-faux. Vides baudruches et vains postiches. Tous convoitent les mêmes biens à la foire insignifiante d'un marché de dupes. Complicité navrante d'une consommation folle et d'une croissance aveugle. Dépendance multiforme qui nous transforme en troupeaux d'assistés dans l'État-Providence. Nous nous mentons à nous-mêmes. Nous nous créons de faux problèmes. »

Changer d'abord l'homme

- « Non, il y a une crise morale vraie, réelle, profonde, rétorquent d'autres. Elle n'est pas inventée. Il est faux de croire que l'élimination des problèmes artificiels, de la fausse prospérité nous ramènera à une vie plus réaliste, plus morale. C'est l'homme qui doit changer. C'est toute la vie aussi.

« La décadence actuelle ne se loge pas seulement dans le futile, dans le luxe, dans le caprice. Elle est au cœur de la vie ordinaire, des comportements quotidiens. Même là, on ne sait plus discerner l'honnête et le juste. Chacun tire la couverture de son côté et se fait

justice sans égard au bien commun. Les droits pour soi et les devoirs pour les autres. On ne veut répondre de ses actes à qui que ce soit.

« L'irresponsabilité se prolonge dans l'a-société, dans la destruction des institutions. Même les gouvernements s'avouent incapables de la moindre politique durable. Peut-être bien parce que les gens refusent toute discipline, tout engagement soutenu dans la vie collective. Voilà la démission générale. »

Changer d'abord la société

- « Ce moralisme ne mène nulle part. Comment s'en prendre à des gens qui ne savent plus le qui, le quoi, le où, le comment des responsabilités ? Tout leur échappe dans cet univers d'organisations anonymes constituées en une gigantesque technostucture que plus personne ne contrôle.

« C'est donc la société qui est en cause. Une société froide, bureaucratique, empêtrée dans son lourd appareillage. Une jungle livrée aux forces sauvages des plus forts. Un monde sans idéal, sans véritables objectifs humains. Des institutions compliquées et incompréhensibles. Des gouvernements pompiers qui se contentent d'éteindre des feux de plus en plus imprévisibles. Dans une cité aussi éclatée, On comprend que les citoyens deviennent incertains, erratiques, et même irresponsables. Le mal est structurel. Rien ne sert de remoraliser une société faussée. Il faut d'abord des changements politiques pour déconditionner les citoyens. »

C'est le pouvoir qui corrompt

- « Mais non, c'est le pouvoir qui corrompt, qui est à la source de tous les malaises de civilisation. La société et l'homme ne sont pas mauvais au départ. Mais ils se gâtent vite dans le jeu infernal des luttes de domination. Nous ne sommes pas sortis d'un monde fondé sur le pouvoir. Pouvoir de l'argent, du parti, de l'autorité sacralisée, de la science monopolisée, etc. La révolution décisive n'a pas eu lieu, celle qui va enfin endiguer cette source empoisonnée, à l'origine de

toutes les violences, et cela jusque dans la cellule sociale fondamentale qu'est le couple humain.

« Le procès moral du pouvoir comme tel est à peine engagé. Il s'agit ici du pouvoir comme fondement décisif de la vie individuelle et collective. Ce pouvoir qui dans la pratique efface le droit. Ce pouvoir déterminant de la force. La realpolitik moderne, fille du Prince de Machiavel, du Léviathan de Hobbes *. On aboutit toujours à un pouvoir absolu qui prétend réprimer les instincts mauvais, les égoïsmes, les violences des hommes. Ainsi seul un État fort délivrerait les hommes de leurs peurs, de leur liberté angoissante. Des hommes qui ne savent pas être pensants, justes et heureux par eux-mêmes. Le doute terrorise l'être humain qui préférera toujours la sécurité à la liberté.

« Voilà les postulats qu'il faut démystifier avant d'inventer une autre morale. »

Plus démocrates, ce serait déjà beaucoup

- « Soyons réalistes, il n'y a pas de société sans leadership. On aura toujours besoin d'un leadership intelligent, honnête et efficace. Mais, en définitive, on aura aussi les leaders qu'on mérite. La démocratie n'est pas encore arrivée, dans la mesure où n'existent pas encore la culture et les pratiques correspondantes, et davantage les hautes exigences morales d'un tel régime. liberté responsable, acceptation du pluralisme, humanisation du conflit, respect de ses propres règles du jeu, sens aigu de la justice, ouverture aux autres et à leurs différences, courage de la décision, lucidité et rectitude du jugement confrontation cohérente et honnête des parfis pris inévitables, exploration commune des divers possibles, etc.

« La crise actuelle dans sa radicalité nous amène peut-être pour la première fois dans l'histoire à ce saut qualitatif. »

* Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.

Une éthique du risque et du changement

- « Ce point de vue laisse entier le problème des conjonctures inédites que nous vivons. Les révolutions industrielles, scientifiques, politiques, culturelles ont accumulé un magma énorme de données nouvelles, de changements de tous ordres que la cité moderne et ses citoyens n'ont pas eu le temps de digérer. D'où cette congestion qui est plus un effet qu'une cause. Les mentalités, cela s'entend, évoluent moins vite que les techniques. Peut-être faudra-t-il apprendre à vivre dans ce monde de changement accéléré, comme nous y invite le sociologue A. Toffler. Ce qui présuppose le courage de faire face à des inédits insécurisants, et la lucidité des cohérences provisoires, ouvertes et sans cesse révisées. »

Une éthique de l'humain essentiel

- « Allons donc ! l'humanité n'est pas née des dernières pluies. Cette prétention de vivre dans un monde tout à fait inédit et nouveau ne résiste pas à l'examen de l'histoire et des sciences humaines. Le savant René Dubos en témoigne :

Les formes de civilisation et la marche du progrès n'affectent guère les désirs les plus profonds de la nature humaine ni celles de ses manifestations qui sont pour moi les plus attachantes. Dans tous les villages et tous les faubourgs du monde, de même qu'à Paris, à Rome, à Londres ou à Manhattan, la plus grande préoccupation des gens normaux est de recréer dans une ambiance moderne certaines attitudes et habitudes qui furent celles de nos très lointains ancêtres... Généralement, et sans même s'en rendre compte, tous les humains essaient de retrouver certaines valeurs fondamentales... les caractères biologiques et psychologiques de l'espèce humaine n'ont guère changé au cours des mille derniers siècles et pour cette raison je suis persuadé qu'ils ne changeront pas d'une façon significative dans l'avenir ¹.

¹ R. Dubos, Choisir d'être humain, Paris, Denoël, 1974, pp. 11-12.

« Ce qui relativise paradoxalement le choc du futur, l'idéologie du changement, le frémissement apocalyptique, le terrorisme des maîtres du soupçon, la révolution permanente et quoi encore. Ces aspects importants dont parle Dubos sont justement ceux-là même qu'on trouve dans les grandes sagesses historiques, dans le très riche patrimoine éthique de l'humanité. C'est ce sol nourricier qui manque à la plupart des contemporains civilisés². Alors, même le progrès ne sait durer. Nous voilà condamnés à passer d'une croissance folle à la croissance zéro. Quelle ironie ! »

Plutôt une éthique de l'équilibre dynamique

- « Il ne faut pas s'engoncer dans l'ornière de la “double frénésie” dont a parlé Bergson. Par exemple, répondre à la frénésie du changement par l'excès contraire du “rien de nouveau sous le soleil”. On a beau y voir la loi physique et historique du pendule, ce n'est pas la voie propre d'une conduite judicieuse de la vie. Bien sûr, en période de crise, ce phénomène ressurgit. Raison de plus pour ne pas céder à son mouvement aveugle. Ce qu'il y a de plus rare et de plus précieux aujourd'hui, ce sont des hommes “moyennement équilibrés”, capables de conjuguer les valeurs de progrès et les valeurs de durée, des hommes aptes au désir comme à la discipline, bien enracinés dans l'histoire et capables de faire l'avenir, tout en étant solidement campés dans le présent.

« Eh oui, l'équilibre ouvert et dynamique, voilà la perle rare !

Même en politique. Entre la double frénésie des conservateurs butés et des progressistes révolutionnaires ou utopistes, les esprits vraiment équilibrés offrent les solutions les plus humaines.

« La société et l'homme contemporain vivent artificiellement aux extrêmes. On en arrive même à considérer l'un ou l'autre extrémisme comme la façon idéale de vivre. Autrement l'homme s'ennuie. Plutôt la barbarie ! Mais derrière cette idéalisation de la révolution

² A. Manaranche, L'esprit de la loi, Paris, Seuil, 1977.

permanente, se cache souvent le vieil absolutisme fataliste. L'extrême gauche et l'extrême droite se ressemblent. C'est bien connu.

« Cette polarisation dichotomique qui cultive l'opposition radicale des absolus est la chausse-trape du manichéisme occidental, pour ne pas parler du modèle western qui sépare les bons et les méchants d'une façon si simpliste !

« Parfois les frénésies opposées deviennent de vraies démences qui nous laissent comme alternative unique :

- le choix entre les colonels et les terroristes
- la désobéissance civile ou la sécurité nationale
- le conformisme le plus plat ou le prophétisme de l'impossible ;
- à chacun sa morale ou la morale officielle indépendante des hommes ;
- le lèse-camarade ou le lèse-majesté
- un ordre sans contenu ou des contenus sans ordre.

« On n'en finit plus de passer d'une frénésie à l'autre. Hier, certains disaient : “périssent les hommes pourvu que les principes soient saufs”. Les plus malins rétorquaient : “Appuyons-nous sur les principes, ils finiront bien par céder”. Mais aujourd'hui, tout principe en amont sera vu comme un enduit imperméable à la liberté et au désir déifié. Comme le remarque Paul Ricœur avec à propos, une liberté qui n'entre pas en institution est potentiellement terroriste.

« Au fond la double frénésie nous place entre deux absolutismes qui tuent tout autant la loi que la conscience. Cet équilibre sans cesse à construire. Montaigne nous rappelle qu'il n'est pas facile de “faire bien l'homme”.

« En bref, disons que les temps de crises appellent un nouvel équilibre dynamique du permanent et de l'inédit, de la nature et de la culture. En politique comme en morale, cet équilibre est l'œuvre conjuguée de l'art, de la science et de la sagesse, ou encore de l'intelligence, de l'intuition et du sentiment. »

Aller au bout du débat

Voilà les principaux plaidoyers en présence. Nous sommes au cœur d'un débat profond et complexe. Ce qu'il y a de sûr, c'est que la question morale ne peut plus être traitée par-dessus la jambe. Elle réapparaît dès qu'on va au bout des enjeux contemporains de tous ordres. On a beau se méfier de la morale, de ses pièges, de ses voies d'évitement, de ses légitimations de l'ordre, de son passé conservateur, on y revient pour retrouver la trace de l'homme. Selon une formule célèbre, la morale, c'est la politique : lorsqu'on dit ne pas en faire, on en fait quand même, et de la pire espèce.

Alors, autant surmonter l'ambivalence des uns et le cryptomoralisme des autres, puis décaper les enseignes. Le débat inévitable sera moins hypothéqué de sous-entendus. On cessera de remettre à plus tard les véritables confrontations d'éthiques. On évitera même de laisser à certains pouvoirs l'utilisation légitimatrice de la corde morale.

Première partie :
Une problématique en quatre temps

Chapitre 2.

La conjoncture morale

[Retour à la table des matières](#)

Les plaidoyers évoqués plus haut marquent une volonté d'aller au fond des choses. Mais ils quittent trop vite le « contexte de vie », la conjoncture, et plus largement le champ historique comme tel. On s'installe dans les préambules ou bien on prêche la solution unique et définitive. Peut-être faut-il consentir à un premier arpentage plus humble du sol, du pays réel. On y découvrira sans doute une topographie plus fidèle à la complexité de la situation contemporaine.

Dès le départ, notons qu'il serait simpliste et erroné d'opposer un passé moralement idéalisé à un présent laxiste. L'histoire nous épargne pareille preuve. Pensons à ce qu'il a fallu de temps et de lutte pour en arriver à l'Habeas corpus, à la charte des droits de l'homme, aux régimes universels de sécurité sociale. Bien sûr, nous connaissons aujourd'hui de gigantesques irresponsabilités morales.

Il y a donc eu des progrès, des régressions. Mais aussi des transferts d'accents moraux comme nous allons le voir. Mais ce qui apparaît davantage au premier regard, c'est l'éclatement de toutes les

cohérences morales acquises dans un monde de plus en plus complexe. Sans compter l'accumulation accélérée de situations nouvelles, et la multiplication des connaissances, et partant des références critiques. Le climat explosif des débats publics en matière de moralité ajoute à la difficulté d'élaborer un discours cohérent, une pratique congrue.

Une morale démunie

Trop de problèmes, trop de questions à la fois. On n'y voit plus clair. Pas plus en morale qu'en politique. Les critiques fusent de toute part. Personne n'échappe au procès. Chacun y participe. Tout se dit. N'importe quoi, n'importe où, n'importe quand, n'importe comment. C'est à vous donner le tournis. On est loin de la « logique des solides ». Plutôt la fluidité en tout.

« Vous savez, les opinions évoluent rapidement. La société en favorise la multiplicité. »

Mais on ne semble jamais réussir à faire le tour d'un problème. Mille explications diverses, et nulle part le moindre cadre de cohérence moral ou politique.

On s'en remet souvent au jugé des statistiques, des moyennes mathématiques. À moins qu'une explication scientifique : psychologique, sociologique ou politique vienne s'offrir comme l'éclairage infaillible et exhaustif. Le malheur, c'est qu'elle est souvent contestée par une autre théorie dite elle aussi scientifique.

Certains scientifiques, après avoir moqué religions, philosophies et idéologies, proposent une éthique de la connaissance qui soumettrait tout à la raison. Mais nous savons que la vie ne se ramène pas à « deux et deux font quatre ». Et puis, quelle rationalité choisira-t-on ? Celle du biologiste, celle de l'anthropologue ? Il y a des centaines de théories globales de la culture et de la société. Quelle place va tenir la conscience libre ? Monod la ramène au hasard, cette brèche imprévisible dans la logique des nécessités. Et nous voilà enfermés dans un rationalisme bien étroit, pour ne pas dire déterministe.

Une morale « systémique »

La quête du bon et unique système a toujours habité les hommes. Toutes les sociétés ont tenté de l'ériger. Ces entreprises ont souvent débouché sur le totalitarisme, sur le pouvoir absolu. Le pluralisme contemporain ajoute une autre raison d'éviter l'imposition d'une même vision du monde. Et puis, il y a ces découvertes saisissantes des diverses anthropologies culturelles. Par exemple, la question morale se pose-t-elle identiquement dans une culture collectiviste et dans une culture très sensible à l'individualité ?

Les grandes synthèses morales qui se disaient universelles et apodictiques nous apparaissent aujourd'hui partielles, partiales, particularistes.

N'oublions pas, non plus, que la démarche morale ne saurait être pure déduction d'une dogmatique ou d'un système. Il y entre la gratuité de la liberté, l'inédit de la 'vie, l'identité culturelle et des situations non interchangeableables.

Qu'à cela ne tienne, l'esprit de système, scolastique ou dogmatique, n'est pas mort, loin de là. Il refait surface de diverses façons chez nous : chez ces marxistes qui prétendent avoir trouvé la grille d'analyse globale, scientifique, objective, apodictique.

Chez ces utopistes de la civilisation heureuse, communarde, transparente. Aussi absolus dans la paix que certains révolutionnaires dans le conflit.

Chez les néo-mystiques avec leur gnose à la fois cosmique et spiritualiste dans l'unité animiste de l'esprit. Tout y est assumé : de l'écologie à la religion.

Chez les néo-scientistes qui disent s'acheminer vers la découverte du système unique : physique, biologique, psycho-sociologique, culturel et politique. Edgar Morin vous promet de résoudre vos problèmes de tous ordres dans le système éco-auto-ré-organisateur !

Mais ces structures globales de certitude déçoivent dès qu'on les situe dans le pays réel, dans le champ des expériences actuelles. Là où on rencontre des identités non interchangeables ; des expériences historiques et biographiques non « universalisables » ; des inédits, des imprévus et des impondérables ; des contradictions et des irrationalités ; des conflits d'intérêts et de droits ; des libertés, etc.

Une morale impossible

L'homme est trop riche et complexe pour s'enfermer dans un système. On ne codifie pas la vie proprement humaine. Ce serait étouffer la liberté et l'histoire.

Dans la société ouverte et pluraliste la plupart des rôles traditionnels de la morale ne tiennent plus : tels celui de fonder l'unicité du pouvoir, celui d'encadrer un consensus obligé, celui d'appliquer le même code jusque dans les alcôves et les consciences.

Ainsi l'État séculier ne peut plus imposer une morale. Certains malins disent qu'il doit se contenter de « gérer les échecs ». Après tout, le libéralisme du laisser-faire doit être cohérent ! Parfois des chefs politiques pousseront très loin la libéralisation des lois en matière de mœurs pour occulter d'autres coercitions qui garantissent davantage leurs pouvoirs. Autre temps, autre politique. Hier, le pouvoir établi utilisait la contrainte sexuelle pour mieux dominer les hommes jusque dans leur vie privée. Le libéralisme moderne est plus subtil. Il va masquer les grandes dominations économiques par la permissivité en matière de mœurs. Il n'aura pas de peine à se présenter comme le champion des libertés. De l'entreprise privée jusqu'à la non-intervention dans les consentements entre adultes.

Cette idéologie de la morale impossible vient légitimer l'économie libérale. Mais il ne faut pas l'avouer. On fait le détour par le biais du privé. Inviolable. À chacun sa conscience. N'est-ce pas la politique la plus noble ? Pourtant des philosophes nous ont appris depuis longtemps que la liberté des plus forts opprime le droit des plus faibles.

Ainsi la liberté libérale tue la morale tout autant que le fait la raison d'État totalitaire. Voyez certains mécanismes subtils d'occultation. Telle la levée de toute censure qui permet aux exploiters les plus habiles de manipuler les instincts. On connaît la trinité moderne : argent, violence et sexe. Ces grands opiums de la cité. Ces énormes creusets de conformisation et de massification.

Ce qui devait libérer la décision d'une conscience adulte apparaît tout à coup une chausse-trape politique.

L'idéologie de la morale impossible a trouvé ses lettres de noblesse dans l'a-moralité, dans l'absence de normes à certains niveaux de l'existence : privée, affective, personnelle. Tout ce qui peut laisser croire que vous êtes un homme libre, même dans une société programmée, même face à des grands pouvoirs qui s'occupent de vos affaires.

La cité anomique apparaît passionnante au premier regard. Elle favorise la liberté, l'aventure, le risque, l'inventivité, l'imprévu. Mais qui en profite effectivement ? Les nantis, les personnalités fortes, les groupes les plus puissants ?

À long terme, on provoque un terrible boomerang. La situation volcanique des sociétés libérales en témoigne. On est passé de l'anomie à l'anarchie, d'une liberté a-morale à des violences gratuites et sauvages, de l'autodétermination à la non-détermination. Une autre trilogie surgit : angoisse, impuissance et sécurisme. Le libertaire devient sécuritaire. Le désengagement succède au struggle for life. Sécurité d'emploi à vie. Dénatalité. Hypertrophie de l'État-Providence et que sais-je encore. Des esprits inquiets commencent à s'interroger sur l'érosion de la fibre morale. À leurs yeux toute reprise d'élan passe par une re-moralisation de l'homme et de la société.

Une moralité de situation

Plusieurs craignent le retour en force du moralisme. On ne serait d'ailleurs pas en mesure de redéfinir globalement la moralité.

Au lieu de retourner à l'idéologie de l'ordre, il faut aller au bout de la liberté. Le problème, c'est que nous nous sommes arrêtés en chemin. Au fond, nous avons peur de la liberté.

Toutes les grandes libérations historiques passent par une phase de chaos nécessaire à une distance critique sur des structures rigidifiées et dépassées.

Durant cette période de transition, il faut accepter le pilotage à vue. Mais cette vie improvisée, malgré les tâtonnements, redonne le goût de la liberté et du risque. Elle rend plus attentif au réel, à ses inédits, à sa complicité. L'homme s'y découvre davantage responsable de sa vie et agent de l'histoire. Plus ouvert aussi aux possibles. Plus profond dans ses délibérations, dans ses choix, dans ses quêtes de sens. Plus adulte dans son jugement. Plus sensible aux différences. Plus apte à l'imagination créatrice. Plus respectueux des libertés des autres.

Cette morale de situation permet une rectitude intériorisée ; on ne décide vraiment qu'au fond de soi. Elle sait assumer les impondérables du cœur et de la vie, Elle reconnaît les ambiguïtés, les contradictions, les absurdités, les doutes, les angoisses de toute aventure humaine. Elle maintient la brèche de la liberté au cœur des nécessités. Elle est à la fois plus personnelle et plus politique. Elle voit l'homme et la société comme projet, comme auto-crédation.

Mais n'est-ce pas une vue idyllique des choses ? Peut-on penser a une morale sans amont et sans aval, sans fondement et sans structure ? Une vie sans route, sans balise crée une angoisse insurmontable, un sentiment d'être planté là sur un terrain vague. Vertige du vide dans ce monde urbain d'à coups sans rites et sans rythmes, sans espace et sans milieu organique. Une immense cafétéria anonyme où l'on défile à toute heure. Un monde de relations courtes, d'actes isolés, de modes évanescents.

Et vite, l'idée noble d'inventer sans cesse sa vie disparaît au profit de la programmation télévisée qui organise le temps libre, au profit du travail taylorisé autant par le syndicat que par l'administration. Même les vacances seront confiées aux bons soins d'une agence spécialisée. Des vieilles contraintes morales on passera, par exemple, aux impératifs pré-scientifiques de la carte astrologique qui fixe votre identité et votre destin.

Cette conduite « ponctuelle » de la vie débouche paradoxalement sur la déconnexion du réel. Ainsi on aura de moins en moins de prise sur la cité et même sur sa propre situation. On se sentira de moins en moins « situé », de moins en moins en situation.

Une morale chambrée

La moins avouée, la plus diffusée, la plus contraignante. Eh oui ! la morale du bonheur moyen de l'homme moyen. Intégré, adapté. Copie conforme des modes du jour. Il sait le prêt-à-porter, le prêt-à-penser. Oh ! ce peut être le jean permanent du jeune contestataire. Aussi conformiste que ses parents. Seuls les objets de consommation changent. Mais tous se retrouvent au même centre d'achat, à la fête incessante de la consommation téléguidée et conditionnée. Le langage publicitaire va homogénéiser le langage, le style de vie, la philosophie de base.

La normalité de classe moyenne supporte mal les malheurs de la vie. Autrefois, on était coupable d'être heureux (paraît-il), aujourd'hui on est coupable d'être malheureux. Être bien dans sa peau implique un ensemble d'attitudes. Par exemple, on trouvera insupportables les accidents de parcours qui font pourtant partie de la vie : un enfant qui a des problèmes d'apprentissage, un conjoint diminué ou accidenté, des vieux parents isolés ou dans le besoin. La maladie et la mort, ces tests de vérité de la force morale, font l'objet d'une peur parfois morbide. Car c'est là où le bât blesse ce système très poussé de sécurité. Les classes moyennes ont développé a no-risk ethic. Des assurances en tout jusqu'au no fault. La sécurité absolue d'emploi. La responsabilité gouvernementale intégrale. Un idéal de fonctionnaire.

Mais qu'est-ce qu'on ne se permettra pas pour défendre ses intérêts sans aucune autre considération ? Le syndicalisme, majoritairement aux mains des classes moyennes, se montre aussi vorace que les grands pouvoirs financiers. Le petit peuple perd sur tous les tableaux. Voilà qu'on le prend en otage dans les batailles entre « intégrés ». Qui souffre le plus d'une longue grève dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les transports publics ?

Drôle de morale chambrée qui veut tout le monde égal et pareil. Elle a ses rationalisations toutes prêtes : égalisation des revenus par en haut, effets d'entraînement, etc. Tout en étant obsédées par leur mobilité socio-économique et par leurs nuances de statut, les classes moyennes donnent le ton à toute la société pour la convoitise des mêmes biens. Cet énorme creuset de conformité défie toute distinction sensée entre le nécessaire, l'utile et le futile. Mais faut-il chercher ici des boucs émissaires quand on sait l'absence généralisée d'échelle de valeurs dans tous les milieux et secteurs de la société ?

Au demeurant, il ne reste que les signalisations superficielles d'un environnement soumis au massage permanent de la publicité. Celle-ci saura réduire au minimum l'exercice de discernement qui est à la base de toute réflexion morale critique. L'abondance des objets masque la pauvreté des objectifs.

La contre-morale du désir

Face aux anciens conformismes et aux nouveaux, on va opposer une contre-morale du désir. Le propos a d'abord de multiples sources critiques : procès de la morale infantile et autoritaire d'hier ; procès des règles de conduites ramenées à des conventions sociales ou à des impératifs sociaux répressifs ; procès d'une science déterministe et castrante, enfermée dans la logique des nécessités ; procès des automatismes conditionnés chez les consommateurs ; procès de la mise en carte informatique dans une vie bureaucratisée, etc.

Tout cela provoquerait névrose et inhibition chez l'urbain moderne. D'où les multiples fuites qui toutes cherchent à éluder l'angoisse née

du désir et du plaisir inhibés. Telles ces multiples drogues et ces mystiques de tout gabarit.

Les morales d'hier et d'aujourd'hui seraient génératrices de passivité, de démission, de fausse sécurité, de masochisme. Elles ne sauraient ni le désir, ni le plaisir, si ce n'est dans une certaine compréhension des transgressions provisoires ou des défoulements épisodiques. Quant à la vie quotidienne, les moralistes voudraient l'encadrer et la baliser fortement, la régler comme du papier à musique.

On va donc prendre le contre-pied de cet univers répressif pour libérer le désir. Celui-ci étant conçu comme le grand et unique vecteur de la condition humaine. Voilà ce qu'un certain courant psychologique moderne est en train de diffuser. Hier la pensée freudienne avait connu pareille vulgarisation. Freud affirmait l'inévitabilité de la contrainte dans toute visée civilisatrice. On renverse ce postulat. C'est le désir qui fait l'homme et la civilisation. Un désir souvent ramené au plaisir immédiat. Mais ne caricaturons pas. La remarque qui suit nous en avertit :

C'est lorsqu'un malade redevient capable de se donner du plaisir, qu'il peut s'engager dans une démarche thérapeutique... Le plaisir apparaît bien comme le signe et le moteur de toute relation humaine. (André Badiche)

Voilà la réalité fondamentale : unique, irréductible, indivisible dans la constitution du « je » et du conflit social. Mise à part cette « unipolarité » contestable, il faut bien reconnaître ici une dynamique positive dont la morale traditionnelle avait fait bon marché, même si elle se prétendait essentiellement tournée vers la poursuite du bonheur. Le désir comme la liberté sont des qualités en creux qui ouvrent à de multiples possibles, à divers achèvements. Le désir est une dynamique plus large et plus profonde que le plaisir, fût-ce l'éros. Ce tournant est trop récent pour en saisir toute la portée historique, surtout en matière d'éthique, et encore plus dans le domaine politique. On sait que les tenants de la civilisation heureuse projettent une société du jeu, du plaisir et du désir. Tels Duvignaud, Marcuse, Brown, Watts, Levy et bien d'autres, particulièrement dans la foulée de la révolution sexuelle. Mais au bilan, l'expression collective ou

politique du désir libéré en est encore à l'utopie. Pour le moment, la démarche reste très individualisée et privatisée. D'ailleurs, c'est son subjectivisme exacerbé qu'on lui reproche le plus.

On commence à critiquer la contre-morale du désir en divers milieux. Certains psychiatres américains y voient une des sources de l'angoisse indéfinissable que vivent des milliers de jeunes et de moins jeunes de plus en plus incapables de donner une structure minimale à leur liberté, une finalité à leurs désirs, une feuille de route à leur aventure. Il leur manquerait un cadre normatif de jugement.

De plus, la contre-morale du désir, en valorisant uniquement l'indépendance individuelle, ne préparerait pas à assumer les dimensions d'interdépendance et de dépendance, qui font partie, elles aussi, de la condition humaine. Cette anthropologie unipolaire mène particulièrement à un appauvrissement de la socialité. Serait-ce en filiation directe avec le libéralisme capitaliste ? Les fils ressembleraient ainsi à leurs pères, même si l'objet du désir n'est pas le même dans les deux cas, à savoir posséder ou jouir, peu importe le coût social.

Ce serait encore plus grave si cette exacerbation du plaisir n'était que le prolongement de la convoitise stimulée par la publicité permanente. On serait alors en face d'une rationalisation noble pour mieux cacher sa complicité avec les stratégies de sur-consommation et de sur-production. La contre-morale du désir pourrait apporter un second souffle au néo-capitalisme. Herman Kahn, dans Scénario pour 200 am (1976-2176) résumait cette philosophie : « Apprendre à dépenser davantage sans jamais se blaser ! »

Mais il est une autre critique beaucoup plus percutante : the rising entitlement. Elle vient d'études sur les comportements en relation avec le droit. Tout se passe comme si un certain libéralisme arrivait à sa limite critique. Chacun ne voit que son droit sans référence au droit des autres. D'où ce contexte sauvage d'autorisation de soi jusqu'à la violence la plus gratuite. La jungle économique se prolonge dans un style de vie et de société. Tout contrôle collectif est affublé d'étiquettes négatives : morale répressive, État policier, fascisme, esprit totalitaire, etc. Mais si on est de plus en plus critique face aux

causes politiques et économiques, on l'est moins sur ses propres complicités. Là où on pourrait commencer à vivre une socialité plus humaine et des rapports plus justes entre pairs.

Le néo-narcissisme du désir exacerbé et de la liberté individuelle sans frontière est une intériorisation de la self-appropriation capitaliste. Il faut se demander si le sens de la personne qui a émergé admirablement dans l'histoire occidentale, est en train de virer à l'individualisme anarchique et irresponsable. Celui-ci pave la voie à la loi du plus fort ou à des solutions autocratiques. Dans un tel contexte, seuls les privilégiés de l'argent ou du parti continueront de vivre la dynamique du désir. En refusant toute interrogation éthique, on livre ce même désir à la prostitution du droit, du pouvoir et de l'homme lui-même. Et surtout, on passe à côté d'un grand défi contemporain, celui de se créer une société.

Nous sommes devenus des a-sociaux auxquels des peuples dits barbares pourraient donner des leçons. Lorenz et Morris nous invitent même à nous inspirer davantage de la socialité des animaux ! Point de vue exagéré ? Certains rétorqueront que nous n'avons pas mis en place une socialisation et une démocratisation très poussées. Qu'en est-il des pratiques ? À ce niveau, on trouvera bien des comportements à démystifier. Telle cette fausse conscience bien traduite dans le double standard de conduite.

La double morale

Voilà un autre phénomène de la conjoncture. Le double standard moral n'est pas d'aujourd'hui. Depuis longtemps, les hommes ont eu tendance à juger leur propre vie et celle des autres selon des critères différents. Telles une morale douce d'auto-justification et une morale sévère face à autrui.

Comme autrefois, une morale pour le roi, une morale pour les sujets. Le cardinal Richelieu et Machiavel se ressemblent.

La science psychologique a mis en lumière bien des mécanismes complexes qui jouent dans cette pratique du double standard :

surdétermination, projection, retour du refoulé, déplacement, compensation, catharsis, dédoublement, déculpabilisation, etc. Nous voulons en rester ici à une approche plus conjoncturelle de certaines tendances assez diffusées. Voyons ces doubles morales qui se déploient sur un fond manichéen :

- Rigorisme politique face aux pouvoirs, aux institutions, quitte à utiliser la morale humaniste pour monter le procès. Morale qu'on juge non avenue pour évaluer sa propre vie. Le code de moralité reçu sert à la critique triomphale de la société établie.

- Pour soi, c'est plutôt la morale idéologique d'auto-justification. Soit celle de la liberté solitaire, de l'autorisation de soi par soi, soit celle du parti qui départage les justes et les méchants.

Et dire qu'on pourfend le moralisme manichéen d'hier ! Il réapparaît sous d'autres visages.

L'indépendantiste sera qualifié de fanatique et le fédéraliste de veule colonisé assimilé.

Vilains révolutionnaires ou pleutres réactionnaires.

Compromissions de petits bourgeois ou immaculée conception du prolétariat.

Libéral hypocrite ou socialiste vertueux.

Intégrés ou exclus.

Adaptés ou révoltés.

Et quoi encore !

Les transferts récents

Notre époque connaît une foule de transferts moraux. D'entrée de jeu, voyons-en quelques-uns :

- Du péché sexuel au péché politique
- De l'ordre à la liberté
- De la soumission à la lutte

- Du droit individuel au droit collectif et vice versa
- De « au nom de quoi » à « en fonction de quels intérêts »
- Du code reçu et permanent au contrat libre et provisoire
- Du devoir au droit
- D'une morale a priori à une morale des conséquences
- De la domination de la nature au respect de la nature
- Du maître au « s'éduquant »
- De l'idéalisme au positivisme
- De l'héritage au projet
- Du principe éternel à la situation particulière
- De l'institution à l'expérience exploratoire
- De la loi à la conscience
- De la charité à la justice, etc.

Cette liste de première venue profile déjà certains grands déplacements des pôles de sensibilité morale. Nous devons les reprendre systématiquement. Contentons-nous de signaler l'importance du phénomène. Il y a tout un monde de comportements et d'attitudes derrière chacun de ces transferts. Parfois on y trouve des philosophies radicalement opposées, des lectures très différentes de la société.

On ne voit pas les choses de la même façon quand on choisit de juger plutôt à partir des intérêts en présence qu'au nom de tel ou tel principe. Les grands « maîtres du soupçon », Marx et Freud, à la suite des premières révolutions scientifiques nous ont incités à réfléchir d'en bas. À partir des infrastructures, des pratiques réelles, des rapports de force.

Nous en sommes peut-être venus à sous-estimer le rôle des grandes représentations et des symboles dans les conduites individuelles et collectives. Sans compter la confiscation de bien des cohérences acquises dans l'évolution de la conscience et de la pensée humaine. Les valeurs de progrès ont pris tellement de place qu'elles ont occulté les valeurs de durée. Le désarroi actuel devant un style de vie haché, ponctuel et immédiatiste, sans cadre de référence, sans hiérarchie de valeurs identifiable remet en cause le refus superficiel d'une réflexion morale systématique.

Comment ne pas reconnaître, par ailleurs, les aspects positifs de certains transferts. Tels le primat de la liberté, le sens aigu de la justice, l'inviolabilité de la conscience, la critique lucide des biaisements idéologiques, le courage de pointer les situations réelles d'exploitation et de conflits, etc. Une nouvelle conscience politique est en train de réviser radicalement les rôles, les pratiques, les fondements du pouvoir. Une certaine morale traditionnelle a masqué bien des enjeux « structurels » en ce domaine. Plusieurs contemporains ont découvert l'importance de l'action politique proprement dite. Sphère qu'une morale de sujétion réserve aux élites. On ne saurait regretter la mendicité aux portes des églises, sous prétexte que la démocratisation des politiques sociales met en veilleuse les valeurs de gratuité, de don, de bienveillance inter-personnelle, tout en risquant d'accentuer une diffusion de la dépendance, de la médiocrité. Ce procès est bien connu. Il idéalise faussement le passé et méconnaît les progrès du présent. Mais il sert surtout à écarter des exigences morales qui remettent en cause un système social, une politique, une situation de privilégiés.

Chez d'autres, on trouvera un comportement qui diabolise l'autorité, la loi et même tout ce qui est institution, comme si elles étaient automatiquement et en soi répressives, injustes et aliénantes. Cela ne vaut pas mieux que la divinisation de l'autorité.

Dans le processus des transferts se glissent parfois des données très complexes. Par exemple, les rapports entre le sexuel et le politique. Un certain univers urbain et politique les dissocie superficiellement. Par exemple, self-indulgence sexuelle et rigorisme de la morale politique. De fait, il y a souvent d'étroits rapports entre sexualité et politique. Le film célèbre *Portier de nuit* a bien montré ces raccords souterrains dans l'expérience du nazisme. Dans les sociétés libérales la privatisation de la sexualité peut créer bien des illusions. Combien ont vu un prolongement du capitalisme sauvage dans certains phénomènes de domination et de violence sexuelles, d'industrialisation et de commercialisation du sexe, sans compter la déstructuration des rapports humains fondamentaux, etc. ? À l'inverse, on peut se demander si la révolution féminine, par exemple, n'a pas d'énormes conséquences politiques à long terme. « Que la femme se

taise en politique », disait Napoléon. Ce préjugé est encore si proche de nous.

De très profondes contradictions

Mais de tous les transferts, celui d'un moralisme à un autre me semble être la première requête d'investigation plus systématique. L'histoire autant que le naturel revient vite au galop. Les changements de surface sont évidemment plus visibles. Mais ils voilent souvent des permanences de situation et de mentalité, surtout au plan des attitudes les plus profondes. Il faut un second regard pour saisir certains transferts du pareil au même. Par exemple, le dogmatisme peut tout simplement changer d'objet. Passer du religieux au politique.

Ma petite expérience m'a appris que les plus dangereuses illusions se situent à ce niveau. De la soumission pure à la révolte pure, d'aucuns poursuivent la même pureté impossible et inhumaine. Je vois « perdurer » aussi quelques-unes de nos vieilles contradictions : autoritaires et anarchiques à la fois, élitistes et égalitaires jusqu'à la médiocrité, conservateurs et messianiques, etc. Travers latins ? Réflexes de colonisés ? Ces explications ne suffisent pas. D'autant plus que certains s'en servent pour justifier soit le pessimisme le plus absolu, soit l'optimisme le plus béat (celui qui chante l'avènement certain de la vertu après la révolution de la décolonisation ou le renversement des pouvoirs et des structures).

Loin de moi la tentation de minimiser ce qu'il y a de qualité morale ou tout simplement humaine dans notre expérience historique. Mais ce n'est pas une raison pour ignorer des passifs que nous croyons disparus. Telle la marque profonde d'un certain catholicisme autoritariste et conservateur avec ses corollaires de dépendance, de passivité et aussi paradoxalement d'anarchie, de dépolitisation et d'individualisme. Nous avons peu développé au bilan une dynamique de la conscience, de la responsabilité individuelle, du risque économique, malgré un environnement culturel qui se prêtait à pareille influence.

Il ne s'agit pas d'idéaliser les autres ou de cultiver le mépris de soi et des siens. Cette ambivalence ne fait que traduire l'étrange mélange de moralisme et d'a-moralité que nous pouvons constater chez nous comme ailleurs. Mélange qui s'exprime même idéologiquement. Par exemple, on dira que le vrai problème n'est pas moral mais politique, et en même temps on tiendra un discours politique du plus pur moralisme. Chez des esprits sophistiqués, l'humanisme décrié n'en demeure pas moins le fer de lance de leurs anathèmes politiques.

Non, le moralisme n'est pas mort. Il est le premier ennemi d'une morale authentique. C'est ce premier terrain piégé et miné que l'éthique-science de la morale doit d'abord explorer et libérer.

Première partie :
Une problématique en quatre temps

Chapitre 3.

Par-delà le moralisme

Et ce par quoi Beethoven, par-delà son œuvre, demeurera impérissable, c'est qu'il a fait de la musique avec du silence, que l'hymne à la joie est écrit avec le désespoir de sa surdité, et que sa victoire surgit sur un horizon de débâcle.

R. Habachi.

[Retour à la table des matières](#)

Un hymne à la joie écrit avec le désespoir de la surdité. Une victoire sur un horizon de débâcle. Voilà ce qui rappelle le tragique de l'aventure humaine et en même temps la force d'une espérance plus forte que tous les destins les plus aliénants. Cette dramatique met en cause les grands travers du moralisme. Soit une conception pessimiste de l'homme irrémédiablement corrompu ou impuissant, soit un angélisme d'idéaux inaccessibles au commun des mortels ; soit un esprit légaliste qui ignore toutes ces fibres les plus fines et délicates du cœur : angoisse, liberté, crise, risque, empathie, désir, gratuité, etc.

Il y manque la touche humaine dans la mesure où l'ordre donné, l'impératif absolutisé, la logique imposée sont indépendants de la conscience délibérante, de l'inédit historique, de l'identité culturelle. Au cours des derniers siècles, un rationalisme bien étroit s'est substitué aux rituels primitifs. Nous n'en finissons plus de nous enfermer dans une scolastique ou l'autre. Et c'est toujours la liberté responsable de l'homme qui paie la note.

Le vieux cléricalisme réapparaît sous des traits séculiers. De Brejnev à Skinner. On s'inquiète du chaos contemporain, des sauvageries violentes. À première vue, c'est plutôt l'amoralisme qui retient l'attention. C'est peut-être une vision bien superficielle de la situation. Un grand courant de conscience est en train de nous le rappeler. Tel le combat universel qui s'amorce autour des droits de l'homme face à un totalitarisme qui menace d'encercler la planète. À gauche comme à droite, on retrouve la même obsession de la structure vertueuse, comme réponse morale et politique à la technostrucure transnationale. Il y a ici une sorte de continuum entre l'idéologue, le militaire, le bureaucrate, le scientifique, le financier... et l'homme de masse conditionné. Face à toutes ces logiques enfermantes, toutes extra-humaines, on comprend les réactions tantôt violentes, tantôt apathiques. Bien peu de place pour une éthique politique de responsabilité et de liberté.

Voilà un premier fond de scène pour justifier une démarche éthique qui commence par démystifier le crypto-moralisme moderne maquillé de mille et une façons. Sans compter l'illusion bien contemporaine d'avoir liquidé le cléricalisme à travers la confiscation d'un certain héritage religieux. Eh oui ! il faut rouvrir le dossier de la « trahison des clercs » en le relisant avec ce qui se passe aujourd'hui. Le lecteur lui-même pourra établir un parallèle saisissant. Mais il faut le faire avec l'esprit critique d'un Pascal qui vous dit finement : la vraie morale passe la morale. Sinon le procès du moralisme d'hier et d'aujourd'hui sera une opération débilitante et stérile. Car il s'agit bien de libérer ici à la fois une conscience et une politique vraiment humaines.

La morale reçue

Devant le désarroi actuel, plusieurs ont la tentation de retourner aux solutions des problèmes passés.

Je ne nie pas cette part de vérité que contient le patrimoine humain moral qui a subi l'épreuve du temps. L'honnêteté, par exemple, reste un repère pour toutes les époques, pour tous les hommes dans quelque régime que ce soit.

Je veux plutôt souligner le travers de ceux qui cherchent à se réfugier dans une gangue de règles cristallisées, parce qu'ils ont peur des risques, des tâtonnements et des efforts qui accompagnent les progrès de la science et de l'histoire.

Une conception fixiste de la morale quoi ! Le modèle d'hier est plus clair, bien sûr. Alors que les références morales contemporaines ne sont que des préférences trop souvent gratuites, sans hiérarchie de valeurs. Des choix qu'on ne peut situer dans une philosophie de base cohérente. À témoin, cette liberté folle qui va en tout sens, qui justifie des conduites irresponsables, et parfois aberrantes.

Les générations montantes paient cher la démission morale des dernières années. Combien de jeunes n'ont aucun cadre valable de référence pour situer leurs questions et leurs expériences ? Ils sont déçus de ne pas rencontrer des adultes bien campés, cohérents dans leurs manières de vivre, de penser et d'agir.

Comment ne pas reconnaître, encore ici, une préoccupation légitime ? Mais pareil défi justifie-t-il le retour au catalogue d'un certain moralisme qui formulait des réponses sans tenir compte des questions, des sensibilités, et des cheminements nouveaux de la conscience comme de la vie ? À la limite, on ne reconnaît alors que les valeurs de permanence. Il n'y a pas de place pour les valeurs de progrès, de liberté créatrice, de responsabilité inventive. La lettre est sauve, mais l'esprit a déserté. On n'éduque pas ainsi une conscience adulte.

Une deuxième raison fonde notre remise en cause de ce retour à « l'ordre moral de toujours ». Il sert trop bien la cause de ceux qui bénéficient du statu quo. Combien d'exemples historiques nous le prouvent ?

Les régimes des colonels ont commencé par des croisades morales. C'est une marque de commerce de tous les fascismes. En deçà de ces exemples extrêmes, même dans des régimes libéraux, la corde morale est utilisée par des pouvoirs politiques et financiers qui ne veulent pas changer les règles du jeu, dans la mesure où celles-ci protègent leurs intérêts. Peu importe si de larges couches de la population connaissent une situation grave d'injustice, d'exploitation.

Car, il faut bien l'admettre, la morale reçue fait elle aussi une sélection contestable des valeurs. On y trouve peu d'attention aux droits collectifs. Surtout ceux des classes infériorisées. Et les droits individuels ne sont souvent accessibles que chez les privilégiés de l'avoir ou du pouvoir.

« Selon que vous serez puissants ou misérables les jugements de cour vous rendront blanc ou noir. »

Les gens du peuple souscrivent à pareil constat du fabuliste. Ils en ont une constante confirmation dans le système juridique actuel. Les exceptions confirment la règle. Pour un Nixon condamné, et subtilement gracié, combien d'autres grands ou forts échappent aux normes judiciaires par de savants et coûteux recours à des bureaux d'avocats prestigieux ?

Certains objecteront ici que la crise morale est généralisée, que tout le monde, du plus petit au plus grand, tente de se faire justice. Et vite, on passe aux fraudes des chômeurs, des assistés. Les grandes manœuvres d'underground financier sont moins visibles. « Cela fait partie du jeu normal de l'activité économique. » Et voilà la légitimation assurée.

Or, c'est justement à ce niveau-là qu'il faudrait re-poser la question morale. Dans son vrai contexte politique, sociétaire.

Dans quelle mesure la crise morale actuelle n'est pas la conséquence logique de cette légitimation que nous venons d'évoquer ? N'est-ce pas tout un style de société qui est en cause ? Un libéralisme sauvage et darwinien bâti sur la loi du plus fort, sur le faux postulat de l'auto-régulation automatique des intérêts particuliers. Bien sûr, cette loi du plus fort, on la retrouve dans les totalitarismes fasciste et communiste. Mais nous ne vivons pas dans ces régimes. Ce sont d'abord la morale et la politique du libéralisme qu'il nous faut ré-interroger. Nous y reviendrons.

Un obstacle à lever

Le moralisme a d'autres sources, peut-être plus profondes. Il dé, passe les travers d'un régime politique donné. Il réapparaît sans cesse comme le chiendent à tous les printemps. On ne le déracine jamais une fois pour toutes. Il faut donc savoir l'identifier sous ses diverses pousses. C'est un travail à recommencer à chacune des époques ; le danger serait de le croire trop vite liquidé un peu comme un certain passé révolu. Bien sûr, l'histoire du moralisme peut nous aider à discerner ses principaux traits. Voilà ce que nous établirons dans la prochaine étape. Mais gardons bien en vue la floraison épisodique de ce chiendent capable de s'investir dans de nouvelles espèces. Voyons d'abord l'air de famille commun aux anciennes et aux nouvelles. Il s'agit ici d'un profil général qui ne s'applique pas intégralement à chacune des espèces.

Le moralisme, c'est la morale en soi, existant d'une façon indépendante des hommes, fondée sur une loi naturelle, sur une loi divine, ou encore sur des « idées séparées ». De ce donné extérieur souvent absolutisé, on déduit des normes de conduites que l'homme et la société doivent transcrire dans leurs attitudes et comportements. Il s'agit de dérouler la bobine d'un film déjà tout impressionné. À la limite, le moralisme abolit les cultures, l'histoire, la liberté responsable et l'homme lui-même, il ramène les conditions réelles de l'existence à une sorte d'état d'apesanteur par rapport au surplomb d'un ciel moral, seul signifiant. C'est une anti-morale dans la mesure où il n'y a pas de place pour les cheminements de la conscience, pour les libres projets, pour les écarts entre un « déjà réalisé » et un « à faire ».

Pour bien comprendre, pensons ici à une praxis humaine aussi fondamentale : l'éducation. Celle-ci est-elle concevable sans ces démarches expérimentales que sont les apprentissages de la liberté et de la responsabilité avec leurs moments de recherche, de tâtonnements, d'erreur, de révision, de dépassement ? Le moralisme est une des pires perversions, parce que même le « meilleur » perd son sens originel d'achèvement. Le chantage du maximum inaccessible décourage la volonté d'exceller en humanité, ou de « faire bien l'homme » comme le dit Montaigne avec modestie.

Donc pas de place pour le provisoire, le possible, le risque, encore moins pour l'erreur ou la faute. Tout cela ne serait que faiblesse et pure négativité. Derrière la noblesse des principes se cache parfois un refus de vivre, de risquer son existence. Une certaine pureté morale ressemble à une roue libre qui tourne à vide, sans embrayer quoi que ce soit de la vie concrète.

L'esprit moralisateur ne s'implique pas dans les combats de la cité. Il les juge de haut et de loin, sans se mouiller, sans se salir ! Il n'accepte pas la diversité. Il a peur de la liberté. Il méprise l'homme, cet être égoïste et sans cesse déviant. Obsédé par les balises de la route, il ne sait pas le goût du voyage et l'élan de la vie. Voyez-le arrêté au bord du chemin, les yeux fixés sur sa carte géographique, et le regard absent des beautés qui l'entourent... absent du réel. Il en oublie même le but qu'il poursuit. Le sens de la découverte, de l'imprévisible, de l'inattendu lui manque tout à fait. D'où cet esprit chagrin et insécure ³.

³ Voir Cahiers de Latourette, no 13, Lyon, 1975. Marc Oraison, Une morale pour notre temps, Fayard, 1969. Et R. Simon, Fonder la morale, Seuil, 1974.

Les traits marquants du moralisme

Dépassons cette description générale et dégageons les traits marquants :

1. Le devoir pour lui-même. « Ça ne se fait pas. - Pourquoi ? - Parce que ça ne se fait pas. » Il y a ici une inversion très grave. Un comportement est mauvais parce que défendu et non l'inverse. L'inversion se double d'un refus de l'intelligence libre et responsable.

2. La règle pour elle-même. On est juste, si on est en règle. L'esprit de géométrie, quoi ! Un esprit rigide, sévère qui classe les hommes selon leur plus ou moins grande fidélité aux règles établies et irréformables.

3. Une morale du minimum vital. Voilà le paradoxe. Il n'y a pas de place pour un au-delà de la loi, pour une recherche du « plus juste ». Pris dans son système clos, l'esprit moralisateur cherchera les moindres frais et les échappatoires casuistiques.

4. Une morale de l'acte et de l'objet. Aucune considération du sujet humain, de l'ensemble de son expérience, de son histoire. Obsession de la faute conçue comme une réalité extérieure à l'homme, comme une chose défendue par un système hors de la vie.

5. Tout est sur le même plan. « Comme des boîtes de conserve sur les rayons d'une épicerie. » Aucune hiérarchie des valeurs. Pas de place pour des essais, des choix, des priorités. À vouloir tout soumettre à la règle, on en vient à une censure omniprésente qui préfère « des idiots immortels à des hommes libres, perfectibles dans le temps » (Lacordaire). Cet esprit tatillon filtre le moustique et avale le chameau, après avoir proclamé ses idéaux essentiels, fondamentaux, indiscutables, etc.

6. Une morale statique. Cela va de soi dans un système intemporel sans âge et sans histoire. La Vérité est là, bien définie, comme un dépôt à conserver. Quand on se l'approprie, on connaît une possession tranquille aussi immuable que le rocher qui abrite les neiges

éternelles. Mais voilà, une telle assurance cache une angoisse inhibitrice. Cet homme est écrasé par l'infini. S'il se rebiffe, il ne lui reste que l'alternative d'un rejet global. D'où la suprême culpabilité irrémédiable.

7. Une morale de l'ordre établi. Il n'y a de sens que dans l'Ordre. La liberté engendre les désordres et la remise en question : les crises, les conflits. Peu importent les injustices et les violences de cet Ordre dans ses transcriptions historiques.

8. Une morale individualiste et privatisée. Autre contradiction que ce moralisme de la bonne conscience intime qui se fonde sur de grandes références universelles et lointaines, bien dégagées des responsabilités historiques, des requêtes collectives de justice, des tâches sociales du milieu. On défend un système sans regarder à ses structures réelles et aux situations concrètes qui le révèlent.

9. Une morale répressive, basée sur la sanction, la crainte et l'obéissance aveugle. Enfreinte, cette morale commande le désespoir (Mauriac, *La Pharisienne*). Tout le contraire d'une invitation à l'espérance, au goût de vivre, à la liberté créatrice. Il ne saurait y avoir de révolte saine, de critique libératrice. Le scénario de la vie se déploie dans un univers malsain de peur.

10. Une morale répétitive et univoque. Il n'y a qu'un sens possible, une seule route, un unique *best way*. Il faut tisser, maille par maille, toutes pareilles, la trame d'une perfection calquée au chef-d'œuvre idéal. L'homme ne saurait inventer son chemin, ni même imaginer des projets. Rien de nouveau sous le soleil. L'histoire se répète. Et toute règle vaut partout et toujours. Pensons à ceux qui ne voient qu'un modèle : « la civilisation occidentale et chrétienne. » Argument bien connu des colonels fascistes. Ainsi, « les puissants continuent de régner et les hommes n'habitent que des taudis » (Voltaire).

11. Morale de l'âge d'or, tirée du passé idéalisé. Mépris de son temps. Dénonciation des changements. Refus de l'avenir inédit, parce qu'inconnu. Dans le bon vieux temps, tout était ordonné. Chacun savait sa place et y demeurait. Quel aveuglement quand on pense à des lourds dossiers historiques bien connus

Deux phénomènes inséparables

J'ai invité le lecteur à établir lui-même le parallèle entre ce moralisme d'hier et ceux d'aujourd'hui. Par exemple les formes modernes de conformisation, en régime libéral comme en situation totalitaire, ne sont souvent que les variantes des traits du vieux moralisme. Et cela, jusque dans les détails de la « copie conforme », tels le blue jean occidental ou le froc maoïste unisexe. Une conduite aussi univoque. Une pensée aussi stéréotypée. Malheur aux révisionnistes ! Les orthodoxies se ressemblent au centre d'achat comme à la caserne. Bref, une égalité de petits pois en conserve. À ce compte-là les traditions étaient davantage chargées de vie et d'expérience humaines, de diversités culturelles et historiques. Rien de plus plat que le beat du pop américain et la répétition de la même épopée sur la scène maoïste. Quand la culture la plus gratuite devient aussi uniforme, que faut-il dire de la politique, de l'éthique !

Sur ce fond de conformité, les rétroactions sauvages et chaotiques apparaissent des conséquences inévitables. Les extrêmes s'appellent. Des uniformités et des anarchies aussi folles les unes que les autres. L'éveil actuel d'une nouvelle conscience va réagir face à ces deux phénomènes inséparables. Nous allons peut-être retrouver la dramatique dynamique de la crise évoquée au début de ce chapitre.

Première partie :
Une problématique en quatre temps

Chapitre 4.

Une nouvelle conscience

[Retour à la table des matières](#)

Derrière les grandes protestations morales actuelles, se profile une conscience qui explore tout le champ de la réalité, sans s'arrêter en chemin. Rien n'échappe à cette critique qui recourt à des moyens très poussés d'information et d'analyse. Bien sûr, il y a parfois des raccourcis globalistes, des biaisements idéologiques. Mais dans notre société ouverte, de moins en moins de choses restent dans l'underground. Cette mise à nu donne l'impression de vivre dans un monde « désenchanté », démoralisé. De là vient peut-être le pessimisme qui accompagne le débat démocratique. Celui-ci révèle des intérêts, des comportements et des objectifs qu'on pouvait camoufler naguère.

L'univers omniprésent de l'information a d'abord servi les pouvoirs établis. Il a même envahi la vie privée de multiples façons (voir notre ouvrage : *Le privé et le public*, Leméac, 1975). On fait rarement état de ce néo-moralisme travesti en raison démocratique. On a tout simplement changé le mode de censure. Ces divers viols et manipulations des consciences par des techniques scientifiques de

plus en plus raffinées commencent à susciter une forte réprobation morale.

Voici que le mouvement s'inverse : les pouvoirs en amont et les intérêts en aval de la technologie, de l'économie ou de la science, sont maintenant les cibles d'une conscience politique de plus en plus critique. Celle-ci débouche progressivement sur des enjeux éthiques que masquait l'apparente neutralité des grands instruments techniques ou sociaux. On évalue mieux aujourd'hui les conséquences sociales, politiques et éthiques d'un certain progrès qui fascinait les esprits au point d'annihiler toute distance critique pour une évaluation proprement humaine des motifs et des fins poursuivies.

Plus politique

La nouvelle conscience éthique se fait donc plus politique. Elle mord davantage sur les postulats idéologiques qui ont légitimé les sociétés occidentales. Par exemple, les idéaux : liberté, égalité, fraternité ne résistent pas à la réalité brutale d'un monde marchand, agressif, pilleur, exploiteur qui impose sa loi du plus fort et décline les plus faibles.

L'occidental est désenchanté. Il se rend compte des culs-de-sac d'une croissance aveugle. Et le voilà de plus en plus méfiant devant les discours officiels qui véhiculent encore des idéaux majuscules, établis dans l'absolu, mais démentis par des dominations et des égoïsmes monstrueux.

La vieille morale libéraliste avec sa façade de valeurs sert encore d'appoint pour déguiser des intérêts d'une tout autre inspiration.

« Quand une civilisation répète ses anciennes réponses et n'invente pas d'ajustements aux nouveaux embarras, elle meurt. » (P. Ricœur, Histoire et vérité, p. 88)

N'est-ce pas le sentiment d'un nombre grandissant de citoyens quand ils parlent de « décadence », de crise morale, de machine brisée ? Ils tentent ainsi de rejoindre les dessous idéologiques, les

vrais enjeux humains. Et ce faisant, ils appellent plus qu'une simple réforme de structures, plus qu'une relance économique, plus qu'un changement de gouvernement. Ce sont les orientations fondamentales de la société qui sont mises en cause. Récemment, lors d'une rencontre des pays riches d'Occident, le chancelier de l'Allemagne fédérale faisait écho à cette prise de conscience de plus en plus diffusée : « les systèmes sociaux et politiques de nos sociétés libérales sont moins menacés par des forces totalitaires extérieures que par leur désintégration intérieure. » Certains jugeront ce point de vue un peu trop pessimiste. Mais n'est-ce pas l'écho d'un sentiment fort répandu ?

Les électeurs commencent à réagir en posant des exigences éthiques plus poussées dans la gestion des gouvernements et des grandes institutions économiques. En ce sens, le choc de Watergate et des nombreux scandales récents a été bénéfique. On a constaté, non sans raison, que les media jouent un rôle d'éveilleur des consciences, même si ce n'est pas l'objectif qu'on leur assigne habituellement. Une opinion publique plus alertée pourrait expliquer ce phénomène, du moins partiellement. De là à croire que la population en général devient plus « morale », c'est moins sûr. Mais il y a quand même des indices positifs dans ces cotes d'alerte, telle une attention de plus en plus poussée au respect des droits de l'homme.

Des questions philosophiques

La nouvelle conscience va plus loin, en soulevant des questions proprement philosophiques, par-delà le démantèlement des mécanismes idéologiques.

Quelle société ? Quel type d'homme ? Plus avoir ou mieux être ? On s'interroge sur les fins de la production, du travail, du pouvoir. On cherche à redéfinir les rapports sociaux fondamentaux. Les débats sur la « vie » se radicalisent. Le primat de la liberté dispute au primat de l'ordre. Faut-il dépasser la dualité matière-esprit pour retrouver l'unité de l'homme ? Que devient la conscience après les découvertes des structures cosmiques, biologiques ou autres qui la déterminent de toute part ? L'homme est-il un hasard de l'évolution ou un être vers qui tout converge, un être qui soumet désormais le monde à ses projets ?

La mort a-t-elle un sens ? Pourquoi vivre, aimer, lutter ? Cette béance de mystère où l'homme échappe à lui-même ou aux systèmes ouvre-t-elle à un pôle transcendant, ou n'est-elle qu'un simple écart de connaissance que le progrès scientifique comblera ? Arrivons-nous au seuil critique d'un gigantesque saut qualitatif -ou à un cul-de-sac ?

Les réponses actuelles ne semblent pas à la mesure des interrogations contemporaines. Ce qui amène la nouvelle conscience éthique à voir la vie davantage en creux qu'en bosse. Elle n'en demeure pas moins un lieu privilégié de « questionnement » humain que la science et la politique marginalisent trop souvent. En éthique, l'instance proprement humaine apparaît plus évidente, mais elle est coincée entre les nouveaux spiritualismes désincarnés et les matérialismes enfermés dans les contenants structurels.

Mais la démarche éthique, malgré ces travers, mise avant tout sur l'homme lui-même et moins sur des référentiels extra-humains. Évidemment, il s'agit de l'homme situé, en devenir, en instance de libération et d'auto-développement, de l'homme individué et socialisé dans un contexte particulier d'histoire, de classe sociale, de culture.

Avant tout, une tâche

L'éthique nouvelle bouleverse radicalement les anciennes morales, et cela de bien des façons. Par exemple, elle insiste davantage sur les dynamiques de vie, et moins sur les structures de contrôle. Elle redonne au jeu de la liberté humaine sa primauté par rapport aux limites et aux contraintes de cette même liberté. Bien sûr, des vieilles sagesse n'ont pas ignoré une telle perspective. Par exemple, Aristote voyait dans l'existence une tâche et dans l'homme une liberté en devenir. Mais cette pointe historico-philosophique a mis bien du temps avant d'émerger. On ne cessait de revenir à l'ordre en soi, calqué sur une conception assez statique de la nature.

« Le naturel humain, c'est le raisonnable et le libre. » Cette expression de saint Thomas marquait un autre progrès. L'homme émerge de la nature, mais aussi il y émerge. Aujourd'hui la nature est vue plutôt comme un fait, alors que l'éthique se définit comme une

tâche propre à l'homme. Non pas la gnose du « connais-toi toi-même », mais un vouloir-vivre beaucoup plus large et profond qu'un simple savoir. C'est tout l'homme qui est concerné. Toutes ses dimensions cosmiques, biologiques, psychiques, politiques et même mystérielles. Cerveau, cœur et main. Être individué et social. Je, tu et nous. Histoire et biographie. Partie prenante de l'univers et être transcendant. À la fois d'un peuple et de la communauté humaine. Inscrit dans un réseau relationnel humain particulier et en même temps sujet individuel autonome.

Une force de dépassement

La conscience contemporaine, tout en cherchant une nouvelle retotalisation de l'expérience humaine, se méfie des absolus. Elle a pris les mesures de ses limites ; elle développe un sens du relatif, du cheminement. Entre les certitudes absolues et les incertitudes démissionnaires, entre le dogmatisme et le scepticisme, elle se fraye une route plus modeste, plus responsable. Et en même temps elle veut faire l'histoire dans des projets d'action innovatrice.

C'est ainsi que l'éthique cherche moins à baliser qu'à éveiller une liberté lucide et créatrice, par-delà une fragilité reconnue et des conditionnements redoutables. L'écart entre le réel et les aspirations devient une tâche.

Comme le laisse entendre le philosophe J.-P. Sartre, l'homme se caractérise par sa capacité de dépasser une situation. « Refus et réalisation tout ensemble, le projet humain retient et dévoile la réalité dépassée, refusée par le mouvement même qui la dépasse... l'homme dévoile et détermine sa situation en la transcendant pour s'objectiver par le travail, l'action ou le geste. » (Questions de méthode, 119 et 209)

Cet écart ouvre donc le champ des possibles, tout en incitant au choix libre et à la réalisation responsable d'une possibilité qui contribue à faire l'histoire et à l'orienter.

Le psycho-sociologue ajoute ici que l'aspiration est au désirable ce que le projet est au possible. L'éthique va donc relier au projet une

dynamique des aspirations bien articulée à ses sources culturelles et sociales particulières.

Mais le politicologue rappelle ici les inévitables conflits et combats qui accompagnent un projet humain libérateur et créateur. La morale traditionnelle n'a pas su situer les rapports de forces dans leur véritable dimension. Elle les a tantôt masqués, tantôt ignorés, ou bien justifiés pour maintenir le statu quo. L'éthique actuelle cherche à intégrer le conflit dans une perspective de libération et de dépassement. Mais elle s'inquiète devant l'escalade des violences sauvages dont le terrorisme n'est pas l'unique manifestation. Par ailleurs, jamais la conscience n'a porté aussi loin sa critique des sources de la domination et de l'exploitation.

Une instance critique

Le philosophe revient à la charge pour distinguer des niveaux de conduite souvent confondus par les disciplines empiriques ou par les mouvements sociaux.

- Le niveau légal et politique. Celui des lois positives établies par les pouvoirs démocratiques dans une société particulière, à telle étape de son histoire. Un tel contrat social ne saurait être la transcription parfaite et immédiate d'une éthique, même dans le cas d'un consensus fortement majoritaire. Il faut tenir compte des dissidents, accepter des compromis avec les minorités idéologiques ou autres, laisser le débat démocratique ouvert et admettre le conflit, tout en assurant une cohérence qui rende identifiable l'intérêt général. À ce niveau, l'État séculier se refuse à abuser de la coercition dans plusieurs champs moraux, surtout ceux qui portent une divergence importante d'orientation. Par ailleurs, il est spécieux de laisser croire qu'une loi tout autant qu'une politique ne porte pas une orientation éthique et philosophique particulière.

On assiste présentement à plusieurs hésitations. Comment développer un minimum de consensus ? Comment assurer avec discernement un renouvellement des lois qui respecte à la fois le droit, l'évolution rapide des situations, les déplacements d'accent en

moralité, la pluralité idéologique, une certaine continuité historique, mais aussi ses ruptures et ses dépassements, etc. ?

Certains citoyens reprochent à leur gouvernement de se contenter de gérer les échecs, de ne pas jouer un rôle de leadership moral.

D'autres, à l'inverse, s'en prennent aux pouvoirs établis qui maintiennent certaines lois fondées dans une morale autoritaire, répressive, dépassée, ou à tout le moins, inacceptable chez un nombre grandissant de citoyens. À leurs yeux, beaucoup de lois sont en décalage culturel avec l'évolution des mœurs contemporaines. Il faudrait aussi redonner le primat à la conscience et renvoyer le recours légal à sa fonction d'appoint.

Entre ces deux extrêmes, beaucoup de citoyens manifestent une grande perplexité. Tantôt inquiets de la désaffection face aux lois et aux institutions, tantôt enclins à restaurer une autorité plus forte et une sécurité morale mieux assurée, tantôt complices de manœuvres politiques qui visent avant tout une rentabilité électorale, tantôt contradictoires dans leur rigorisme « public » et leur laxisme « privé ».

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on ne peut plus établir dans un ensemble univoque et coextensif l'aire politique, l'aire légale et l'aire morale. De là à les séparer en zones étanches, c'est méconnaître leurs rapports mutuels dans tout champ humain. Mais sans doute, doit-on admettre une relative autonomie qui assure d'abord l'instance critique. Une morale assez distancée pour juger de la justesse des lois, et une légalité assez autonome pour évaluer les démarches politiques davantage marquées par le conjoncturel et le compromis, surtout en milieu pluraliste et dans un monde de changement accéléré.

- *Le niveau éthique.* Mais au bilan, on a l'impression que l'instance éthique a été trop marginalisée dans la cité « anomique » et libéraliste. Qu'elle revienne en force au cœur de la plupart des grandes questions collectives, il n'y a pas de quoi se surprendre.

Le moralisme d'hier bloquait dans une certaine mesure l'évolution légale et politique, tout en servant à asseoir un pouvoir autoritaire et

parfois un « monothéisme politique » qui pouvait ainsi s'imposer jusque dans les consciences. Pour sortir de cette chausse-trape, on a d'abord renvoyé l'instance morale à la vie privée. Certaines distinctions commodes servaient d'appoint : la loi est négative (« tu ne feras pas ceci ») mais la morale est positive (« tu feras du bien aux autres »). L'État, selon les libéralistes, devait jouer un rôle semblable de garde-fou, de protection, de pénalité.

On s'est retrouvé par la suite sans cadre normatif positif pour l'ensemble de la société. Et la morale privée est devenue de plus en plus arbitraire, inconsistante, génératrice d'angoisse intérieure et livrée à toutes sortes d'abus : exploitation, manipulation, violences sauvages. Pour surmonter ce climat volcanique, les citoyens tout autant que les pouvoirs financiers veulent remettre à l'État toute responsabilité « collective ». Ce néo-moralisme étatique a donc des sources ambiguës qui véhiculent encore toutes les contradictions du libéralisme. Curieux rapprochement avec la pseudo-morale étatique des régimes totalitaires. Toujours Machiavel !

Qu'on pense à l'utilisation actuelle des « droits ». Par exemple, certains groupes privilégiés mènent des luttes douteuses au nom du « droit des minorités » en démocratie tout en ignorant la situation défavorisée de la majorité. Bien sûr, il y a toujours des chocs et des conflits de droits. Mais le moralisme privé du libéralisme continue d'imposer la loi du plus fort, et d'occulter une objectivation morale et politique de l'ensemble des droits, de l'intérêt général, des vrais enjeux de justice. Quand les petits réclamaient leur droit, les privilégiés disaient qu'il leur fallait prendre le pouvoir. Et maintenant, ces mêmes privilégiés veulent faire prévaloir le droit sur cette part de pouvoir qu'ils ont perdue.

La crise morale actuelle doit beaucoup au libéralisme sauvage qui a tiré, tantôt la corde des faits, tantôt la corde du droit, tantôt la corde du pouvoir, tantôt la corde de la force, toujours au gré du self-interest. Cela a eu un effet désastreux sur la crédibilité de la morale comme de la politique.

On ne peut donc se limiter à constater une certaine désagrégation de l'ancien code moral. Le contrat libéral n'en a pas inventé un autre,

loin de là, comme nous venons de le voir. La mode actuelle des codes de déontologie ne doit pas nous leurrer, malgré les efforts louables qu'ils présentent. Non seulement à cause de la perdurance des pratiques libéralistes, mais aussi à cause de la pauvreté de leurs fondements philosophiques et éthiques.

Est-ce que la charte des droits de l'homme peut offrir une première base de redéfinition de l'éthique ? Elle est sûrement un lieu privilégié entre le niveau politico-légal et le niveau éthique, mais elle ne saurait remplacer celui-ci.

Il faut à la fois une philosophie et une pratique éthiques qui relient la conscience et la politique, l'ordre intérieur et l'ordre extérieur, les libertés individuelles et les libertés collectives, sans les confondre. C'est aussi une éthique qui précise telle ou telle exigence interne d'humanisation dans une conduite ou dans une politique.

Cette exigence précède, accompagne et dépasse la loi positive. Prenons comme exemple la durée. Dans l'univers urbain la vie des individus est souvent segmentarisée, hachée et improvisée en dépit de toutes les programmations structurelles. Le citoyen en vient à se faire une mentalité qui correspond à ce temps brisé. Il sait de moins en moins se situer dans la durée, dans des valeurs de permanence. D'où la tentation de rejeter tout système de règles au nom du jugement en situation ou même de son opinion du moment.

Peu à peu s'érode la capacité d'aller au bout de ce qui exige maturation, patience et courage, par exemple dans des périodes de crise. On craindra ainsi des engagements durables ; on passera d'une expérience à l'autre sans trouver nulle part un lieu de cohérence. Sans la médiation éthique qui constitue ce lieu, il ne reste que la permanence des lois, d'une part et d'autre part, des actes et des jugements provisoires. Dans de telles conditions, tout système de règles apparaîtra un viol de la conscience « ponctuelle ». La loi contre la conscience quoi !

Or une conscience vraiment cultivée sait se dégager de l'éphémère et assumer l'ensemble d'un champ humain, d'une expérience de vie. En amont, au cœur et en aval d'un acte donné ou encore d'une loi à

appliquer ou à interpréter. C'est donc par une éthique que la conscience et la loi se situent dans leur véritable champ humain, dans l'expérience de vie, et non pas dans un pur système « en soi » qu'il soit légal, moral ou politique.

Une politique, par exemple, trouve sa première humanité dans l'éthique qui la fonde, l'anime, la critique et l'amène au dépassement. Bien sûr, il s'agit là d'une instance parmi d'autres, mais combien négligée tant en pratique qu'en théorie. Les calculs froids de l'économisme, du scientisme ou du dogmatisme idéologique ignorent « la revendication éthique qui fuse de toutes parts ». Ils n'ont pas cette touche humaine où se logent les orientations profondes de la vie, les options et les choix majeurs de la conscience, l'acte libre

48 Une problématique en quatre temps

qui transcende tout en les assumant la collecte des faits et les grilles d'analyse.

Manaranche distingue quatre types de proposition :

- scientifiques (constats)
- évaluatives (préférences)
- normatives (critères)
- performatives (décisions).

L'évolution récente a marginalisé l'éthique par rapport à ces quatre coordonnées, même dans le cas des critères normatifs qu'on a réduit à des « indicateurs » empiriques, mathématiques, parfois aussi bêtes que le coût au pied carré. On n'a pas su développer une éthique du dedans, qui traverse de bout en bout ces quatre démarches. La référence morale reste extérieure, lointaine ou résiduelle. Voilà ce que la nouvelle conscience essaie de surmonter avec plus ou moins de bonheur.

Ces dernières remarques nous amènent à mieux saisir le troisième niveau de profondeur.

- *Le niveau « humain »*. Terme très général pour désigner l'ensemble de la condition humaine. Celle-ci déborde ce qui la structure, ce qui l'acculture et même ce qui l'historicise. L'homme est plus que sa nature, plus que sa politique, plus que sa science et même plus que sa conscience. En ce sens, l'éthique doit se soumettre à « l'humain » avec tout ce que ce terme connote de virtualités extrêmement riches. Plusieurs d'entre elles sont encore en friche, ou inexplorées. L'humain peut s'investir dans d'innombrables formes culturelles, sociales, économiques, politiques et aussi éthiques.

La sensibilité contemporaine en est de plus en plus « consciente ». Elle acceptera de moins en moins d'être enfermée dans le choix entre deux systèmes, ou même entre quelques modèles- rigidement définis. Elle refusera aussi de se confiner dans telle ou telle logique légale, politique, morale ou scientifique. Pensons au réductionisme naïf que pratiquent certains scientifiques qui prétendent tirer une philosophie de leurs disciplines biologique, zoologique, écologique ou autres. Une éthique d'en bas après celle d'en haut !

Plus que jamais l'homme veut se définir à partir de lui-même, même s'il accepte de considérer les infrastructures et les superstructures qui le conditionnent. Mais la tentation qui subsiste toujours, sous diverses formes, est celle de fuir l'humain comme tel, à son propre niveau, soit par en bas, soit par en haut. Il y a aussi des replis, ou des fuites en avant. Bien sûr, l'homme aura toujours besoin de ces quatre points cardinaux pour s'orienter : tradition, rêve, enracinement, projet.

Mais il ne saurait se posséder, se dépasser sans s'assumer lui-même, sans son expérience, sans son jugement libre et responsable. Sa propre réalité reste décisive. Il y a tout un monde entre l'abeille de la ruche et l'homme architecte de sa vie. Cet écart est plus qu'une politique, une science ou une philosophie. Il révèle une conscience qui se renouvelle sans cesse, qui se dépasse, qui s'ouvre à de nouveaux horizons. Mais ceux-ci se déplacent et changent avec la marche de l'homme. Dans une telle perspective, l'éthique prend un sens nouveau, plus dynamique, plus libérant et aussi plus engageant. Elle marque la fin d'une morale infantile et elle apparaît comme une tâche très exigeante.

Une société en quête d'éthique

Deuxième partie

LES LIEUX PRIVILÉGIÉS DE LA QUÊTE ÉTHIQUE

Chapitre 1. Du pain et du beurre (notre situation économique)

Chapitre 2. Il faut tuer Taylor pour revivre (le travail)

Chapitre 3. La peste, de La Fontaine à Camus (une politique)

Chapitre 4. Les six tribunaux de la démocratie (la justice)

Chapitre 5. Le débat sur la crise des valeurs (philosophies)

[Retour à la table des matières](#)

La problématique de la première partie nous a permis d'établir le champ exploratoire de la question éthique chez nous. Mais ce n'est là que le premier arpentage d'un paysage de plus en plus difficile à déchiffrer. Nous y avons trouvé des Pièges et des mines à débusquer, des filons affleurants à prospector, des espaces en friche, des lignes d'horizon diversifiées et même inattendues.

Mais cette topographie éthique générale ne suffit pas. Il faut mieux cerner les lieux actuels de la quête morale et politique. Chacun de ces lieux a ses points de mire, de repère, d'appui, d'attache et aussi de chute, qui les mettent en perspective.

Dans une société aussi incertaine, enchevêtrée mais en même temps ouverte, et riche de multiples possibles, on ne saurait établir des cohérences faciles. Les doutes en temps de crise ou de profonde transition ont aussi une valeur positive d'approfondissement et de congruence. De même, des débats qui au premier regard peuvent nous sembler débilissants ou traumatisants. La démarche éthique n'est jamais aisée ; elle exige profondeur, distance critique, cheminement patient. On s'en rend compte quand on aborde les principaux points chauds des recherches et des expériences actuelles. Voilà ce que nous tentons d'explorer dans la prochaine étape. Mais, c'est toujours avec le souci d'explorer des pistes de dépassement.

Note : Nous n'avons pas voulu articuler notre réflexion sur certains débats de l'heure qui occupent pêle-mêle la scène publique. Pensons aux vastes dossiers circonstanciés et en pleine évolution sur la langue, l'avortement, la protection des handicapés, les conditions de sécurité au travail, les diverses formes de discrimination. Souvent dans ces confrontations ponctuelles, on laisse en veilleuse la nécessité d'études à la fois plus profondes et plus larges non seulement sur les philosophies éthiques en présence, mais aussi sur les lieux permanents de l'expérience humaine qui sustentent tel ou tel problème immédiat.

Par exemple, derrière le débat linguistique, on fait état tantôt des droits individuels, tantôt des droits collectifs. Mais combien peuvent fonder leurs jugements, leurs choix, leurs options dans une philosophie cohérente qui situe clairement l'individualité et la socialité, dans une éthique qui assume en ce domaine une conscience historique cultivée, une pertinence sociale et culturelle, une pratique politique justifiable ?

Le tohu-bohu actuel des problèmes et des questions qui se repoussent les uns les autres au gré de toutes les vagues d'une surface agitée, ne se prête pas à ce genre de travail plus systématique. Et pourtant, nous en avons tant besoin.

Mais répétons-le, cette réflexion de fond se veut vraiment située dans les principaux lieux où surgissent ces débats de l'heure, sans pour cela devenir une éthique ponctuelle de situation. On ne réinvente pas l'homme ou la société à tous les tours d'horloge !

Deuxième partie :
Les lieux privilégiés de la quête éthique

Chapitre 1.

Du pain et du beurre (notre situation économique)

[Retour à la table des matières](#)

J'ai appris des miens qu'on juge l'humanité d'une société à la qualité de son pain et surtout de son levain.

Sommes-nous capables de débattre avec pertinence, maturité et efficacité les enjeux du pain de chez nous ?

Dans l'évaluation critique de notre société, certains évoquent une expression historique qui garde toute sa vérité dans la cité moderne : du pain et des jeux. Ainsi ils craignent la massification d'une collectivité, tantôt transformée en troupeau d'assistés, tantôt assise passivement devant un spectacle permanent. Le pain, ici, n'est plus le fruit d'un travail commun à partager, mais un instrument d'asservissement et d'aliénation, au même titre que les jeux et spectacles commercialisés ou politisés.

Voilà déjà trois bonnes raisons pour commencer ce tour d'horizon des lieux éthiques en centrant d'abord l'attention sur les solidarités, les conflits et les enjeux du pain. À ce niveau où le quotidien le plus vital rejoint les grandes orientations politiques, on peut difficilement se payer de mots, de légitimation établie, ou de contestations idéologiques abstraites. Bien sûr, nous allons privilégier une ligne de réflexion éthique, mais non sans la situer comme un levain dans notre pâte sociale, économique et politique.

I. D'abord les cotes d'alerte

[Retour à la table des matières](#)

Notre balancier psychologique et social va facilement aux extrêmes de l'optimisme et du pessimisme. Indice évident de nos perplexités. Tous ceux qui cherchent une rentabilité politique ont appris à se tenir entre les deux. On a dit un jour que les hommes n'admettent souvent qu'une partie de leur réalité. Et quand celle-ci devient trop compliquée, ils sautent sur l'explication ou la solution la plus simple qui les sécurise. Les graves problèmes actuels devraient être l'occasion d'une « mise au point » de l'ensemble de notre situation socio-économique, par-delà les champs d'intérêts particuliers, par-delà certains interdits, certains silences que commanderait une solidarité partisane « aveugle ».

Des services les plus coûteux au monde ?

Est-ce vrai que plusieurs de nos services publics sont les plus coûteux au monde ?

Voilà une première interrogation clé, au carrefour de bien d'autres « questionnements ». Avant d'identifier tel ou tel responsable, j'aimerais qu'on réponde à ce que laissent entendre certaines statistiques récentes. Nous sommes ici dans un domaine où les principaux problèmes ne peuvent se ramener à l'exploitation des multinationales ou à l'emprise américaine. Un domaine où nous

pouvons mieux sonder nos comportements individuels et collectifs, notre volonté démocratique, notre sens économique, nos solidarités quotidiennes réelles.

J'ai l'impression que nous nous racontons bien des « menteries ». Je dis « nous ». En effet, un examen honnête nous amènera peut-être jusqu'aux usagers. Il y a bien des façons d'abuser d'une vache à lait que la plupart croient ou veulent croire intarissable. Mais ne cherchons pas trop vite l'âne de la fable. Car l'herbe ne pousse plus, là où les éléphants se battent.

On y découvrira peut-être que le jeu économique public se fait surtout entre ceux qui ont un pouvoir de chantage. Le pouvoir de tenir la population en otage. Et cela, des deux côtés d'une barricade qui a un drôle de petit sens absurde par rapport aux nécessités quotidiennes des services publics et par rapport à des exigences démocratiques fondamentales, peu négociables. La cacophonie actuelle des droits particuliers masque tragiquement certains droits fondamentaux de la population comme telle. Particulièrement, cette partie de la collectivité qui n'a pas de solution de rechange quand les services publics ne fonctionnent plus.

Déjà une évaluation plus serrée de toutes les dimensions économiques du problème nous apprendrait bien des choses.

Les énormes transferts de l'inflation

Est-ce vrai que l'escalade inflationniste récente a provoqué d'énormes transferts surtout au profit des plus grosses corporations financières, des gros syndicats et des gouvernements ?

Si tel est le cas, aura-t-on le courage de l'évaluer dans un débat politique honnête ? Non seulement face à certaines banques qui ont doublé leur actif en cinq ans, mais aussi face à des énormes égoïsmes collectifs qui ont leur part de responsabilité dans la disqualification socio-économique d'un grand nombre de citoyens : petits salariés, assistés et chômeurs, vieillards, etc.

Je suis l'évolution de certains dossiers dans ce monde des disqualifiés, et je me demande si l'écart n'est pas en train de grandir au point de devenir aussi inhumain qu'insurmontable. Il y a bien des façons d'établir les comptabilités. On ne traverse pas forcément une rivière à gué quand elle a deux pieds de profondeur en moyenne. Je veux bien qu'on respecte les exigences de la rationalité proprement économique, pourvu qu'on aille jusqu'au bout de son investigation, à savoir l'évaluation de toutes les rentabilités. Il se pourrait bien que beaucoup de transferts soient artificiels, arbitraires, peu productifs ou profondément injustes. La levée de tout contrôle de l'inflation va profiter à qui, comment ? Les plaidoyers sont drôlement silencieux sur les intérêts en jeu pour l'« après contrôle ».

Les syndiqués, sur ce terrain, doivent avancer à visage découvert. Alors que le monde patronal et financier a mille et une façons d'échapper au contrôle démocratique. Ce qui fausse souvent le débat public et la démarche politique. On comprend la méfiance des travailleurs les plus lucides devant un jeu aussi inégal que biaisé.

En économie particulièrement, l'image de l'iceberg n'est pas farfelue. Il y a là une hypothèque à lever chez nous comme ailleurs. Je ne pense pas que les populations des sociétés démocratiques vont tolérer longtemps la fragilité des instances politiques face aux pouvoirs économiques. Cette prise de conscience commence à grandir. Ne pas en tenir compte, c'est entretenir un aveuglement qui aura des conséquences explosives, si jamais la situation se détériorait davantage.

Dans cette veine, je voudrais faire une exploration plus poussée de notre sous-sol.

Des postulats de droite et de gauche à revoir

« La société s'est trop socialisée, il faut redonner confiance aux riches pour relancer l'économie. » Une telle argumentation se base sur le postulat libéraliste des retombées automatiques de la richesse sur l'ensemble de la population. On vient de voir que l'inflation a eu des effets qui remettent en cause ce postulat apparemment indiscutable.

Bien sûr, il faut un avoir à partager. Ce n'est pas la richesse comme telle qui est en question, ni sa fructification.

Je veux rapprocher ici à dessein un postulat de gauche qui, lui aussi, est à revoir dans le cadre inflationniste. Il s'agit des effets d'entraînement qui suivent les victoires des gros syndiqués. Encore là, je ne nie pas la part de vérité qui s'y trouve. Mais, il faut avouer en même temps que la stratégie est immédiatement rentable pour les premiers bénéficiaires. J'aimerais qu'on établisse en termes socio-économiques plus clairs ces effets d'entraînement surtout depuis le début des années '70. Je soupçonne qu'on aura des surprises.

À la limite, je trouve indécent qu'on refuse pareille évaluation au nom de la solidarité générale des travailleurs et de la crédibilité syndicale, comme s'il n'y avait pas de conflits d'intérêts entre les groupes de travailleurs, comme s'il n'y avait d'intérêts privés que de l'autre côté de la barricade.

Est-il une seule revendication que le mouvement syndical a jugé abusive ? On ne fait que renforcer ainsi la baisse de crédibilité d'un mouvement historique qui a une vocation de justice et de vraie démocratisation. Cette distorsion entre les comportements et les discours idéologiques est très grave. On ne peut la taire pour quelque raison que ce soit. À moins qu'on veuille emprunter la logique souterraine d'autres pouvoirs économiques. Quand ceux-ci demandent aux gouvernements de contrôler sévèrement le syndicalisme, tout en réclamant une liberté totale pour eux-mêmes, ils montrent leur véritable enseigne. Est-ce la même logique que poursuit la minorité des gros syndiqués ?

Le chantage du maximum

Plusieurs parmi nous ont appris à ne plus être inconditionnels devant des pouvoirs politiques, religieux, financiers. Nous n'acceptons pas plus « l'absolutisme » des pouvoirs que nous voulons nous donner démocratiquement. Le vieux cléralisme renaît sous bien des visages. Ce n'est pas un phénomène purement individuel. Il existe plusieurs groupes dans la société qui veulent s'imposer inconditionnellement à partir de leur champ particulier d'intérêts, qui veulent s'approprier

inconsidérément la part maximale des ressources collectives, la gestion exclusive de tel ou tel service public ou privé. Des services où il y a bien d'autres composantes démocratiques, dûment élues par la population et souvent plus susceptibles d'un contrôle collectif.

L'escalade inflationniste ne s'exprime pas seulement dans la folle chevauchée des coûts et des prix, mais aussi dans la structure aberrante des salaires. C'est à y perdre son latin quand en veut comprendre sur quelle base de rationalité sociale et économique certains groupes de travail établissent leurs revendications. Parfois des batailles de parité aboutissent à donner à certaines catégories le meilleur salaire de New York, les meilleures conditions de travail de Toronto, les meilleurs bénéfices marginaux de Vancouver. Au bout de la ligne : un ensemble d'avantages qui n'ont d'équivalent nulle part ailleurs. Étrange parité crypto-capitaliste !

Bien des citoyens avouent qu'ils agiraient de la sorte s'ils avaient le même pouvoir de pression que celui des policiers, des médecins et de tant d'autres. J'en conclus que nous avons tous un énorme progrès à faire tant au chapitre d'un réalisme économique minimal que dans le domaine d'une conscience morale plus juste et plus démocratique. Il en va de même sur le plan politique. Si nous gérons aussi mal le secteur public qui nous appartient, je ne vois pas bien comment nous récupérerons un secteur privé encore aux mains des autres.

Les nouveaux lieux communs

La menue monnaie des comportements quotidiens est aussi révélatrice que les grands jeux économique-politiques. Se pose-t-il un problème de conditionnement physique chez les Québécois, à peu près tout le monde s'entend pour ramener toute la question aux équipements collectifs, aux structures... au gouvernement. J'ai vu un pareil consensus à un programme de télévision où se rencontraient toutes les parties concernées.

Notre volonté de relance économique pourrait bien être dans le même sillage, tellement le même modèle de comportement se retrouve partout. Des structures fortes ? Évidemment, c'est nécessaire. Mais

suffisent-elles ? Le mouvement Desjardins est un bel exemple. La majorité des coopérateurs ont voté contre des investissements sociaux et économiques plus audacieux. Les Québécois deviennent vite conservateurs dès que leur propre portefeuille doit s'ouvrir. Étrange paradoxe : on dit que nous sommes des consommateurs gaspilleurs et des citoyens prêts à appuyer les projets publics les plus coûteux et invraisemblables. Il faudra bien tirer au clair ces contradictions qui biaisent à la source nos débats idéologiques et nos combats politiques.

Autre lieu commun que le sempiternel diagnostic de la décentralisation pour vaincre la tendance techno-bureaucratique. On présuppose que la base sociale est déjà fortement motivée à se prendre en main. Elle aurait toutes les vertus d'initiative collective, de maturité démocratique, de réalisme économique, de pertinence sociale. Ce n'est pas moi qui vais minimiser l'importance de la démocratie locale. J'y travaille depuis tant d'années.

Mais, j'ai appris comment tant de projets collectifs, surtout d'ordre socio-économique, tombent vite à plat. Beaucoup réclament des structures de participation maximale, mais bien peu se commettent dans les responsabilités correspondantes d'une façon soutenue, efficace et démocratique. Il y a tout un monde entre une dynamique provisoire de solidarité revendicatrice et une dynamique permanente de création collective.

Je sais que des « idéologues - » de gauche et de droite ont le même mépris face aux humbles entreprises collectives de la base. C'est un mauvais calcul. Il y a ici un peu ce qu'on disait de De Gaulle : « Il aime la France, mais déteste les Français. » Les homologues ne manquent pas chez nous. À babord et à tribord. Qu'est-ce qui peut bien sortir du petit peuple ? Seules les grandes entités de raison valent la peine : la Vérité, le Système, l'Unité nationale, l'Ordre, l'État, le Chef, la Révolution. Aussi longtemps qu'on marginalise les réalités économiques, on peut se permettre cette transcendance facile.

Toute perspective de relance devrait garder bien en vue l'évaluation judicieuse de nos étoffes socio-économiques locales. Elles sont peut-être aussi déficientes que nos politiques et nos superstructures économiques. Et positivement, elles ont un rôle aussi

important à jouer. Plusieurs agents économiques auront à s'expliquer là-dessus, par-delà les lieux communs anciens et nouveaux.

Une cohérence nouvelle à bâtir

À côté de ce passif, il ne faut pas minimiser les progrès. Telles une nouvelle conscience sociale et politique, une volonté d'affirmation individuelle et collective. L'agressivité récente véhicule aussi des dynamismes. Plusieurs Québécois francophones sont sortis de cet univers colonial de résignation, de passivité. Mieux vaut un étalon fringant qu'une « picouille » endormie. De la créativité culturelle, nous sommes passés à l'affirmation politique. Mais c'est un leurre de renvoyer à plus tard les tâches économiques collectives.

Toute libération politique qui veut vraiment aboutir à un autodéveloppement fécond doit déjà s'engager dans une dynamique collective de production. À ce plan plus concret, la pertinence des aspirations culturelles, des visées politiques, des solidarités idéologiques et sociales est mise à l'épreuve du feu. Sinon, nous resterons longtemps obsédés par nos hivers, nos bas de laine, nos nostalgies folkloriques. Sommes-nous aussi soucieux de nos structures industrielles vieillottes que de nos monuments historiques à conserver ? La cohérence par en arrière quoi ! Il y en a une autre très importante en avant, celle de conjuguer efficacement la volonté culturelle et politique avec une volonté économique conséquente. Voilà l'objet de la prochaine étape.

II. Les dessous inavoués

Les Québécois et l'économie

[Retour à la table des matières](#)

Je sais les chausse-trapes des généralisations en matière de comportements collectifs. Il y a quelque chose d'énigmatique dans les

attitudes les plus profondes des peuples. Par exemple, on croit avoir tout dit après avoir signalé la discipline des Allemands ou des Japonais, l'esprit d'initiative des Américains, ou encore l'individualisme un peu anarchique des peuples latins.

Mais cette difficulté de respecter la complexité du réel ne doit pas nous empêcher de chercher la meilleure compréhension possible de nous-mêmes. Je crois que les comportements économiques sont parmi les révélateurs les plus identifiables. Une école de réalisme quoi !

« L'économie, c'est les autres »

De par leur situation plus ou moins coloniale, les Québécois sont portés à considérer le monde économique comme extérieur à eux-mêmes. Bien sûr, de bonnes raisons objectives ne manquent pas. Mais cette attitude devient ambiguë quand elle repousse systématiquement toute identification aux institutions économiques proprement québécoises et surtout quand elle refuse de s'intéresser aux questions économiques comme telles.

J'ai noté comment les diverses réactions devant le défi de la relance marginalisaient constamment les implications économiques dans leur diagnostic. Par exemple, la plupart des solutions avancées contre les « contrôles » sont inflationnistes. Ce cercle vicieux est-il « brisable » ou surmontable ? Encore faut-il le reconnaître au départ. Les contradictions n'existent pas seulement à la base !

La politique : notre industrie nationale

« Notre seule industrie nationale, disait un malin, c'est la politique. » Un autre paradoxe quand on sait la faible cote des politiciens auprès des Québécois. Bien sûr, il y a politique et politique. S'en remettre à l'État comme autrefois à l'Église, c'est à la fois peu politique et peu économique ! Croire à un dynamisme économique automatique après l'indépendance ou après l'instauration d'une société socialiste me semble bien naïf. L'avantage des questions économiques est de nous mettre à l'épreuve, dès maintenant.

Avant de débattre la propriété privée ou la propriété collective des moyens de production, il faudra peut-être nous demander si l'initiative économique commence vraiment à avoir un sens important chez nous. Qu'elle soit d'inspiration capitaliste ou d'inspiration socialiste. Voulons-nous vraiment devenir des « producteurs » et surtout agir, investir en conséquence ?

Bien des « critiques », peu de « décideurs »

Une certaine lecture de notre psychologie historique nous rappelle le courage têtu de la « survivance ». Mais, il faut bien admettre un passif que nous portons encore aujourd'hui, d'une façon nouvelle et inavouée. Notre peur du risque et de la décision économique doit nous amener à interroger la profondeur de nos petites révolutions récentes, de l'agressivité retrouvée.

« Les gens ont décidé de se prendre en main. » Allez-y voir quand il s'agit de projets économiques ou même de responsabilités collectives soutenues. « Des individus plus libres, plus affirmatifs. » C'est drôle comment l'affirmation « être bien dans sa peau » se formule au passif. Il y a toujours l'obsession d'une Mère-providence quelque part. Le gouvernement, le meneur-sauveur, l'idéologie qui explique tout, la bonne religion quoi ! Je ne suis pas sûr que nous ayons encore développé le goût de la décision, malgré certains progrès.

Nous devrions tenter de voir si la volonté économique et la volonté politique ont un quelconque renforcement mutuel chez nous. Sinon, les foulées des uns et des autres n'iront pas loin.

La première génération de la prospérité

Trente ans de prospérité relative depuis la guerre. Trente ans sans grandes épreuves collectives majeures. On dit même que c'est un fait inédit dans l'histoire. Du moins, voilà l'expérience de plusieurs sociétés occidentales, de la nôtre. « Nos enfants ne connaîtront pas la misère dans laquelle nous avons vécu », disaient la majorité des

parents au sortir de la crise. Cette préoccupation légitime s'est mise en quête de confort maximal. Au bout de la ligne : une population qui croit tout obtenir par la revendication, même ce qui devrait exiger des efforts individuels et collectifs.

Quand une démarche politique ou même une façon de vivre se résumait à la revendication, il n'y a plus d'avenir, ni capitaliste, ni socialiste. Plutôt des consommateurs perpétuellement insatisfaits. Et quand cette revendication emprunte le jeu libéraliste du plus fort comme loi unique, on se retrouve avec des classes dominantes et des classes dominées jusque dans le monde des salariés.

À la limite, les grands agents économiques se ressemblent malgré leurs différences d'idéologies et d'intérêts. Et quand, par surcroît, ils sont de piètres producteurs, en gestion comme au travail, l'avenir devient plus que problématique.

Les uns et les autres veulent tirer le maximum des ressources publiques. Moins de taxes et plus de services ou de subsides. À l'État les responsabilités coûteuses et aux grandes forces organisées le maximum de revenus, de salaires. Qui veut vraiment changer les règles du jeu au prix de perdre un peu de sa position socio-économique privilégiée ?

Bien sûr, on veut améliorer le sort des classes infériorisées davantage par l'inflation, mais à la condition de ne rien perdre soi-même. On souhaite des investissements autochtones productifs pour une reprise en main de l'économie ; mais de fait, les ressources locales disponibles sont siphonnées par quelques groupes aussi égoïstes que puissants.

Évidemment, il n'y a pas chez nous de véritables blocs patronaux ou syndicaux qui présentent à la société des projets économiques quelque peu définis. C'est plutôt une mosaïque incohérente de groupes et d'intérêts particuliers. Les grands discours idéologiques à droite ou à gauche ou ailleurs (!) sont des écrans qui masquent les comportements effectifs.

Comportements largement répandus dans la population. C'est peut-être là une difficulté majeure. Trop d'exemples dans l'histoire nous enseignent qu'un peuple peut se mettre lui-même en échec. Il ne s'agit pas de nier le fait des intérêts particuliers, ni de rêver une fausse unanimité. Je retiens davantage la question : agissons-nous effectivement pour devenir un peuple entreprenant, créateur, progressif ?

Je crois que nous avons bien des choses à nous dire entre Québécois autour de cette question clé. Et personne parmi les agents économiques ne peut jouer ici la vertu sur le dos des autres. L'organisation gouvernementale, le patronat (existe-t-il comme tel ?), le syndicalisme (aussi écartelé) auront à faire preuve de leur pertinence socio-économique. Et la population aussi.

III. Les tendances en présence

[Retour à la table des matières](#)

Le débat économique ne saurait être un pur brassage idéologique de statistiques, sélectionnées différemment par les grands groupes d'intérêt en présence. D'aucuns voudraient une approche réaliste, la plus près possible des faits vérifiables. « Après tout, il s'agit d'économie et non de philosophie ou de culture. » D'autres s'inquiètent du travers technocratique ou bureaucratique qui ramène tout à des questions de mécanismes. Enfin, certains croient inévitable la polarisation du débat autour de l'idée d'indépendance.

Évidemment, la remise en cause de toute la société à chacun des pas qu'on fait, a quelque chose de stérilisant. L'équipement critique s'est hypertrophié au point de devenir une force d'inertie, une sorte d'inhibition de l'action. Je constate ce phénomène particulièrement dans les générations montantes et surtout dans les milieux d'éducation.

Par ailleurs, l'approche pragmatique collée aux faits immédiats ne nous avancerait guère, même en matière économique. Vous pouvez

quantifier la baisse actuelle de productivité et laisser entier le problème des causes profondes, le défi de définir les conditions complexes d'une reprise vigoureuse et surtout l'établissement des responsabilités et les objectifs à poursuivre. Il n'existe aucun champ humain où l'on peut séparer les moyens et les fins. Cette donnée élémentaire de toute philosophie est hélas rarement respectée.

Nos sociétés occidentales paient très cher ce long refus de soumettre l'évolution technologique et la croissance économique aux finalités humaines. Elles ont ainsi perdu de vue tout autant la trace de l'homme que celle de la nature. D'où ces révoltes à vide, ces fuites dans l'utopie, ces quêtes de sens en Orient, ces débats idéologiques échevelés. Elle est bien étrange cette cité matérialiste peuplée de tant de citoyens « déconnectés » de la réalité. On dit même que le décrochage augmente avec l'instruction. Faut-il retrouver d'abord le sens du pain comme première école de réalisme ? Oui, à la condition de ne pas encore séparer le réalisme économique et une plus humaine philosophie de la vie.

Une pédagogie démocratique... socio-économique

Ceci dit, je demeure persuadé que nous avons à inventer une pédagogie démocratique qui amènerait les citoyens à conjuguer concrètement et judicieusement le réalisme des moyens économiques, la volonté politique et leur philosophie de la vie. Trois zones de comportement souvent étrangères l'une à l'autre. Cela vaut tout autant pour notre société. Voyez nos débats récents. Les uns ignorent ou taisent les coûts sociaux, les autres les coûts économiques. Et combien contredisent dans leur comportement les leçons de justice servies à leurs interlocuteurs ou encore au gouvernement ?

Mais c'est surtout dans les questions de piastres que nous avons perdu le sens du possible, du raisonnable. Peut-être est-ce le simple reflet d'un capitalisme sauvage intériorisé par les uns et par les autres ? Le réalisme aujourd'hui ne peut séparer la qualité du levain et celle de la pâte, du pain et du sens humain. La relance devrait avoir cette touche humaine, pédagogique au cœur de notre vraie situation économique et de ses défis les plus concrets.

Mais on ne saurait rêver une vision commune de notre réalité. Il y a désormais des points de vue fortement opposés les uns aux autres. Par exemple, une concertation sociale-démocrate ne pourrait se faire sans grande difficulté. Tout au plus, dans cette première étape, il faut assurer une sérieuse confrontation démocratique, différente des monologues successifs qu'on entend à la télévision. D'où la responsabilité d'une pédagogie démocratique susceptible d'éveiller l'intérêt des Québécois aux réalités économiques. Que de chemin à faire en ce domaine. Ah ! si nous en savions autant qu'au hockey !

La discussion économique ne part pas de zéro. Il serait vain de taire les tendances idéologiques en présence.

Quatre tendances principales

1. Un compromis libéral à redéfinir
2. Un nouveau contrat social
3. Une lutte des classes à finir
4. Un ordre à restaurer d'abord.

1. Peut-on instaurer une autre règle du jeu dans un coin de la patinoire ? « Nous ne pouvons faire autrement que jouer une carte nord-américaine » disent les partisans de la première tendance. C'est à ce prix que l'économie québécoise pourra s'inscrire dans les grands circuits économiques internationaux. Sans cela, pas d'avenir économique pour nous. Il faut jouer de finesse et d'efficacité avec les investissements étrangers, les multinationales et le contexte économique de plus en plus mondialisé.

Le capitalisme malgré ses défauts porte un esprit libéral qui maintient la société ouverte. Bien des progrès y sont possibles, contrairement à l'enfermement politique. À long terme, le collectivisme fait perdre le goût de l'initiative, la motivation du progrès. Et cela est plus vrai en Occident où les peuples attachent beaucoup d'importance à l'individu comme tel. Ce n'est pas par hasard

que science et technologie ont trouvé un milieu plus favorable dans les pays libéraux.

2. La tendance sociale-démocrate vise un nouveau contrat social. Car le compromis libéral ne tient plus. Son incapacité de trouver une issue à l'éclatement actuel des milieux de travail en témoigne. Un peu partout dans les sociétés occidentales, on a entendu des hommes politiques d'esprit libéraliste avouer les graves cassures des structures sociales de l'économie, surtout celles de l'organisation du travail. En dépit des apparences, beaucoup de libéraux refusent de regarder les choses différemment, tout en avouant qu'ils n'ont aucune solution à mettre sur la table. Leur stratégie pragmatique à courte vue n'est plus efficace.

Les socio-démocrates veulent articuler le développement social et le développement économique. Mais ils résistent mal à la tentation de miser trop exclusivement sur un État fort et démocratique, sur une concertation technocratique des agents économiques. La réalité économique est plus complexe que cela. Il y a bien d'autres facteurs historiques, culturels, psychologiques, économiques. Toute une infrastructure qui échappe au premier regard. Il faudra parler avec plus de sérieux de « modèle inédit de développement », de « stratégie de concertation ». Qui sait si nous ne devons pas faire ensemble d'abord un véritable « effardochage » de notre jardin, avant de définir un ou des modèles. Depuis quinze ans, nous avons répété les mêmes erreurs d'une réforme à l'autre. Une plus grande attention aux enjeux socio-économiques, souvent plus concrets, devrait nous aider à devenir des réalistes audacieux et judicieux.

3. Qu'on le reconnaisse ou pas, l'idée marxiste d'une lutte des classes à finir grandit chez nous. Elle a des porte-parole dans des secteurs importants du monde de l'éducation, du travail et des mouvements sociaux. On ne peut juger cette force uniquement à partir du nombre d'adhérents, ou de ses jeunes maladresses idéologiques. Comment ignorer l'arrière-plan mondial de la gigantesque bataille contemporaine entre le marxisme et le capitalisme ? Cela fait partie de la réalité que nous rappelle cette tendance idéologique encore peu articulée politiquement chez nous.

Une force d'opposition sans cadre politique peut se permettre de dire bien des choses vraies, mais aussi pas vraies, sans payer certaines factures. Le père à la maison disait : « Ça prend un 50 cents pour faire dérailler un train, mais qu'est-ce qu'il faut pour le remettre en marche ! » Cette force naissante s'en est tenue jusqu'ici à une critique radicale parfois très pertinente et à des mises en échec souvent ambiguës. Elle devra commencer à signifier plus clairement quelle économie, quelle société elle veut bâtir. Quelle démocratie elle entend développer, si la nôtre ne vaut rien à ses yeux ?

À notre tour, nous serions irresponsables de ne pas prendre au sérieux ce grand mouvement historique qui est en train de faire le tour de la terre. L'épouvantail totalitaire ne devrait pas servir de prétexte pour nier ou taire les vraies situations d'exploitation chez nous.

4. Le vieux réflexe moralisateur refait surface au moment des crises profondes. L'ordre, la paix à n'importe quel prix ! C'est un peu comme le père de famille qui plaide la bonne entente sans accepter d'interroger le rapport social autoritaire qu'il entretient avec les siens. Dans le monde économique, on sait comment a été utilisée l'idée des « relations humaines »,

De là à refuser toute interrogation sur les énormes problèmes moraux qui se sont accumulés récemment, ce serait taire une partie importante de notre problème. Il n'y a pas que les multinationales qui ont un comportement a-social. Avons-nous une éthique individuelle et collective juste, dynamique, créatrice ? Beaucoup de citoyens connaissent un éveil de la conscience. Cette préoccupation entrera-t-elle dans le débat économique avec à-propos ? Elle porte peut-être la touche humaine nécessaire aux luttes du pain, aux combats économiques inévitables. Ce serait dommage qu'elle tourne en procès moralisateur des autres ou en plaidoyer de restauration du statu quo au bénéfice de ceux-là seuls qui en profitent.

Je voudrais signaler ici un phénomène souvent mal perçu. Dans quelle mesure beaucoup de Québécois sont tiraillés même intérieurement entre ces tendances. Raison de plus pour bien les clarifier, les situer les unes par rapport aux autres. La complexité actuelle de notre situation invite à une certaine humilité ceux qui

prétendent pouvoir déjà entraîner toute la société derrière leur solution décrétée unique, vraie et absolue.

Un esprit vraiment démocratique nous incite à aménager d'abord les conditions d'une sérieuse exploration de notre situation économique et des orientations possibles pour l'avenir. Dans la prochaine étape, je voudrais présenter quelques scénarios.

IV. Les scénarios possibles

[Retour à la table des matières](#)

J'ai insisté beaucoup jusqu'ici sur deux démarches

D'une part, une pédagogie démocratique susceptible d'impliquer davantage la population québécoise dans les réalités et les tâches proprement économiques.

D'autre part, une mise à l'épreuve des divers agents économiques qui devront non pas proclamer, mais débattre leur lecture de la situation et leurs solutions de rechange.

Trop souvent, les uns parlent exclusivement du social, les autres de l'économique, quitte à se retourner tous ensemble contre l'État. On choisit ses statistiques. On tait ses intérêts. On ignore soit les coûts sociaux, soit les coûts économiques. Pas question d'autocritique. Quant aux solutions d'avenir, seul le gouvernement doit se commettre. Dans le scénario actuel, j'ai l'impression que les divers agents économiques québécois-francophones se comportent tous comme des partis d'opposition au Parlement. Rien de bien dynamique. On ne peut dénoncer indéfiniment sans rien annoncer. C'est « débilisant » pour tout le monde, y compris pour ses propres troupes.

Par-delà nos diverses allégeances politiques, il faut bien reconnaître que nous vivons un certain retournement de mentalité. En

effet, de nombreux Québécois préfèrent des risques positifs à une psychologie navrante d'éternels opposants. Peut-être y a-t-il là une indication pour vivre différemment nos conflits d'intérêts et aborder les tâches économiques communes.

Tâches communes ? Ceux qui n'y croient pas devraient se demander si ce petit peuple que nous sommes dans l'immense Amérique peut s'affirmer efficacement sans viser une concertation dynamique de toutes ses ressources humaines et physiques, de toutes ses composantes socio-économiques. Comment répondre à des questions aussi vitales que celles-là par des lieux communs idéologiques ? Corporatisme, étatisme, socialisme totalitaire, collaboration capitaliste, et quoi encore !

Si cette visée positive s'impose davantage dans les conjonctures actuelles, les cheminements pour y arriver n'en demeurent pas moins très complexes. J'en retiens d'abord deux possibles.

1. Un moratoire ?

Les Québécois ont besoin de souffler un peu. Depuis près de vingt ans, ils ont été secoués de bien des façons par tant de choses nouvelles à digérer. Plus que la précipitation, plusieurs ont mal supporté la trop fréquente alternative . tout ou rien. D'abord les réformes de la Révolution tranquille. Puis les contestations radicales qui l'ont suivie jusqu'à aujourd'hui. Les grands projets, de l'Expo aux Olympiades. Et enfin, un grand choix politique à l'horizon. Rappeler par-dessus cela la situation économique difficile ou grave du Québec, ce serait exacerber l'usure psychique des derniers temps.

On ne semble pas se rendre compte que les conjonctures présentes ne se limitent pas aux affrontements entre le Québec et le reste du Canada, entre francophones et anglophones. Tout se passe comme si au sein même de la collectivité francophone québécoise, beaucoup de citoyens commençaient à faire des choix qui divisent peut-être moins le Canada que le Québec lui-même. Des choix difficiles, « tirillants. ». Même chez les plus affirmatifs devant la souveraineté, on sent paradoxalement une montée d'inquiétude à mesure que les

échéances approchent. Ce pouls individuel et collectif n'est pas facile à saisir. Mais il nous livre assez d'indices pour suggérer des stratégies d'étapes, pour éviter une psychologie du tout ou rien.

Voilà peut-être la dimension la plus délicate et la plus complexe de notre situation. Précisément à cause du tournant historique actuel, le gouvernement, les partis politiques, les divers agents économiques ne doivent-ils pas faire preuve d'une responsabilité exceptionnelle, en prenant une distance sur les débats et combats actuels, sur les conflits d'intérêts ? En s'imposant un moratoire, à l'occasion de cette mise au point de notre situation économique.

Question de permettre aux uns et aux autres de voir clair, et surtout d'offrir à la population une occasion de s'arrêter sur l'ensemble de la situation. Bien sûr, il y a des urgences... surtout économiques. Mais n'a-t-on pas trop misé sur des politiques d'urgence ? Où cela nous a-t-il menés ? Comme disait un humoriste : « On ne sait pas où est-ce qu'on sen va, mais on y va. »

Pourquoi ne pas s'engager aussi sur le terrain économique avec un esprit d'étapisme ? Bien établir les premières démarches possibles. Et ne pas viser encore les plus grandes cathédrales d'Amérique. Ces cathédrales pourraient bien être aussi des combats de luxe que seules les grandes sociétés riches peuvent se payer. Comme si toute stratégie d'étape était retour au petit pain, à la résignation, au manque de fierté.

Les Québécois ont besoin de reprendre leur souffle. Ils ont le droit d'exiger de tous les leaders en place un moratoire de mise au point, de réflexion plus distancée, de clarification plus objective. Avec toutes les ressources d'intelligence. La relance économique devrait être le début de ce moratoire démocratique. Si tant est que la démocratie reste la référence commune

2. Cartes sur table

Non, la situation est trop grave. On n'arrête pas l'histoire. Il faut aller au bout du débat sans tarder. Révéler la brutalité de la situation économique actuelle. Bref, un affrontement courageux et

lucide de la crise. C'est au moment des crises que certains pays ont défini un nouveau contrat social et déclenché l'aménagement d'une nouvelle infrastructure économique et politique. Malgré leurs inquiétudes, les Québécois ont manifesté en grand nombre leur volonté politique de foncer vers l'avenir, de forcer davantage leur destin. Il faut mettre à profit cette poussée qui permet d'affronter les plus durs obstacles internes. Et oui ! la situation économique se détériore. Il faudra mettre les bouchées doubles.

Qui sait, ce sera peut-être dans les tâches proprement socio-économiques que plusieurs apprendront à se commettre, par-delà des engagements et des plaidoyers encore trop symboliques. La chaise musicale, idéologique ou politique, devient vite ronde infernale en économie. Opium tragique quand une masse énorme de citoyens mise sur la loterie pour s'en sortir financièrement. Il paraît même que l'organisation la plus efficace de notre société est celle de l'accès au crédit. La timidité, la sécurisation n'ont plus leur place ici.

Ce ne sont pas les difficultés qui nous menacent, mais les illusions qui les masquent. Certains disent qu'on va ressasser des faits déjà bien connus. Le sont-ils vraiment dans l'ensemble de la population et particulièrement dans la génération montante ? Celle-ci a besoin d'objectifs valables de dépassement. En l'occurrence, il faudra surtout préciser les efforts collectifs à entreprendre. Mais comment le faire sans mettre toutes les cartes sur la table ?

Bien sûr, les ressources ne manquent pas. La créativité culturelle récente, l'affirmation politique nouvelle, et même une agressivité retrouvée devraient pouvoir se prolonger en dynamique socio-économique. Je ne rêve pas en couleurs. Nos contradictions se révèlent surtout dans nos comportements économiques. Notre passif principal se situe à ce niveau-là. On ne peut se limiter aux constats du chômage et de l'inflation. Il existe d'autres problèmes :

- une assise industrielle vieillotte,
- un sol et un sous-sol à mieux exploiter,
- des services publics parmi les plus coûteux au monde,
- une productivité et une compétitivité à la baisse,
- des investissements à la traîne,

- un sous-emploi et une sous-production malsaines,
- des disparités régionales grandissantes,
- une structure aberrante de revenus, de salaires,
- des milieux de travail écartelés,
- une consommation sans échelle de valeur.

Faut-il étaler de grands tableaux statistiques ? D'énormes dossiers économiques et sociaux, anciens et tout nouveaux, sont là, à la portée de tous. On peut en tirer une première conclusion : nous allons tous perdre ensemble si nous refusons de travailler plus efficacement ensemble. Pour le moment, il ne s'agit pas de disputer un avenir socialiste ou capitaliste, mais notre avenir tout court.

Certains diront que ce deuxième scénario risque d'être un « cours de découragement », alors que le premier est un peu trop sécurisant. Il me semble qu'on peut emprunter à l'un et à l'autre des éléments indispensables à une pédagogie démocratique et socioéconomique féconde.

Des démarches inséparables

D'abord un examen honnête de notre situation socio-économique. Chacune des parties serait amenée à déborder son champ d'intérêts, à prouver sa pertinence d'approche en fonction de l'ensemble du fait économique chez nous. On devrait pouvoir faire un bilan sérieux de tous les indices d'alerte.

Confronter les diagnostics sur l'organisation du travail. Celle-ci est de plus en plus le lieu névralgique de la dramatique sociale chez nous et en beaucoup d'autres pays.

Confronter des ensembles de priorités et de choix précis pour une première étape de relance. Avec le souci pédagogique et démocratique d'interpeller la population.

Explorer les pistes possibles de certains circuits d'auto-développement, d'initiatives collectives intégrées dans un champ économique dynamique. Je souhaite qu'on mette à profit le nouveau souffle coopératif, qu'on réévalue certains projets en industrie

agroalimentaire, en transformation industrielle de nos ressources minières, en politique coopérative d'habitation, en concertation de petites et moyennes entreprises, en politique gouvernementale d'achats.

Avant tout débat idéologique, bien cerner notre situation actuelle dans les grands réseaux économiques, surtout nord-américains. Et réviser clairement les normes existantes en matière d'investissement étranger.

Voilà des démarches inséparables pour chacune des parties en présence. Il s'agit d'amorcer un processus démocratique et efficace qui pourrait se prolonger dans des conférences socio-économiques épisodiques, avec quelques tables multipartites permanentes sur les questions et les tâches jugées prioritaires.

Je sais qu'il existe une pluralité souvent conflictuelle de tendances non seulement au gouvernement, mais aussi sur l'échiquier syndical, dans le monde patronal et au sein du mouvement coopératif. Il n'y a pas d'homogénéité chez aucun des agents économiques. Raison de plus pour ne pas proclamer des identités idéologiques qui n'existent même pas dans les troupes. Tous les leaders sans exception devraient reconnaître au départ cet état de fait. Ce qui nous éviterait certains discours idéologiques en porte-à-faux... comme si l'un ou l'autre porte-parole avait tout le peuple en arrière de lui. Nous en sommes encore à l'a-b-c d'une pratique démocratique.

Les vraies questions

Voulons-nous vraiment la réussite économique de notre société ? Réussite aussi juste que féconde ?

Voulons-nous aménager les conditions susceptibles de faire naître le goût de l'initiative économique comme telle ?

Acceptons-nous de reconnaître la pauvreté actuelle de nos performances de gestion, de travail, de comportement démocratique et d'éducation ?

Mettrons-nous à profil la prise de conscience plus aiguë de ces défis et la volonté politique de forcer davantage notre destin ?

J'ai appris des miens qu'on juge l'humanité d'une société à la qualité de son pain et surtout de son levain. Ce n'est pas la pâte qui manque. C'est pour moi, non pas un souvenir de cendre, mais une mémoire de feu. Une invitation au courage lucide, à l'audace. Vaine rhétorique ? Peut-être sommes-nous amenés à nous dire quel est, en définitive, notre levier décisif ?

J'ai voulu apporter ici un simple point de vue de citoyen. Et je souhaite que les agents économiques sachent se situer d'abord comme citoyens, pour que tous les Québécois se sentent concernés au même titre.

Deuxième partie :
Les lieux privilégiés de la quête éthique

Chapitre 2.

Il faut tuer Taylor pour revivre (le travail)

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir situé la quête d'éthique dans l'ensemble de notre situation socio-économique, nous pouvons concentrer notre attention sur des dimensions particulières qui portent davantage des tests d'humanité.

Le travail est à plusieurs titres un des principaux points chauds de la conjoncture actuelle.

Les composantes de cette dramatique

- D'abord le fait que notre existence collective soit ponctuée, jalonnée par une suite quasi ininterrompue de conflits de travail.
- La destruction de la base sociale des milieux de travail dans les différentes institutions.
- L'absence de politique véritable pour redéfinir le régime des relations de travail et de la main-d'œuvre, sans compter un chômage

massif qui a des effets désastreux sur le « moral » des individus comme de la collectivité.

- Le façonnement récent d'un nouveau statut du travailleur lié au développement d'une conscience politique plus active, plus critique. Le débat démocratique envahit par là le terrain proprement économique qui était resté passablement indépendant des contrôles politiques et démocratiques.

- Les grandes polarisations idéologiques débordent maintenant la sphère politique comme telle et s'inscrivent dans la quotidienneté des milieux de travail.

- Les aspirations récentes d'autodétermination individuelle, d'indépendance politique, d'auto-organisation sociale, d'autodéveloppement économique passent de plus en plus par les luttes du monde du travail, par les lieux permanents de l'activité laborieuse. Premier terrain quotidien où se concrétisent la volonté de maîtriser sa vie, son environnement, et aussi les principales décisions qui engagent le sort individuel et collectif.

- La relativisation de la valeur travail par rapport à d'autres valeurs comme le temps de vivre, un style d'existence plus libre, moins ritualisé, un projet de vie non exclusivement défini par le travail choisi ou imposé, etc. Notons ici le paradoxe entre la contestation de l'éthique du travail et la politisation privilégiée de celui-ci comme voie royale de l'accès au pouvoir décisif. On relativise culturellement le travail et on l'absolutise politiquement.

- La taylorisation toujours croissante de l'organisation du travail, tant du côté du syndicalisme que de celui des administrations privées et publiques. Toutes les institutions y passent, et à travers elles, l'ensemble de la société. Après le travail à la miette, parcellisé, segmentarisé, c'est maintenant un style de vie du même ordre. Il n'y a alors de cohérence et de permanence que dans les appareils et dans leurs mécaniques de plus en plus sophistiquées. Des mécaniques à vrai dire semblables peu importe la diversité des champs humains qu'elles embrayent. Ce n'est pas un mince paradoxe que cet univers informatisé et un style de vie improvisé, à la carte.

- Enfin, le rôle grandissant du syndicalisme comme tel sur l'échiquier économique-politique. Il y a, encore ici, bien des ambiguïtés, tel l'énorme décalage idéologique entre les centrales syndicales et leurs troupes, entre le secteur public et le secteur privé. Ce qui amène des solidarités obligées, téléguidées qui pourraient créer un climat explosif dans le monde des salariés. Pensons au fait non avoué des classes sociales qui divisent les salariés eux-mêmes. Pensons aussi à la marginalisation des petits salariés et des assistés sociaux dans les batailles entre « intégrés » : gros syndicats, corporations financières et gouvernements.

Cette mosaïque d'éléments disparates n'aide pas à préciser ce que pourrait être une nouvelle réorganisation du travail, comme premier tremplin de redéfinition du contrat social, et de la société elle-même. Mais il faut d'abord bien saisir le changement de perspective qui commence à se dessiner.

L'enjeu majeur

Le fameux rapport sénatorial Work in America sur le monde du travail en Amérique du Nord pointe des phénomènes qui existent aussi chez nous : un niveau élevé d'absentéisme, un taux excessif de rotation du personnel, une mauvaise qualité du travail, un déclin de l'habileté dans l'exercice du métier, et une réduction de la productivité.

Mais ce diagnostic semble « prendre des effets pour des causes », sans faire état du renversement de perspective qui est en train de se produire.

La société capitaliste a démarré avec l'indépendance de la fonction économique par rapport au système socio-culturel et politique de type médiéval. Peu à peu l'évolution techno-économique a joué le rôle déterminant dans l'organisation sociale globale. L'État, la science, l'école, la ville se sont mis à la remorque de cette orientation particulière, au point d'être définis presque exclusivement par elle.

Or, voici que des changements culturels, sociaux, politiques et économiques d'une autre inspiration refluent et se heurtent contre ce modèle dominant. On peut le constater sur le terrain du travail lui-même. J'ai traité longuement de la question dans deux ouvrages récents ⁴.

Je me limite à un bref rappel de l'idée centrale : le taylorisme a aliéné la masse des citoyens de toute influence importante dans le processus de production des biens et des services ; elle les a aliénés du pouvoir décisif en amont, et de tout contrôle majeur sur les objectifs en aval ; elle a dissocié l'individu de ses rapports sociaux ; elle a vidé le travail des expériences humaines qui lui donnent sens. Au point que le syndicalisme a dû constituer des plates-formes extérieures à l'organisation elle-même du travail non seulement pour créer une solidarité de classe, mais aussi une identité du travailleur lui-même.

Voici que l'enjeu se déplace vers le terrain de l'activité laborieuse et de l'institution économique. On conteste celle-ci de l'intérieur, et à partir d'une nouvelle conscience culturelle, sociale et politique, à partir aussi des contradictions plus évidentes d'un modèle libéral en train d'éclater jusque dans ses principaux mécanismes. L'inflation en témoigne.

Le premier tremplin

Étant donné le rôle historique du taylorisme dans le modelage de notre société, je ne crois pas possible de chercher des issues nouvelles sans une transformation profonde de ce terrain de départ. Je ne puis, par exemple, imaginer un nouveau contrat social, de nouveaux modes de négociation collective, sans passer par la restructuration du travail lui-même, comme premier test de vérité.

Certaines expériences de réorganisation du travail mettent en lumière une économie humaine de la vie et des institutions que nous avons perdue de vue. À savoir des institutions qui doivent retrouver

⁴ Des milieux de travail à réinventer et Une tentative d'autogestion, P.U.M., 1975.

une certaine organicité, un milieu humain, une application concrète de la démocratie, une maximisation de la valeur d'usage des biens et ressources humaines au profit de tous les intéressés. Les diverses responsabilités inscrivent alors dans un contexte plus cohérent. Tâches et fonctions, pouvoirs et contrôles ne sont plus purement extérieurs, les uns aux autres. Tous les acteurs sont davantage de plain-pied et partie prenante d'un projet collectif. Les dynamismes et les valeurs propres du groupe humain peuvent se déployer plus librement, humainement et efficacement. On redonne à la socialité de l'homme et du travail, à la création collective une place que le libéralisme ancien et nouveau a sans cesse refusée, créant ainsi un terrible appauvrissement de la conscience sociale des individus et des groupes.

La société ne vaudra jamais mieux que sa base sociale, dans quelque régime que ce soit. En ce sens, il faut dégager des stratégies de vraies responsabilités où les hommes auront à répondre de leurs actes, entre eux et à leur niveau de responsabilité. Il me semble que des milieux de travail progressivement autogérés établiraient un niveau de responsabilités démocratiques, qui rendrait possible un premier consensus minimum entre les acteurs sociaux, en deçà et par-delà les inévitables rapports de forces et d'intérêts en présence.

En amont et en aval du travail

Il faut aller plus loin pour rejoindre, à travers la dramatique actuelle du travail, l'ensemble de l'existence. Je propose ici un biais de réflexion qui embrasse les trois grands jalons de notre itinéraire commun.

L'école, le travail, la retraite.

Voilà la sainte trinité de la vie moderne.

Elle grandit aux deux bouts. En dépit des apparences, le drame principal est peut-être au centre. Bien sûr, école et retraite nous inquiètent. On n'a jamais autant parlé des vieillards et des enfants. Ce peut être une façon d'éviter le cœur du problème.

Eh oui ! ne l'oublions pas, toute notre vie moderne se définit en fonction de l'axe travail. L'école doit nous y préparer et la retraite nous en délivrer ! Prometteur en amont, regretté en aval. Pourtant on ne semble pas l'apprécier quand on y est.

Je crois que la crise de l'école et celle de la retraite sont sans issue si nous ne réaménageons pas radicalement l'expérience du travail.

J'insiste. Le drame a commencé lorsque Taylor et ses disciples ont vidé le travail des expériences humaines qui lui donnent son sens. On a fait de même avec la ville, l'école, la vie. Plusieurs ont oublié cette démarche historique.

Un premier diagnostic

Prenons l'exemple du métier. Celui-ci est plus qu'un job, un poste, un salaire. Ah ! ce qualificatif moderne de « salarié » m'obsède. Il est à mille lieues du métier. Le métier porte un mode de vivre, d'être, de penser, d'agir particulier ; un champ humain original ; un rapport social donné. Il a son rythme et ses rites. Il qualifie une expérience individuelle et collective. Il est plus qu'un diplôme, ou même qu'une compétence. On y accroche sa fierté, sa dignité. Le respect de soi et des autres. Le sens du pain et de la vie. Une certaine sagesse et quoi encore ?

Quelle éducation allez-vous donner sans de telles références ? À témoin la disparition du métier même dans l'enseignement.

Quelle retraite ? Je n'ai pas connu d'hommes de métier malheureux pendant leur retraite. La plupart d'entre eux ont acquis une véritable expérience humaine dans leur travail. Ils se sentaient utiles et reconnus. Le sens dynamique du métier renouvelle, enrichit, rajeunit un homme. Vous pouvez changer dix fois de job, ou vous trouver un moment sans job, si vous avez du métier, vous serez mieux en mesure d'affronter la majorité des défis de la vie. Valéry est d'accord avec moi !

Je pense ici à une habilité de base avec sa pratique sociale, son style de vie, son champ d'expérience.

- Un métier manuel
- Un métier intellectuel
- Un métier pédagogique
- Un métier social

Il s'agit d'une capacité particulière d'assumer une des dimensions essentielles de la vie collective : une technique de base sans cesse remise à jour, une pédagogie sociale d'intervention ou encore une forme de leadership.

Un homme habile de ses mains, un écrivain, un éducateur, un « entrepreneur », un initiateur social sont des êtres qui ne vieillissent pas s'ils cultivent leur aptitude de base.

Comme pédagogue social, j'ai toujours été à l'affût des virtualités particulières que chaque individu porte. Virtualités à la fois personnelles et sociales. L'univers culturel urbain. se prête à de multiples expressions des talents, beaucoup plus que ne le permettait la monoculture d'hier. Encore faut-il déborder les catégorisations trop formelles des fonctions et des statuts dans nos organisations modernes.

Un jour, un homme difforme et bègue se présente à moi après une réunion. Il me dit : « Je veux faire quelque chose dans le groupe ». J'ai cherché avec lui sa ligne d'intervention. Il est devenu par la suite un éveilleur extraordinaire d'engagements. Toute sa force résidait dans le « contact personnel ». Si je m'en étais remis aux critères habituels, il n'aurait rien fait qui vaille. Cela est arrivé il y a vingt ans. Aujourd'hui, cet homme est à la retraite. Il continue de jouer un rôle très actif dans la communauté.

J'en arrive à penser qu'une pédagogie sociale plus riche, plus inventive, plus créatrice changerait profondément l'école, le monde du travail. Elle pourrait empêcher la mort sociale au moment de la retraite. Tout métier, j'en ai la conviction, est susceptible de multiples investissements pendant la vie entière, si on en fait une vraie pratique

sociale. Essayons de bien situer cette première problématique du symptôme identifié et du diagnostic proposé.

Traditionnel et révolutionnaire

Mon point de vue est à la fois traditionnel et révolutionnaire. N'a-t-on pas dit que bien des révolutions sont nées d'une vérité traditionnelle laissée pour compte, qu'on se met un jour à prendre au sérieux. L'idée de métier pourrait être un bon exemple. Mais voyons sa négation. Celle-ci fait partie de l'instance révolutionnaire, en l'occurrence.

Quand toute la vie devient industrie

J'ai évoqué Taylor tantôt. Il a eu plus d'influence qu'Adam Smith ou Karl Marx. On le retrouve à l'Est comme à l'Ouest. C'est un peu la même industrialisation techno-bureaucratique des institutions. Pas seulement de l'économie, mais aussi de la culture et de la politique, de l'école et de la vie. Même modèle de division du travail reproduit partout. Seul étalon pour mesurer les hommes et les structures. Unique définisseur du temps-espace dans les itinéraires individuels et collectifs. Il ne reste à vrai dire qu'un certain processus techno-administratif pour déterminer l'organisation sociale et ses diverses composantes. Un des plus beaux indices, c'est le MBA qui habilite à gérer n'importe quel champ institutionnel : un hôpital, une usine, une église, un réseau de marketing, une école, un ministère, une municipalité, une entreprise de construction, etc.

Un clash total

Mais voici que ce modèle industriel de division du travail est en train d'éclater partout. Ce sont maintenant les conflits de travail.. à la chaîne ! Dans toutes les institutions. Les problèmes soulevés à l'école comme dans le Centre d'Accueil pour vieillards ne sont pas étrangers à ceux de la taylorisation du travail, des institutions et de la vie tout court.

Après avoir segmentarisé et émietté le travail, on a fait de même en éducation, puis dans l'ensemble de l'existence. La seule intégration sociale possible n'est plus à hauteur d'homme, mais dans une fonctionnalité technologique poussée jusqu'à la programmation informatique intégrale. Étrange paradoxe dans une nouvelle culture où l'on se veut maître de son cadre de vie, de son temps personnel, de ses rapports sociaux. Un immense clash se prépare entre la volonté naissante de l'auto-organisation personnalisée et socialisée organiquement, d'une part et d'autre part, l'organisation mécanique de la technostructure.

Le vieillissement précoce

Bon gré mal gré, nous serons amenés à redéfinir radicalement des dimensions anthropologiques aussi fondamentales que l'éducation de la jeunesse, l'expérience de la « vie active » et l'économie du vieillissement. J'anticipe un certain bouleversement de ces catégories. Et je soupçonne qu'il faudra une révolution du « temps » occidental. Un temps aussi technicisé que le travail. Aussi vidé de sens humain, de relations chaudes, d'espace organique, d'action autodéterminée, d'expression gratuite, bref de tout ce qui constitue une authentique expérience d'homme et une pratique sociale d'autodéveloppement dynamique.

Taylor a tué le travail et le temps proprement humains, personnels et sociaux. La société aussi bien que les citoyens y ont pris deux coups de vieux. Le problème du troisième âge n'est qu'un aspect du vieillissement précoce qui marque tout autant la jeunesse, la « vie active » que la retraite.

À la carte

Toute notre vie moderne est faite de mini-relations courtes et hachées dans des maxi-organisations longues et superstructurées. Voyez l'écart entre l'utilisation immédiate et impulsive de la carte de crédit d'une part et, d'autre part, l'organisation qui la sustente, et vous échappe totalement. L'achat à la carte, l'instruction à la carte, la télévision à la carte, le travail à la carte, les amitiés à la carte, la

retraite à la carte. Quelle liberté ! On la revendique même pour l'avortement à la carte... sur demande... comme bientôt l'euthanasie. Après tout, fi ne s'agit que d'un rapide et efficace processus technique. Neutre à part ça. Taylor omniprésent. Vous me voyez venir, coquin de lecteur !

Toute expérience longue affole

Eh oui ! on ne sait plus vivre, et partant vieillir, quand on a perdu le sens humain de la durée. La vieillesse devient un épouvantail, car elle tient de l'expérience longue, comme l'éducation d'ailleurs. Voilà où le bât blesse. Mais ce qu'on oublie, c'est notre acceptation complice d'une certaine organisation techno-économique qui nous offre la liberté illusoire de la production et de la consommation à la carte.

De la révolution du travail à la nouvelle culture

Je retrouve ici mon test de vérité signalé plus haut. En effet, j'ai la conviction que le premier enjeu se trouve dans cette expérience humaine fondamentale qu'est le travail. Voilà la première maîtrise personnelle et sociale des relations et des fonctions fondamentales de la vie. Le travail est un lieu humain privilégié d'expression, de signification, de socialisation et d'action. Mais il le devient par le métier de base et par une organisation sociale fondée sur celui-ci. Un métier permet une première autogestion du temps et de l'espace, de l'individualité et de la socialité.

Ah ! je sais l'objection : « La nouvelle culture conteste la vieille éthique puritaine ou janséniste du travail. » Alors comment expliquer la politisation récente qui emprunte l'expérience du travail comme chemin privilégié de libération et de promotion collective ? Cette dernière intuition m'apparaît plus juste, plus réaliste. Il faut passer par là pour rejoindre les nouvelles sensibilités culturelles.

J'ai la conviction qu'un travail progressivement autogéré, plus libre, plus créateur, plus solidaire est une des cibles premières des

luttons à venir. De même l'idée des horaires flexibles. Une telle réappropriation aura d'énormes conséquences pour redéfinir ou même abolir certains modèles actuels d'école et de retraite.

J'entends une autre objection : n'êtes-vous pas en train de retourner au « travail à la carte » qui fonde la « vie à la carte » ? Une vie d'à coups d'où on se retire à volonté. Une vie de relations courtes, instables, provisoires, insignifiantes ?

Le métier de base, une praxis

Ici, mon idée de métier de base refait surface. On a trop réservé ce genre de travail et d'expérience à des catégories sociales spécialisées : menuisiers, mécaniciens, chirurgiens, journalistes, etc. Le métier de base, c'est davantage un ensemble de pratiques sociales dans un champ particulier d'expérience. Une praxis quoi ! On devrait redéfinir toute l'organisation familiale, scolaire, économique et sociale en fonction de ces divers champs d'expérience.

Chacun des citoyens de bout en bout de la vie développerait et exercerait une praxis qui l'identifierait à la fois personnellement, socialement et professionnellement. Dans la mesure où cette praxis s'articule à un champ humain authentique, elle aura de multiples virtualités d'expériences significatives et engageantes. Elle aura aussi un coefficient important d'utilité, parce qu'elle couvrira une aire essentielle de besoins permanents. Elle comportera une habileté dont la société ne peut se passer.

Un exemple, une stratégie

Oui, il faut démocratiser le « métier ». Les vieux dans le monde rural pouvaient souvent poursuivre certaines activités liées à un métier qu'ils connaissaient bien. Ils l'avaient d'ailleurs exercé depuis leur plus tendre enfance. J'envisage une révolution qui s'inspire un peu de cela, mais cette fois, dans la ville avec son univers peut-être plus riche, sûrement plus complexe.

À la fine pointe de certaines initiatives récentes, on tente de réinventer une organicité spatio-temporelle dans des champs

particuliers d'expérience individuelle et collective. Quelques milieux scolaires initient une pédagogie organique des apprentissages de base, un « suivi » de l'itinéraire éducationnel susceptible de se prolonger tout au long de la vie. Voilà le sens véritable de l'éducation permanente ou récurrente.

Mais tout cela présuppose une pédagogie sociale qui fédère l'activité éducative, l'activité laborieuse et les autres activités sociales. Une pédagogie sociale qui permet à des institutions locales, à des milieux sociaux de se prendre en charge. Une pédagogie sociale qui établit des rapports dynamiques et renouvelés entre les institutions ou services d'un même milieu, entre les principales fonctions sociales, entre les expériences collectives. De telle sorte que le citoyen se retrouve en passant de son habitat à son travail, de l'école au centre communautaire, de la paroisse à l'hôtel de ville.

Encore ici, je suis persuadé qu'une des premières recompositions de l'expérience humaine devra se faire dans chacun des milieux de travail. Une intégration à la fois individuelle et collective des diverses activités d'un même champ d'expérience. Ce serait beaucoup si on mettait d'abord en place de véritables équipes polyvalentes de travail dans un module cohérent d'activité commune. À peu près tout le monde y voit un objectif majeur. Mais bien peu investissent sérieusement en ce sens. Les normes administratives, syndicales et professionnelles s'y opposent. Mais surtout, on n'a pas développé les pédagogies sociales pour y arriver.

Voilà ce que j'ai tenté d'élaborer dans des ouvrages récents, à même des expériences diversifiées. Je suggère particulièrement : « Une pédagogie sociale d'autodéveloppement en éducation » (Stanké, 1976). La stratégie pédagogique proposée peut s'appliquer à l'ensemble de la séquence école-travail-retraite tout en les redéfinissant radicalement, tant pour l'individu que pour l'organisation sociale. Inspirée de la pédagogie populaire, la démarche a l'avantage politique de changer la vie et la société à partir de sa vraie base sociale et humaine. .

Même le syndicalisme est à redéfinir

Le syndicalisme a un rôle historique majeur à jouer dans cette perspective. Mais son orientation actuelle est hélas ! aussi taylorienne que le modèle administratif contesté. Je porte ici un jugement sur les pratiques plutôt que sur les discours idéologiques. Ce qui ne m'empêche pas de reconnaître certaines exceptions admirables et un début d'éveil à la requalification personnelle et sociale du travail, du travailleur, du « nous » de classe à même un milieu quotidien réapproprié dans l'exercice de l'activité laborieuse. Malheureusement, on finit par ressembler à ceux qu'on combat, quand la lutte prend toute la place au point de faire oublier ses propres dynamismes et objectifs. On sait le « contre », mais peu le « pour ».

Présentement, administrations et syndicats appartiennent à un même univers « social » qui fonde la sainte trinité évoquée plus haut. Je devrais dire un univers « a-social », a-personnel. Il n'y a plus d'expériences humaines au travail et dans la plupart des autres secteurs de vie. J'entends ici une expérience qui soit en même temps un savoir-être-vivre-penser-agir et partager. Autre définition du métier, comme pratique sociale.

Le problème de l'habitation est une belle illustration. Vous ne savez pratiquement plus rien faire dans votre appartement ou dans votre maison. Non seulement vous ne maîtrisez pas les pratiques d'entretien : électricité, plomberie, menuiserie, etc., mais vous n'avez même pas le droit d'accomplir ces interventions spécialisées. On a paradoxalement dé-démocratisé les habiletés de base. Et voilà des citoyens de plus en plus dépendants et impuissants face à un morcellement des tâches qui n'a rien à voir avec la pratique sociale et le sens d'un métier.

Que d'autres exemples j'aimerais donner. Si nous continuons dans la même foulée, il n'y aura bientôt plus de métiers véritables, au sens fort du terme. Même celui d'éducateur. Il y a plus grave encore. Certains plaident pour réduire à une « fonction » provisoire la relation pourtant longue de paternité et de maternité. Je comprends alors qu'on ne sache pas quoi faire devant le mûrissement de la vie. Le colonel Sanders avec ses poulets aux hormones nous a bien compris ! Tout a

été soumis au règne de l'éphémère, même les aventures les plus humaines. Nous sommes en train de devenir des barbares.

Mon hypothèse de base, la vôtre

Je soumets ici une simple hypothèse de travail, à peine esquissée. Autour de l'idée de métier conçue comme une praxis sociale qui traverse un itinéraire humain de bout en bout. Une praxis sociale qui permet de maîtriser un champ fondamental d'expérience humaine et d'utilité sociale. Une praxis sociale qui fédère organiquement l'expression, la compréhension, le partage et la transformation d'un vécu toujours original. Une praxis sociale qui abolit les séparations temporelles et spatiales entre l'école, le travail et la retraite : entre les jeunes, les « actifs » et les vieux. Une praxis sociale qui permet la mutuelle inclusion permanente et renouvelée de l'éducation, du travail et de l'itinéraire de vie. Cette révolution est à faire. Elle appelle une tout autre organisation sociale.

Voilà une hypothèse entre plusieurs, j'en conviens. Elle s'appuie sur ma petite expérience fort limitée. J'ai étayé cette hypothèse dans une dizaine d'ouvrages qui ont jalonné mon itinéraire d'implication sociale et politique surtout en milieu ouvrier. Dans la dramatique actuelle, traversée par tant de courants et contre-courants, je me méfie des thèses arrivées, toutes faites. Vous savez, l'unique grille qui explique tout. Ce genre d'assurance me fait trop penser à mon univers scolastique d'hier, qui lui aussi se prétendait indiscutablement vrai, scientifique, objectif, « structural ». Je préfère, surtout dans les circonstances, la confrontation d'hypothèses sérieuses qui font place à des investigations nouvelles du pays réel, à un renouvellement incessant du débat démocratique et du combat politique. L'homme, la vie, l'histoire sont trop riches pour s'enfermer dans un système érigé en absolu. De même, le tryptique école-travail-retraite.

Ma démarche ici se veut pédagogique. Elle invite le lecteur à formuler sa ou ses hypothèses face à ces trois étapes séquentielles de notre vie moderne. Peut-être sera-t-il confronté à mieux définir sa philosophie de la vie, son éthique, sa politique ?

Retour critique

Bien sûr, j'ai fait des choix. D'autres hypothèses sont à considérer. Par exemple, il faudrait se demander dans quelle mesure la révolution culturelle de l'éducation et le drame « temporel » du troisième âge nous obligent à réviser profondément la philosophie et l'organisation actuelles du travail.

Comme nous l'avons vu plus haut, le taylorisme a joué un rôle clef dans le façonnement de notre société. Il a modelé un certain type d'organisation économique-politique qui s'impose encore aujourd'hui. Il a défini le temps des hommes et l'espace de la cité. J'ai dit l'importance d'agir sur ce terrain historique. Mais je ne nie pas que des changements culturels, sociaux et politiques viennent à leur tour bouleverser le monde du travail et sa technostrucure. Par exemple, le nouveau statut de citoyen est en train de contester les formes actuelles de travail, d'éducation et de retraite, et aussi l'ensemble de l'organisation sociale. Dans cette foulée, on comprend l'importance de la réappropriation des « praxis » comme forces libératrices et constructrices d'en bas.

Il y a donc un mouvement dialectique entre les changements dans le monde du travail et ceux de la vie hors travail. Voilà une autre façon de poser le problème et le diagnostic esquissés plus haut. J'ai mis l'accent sur l'affirmation : tel travail.. telle éducation, telle retraite. Un accent prioritaire, mais pas exclusif, comme on vient de le voir.

Deuxième partie :
Les lieux privilégiés de la quête éthique

Chapitre 3.

La peste, de La Fontaine à Camus (une politique)

[Retour à la table des matières](#)

Le pain, le travail et bien sûr la politique. Je n'ai pas voulu commencer par celle-ci, et pour cause ! On ramène tout à elle, comme si elle pouvait remplir toutes les fonctions et apporter toutes les solutions. Nostalgie de la religion de chrétienté... omniprésente, omnisciente, omnipotente ? Une religion qu'on exécrait et qu'on vénérât. Nos ambivalences sont les mêmes en politique. Faut-il le répéter, c'est notre seule industrie nationale. Et en même temps, nous nous méfions de tout ce qu'elle représente. Des pratiques apolitiques confinent à d'éternelles discussions sur le gouvernement qui ne prend pas ses responsabilités.

Et pourtant, malgré tout, il y a eu des progrès indéniables depuis quelque temps. On parle même d'un nouveau statut de citoyen. Celui-ci est plus alerté, plus impliqué dans la chose publique, dans les institutions locales, et même dans le débat sur l'avenir de la société. Des volontés politiques mieux fondées et plus dynamiques commencent à prendre corps. On n'en est plus aux promesses

paternalistes et électoralistes de bouts de chemin. L'opinion publique se fait plus exigeante, chez nous et ailleurs.

Cette nouvelle conscience ne s'est pas trouvée des mains dans la plupart des cas. Elle a plutôt développé un esprit plus critique. Ce qui peut être inhibant à la longue. Mais n'est-ce pas une première phase nécessaire, malgré le danger d'un moralisme stérile ? Chez les hommes, bien des changements commencent par une nouvelle conscience. Essayons de cerner ce qui se passe dans cette phase critique que nous vivons.

I. Mieux fonder la conscience critique

[Retour à la table des matières](#)

À Québec, à Ottawa comme à Washington, on intente des procès qui auraient été impensables, il y a quelques années. La contestation durant les années '60 se déployait en dehors des circuits officiels juridiques ou autres. Comme dans la fable de La Fontaine, le lion sait toujours transférer la peste chez l'âne. Voilà qu'aujourd'hui des lions connaissent le ressac de cet âge critique. Un progrès de la justice, semble-t-il.

Divorce de l'éthique et de la politique

Selon certains observateurs, la conscience politique aurait avancé de quelques crans. Beaucoup de citoyens commencent à voir, par delà tel ou tel visage coupable, une structure viciée de pouvoirs qui s'approprient, sans véritable contrôle démocratique, les ressources collectives et les décisions sociétales déterminantes. Par ailleurs, les petits Nixon peuvent être limogés, mais les vrais pouvoirs demeurent. Ceux-ci n'hésiteront pas à discréditer un premier ministre et ses pairs, s'ils ne sont plus rentables pour sauvegarder le rituel pur et factice d'une certaine démocratie libérale. Si ces têtes sont remplacées, on louera les vertus de la société juste, de sa magistrature et même d'une opinion publique « adulte » Comme on l'a fait aux États-Unis.

Mais après la perte de confiance en leurs chefs, certains ont jeté leur désarroi sur les institutions. Ces monstres inhumains que seraient les écoles, les hôpitaux, les administrations, les services publics modernes. D'autres vont plus loin et s'inquiètent du conflit des valeurs anciennes et des nouvelles où s'affrontent les idéologies contraires.

Un problème collectif de conscience

La peste a peut-être des sources plus profonde et plus diffuses dans l'ensemble du sous-sol de la société d'ici et d'ailleurs. La Fontaine cherchait le coupable. Camus se résignait à l'absurde. Plus près de nous, une commission d'enquête s'interroge sur une crise morale généralisée. Oh ! d'une façon bien timide. Devant les témoins, *les commissaires se demandent si on sait encore distinguer ce qui est honnête de ce qui ne l'est pas*. Dans cette sorte de jeu dramatique, plusieurs d'entre nous se comportent peut-être davantage en spectateurs-juges qu'en acteurs responsables. Avec de bonnes raisons, bien entendu. Le crime organisé, le patronage, la spéculation sont des évidences. L'imposture a atteint son comble quand des porte-parole officiels ont justifié leur intégrité uniquement « dans la légalité », ou encore sur absence de preuves. Cela devenait trop gros. L'opinion publique a réagi. Comment peut-on salir ce qui est déjà sale ? Mais faut-il s'arrêter là ? Ne s'agit-il pas ici de symptômes d'une peste généralisée ?

Derrière les grandes « manigances », il y en a de plus petites démultipliées sur tout le territoire de notre faune. Combien de démissions des consciences face au bien public, à la consommation, au travail, à la vie, aux enfants ? Je crains ici une distorsion très grave. *D'une part, des jugements moraux sévères sur les autres, en l'occurrence les hommes publics et un amoralisme facile, indulgent sur sa propre vie privée*. La remarque est trop fréquente pour ne pas la signaler : « Je ferais peut-être la même chose si j'étais à leur place. » La peste se montre le bout du nez. Elle s'appelle « démission morale et politique ».

Responsable, parce que libre

La démoralisation de la population n'a pas commencé avec les résultats des enquêtes sur le crime organisé, sur les tripatouillages financiers ou politiques. Il y a eu d'abord un plus vaste procès : celui de la morale traditionnelle avec son autoritarisme, ses tabous, sa méfiance de la liberté. Plusieurs ont tout confisqué d'une traite. On s'est retrouvé avec une vie « improvisée » où chacun prétendait inventer son chemin d'heure en heure. Avènement de la vraie démocratie dans la société permissive, enfin débarrassée du permis et du défendu. Aujourd'hui, en certains milieux, il ne faut jamais prononcer les mots bien et mal. Ça fait puritain ou catholique, c'est-à-dire étroit et arriéré. Je comprends que plusieurs des nôtres ne se définissent plus comme chrétiens. Mais je cherche encore la et les morales ou du moins une philosophie de la vie qui sustente les nouvelles conduites.

Par exemple, j'en suis pour la liberté maximale de jugement, de décision et d'action. Mais on ne m'empêchera pas d'en évaluer la cohérence et la pertinence par rapport au vécu. Je n'ai pas entendu souvent dire que la responsabilité augmente avec la liberté. C'est au nom de celle-ci qu'on a dénoncé un système traditionnel qui soustrayait la responsabilité de l'individu en lui imposant quoi faire et quoi penser. Autorité et principes extérieurs ont été opposés à la liberté intérieure. Le procès était juste et généreux. Mais quee dérive par la suite ! J'aurais cru que le sens de la responsabilité individuelle et politique augmenterait en conséquence. Est-ce bien le cas ?

L'éthique, c'est aussi un certain ordre intérieur

Soljenitsyne note l'absence d'un ordre intérieur chez ses contemporains. L'expression fait bondir de dédain ceux qui identifient l'ordre à un vil statu quo oppresseur. Cette idée appartient à une société, à un style de vie dépassés ! Évidemment on n'ira pas jusqu'à proclamer le chaos permanent. L'argument est plus subtil. « À chacun ses préférences. » N'est-ce pas l'idéal d'une vie libre, d'une société tolérante, pluraliste ? Chacun est renvoyé sur son île.

Toute éducation est oppression. On doit pouvoir agir à sa guise. Le « laisser-faire » capitaliste a engendré des fils « laisser-vivre ». Des fils qui contestent leurs pères... et qui leur ressemblent tant. Il y a bien des formes de propriété privée asociale. Celle d'une liberté qui se foute des autres est peut-être la pire. Elle n'a même plus besoin de se justifier. Elle devient vite aveugle, brutale, instinctive, oppressive. Elle n'a que des préférences, et non des références,

Et pourtant, tôt ou tard un homme intelligent sent le besoin de clarifier ses positions, ses choix. Il doit délibérer en son âme et conscience. À quoi va-t-il se référer ? Sur quelle base va-t-il choisir ? La question de l'ordre intérieur surgit. Après des années de vie « improvisée », on affronte difficilement des crises en soi ou autour de soi. Il manque cet ensemble de points de repères que constituent une éthique de la conduite de la vie, un ordre intérieur, un projet d'existence.

En faisant le procès d'un certain ordre social, plusieurs ont cru se passer de l'ordre tout court, même à l'intérieur d'eux-mêmes. D'autres, à l'opposé, veulent maintenir l'ordre social, et même revenir à des lois plus rigides, sans s'imposer les mêmes exigences pour leur propre vie. Les culpabilités (le mot terrible !) sont plus diffusées qu'on veut bien le dire. Et les responsabilités donc

Une force morale à retrouver

Les procès publics récents sont sans issue, s'ils ne confrontent pas des consciences cohérentes, capables de fonder leurs positions morales, leurs philosophies de la vie, leurs projets de société. Je veux bien qu'on nous rappelle le danger d'un faux moralisme, et surtout la tentation d'un masochisme de colonisés, marqué par l'impuissance et le doute. Mais ce serait s'aveugler que de nier la crise morale qui agite les sociétés occidentales actuelles.

Je ne minimise en rien la nécessité de profonds changements politiques. *Mais après avoir vu la force morale et la cohérence sociale de certains peuples dits « sous-développés », le me demande*

s'ils ne sont pas plus prêts à affronter l'avenir que ne le sont les prétendus civilisés prospères et décadents. J'ai le goût de plaider ici pour un sursaut de conscience personnelle et collective. À moins qu'on veuille aller voir l'astrologue pour le supplier de nous dire ce qui va nous arriver ! La vieille-nouvelle carte du ciel indiquera peut-être que nous passerons d'un chef vénus à un chef mars ! Diagnostic semblable à celui de certains politicologues qui nous proposent pareils jeux de blocs, de systèmes et d'acteurs.

L'âne condamné, la peste demeure

Les meilleures solutions politiques, toutes nécessaires soient-elles, ne sauraient se passer d'une vie quotidienne sensée, responsable, courageuse, solidaire, juste et féconde dans une population adulte. On a longtemps moqué la vertu. La démoralisation d'aujourd'hui nous ramène à elle, même pour vivre une vraie libération. Ironie de l'histoire ou comédie humaine, voilà que la société du laisser-faire veut se remoraliser. On n'en est pas aux premiers scandales politiques, aux premières commissions d'enquête. Le même scénario pourra se répéter longtemps, si on se contente d'étudier de nouveaux mécanismes, de condamner certains hommes publics, d'en déplacer d'autres, Ce n'est pas seulement la tête qui flanche, mais tout le corps social. Ne nous leurrons pas, nous sommes tous responsables. On me reprochera de noyer le poisson qui vient d'être pris à l'hameçon. Une si belle pâture pour le public ! L'âne accusé, jugé, condamné, la peste demeure. Et tout est à faire à la maison, à l'usine, à l'école, à l'hôpital tout autant qu'au parlement.

Une éthique à reconstruire

Dans le débat actuel, après le constat d'une certaine crise morale, plusieurs voudraient se limiter à quelques mesures ou correctifs concrets, et cela au nom du réalisme. Mais le défi éthique reste entier, au creux des problèmes soulevés et des solutions avancées. À ce niveau, c'est le fouillis des consciences, au privé comme au public, à la base comme au sommet. La morale traditionnelle s'est disloquée. Y en a-t-il des nouvelles ? Peut-on penser à un fond éthique commun, comme celui des droits de l'homme ? Une éthique personnelle et

collective est plus qu'une déclaration universelle de principes ; elle se doit d'être plus concrète, plus près de la vie d'un milieu donné et de son évolution. Peut-être faut-il d'abord clarifier notre propre contexte moral. Voilà ce que nous tentons de faire ici. Il n'est pas inutile de rappeler qu'une nouvelle éthique sera l'aboutissement d'un long cheminement social jalonné d'échanges courageux, lucides et de mises à l'épreuve dans l'action.

II. Une nouvelle éthique collective à construire

[Retour à la table des matières](#)

Les procès publics actuels soulèvent de profonds problèmes éthiques. D'aucuns en appellent, soit à une enquête sur le système politique, soit à des réaménagements de structures, d'administrations ou même de politiques, soit à une relève du leadership, Je ne nie pas la pertinence de ces diagnostics. Mais je trouve qu'on glisse rapidement sur le formidable défi de construire une nouvelle éthique collective. Beaucoup sont arrivés au seuil de cette interrogation.

Derrière tous ces débats, y a-t-il un ou des cadres de références éthiques assez cohérents pour permettre des jugements valables dans l'ensemble de l'opinion publique ? Je ne pense pas qu'on puisse se limiter à poser uniquement le problème des crimes et des scandales dans une sphère particulière de la société, C'est tout le contexte « éthique » de la vie privée et publique actuelle qu'on doit revoir. Je veux proposer ici un ensemble de points de repères pour mieux cerner un débat qui concerne tous les citoyens. Bien sûr, la construction d'une éthique collective est l'œuvre de toute une société. Aucun moraliste ne peut se croire exhaustif dans un domaine aussi complexe. Tout au plus s'agit-il ici d'une réflexion de départ, parmi d'autres apports.

1. Notre société ouverte qui se veut démocratique et pluraliste, *joue la carte des libertés individuelles et collectives*. Cette visée exige des citoyens beaucoup plus responsables, plus adultes, plus réfléchis. On ne vit plus dans un contexte social défini par un système moral et légal autoritaire, unitaire et tout tracé à l'avance. Il y a place pour divers points de vue, pour différentes solutions. L'expérience réfléchie, confrontée, transformée prend le pas sur les règles reçues, pré-établies ou absolues. Le citoyen moderne veut comprendre, juger, décider par lui-même. Il revendique d'être maître de son projet de vie, et en même temps agent actif dans la construction de la société. Je ne dis pas ici qu'il agit en conséquence. Je parle plutôt d'une aspiration.

2. Après le procès de la morale close d'hier, on s'en prend aux nouvelles formes d'enfermement des grosses institutions modernes programmées et compliquées. « Je ne fonctionne plus là-dedans, je veux vivre. Je ne comprends plus ce qui se passe. Je suis las de courir. Je ne veux plus rien savoir. » Malgré cette perplexité, on notera ici un goût de vivre d'une façon plus libre, plus détendue, plus épanouissante. Plusieurs cherchent un style de vie ouvert à des changements voulus, à des révisions d'orientation et d'engagement. En poussant à la limite cette aspiration, certains en viennent à rejeter tout ce qui est institutionnel - le mariage, par exemple. Les décisions se prennent de façon insulaire. C'est « l'autorisation de soi par soi ». Cette sensibilité spirituelle nouvelle de la personne libre *s'accompagne d'un appauvrissement de la socialité*. Respecter ou renvoyer les hommes sur leur île ne résoud pas le problème de fond d'une éthique collective d'hommes qui vivent ensemble dans un même milieu, surtout au moment où des interdépendances planétaires s'entrecroisent avec les solidarités quotidiennes pour un partage plus juste de ressources qu'on sait désormais limitées.

3. *Mais comment demander aux individus une saine conduite de la vie, un jugement cohérent dans un contexte social, culturel, économique et politique aussi chaotique ?* Par exemple, une économie sans échelle de valeurs sur ce qu'elle produit et fait consommer, conditionne des comportements individuels très erratiques. Une croissance aveugle et par n'importe quel moyen pourra amener des individus à chercher de gros revenus rapidement sans s'arrêter aux exigences éthiques. Avons-nous fait ces raccords critiques entre les c

grosses affaires » et les « petites affaires » ? Le patronage n'est pas seulement une simple pratique de certains organisateurs politiques, ou encore un système de détournement de fonds publics ; c'est aussi une façon de vivre largement répandue, une attitude de base face au patrimoine commun. Plus profondément on découvrira peut-être que la crise de la subjectivité et le repliement sur la vie privée viennent aussi d'une insécurité liée à la difficulté de comprendre une société aussi complexe. Nous avons multiplié des instruments de plus en plus compliqués d'organisation, de planification, d'administration, qui découragent toute participation. Surtout quand il s'agit d'outils sociaux qui appellent une implication démocratique de l'ensemble des citoyens. N'est-ce pas le cas des services publics ? Il faudrait mentionner aussi les formidables bombardements quotidiens d'un univers électronique qui provoquent une usure psychique des plus fortes résistances. L'individu est assailli par un magma informe et violent de slogans, de commerciaux, d'opinions, d'expertises qui lui viennent de tout côté. Notre vie quotidienne est devenue un fouillis indescriptible.

4. Il faut bien reconnaître aussi des *changements culturels profonds qui se heurtent autant aux nouvelles institutions qu'aux anciennes*. Voyons quelques exemples. Le travail, comme nous l'avons vu, ne tient plus la même place dans l'échelle de valeurs de bien des citoyens. Or l'organisation actuelle du travail est en profond décalage avec les styles de vie. On n'accepte plus un travail « insignifiant ». Par ailleurs, qu'est-ce qui amènera des petits salariés à un tel travail, s'ils peuvent obtenir un revenu garanti du gouvernement ? Dans d'autres milieux, on peut bien s'organiser des week-ends « piquants », mais ça ne donne pas nécessairement une saveur à la vie ordinaire de la semaine. Autre exemple que la crise du mariage. Les jeunes couples n'y accèdent pas à la façon d'autrefois. Ils veulent des cheminements plus libres. Or, on a maintenu les mêmes règles institutionnelles, tout en aménageant des solutions après coup, pour les pots cassés. Comme disait un travailleur social : « Il y a plus de spécialistes pour les séparations que pour les préparations ou pour les raccordements. »

Inconsciemment, plusieurs en sont venus à se bâtir une morale sur le tas, une philosophie du moindre mal, parce qu'ils n'ont plus de références collectives en rapport avec leurs nouveaux modes de vie. Il

est étrange qu'on se soit si peu soucieux des cohérences culturelles et éthiques, dans ce monde rationnel de la planification et de la programmation. Et que dire des conduites qui se déploient directement dans la sphère publique. La démission est plus évidente. On dira : « C'est partout pareil, à quoi bon, chacun se graisse quand il en a la chance. » Encore ici, il y a un énorme paradoxe entre cette démission spontanée et cet esprit critique développé par la scolarisation, par la vulgarisation des sciences, par l'omniprésence des moyens de communication. Le quatrième pouvoir met au su et au vu de tout le monde des informations qui autrefois restaient dans l'underground, sinon dans la vie privée. Nous n'avons pas encore la culture éthique et politique de ce nouveau contexte social d'information et de communication.

5. *Un certain style d'éducation n'est pas étranger à la crise éthique présente.* Plusieurs ont rejeté la culture « transmise » par les voies traditionnelles du maître, du code moral et de l'idéologie officielle. Ils opposent à cette éducation en amont et en surplomb l'autodécouverte, la créativité et la liberté. Mais tôt ou tard se pose la question des fondements, des contenus. Créer quoi ? Se libérer de quoi et pour quoi ? On arrive à un cul-de-sac. Combien de fois j'ai entendu des professeurs, des parents, des travailleurs sociaux exprimer ainsi leur perplexité : « On ne sait plus quoi faire, quoi dire, on ne veut pas imposer ses valeurs, chacun des êtres est différent et libre. » Par-delà ce désarroi, le problème « social » des rapports d'éducation reste entier, encore plus celui du jugement éthique sur ce qui est honnête et juste et ce qui ne l'est pas. Souvent, ces mêmes parents, professeurs, travailleurs sociaux seraient embêtés de fonder leur propre position éthique. Voilà qui est plus grave, et nous empêche de mettre la faute sur le dos des jeunes.

Passer d'une morale d'obligations, de lois et de codes à une morale de liberté et d'auto-discipline ne se fait pas en un tour de main. *Avons-nous développé des apprentissages de la liberté, une vraie pédagogie d'auto-discipline ?* J'ai vu des exemples effarants où on plaçait un enfant devant des choix qui exigeaient une délibération d'adulte. Car avouons-le, nous avons choisi la voie la plus exigeante en éducation. Il ne faut pas le regretter, mais en saisir toutes les conséquences. Il est plus difficile d'agir librement que de se soumettre passivement à des

règles toutes faites, à un cadre rigide, à une autorité absolue. Ce comportement appelle une cohérence et une force intérieures, dynamiques et articulées. Je ne suis pas sûr qu'on ait investi beaucoup en ce domaine, à en juger par le besoin de remettre sa responsabilité aux experts et même aux astrologues. L'intérêt est passé au côté des savoir-faire pratiques. Mais les savoir-être-vivre et penser ont été négligés dans l'éducation quotidienne. On a prêté peu d'attention à ces dynamismes en creux qui s'appellent le courage, la résistance morale, la profondeur d'âme, la capacité soutenue de renouvellement et d'auto-critique. On abandonne vite les amours, les luttes de justice, les engagements à long terme, les tâches de longue portée. C'est pourtant là le nerf d'une éthique qui se traduit dans la vie réelle... en politique.

6. Le sixième repère est d'ordre philosophique. Restons ici au simple niveau *d'une philosophie de la vie*. On ne parle pas indûment d'une hiérarchie de valeurs. Une valeur isolée, non confrontée à d'autres valeurs, mène à des culs-de-sac. Il y a des sincères erratiques, des gentlemen incompetents, des radicaux sans tendresse, des bons diables naïfs, des habiles exploiters, des libertains autocratiques, etc. Rappelons cette contradiction déjà signalée entre une liberté très poussée et le refus de reconnaître les exigences d'un auto-contrôle, d'une culpabilité responsable. Nous ne sommes pas à une contradiction près. Si dur et si lucide pour juger les autres, et si indulgent et erratique pour s'évaluer soi-même.

Encore faut-il un certain cadre de référence pour situer ces diverses valeurs, fussent-elles toutes nouvelles. Mais au fait, le patrimoine humain des grandes sagesse historiques serait-il tout à fait inutile aujourd'hui ? La plupart d'entre nous, consciemment ou non, empruntent beaucoup à leurs racines chrétiennes. Certains ont rejeté cette identité. Ils veulent une morale laïque. Se fera-t-elle sans une révision honnête et critique d'un dossier historique qui nous a tant marqués ? Il y a ici des aveuglements et des rejets passionnés qui bloquent l'émergence de ces nouvelles éthiques individuelles et collectives. C'est fumisterie de croire qu'on peut créer à partir de zéro une éthique nouvelle. Bien sûr, il n'est pas question de chercher l'unanimité obligée d'hier. Mais comment ne pas apprendre à mieux maîtriser collectivement ce phénomène complexe de la multiplication débridée d'éthiques partielles encore bien peu dessinées. Peut-être

qu'une politique plus centrée sur le débat des fins sociales essentielles, sur la confrontation de projets de société aidera à une plus grande cohérence du débat éthique. Mais plus immédiatement, ne sommes-nous pas mis au défi de sonder notre propre philosophie de la vie... et la pertinence de notre véritable échelle de valeurs dans notre vrai vécu et dans nos responsabilités politiques ?

Je pense à ce vieux sage de Jean XXIII qui suggérait cette séquence :

- La justice comme règle
- l'amour comme moteur
- La vérité comme fondement
- La liberté comme climat.

7. Castro disait un jour : « C'est la naïveté des marxistes que de croire qu'il s'agit de changer les structures ; c'est aussi l'illusion des chrétiens que de se limiter aux changements de mentalité et du cœur. » *Il n'y a pas d'éthique sans juste politique et vice versa*. En Yougoslavie, après vingt ans d'autogestion, on se rend compte de certains échecs, précisément parce qu'il n'y a pas eu cette liaison vitale et pédagogique qui confronte les façons de vivre et les nouvelles structures, l'éducation et la politique, les changements culturels et les schèmes idéologiques, l'éthique et le « fameux système ».

Soljenitsyne conteste les deux grands matérialismes qui auraient fait bon marché de la vie spirituelle de l'homme et de sa qualité morale. Cette critique a au moins une part de vérité dans une civilisation profondément secouée par les crises actuelles. Des crises à fondement spirituel. Aurait-on négligé la dimension intérieure de l'homme ?

Les discours officiels d'un bord et de l'autre se ressemblent étrangement. Il faut sonder davantage les comportements réels. Descartes, avec raison, disait qu'il est bon d'interroger l'avis des sages, mais qu'il est meilleur de regarder davantage ce qu'ils font.

La morale est à la fois une sagesse, une science, un art et une pratique de vie. Elle comporte toujours une brèche de liberté qui fraie

le passage aux divers possibles de projets humains imaginés, voulus et engagés par-delà l'univers des nécessités. C'est inutile de chercher le système éthique idéal. Il aboutira toujours à une morale close, autoritaire et figée. Une éthique ouverte, plus critique, plus libre n'en comporte pas moins de très fortes exigences de responsabilité adulte, de confrontation virile et de solidarité soutenue. Nous avons trop cédé à la facilité en ce domaine. Il ne suffira pas d'élaborer de nouveaux mécanismes de contrôle démocratique, ou même un autre programme politique. Je nous souhaite le courage et la lucidité de donner plus de consistance à ce goût de vivre à fond qui nous habite. La qualité du gouvernement de soi-même doit être au moins à la mesure des critiques qu'on adresse aux autres gouvernements.

Deuxième partie :
Les lieux privilégiés de la quête éthique

Chapitre 4.

Les six tribunaux de notre démocratie (la justice)

Démocratie et justice

[Retour à la table des matières](#)

Le pain, le travail, la politique. Pourquoi ajouter ici la pratique démocratique et ses exigences de justice ? C'est pour atteindre un niveau de profondeur que les grands jeux idéologiques et politiques ignorent trop souvent. J'ai rapproché à dessein la fonction de justice et la pratique démocratique dans leurs principaux lieux quotidiens d'expression.

Peut-être pas autant que les sociétés autoritaires, mais parfois plus subtilement, les régimes libéralistes ont mis beaucoup d'obstacles à l'exercice démocratique de la justice. Voici que les digues cèdent. Tout s'étale à la largeur du public. La société elle-même devient un immense tribunal. Des phénomènes nouveaux surgissent. Tout se passe comme s'il fallait un sens plus aigu de la justice, particulièrement au chapitre des individus. Le procès des structures a

pris toute la place durant un certain temps. Il a affiné la conscience politique. Mais en cours de route n'aurait-on pas perdu de vue une expérience historique de la justice qui a accompagné l'émergence de la démocratie ? Essayons d'y voir clair.

Les procès publics ont évolué récemment un peu comme les guerres. On est passé du champ de bataille bien circonscrit à la guerre totale. Civils et militaires n'ont plus les identités d'hier. Le combat occupe toute la place et les règles du jeu deviennent moins précises. N'est-ce pas le cas des scénarios actuels de la justice ?

Par-delà un certain progrès démocratique, notre société est devenue une immense cour où s'expriment dans le tohu-bohu mille et un plaidoyers. La magistrature n'est plus le lieu quasi exclusif du procès au sens large du terme. En Amérique du Nord particulièrement, l'enfilade de nombreux scandales publics a provoqué un climat de mise en accusation dans la plupart des secteurs de la société. Il y a plus ici que des questions de pouvoirs, de structures, & idéologies ou même d'éthiques.

Nous arrivons peut-être à un tournant historique important. La société ouverte, au nom de la démocratie, a favorisé la multiplication des lieux collectifs d'expression, d'action, de confrontation. Multiplication débridée qui suscite toute une gamme d'attitudes : de l'anarchisme à l'autoritarisme, en passant par toutes les nuances intermédiaires. La majorité des citoyens n'arrivent plus à se situer dans cette société tiraillée en tous sens. L'esprit de procès prend presque toute la place. C'est par ce biais que je propose ici une certaine clarification.

Je retiens six tribunaux, au sens large du terme, où l'on peut débattre en même temps la même question litigieuse. Que se passe-t-il au juste quand des individus, des groupes ou des institutions sont incriminés pour des délits d'intérêt public ? On verra alors intervenir les MEDIA, L'OPINION PUBLIQUE, LA COMMISSION D'EXPERTS ENQUÊTEURS, LA MAGISTRATURE, LE PARLEMENT ET ENFIN LE TRIBUNAL ENTRE PAIRS. Je voudrais aborder ce problème complexe à partir d'une règle juridique

fondamentale dans les droits de l'homme, à savoir la présomption d'innocence.

On doit présumer de l'innocence de quelqu'un aussi longtemps que le tribunal juridique n'a pas prouvé sa culpabilité. Voilà peut-être une des plus grandes règles de jugement qui ait marqué l'histoire de la civilisation. N'est-on pas en train de la mettre en veilleuse ? Dans quelle mesure les citoyens en tiennent compte dans leurs comportements quotidiens ? Et les media d'information ? Et les commissions d'enquêtes ? Qu'en est-il du comportement des autres instances démocratiques ?

Le tribunal des media

Voyons le scénario commun de certains événements récents.

Les professionnels de l'information obtiennent des renseignements sur des délits jugés d'intérêt public. Souvent le premier travail d'enquête a été fait par la police qui a poussé son investigation jusque dans la vie privée des gens soupçonnés ou incriminés. Certains rapports ou dossiers, à cette étape, ne distinguent pas les éléments d'intérêt public et les questions de vie privée et de réputation. Il y a déjà ici un ou plusieurs problèmes moraux et légaux liés aux méthodes de travail de la police. Mais la difficulté grandit quand ces dossiers sont livrés au grand public.

Il faut alors bien évaluer et confronter les droits collectifs de l'intérêt public et les droits individuels des personnes. Tout journaliste consciencieux en connaît le poids dans l'exercice quotidien de sa profession. On a déjà qualifié les media de quatrième pouvoir. Ils sont aussi une certaine forme de tribunal. L'affaire Watergate en témoigne. C'est d'abord dans les journaux qu'a commencé une certaine mise en accusation.

Les journalistes se sont donné un code d'éthique aussi exigeant que réaliste. Mais on sait que les pratiques dans les choses humaines sont plus complexes que les meilleurs systèmes. Un monde aussi bousculé et bousculant impose aux agents des media un rythme très accéléré de production. Par ailleurs, est-il une voix plus forte, plus continue, plus

diversifiée que celle des media ? Une erreur sur la personne, une information biaisée, un jugement erroné sont reproduits parfois à des millions d'exemplaires.

Ne regrettons pas ce risque de la liberté d'expression. Mais son ampleur et son impact dans les media appellent de très graves responsabilités. Il n'y a pas proportion de force entre le pouvoir du medium et celui du citoyen qui se croit lésé par une nouvelle ou un commentaire. Il faut le rappeler surtout à ceux qui ont le micro, l'écran ou le journal à leur disposition tous les jours.

Les victimes de certaines injustices en ce domaine savent le poids terrible d'accusations qu'ils ont subies sans pouvoir vraiment s'expliquer ou se défendre, si ce n'est par une lettre au journal ou encore par un recours aux tribunaux. Même dans le cas d'une innocence prouvée devant un juge, on récupérera difficilement une réputation ternie par des moyens aussi puissants et parfois écrasants.

Je ne veux en aucune façon chercher ici des boucs émissaires. Les journalistes en ont assez souffert. Il appartient aux uns et aux autres d'assurer un climat de confiance et de vérité pour éviter des courtisannies, des marchandages, des peurs de représailles dans les rapports du citoyen ou de l'homme public avec le monde journalistique.

Le tribunal de l'opinion publique

Nous sommes renvoyés ici à un autre tribunal, celui de L'OPINION PUBLIQUE. L'évolution démocratique a poussé de plus en plus loin le droit à l'information et la libre expression du jugement des citoyens. Du coup, l'intérêt public prenait une importance inédite. Mais il a fallu parfois de longues luttes pour pénétrer certains secteurs réservés, telle l'activité économique en régime capitaliste. La démocratie n'a donc pas évolué au même rythme dans les grandes institutions. Mais son esprit s'est de plus en plus diffusé dans la conscience collective.

On exige désormais une information totale. À la limite, la société ouverte se constitue en maison de verre. Certains craignent ici un retour au village où il n'y a pas de place pour une vraie privauté. Par ailleurs, ne doit-on pas admettre que l'opinion publique donne un certain caractère humain à la société anonyme, à un monde d'organisation et de programmation ? Raison de plus pour faire de l'opinion publique un lieu démocratique de qualité. Je ne sais pas que nous ayons péché par excès en ce domaine.

Les lieux d'expression collective se sont multipliés avec les organisations et les media. Mais en même temps, on n'a pas développé une auto-discipline personnelle et collective en matière d'opinion. Chacun y va à la bonne franquette, un peu comme dans les lignes ouvertes. Il ne faut pas boucher ces brèches d'expression, qui favorisent les échanges et les confrontations de points de vue.

La libre circulation démocratique des « jugements » ne signifie pas, cependant, qu'on puisse dire n'importe quoi, de n'importe qui, n'importe où, à n'importe quel moment. Place ouverte, l'opinion publique ne saurait dériver vers une sorte de foire d'empoigne sauvage, guidée par des humeurs de foule.

Dans un tel contexte, chacun se voudra en position critique, mais très peu acceptent un poste de responsabilité publique. Après la vague récente de scandales, cette dérive pourrait bien s'accroître. Il y aura de moins en moins présomption d'innocence. Tout homme « engagé » devra subir un soupçon collectif d'intérêt mesquin ou même de culpabilité.

Il n'est pas besoin d'être sociologue pour savoir l'énorme impact de ce tribunal sur l'ensemble de la société et de ses membres. Par ailleurs, il faut aussi reconnaître et démasquer les conditionnements et les manipulations plus ou moins visibles de l'opinion publique. On ne saurait se préoccuper de ce problème gigantesque uniquement au moment des sondages qui rythment les campagnes électorales.

Face à l'opinion, on a parfois l'impression d'être devant un magma énorme et informe que seuls des techniques et des pouvoirs puissants peuvent orienter. Il n'y a vraiment pas d'autorégulation saisissable à ce

niveau aussi fondamental de la démocratie. D'où la cruauté aveugle que peut développer un tel tribunal devant des accusés.

Le tribunal des experts enquêteurs

Les débats de l'opinion publique dégagent un climat particulier plus ou moins identifiable. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils débouchent sur des polarisations de tendances. Mais ils ne concluent pas.

À cause de la complexité croissante des structures et de la vie modernes, on recourt de plus en plus au tribunal des experts. C'est la commission d'enquête. Dans les cas de litiges, voilà une médiation concrète entre l'opinion publique et la magistrature.

Ce mécanisme marque un progrès de la démarche démocratique. Mais chez les gouvernants comme chez les citoyens, on s'en remet parfois trop passivement et naïvement à ce processus d'expertise. Là aussi, il y a des dangers de manipulation par toutes sortes de lobbying. On prête assez facilement à l'expert une attitude de neutralité, alors qu'on cultivera le sentiment inverse devant l'homme politique. La « partisanerie » ne se limite pas à la sphère des partis. Rien n'est plus dangereux que les partis pris inconscients ou camouflés, ou inavoués.

Ce tribunal a donc ses limites quand il prononce certains jugements. Son mandat est souvent plus large que celui de la magistrature, surtout au plan de l'investigation. Il arrive que des commissions d'enquête forcent certaines portes, scrutent les alentours d'un cas litigieux. Elles ont un rôle plus ou moins défini de contrôle démocratique et même de pédagogie collective. On l'a vu récemment lorsque des commissions d'enquêtes ont mis davantage dans le coup l'opinion publique et les media. Voilà un progrès indéniable.

Mais encore ici, surtout dans l'évaluation de responsabilités morales « délicates », la présomption d'innocence doit rester un repère important. Tous les gros phares sont braqués sur les commissions d'enquête, à cause de leur crédit de neutralité au départ. Une erreur de jugement aura donc d'énormes répercussions. On me dira qu'il s'agit avant tout d'établir les faits. Mais c'est se leurrer que de croire au partage clair et net entre le fait brut et l'interprétation qu'on en donne. Cette distinction est encore plus voilée dans l'appréciation des citoyens qui prennent connaissance des résultats. Il faut craindre ici la

corruption du meilleur. La prochaine étape va cerner davantage ce propos.

Le tribunal de la magistrature

Qu'en est-il maintenant du tribunal au sens strict du terme ? Je ne l'ai pas situé au départ pour plusieurs raisons :

- dans un contexte démocratique, il y a plusieurs instances de jugement. La cour comme le code ne doivent jamais être isolés du milieu humain, de son évolution, de ses sensibilités culturelles et morales, de ses conditions historiques concrètes. Cela vaut autant pour une question comme l'avortement privé que pour l'administration publique des ressources collectives ;

- avant les jugements de la magistrature, il y a toujours le débat plus ou moins large du cas litigieux disputé par les gens concernés. Ce cheminement est nécessaire. De sa qualité dépend souvent la pertinence de l'interprétation juridique ;

-les activités de la cour ont de moins en moins un caractère privé. Les journaux, la radio, la télévision en font état abondamment. On s'en est pris jadis aux nominations « politiques » des juges ; mais est-on aussi critique des nouvelles formes de pression qui s'exercent sur la magistrature, sur sa liberté et sur son indépendance de jugement ? Un juge peut être coïncé par des condamnations prématurées dans des media, ou encore par des propagandes démagogiques qui font entrer à la cour en héros des gens accusés de délits graves.

Voilà autant de motifs qui nous invitent à mieux évaluer la qualité morale et démocratique de tout ce qui précède, accompagne et dépasse les actes juridiques de la cour. Il ne s'agit pas seulement d'assurer l'indépendance de ce lieu décisif de protection du citoyen. L'évolution démocratique a changé profondément les conditions d'exercice de ce « pouvoir ». Les influences qui interviennent dans le processus se sont multipliées. Nous avons beaucoup de chemin à faire pour les clarifier et les articuler d'une façon juste, intelligente et démocratique.

Le vieux cliché a sa part de vérité : « on a les juges qu'on mérite. » Vérité partielle, par ailleurs. Les hommes chercheront toujours à jouer leurs propres lois. Est-ce idéalisme que de tenir mordicus à la pureté de ce lieu privilégié du droit ? Un lieu constamment menacé de toute part. On l'a vu dans l'affaire Watergate. Même l'opinion s'est affaïssée par moment. Les hommes supportent mal toute la vérité du droit et du réel. C'est là que peut agir une instance juridique qui promet jusqu'au bout les dures exigences d'une pleine justice.

Il faut comprendre les inquiétudes actuelles de certains juges devant l'affaiblissement de certaines règles majeures du droit. Telles la présomption d'innocence, la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Celui-ci devra rester la dernière instance, la plus libre, la plus indépendante. Ce qui ne préjuge pas des réformes à ce niveau. Ce pouvoir est exercé par des hommes faillibles. Il peut développer plus facilement des attitudes rigides et même conservatrices pour maintenir l'ordre à n'importe quel prix.

Beaucoup d'événements récents nous ont prouvé le danger d'identifier légalité et moralité. Il y a trop de tricheurs qui s'en tirent dans le cadre légal actuel. Si la crédibilité de la loi s'affaiblit, la justice tout autant que la démocratie en prennent un coup. Mais bien plus grave encore m'apparaît la tendance de rejeter en principe et en pratique la loi comme instrument majeur du droit. Il en va de même du mépris assez généralisé face à l'institution parlementaire qui reste, jusqu'à preuve du contraire, un haut lieu de notre démocratie.

Le tribunal du parlement

Un juge reprochait récemment aux gouvernants, et indirectement au parlement, de renvoyer à la cour des jugements proprement politiques. Ce fut le cas dans bien des grèves qui véhiculaient des problèmes sociaux ou économiques, susceptibles de commander un débat et des décisions proprement politiques. Symptôme, entre plusieurs, d'une crise qui en amène certains à suggérer une profonde révision de notre système politique, de notre contrat social.

Je ne m'attacherai ici qu'à la question soulevée par ce chapitre. Dans quelle mesure les comportements au parlement lui-même gardent-ils bien en vue cette présomption d'innocence ? On a l'impression que l'esprit d'une telle règle du droit ne vaut plus dans cette enceinte.

Malgré certains progrès indéniables dans la qualité des apports de part et d'autre, il faut bien avouer que l'assemblée nationale est encore le pire tribunal de l'affrontement démocratique. Ce qu'on peut se permettre dans le cadre des immunités parlementaires ! Que d'accusations et d'invectives lancées à propos de tout ! « Cirque » ou « jungle », le langage populaire témoigne de cette perte de crédibilité. La population s'y est habituée. Voilà un très mauvais signe.

Il y a peut-être plus de violence par pouce carré au parlement que partout ailleurs. Je n'arrive pas à comprendre comment on s'en accommode. Il y a trop de citoyens, chez nous, qui ne croient plus l'honnêteté possible. C'est peut-être à cause de cela que des exploiteurs ou des bandits notoires font parfois figure de héros dans de larges secteurs de la population. Si, au parlement, on cherche plus à abattre des hommes qu'à promouvoir des politiques justes et efficaces, l'exemple vient de haut !

Tant de tâches urgentes et majeures sont sacrifiées au profit de conflits de personnalité. Encore s'il y avait une éthique de la lutte politique ! On se « tape la gueule » dans bien des milieux. Une sorte de mise en procès perpétuel. Voilà ce qui m'a amené à regarder notre société actuelle comme un enchevêtrement de tribunaux. Et encore, je ne m'arrête pas aux rapports chaotiques entre ces tribunaux. Pensons à la tendance de certains gouvernants qui passent par-dessus le parlement pour se plébisciter dans l'opinion publique. Le débat démocratique déserte ses propres lieux institutionnels et se transmue en une sorte de guerre globale, sans champ de bataille circonscrit.

Le tribunal entre pairs, premier et dernier test

Cette dernière remarque nous suggère un sixième type de tribunal, celui des organismes impliqués dans un cas de litige ou de délit d'intérêt public. Disons d'abord la rapidité et la facilité avec lesquelles

les parties en cause s'entendent pour faire du gouvernement le bouc émissaire. Rares sont les organismes capables de procéder à une autocritique systématique et efficace, par-delà des querelles internes souvent échevelées.

Même dans le cadre de structures très démocratiques, on refuse la discussion libre sur des délits graves connus des membres ou des leaders de l'organisme concerné. L'histoire récente témoigne de nombreux cas flagrants au sein de partis politiques, d'organismes patronaux ou syndicaux. Combien d'organisations déclinent toute responsabilité devant mille et un actes de violence et d'extorsion chez leurs membres ?

Ainsi beaucoup de structures sociales, aux divers échelons, n'ont pas vraiment de mécanismes d'auto-régulation. Quand ils existent, on les met trop rarement à l'épreuve. Pourtant, une foule de problèmes pourraient être solutionnés au niveau des gens immédiatement concernés. On identifierait mieux l'innocent ou le coupable, avec toutes les nuances de l'équité.

Le tribunal établi entre pairs est sans doute le plus difficile. Mais c'est le test de base de la justice en régime démocratique. Une telle démarche vient corriger l'énorme danger d'une structure simpliste de guerre qui préside au rituel habituel des procès. Celui-ci incite les parties de l'accusation et de la défense à noircir l'autre et à se « blanchir » unilatéralement. On en arrive ainsi à un écheveau inextricable de conflits sans issues, de cercles vicieux sans solutions.

Conclusions : au-delà du western actuel

Une société aussi volcanique use le psychisme et le moral de ses citoyens. À long terme, plusieurs d'entre eux auront la tentation de troquer une liberté mal assumée pour un régime autoritaire. À la limite, celui-ci ne reconnaît d'autre tribunal ou d'autre droit que les siens, la raison d'État ou la sécurité nationale.

On ne peut donc plus se contenter de faire du travail à la pièce en matière de justice. D'une irruption à l'autre, on retrouve souvent les mêmes cercles vicieux.

Ce cadre de réflexion révèle la complexité de l'exercice du jugement dans l'ensemble de la société. *Il faut une mise en ordre plus sensée des six tribunaux que le viens de décrire ; en eux-mêmes, et dans leurs rapports mutuels. J'insiste, en priorité, sur le dernier, parce qu'il est le premier et le dernier test de la démocratie et de la justice. Dans une certaine mesure, la qualité des cinq autres en dépend.* Il ne faut pas minimiser non plus cette assiette commune qu'offre une charte « appliquée » des droits de l'homme. La révision du code garde aussi toute son importance.

Il ne s'agit pas ici de céder à l'angélisme de la structure vertueuse, ni à un moralisme qui divise le monde en bons et en méchants comme dans les westerns. La vie réelle n'est pas en noir et blanc. Les prétendues mains blanches n'ont pas de mains.

Dans ma tradition spirituelle, j'ai appris l'importance d'un jugement lucide et courageux sur soi-même. C'est là une première garantie de la pertinence des rapports avec autrui. Dans la société d'ici, on distribue à la tonne « les culpabilités des autres » tout en niant si facilement les siennes. C'est peut-être une contradiction fondamentale qui vicie la règle d'or de la présomption d'innocence.

Ceci dit, je ne nie pas l'importance et la nécessité des autres démarches, politiques ou autres, qui peuvent commander le changement parfois radical d'une situation collective injuste. Mais l'esprit échevelé de plusieurs procès actuels rend l'atmosphère bien peu propice à des solutions dynamiques et constructives au sein des inévitables rapports de force qui tissent l'histoire réelle.

En ce sens, le tribunal devrait être la dernière instance, et non l'instrument quotidien pour faire la justice. L'affaire Watergate nous a appris une étrange leçon : celle de pointer savamment les coupables sans se remettre soi-même en question.

Deuxième partie :
Les lieux privilégiés de la quête éthique

Chapitre 5.

Le débat sur la crise des valeurs (philosophies)

De la conscience du pain au pain de la conscience

[Retour à la table des matières](#)

Le pain, le travail, la politique, l'expertise de la justice, voilà quatre lieux humains où s'inscrit la quête d'éthique chez nous. Je ne les ai pas choisis. Ils font partie de la conjoncture ; ils nous forcent à éviter les pièges d'un moralisme abstrait, transcendant, intemporel ; ils portent des expériences et des questions à la fois concrètes et bien d'ici. On ne construit pas une éthique en laboratoire ou dans un ciel métaphysique. Les occidentaux se veulent pragmatiques. Même les philosophes. J.-P. Sartre disait :

J'ai découvert brusquement que l'aliénation, l'exploitation de l'homme par l'homme, la sous-alimentation, reléguent au second plan le mal métaphysique, qui est un luxe... il faut d'abord que tous les hommes puissent devenir des hommes par l'amélioration de leurs conditions d'existence... En face d'un enfant qui meurt, La Nausée ne fait pas le poids.

À première vue, l'argument est irréfutable. Il a toute la force de la réalité crue et nue, de la requête politique la plus décisive. Bien sûr, la Nausée ne fait pas le poids. Mais n'y a-t-il que cette philosophie du néant et de l'absurde ? Un enfant vit autant d'amour que de pain. Eh oui ! de ces valeurs que libéralistes et gauchistes, idéologues et pragmatiques, philosophes et littérateurs à la mode ont discréditées durant les dernières décennies. Étrange convergence d'ennemis politiques qui moquent tout humanisme positif.

Voici que les hommes d'aujourd'hui cherchent avec angoisse des sens constructeurs... et plus profondément une humanité ! Et ils n'en trouvent pas sur le terrain dit pragmatique des luttes idéologiques et politiques actuelles qui n'ont souvent de visage humain que l'apparence.

La conscience niée, ignorée de mille et une façons, refait surface, mais elle ne rencontre que des discours idéologiques abstraits appliqués sur les réalités brutales d'aujourd'hui. Voyez bien ici le vice d'un certain esprit tant chez les gauchistes que chez les libéralistes. Ils croient que leurs analyses sont réalistes parce qu'elles portent sur les données factuelles.

Nous ne leur reprochons pas ce souci de respecter et de vouloir assumer ces données que nous avons nous-mêmes mises de Pavant dans l'étape précédente. Mais plutôt leur analphabétisme et leur incroyance face à ces valeurs positives qui permettent à une conscience individuelle et collective de lutter, d'aimer et de faire l'histoire. Ces iconoclastes ont tué les forces spirituelles de la conscience, ses images intérieures d'identification, son patrimoine de sagesse, ses sources de motivation. À moquer les « valeurs », on en est venu à nier toute valeur à quoi que ce soit.

La grande foire des débats idéologico-politiques ne sait plus l'enfant qui vit ; ce qui fait vivre l'enfant. Il est trop facile, alors, de dire que la Nausée ne fait pas le poids en face de l'enfant qui meurt. Ce fond de désespoir devient malsain dans la mesure où il cache une profonde incroyance devant toute positivité humaine, devant la « valeur », surtout celle de la conscience comme source première de politique, et plus largement d'humanisation.

Comme dans le cas de Sartre, beaucoup d'esprits instruits à l'occidentale ne sont pas sortis de cette ornière où la nausée du scepticisme et du cynisme philosophique confine avec la prétendue politique réaliste de l'action structurelle, de l'appropriation des moyens de production, de, la lutte armée ou même du terrorisme ennobli.

Mais que diable, il faut se demander pourquoi tant d'occidentaux ont perdu le goût positif de lutter... et même de vivre ! Une certaine politisation pertinente a bien pointé les vrais objectifs de libération. Mais elle ne sait pas, et partant, ne développe pas les sources humaines, les déclencheurs de cette libération. Il ne reste alors que des analyses ou des grilles, des organisations bureaucratiques de parti, des arsenaux militaires, des guérillas gratuites et sauvages, des mises en échec ponctuelles du système sans la moindre continuité historique œuvre véritable expérience humaine et &une solidarité quotidienne soutenue. Que sont ces discours qui décrètent vide tout langage des valeurs ? Des discours sans pâte ni levain, sans pain ni sens. Des logomachies technocratiques de gauche ou de droite ou du centre qui ont toutes en commun l'obsession de la bonne structure, des instruments les plus efficaces, de la rentabilité partisane. Je ne parle pas ici d'un gauchisme bête qui nous annonce que même le problème moral sera périmé après la mort du « système » et l'instauration de « rapports humains transparents ». En attendant les structures de demain, les radicaux purs en prennent large avec les moyens justes et les biens collectifs ; ce qui les rend aussi peu crédibles - que les capitalistes asociaux.

La tentation sécuritaire

On comprend que la reprise de discussion sur les valeurs ait été déclenchée et lancée par les traditionnalistes. Ils étaient devenus les seuls à porter cette préoccupation. Quel dommage ! Leurs propos se prêtent mal à la nécessaire transmutation des valeurs, à la redéfinition de la politique, de l'éthique et de la société elle-même. Dans cette foulée d'un néo-sécurisme, plusieurs citoyens connaissent la tentation d'un raidissement politique qui emprunte une voie Moralisatrice étroite et bien peu dynamique. Certains regrettent l'unanimité d'hier, parfois en plaidant un retour à l'ordre pur et simple. Un ordre à tout

prix, sans contenu. Soumission inconditionnelle à l'autorité en place. Et même restauration des institutions traditionnelles. Évidemment, il s'agit là de la pointe extrême. Quelqu'un me disait : « Si pour retrouver des écoles, des hôpitaux,, des usines, des postes ou des autobus qui marchent, il faut faire jouer les motifs de peur... eh bien ! je préfère ça à la situation actuelle. » Le sentiment se fait ici politique.

Mais derrière cette politique de l'ordre à rétablir avec des contraintes autoritaires se cachent des comportements anti-politiques. On l'a vu dans le retour aux écoles privées.

On veut construire à côté. Bien sûr, il y a des bonnes raisons là-dessous. Tant d'erreurs et de combats farfelus ont accompagné la réforme de l'enseignement public. Le dégoût de nombreux parents se comprend sans peine. Comme me disait l'un d'entre eux : « Malgré mes positions politiques, je ne puis risquer l'échec de l'éducation de mes enfants dans un système scolaire aussi instable, incertain et inefficace. On n'a qu'une fois cinq ans, dix ans, vingt ans. »

Ce témoignage révèle à son tour les limites de la démarche politique, surtout quand elle est isolée des autres dimensions de la vie. Qu'il s'agisse d'une politique de l'ordre, ou d'une politique démocratique qui veut instaurer un système public, ou encore d'une politique libéraliste toute centrée sur l'initiative privée. Le point chaud de l'éducation illustre bien le fait que la crise des valeurs ne peut s'enfermer dans une problématique exclusivement politique. Par ailleurs, cette crise peut servir de fuite devant la responsabilité difficile de renouveler une politique, d'instaurer un processus démocratique universel, juste et efficace. Mais le problème de fond est encore plus complexe. Essayons de mieux cerner les dessous de ce qu'on appelle la « crise des valeurs ».

Beaucoup de ceux qui pointent la crise, ont ce langage commun : l'apologie du passé, le respect du pouvoir en place quel qu'il soit et la « dévalorisation » de tous les changements survenus. On a peine à voir l'aspect positif des autres valeurs mises en relief dans les mutations sociales et culturelles récentes. D'où la condamnation de tous les agents de réforme, de tous ceux qui ne pensent pas comme soi. Bien sûr, cette attitude est souvent la même de part et d'autre.

Mais il faut bien reconnaître que depuis au moins deux décennies, toute une partie de la population a été méconnue ou méprisée dans ses besoins de continuité, de cohérence, et même dans ses convictions Profondes, religieuses par exemple. Il fallait s'attendre à une réaction vive, un jour ou l'autre. Et c'est ce qui arrive, particulièrement en éducation.

Des progressistes sur la défensive

Mais ce néo-conservatisme peut être radicalement stérilisateur a cause de sa négativité. Il ne laisse aucune brèche possible à une recherche créatrice de solutions qui assument le meilleur des efforts anciens et nouveaux. Il empêche même les grands sentiments de s'exprimer en passions intelligentes et constructives. On assiste plutôt à un concours de découragement, peu propice à l'identification lucide de la crise. Par exemple, derrière le débat des valeurs, se pose le problème des structures anciennes et nouvelles. Le retour à l'école privée, évoqué plus haut, est-il une bonne réponse aux difficultés de l'école publique ? Résoudra-t-on ainsi les questions de fond ?

Même au plan proprement moral, ne fait-on pas des critiques caricaturales, comme le souligne un philosophe de chez nous :

Ce n'est pas parce qu'ils acceptent moins unanimement certaines formes de société conjugale et familiale qu'ils sont devenus incapables d'amour, de générosité, de don de soi et de fidélité ; ce n'est pas parce qu'ils sont moins spontanément soumis qu'ils ont perdu le souci du bien commun et le sens des responsabilités ; ce n'est pas parce qu'ils sont devenus plus critiques face à leurs contrats de travail qu'ils n'ont plus de conscience professionnelle ⁵.

Il faut donc laisser ouverte la possibilité d'une nouvelle société en gestation. Les parturitions sont souvent douloureuses. On peut quand même souhaiter que des investissements constructifs et prospectifs prennent plus de place dans cette période de transition. Les critiques des anciens et des nouveaux siphonnent vraiment trop d'énergies vitales. Mais vouloir faire l'économie des conflits, c'est se condamner

⁵ Pierre Lucier, La crise des valeurs au Québec, Relations, mars 1976, p. 71.

à instaurer une paix décrochée des défis réels et de leur dépassement. Un certain moralisme de l'ordre déguise trop souvent un pouvoir qui veut se maintenir, des intérêts et des privilèges inavoués, et aussi des attitudes anti-politiques.

« L'appel au bon sens remplace aisément la découverte inédite de ce qui est signifiant et important » ; j'ajouterais ici la peur de la liberté, le mépris de l'intelligence et la neutralisation d'une volonté créatrice. On compromet ainsi tout ce qui fait avancer l'histoire.

Des procès ambigus

Mais il y a une composante mai élucidée dans ce débat : le processus d'institutionnalisation. D'un côté, certains défenseurs de l'ordre oublient que leur « modèle » a été élaboré à même une expérience historique qui a continué d'évoluer en deçà et par-delà ses expressions structurelles. C'est cette expérience, en définitive, qui doit être ré-interprétée et transformée, si on croit que les hommes ont la liberté et la responsabilité de créer ou de refaçonner des structures en accord avec leur contexte historique et leurs aspirations.

D'un autre côté, certains contestataires ont tort de penser que les institutions ne servent qu'à régler les problèmes du passé. À leurs yeux, il faut une révolution permanente qui disqualifie toute forme d'institutionnalisation, qu'il s'agisse de l'État, de l'école, du mariage, etc. Le mythe du libéralisme refait surface sous un autre visage. On y emprunte plus ou moins inconsciemment ce qu'il y a de plus haïssable dans le capitalisme, à savoir la destruction des cultures particulières, des étoffes sociales et des consciences historiques.

La croissance économique aveugle a été une révolution permanente qui a écrasé des peuples et leurs institutions. Dans certains *procès* « progressistes » de la famille ou de la patrie, par exemple, au nom du danger fasciste à l'horizon, on oublie que le capitalisme ici et maintenant continue de déstructurer les familles, les classes laborieuses, les patries et même les États. Il est trop simpliste de décréter que nos institutions sont de purs instruments de reproduction « capitaliste ».

À la manière capitaliste, plusieurs esprits progressifs ont manipulé nos institutions comme des modèles d'auto. Ils n'ont pas su reconnaître la longue expérience historique qui a généré et accompagné chacune des institutions. S'ils en avaient tenu compte intelligemment, peut-être seraient-ils aujourd'hui plus réalistes et plus politiques pour institutionnaliser les expériences nouvelles et leur assurer un avenir ! En ce domaine, des esprits conservateurs intelligents jouent un rôle bénéfique. Ils rappellent les requêtes exigeantes de cheminement historique, de changement culturel et de transformation institutionnelle. Trop de culs-de-sac actuels nous incitent à avouer la précipitation folle de bien des réformes récentes. Plus grave encore a été l'absence d'une « économie culturelle » dans le déplacement et la mutation des valeurs.

Il n'y a pas de valeur non durable

Restons-en à notre exemple-test : l'éducation. L'absence d'économie culturelle a créé un malaise qui n'a pas tardé à prendre des proportions inquiétantes. Les jeunes ont été victimes de cette instruction à la carte sans continuité pédagogique, sans philosophie de base, sans le moindre patrimoine collectif ; à leur tour, ils ont imité les travers de l'école et de ses responsables. Certaines revendications récentes d'étudiants universitaires faisaient fi de toute tradition intellectuelle. On ne réinvente pas la psychologie, l'économie, la science politique à partir de zéro, comme si tout le patrimoine de recherche et d'expérimentation n'avait plus aucune valeur congruente. Cela ressemble trop à l'arbitraire de la nouvelle mode qui repousse la précédente.

L'économie humaine de l'histoire a plus de souffle et de densité. Cette recherche de la liberté ou de la compréhension « instantanée » rétrécit l'esprit et le cœur d'une façon navrante. L'ouverture intellectuelle acquise dans la révolution culturelle récente - pourtant si prometteuse - débouche étrangement sur des corridors étroits et courts, sur des conformismes aussi aliénants que certaines conventions d'hier. Le raccourci idéologique si fréquent s'accompagne d'une hypercritique sans profondeur ni horizon.

Je prends à dessein l'exemple de l'éducation, parce que celle-ci manifeste davantage les exigences « longues » de la maturation de l'esprit, de la mutation culturelle, de la transmission pédagogique, de la communication sociale, de l'aventure historique et du projet de vie comme tel. Or, on s'est amusé avec des techniques pédagogiques un peu à la manière des jeux enfantins qui passent d'un gadget à l'autre. Je caricature un peu. Mais que diable, il faut se demander pourquoi en amont et en aval du *Know how*, *on ne sait plus le Know what*, *le Know why*, *le Know who... where... when*.

Il faut avoir le courage de se demander pourquoi tant de citadins, jeunes et moins jeunes, se disent non « situés » mentalement, socialement malgré des encadrements structurels et techniques de plus en plus poussés. Un de mes anciens étudiants universitaires m'écrivait récemment ces lignes qui me semblent résumer l'état d'âme de bien des jeunes adultes.

Un témoignage saisissant

« J'ai toujours été à l'essai. Ma mère m'a éduqué avec le dernier livre du docteur Spock en main. De la maternelle à l'université, j'ai sans cesse entendu le même langage : 'Cette année nous essayons d'autres choses avec vous ; une autre méthode, parce que la dernière n'a pas marché avec ceux qui vous précédaient l'an passé.' Eh oui ! toujours des nouvelles structures, des nouvelles techniques, des nouveaux programmes. À l'essai. Soyez patients. On nous laissait entendre qu'il fallait être de bons cobayes qui aideront ainsi leurs successeurs sur les mêmes bancs d'école. Je répète ici une expression mille fois entendue : attendez, vous allez voir, ça va se roder, se tasser.

« Et puis un jour je suis sorti de cette longue réforme de l'éducation qui m'avait accompagné du jardin de l'enfance au doctorat. J'avais hâte d'entrer dans le monde du travail qui m'apparaissait plus stable. Peine perdue. J'y ai trouvé le même univers éclaté, toujours en laboratoire d'expérimentation. D'un essai à l'autre sans aucun sens de la continuité, sans ce qu'on pourrait appeler “une expérience éprouvée”, une valeur qui tienne, qui a fait ses preuves. Des théories et des pratiques qui se repoussent les unes les autres et qui n'atteignent

jamais le niveau de "valeur". Un peu comme si on appliquait partout cette psychologie d'opinion... fluide, changeante, manœuvrable comme des objets de consommation. Du prêt-à-jeter, du prêt-à-penser.

« Et me voilà, à 25 ans, comme un être toujours à l'essai au travail, en amour, presque partout dans ma vie. J'ai terriblement vieilli. Rapidement. Et dire qu'on me vantait la dynamique de l'essai, comme la meilleure façon de se renouveler, de garder la plasticité de la jeunesse. Certains sociologues y voyaient le nec plus ultra de la nouvelle culture. Ils disaient aux adultes que nous aimions le capharnaüm de nos polyvalentes et de nos cegeps, que des adultes fixés dans leurs habitudes et leur discipline ne pouvaient comprendre la nouvelle cité libre qui se réinventait sans cesse.

« Quelle foutaise ! Mon grand-père est plus jeune que moi. Il sait mieux ce qui a valeur de vie. On nous a seriné de graves illusions quand on nous a fait croire que la compétence pouvait se passer d'expérience. À preuve, on s'est vite débarrassé des vieux pédagogues de collège, des hommes de métier éprouvés pour les mettre à la retraite anticipée. Il n'y a pas de crise des valeurs anciennes ou nouvelles ; c'est une crise de la valeur tout court, une incapacité de juger ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas. Les gens de ma génération, on est très angoissés, peut-être à cause de cela. Ce malaise a gagné nos aînés.

« Ne craignez pas, je n'ai pas rejoint pour cela le camp des réactionnaires. Car, c'est aussi une autre chose qui m'enrage. Vous passez pour miteux, si vous tenez un tel langage, si vous cherchez une solide structure intérieure, une vie plus cohérente. Évidemment, on a beau jeu de moquer notre recherche hésitante' et souvent impuissante. Il y a un vent de cynisme et d'apathie face à ce monde de l'éphémère qu'on accepte maintenant comme une fatalité. Moi, je pense que tout ce qui se nomme 'valeur' est justement le contraire de l'éphémère. Ça a pris du temps avant de devenir valeur... valeur humaine qui fait vivre. Un de nos professeurs que vous connaissez très bien riait de l'humanisme ; il disait que c'était aussi farfelu que l'esperanto. Ce qui ne l'empêchait pas de ressasser d'une année à l'autre sa thèse de doctorat comme si elle résumait tout le patrimoine de l'humanité à pâturer.

« Je m'arrête avant de vous laisser croire que je suis en révolution de bile permanente. Vous m'avez demandé ce que je pensais du débat actuel sur la crise des valeurs. Vous pouvez au moins en déduire qu'il y a vraiment 'crise'. Mais peut-être saurons-nous rebondir après avoir touché le fond. Je ne souhaite pas que la situation se détériore. Nous ne sommes pas prêts à affronter de grosses épreuves. Et pourtant, il m'arrive de penser que ça a été souvent, dans l'histoire, la seule façon de vaincre les grandes illusions. J'aimerais mieux que nous nous reprenions en main plus librement. »

Entre la pseudo-valeur-moyen et la valeur-fin

On garde précieusement une lettre comme celle-là. Je ne veux pas discuter la représentativité de son auteur. Il faut plutôt s'arrêter à la dramatique qu'elle porte, à sa pertinence, à son interpellation, à sa « dent dure ».

Je me demande si l'expression-clé : « ce qui a de la valeur », n'est pas grosse d'une profonde critique éthique. En effet, toute valeur vaut en elle-même, par elle-même, pour elle-même. Cela peut paraître une tautologie. Or c'est précisément ce que notre société instrumentale, libéraliste, utilitariste a détourné. Elle n'a retenu des valeurs que leur force motrice pour les mettre au profit d'objectifs qui eux n'étaient pas soumis au jugement de valeur ou à une quelconque hiérarchie de priorité, d'importance. Telles l'accumulation des profits, la surabondance de biens et son corollaire de gaspillage, la multiplication de produits obsolètes pour accélérer un processus aveugle de production-consommation. Les finalités humaines comme telles perdaient ainsi leur valeur en soi. On s'en servait pour autre chose qu'elle-même. Cette infrastructure socio-économique a été transposée dans les styles de vie, et même dans l'acte de l'éducation comme en témoigne la lettre précitée.

Peu à peu nous avons perdu l'habitude du jugement de valeur, la capacité de hiérarchiser en termes humains et qualitatifs les moyens comme les objectifs. Il ne restait que les indicateurs mathématiques, l'étalon de l'espèce sonnante et trébuchante, et des choix sur le tas en matière d'éthique. C'est donc se leurrer que de parler de pluralisme

éthique. Il n'y a pas plusieurs éthiques en présence, mais des positions circonstanciées, provisoires, sur un tas de problèmes souvent isolés les uns des autres. On ne confronte pas encore des échelles de valeurs cohérentes intellectuellement et pertinentes socialement. Je dirais la même chose des idéologies.

Mais en politique, il faut faire vite. Mis à part certains groupes extrémistes, tout le monde se dit social-démocrate. Une autre façon de fuir la vraie crise des valeurs, et de baptiser en consensus unanime un certain style de vie de classes moyennes, conformiste, incapable de distance critique sur lui-même, automatiquement défini par la fourchette des revenus et des capacités graduées de consommation. Ce constat relativise les diagnostics actuels sur la pluralité des systèmes de valeurs, ou sur le prétendu rejet du système, ou sur la nécessaire redéfinition du contrat social. Les discours idéologiques sont de plus en plus en porte-à-faux par rapport aux pratiques réelles, semblables chez tous et chacun.

Comme nous venons de le signaler plus haut, les différences semblent être davantage quantitatives que qualitatives, tellement le même univers culturel et économique de consommation s'est diffusé dans la société de part en part. Au point que le seul clivage évident demeure celui qui départage la population entre « intégrés » et « exclus » du marché des biens offerts à tout le monde. Les stratégies publicitaires ont su masquer les inégalités réelles ou réduire celles-ci à des critères quantitatifs. Du coup, s'obscurcit la diversification naissante des échelles de valeurs et des orientations idéologiques ou politiques. On laisse même entendre que les inégalités quantitatives ne dépendent que des efforts et des talents de chacun. C'est ainsi que les mesures socio-économiques d'une plus juste redistribution des biens et ressources connaissent maintenant un refus plus ou moins avoué chez les classes moyennes. Les « exclus » coûtent trop cher !

Le débat piégé de toute part, devons-nous l'abandonner ? J'ai appris qu'il faut aller au cœur du noyau de valeurs pour rejoindre la moelle véritable d'un système social, d'une idéologie, d'une politique, tout autant que d'une culture. Les réformes structurelles les plus valables ne résistent pas longtemps au noyau de valeurs qui les contredit. Je ne nie pas l'émergence timide de nouveaux noyaux de

valeurs. Cette émergence reste longtemps invisible avant de faire naître ses tiges. Présentement, chez beaucoup des nôtres, le nouveau noyau est superposé à l'ancien. Le rattrapage pressé des derniers temps nous a empêchés de travailler ce sous-sol. C'est pourtant une tâche nécessaire.

Nous y accorderons beaucoup d'attention durant la prochaine étape.

Une société en quête d'éthique

Troisième partie

COORDONNÉES D'UNE ÉTHIQUE RENOUVELÉE

1. Une tâche cardinale : re-totaliser l'expérience humaine
2. Les grands pôles dialectiques à privilégier
3. Un cadre de compréhension et d'action

[Retour à la table des matières](#)

L'homme moderne se regarde dans un miroir brisé qui lui renvoie des caricatures de lui-même. On peut y chercher ou trouver à la Picasso une esthétique dramatique. Mais l'aventure humaine a d'autres besoins et aspirations. Fût-ce une cohérence minimale de la conscience et de la vie. Mais plus encore une dynamique d'expérience ouverte, libre, créatrice. Une capacité de se renouveler de l'intérieur. Une force de dépassement. Une volonté d'amoriser la société à travers et par delà les conflits inévitables.

En avançant dans mon aventure d'homme, je me rends compte que l'espérance est plus difficile que le désespoir. Il en va de même de la liberté face aux solutions autoritaires. L'homme se crée si facilement de nouvelles servitudes. En ce sens, toute entreprise de cohérence est menacée de s'enfermer dans un esprit de système sécurisant. À la suite du philosophe Habachi, je préfère la fenêtre du pauvre ouverte sur les cris de la rue.

Donc une éthique à la fois engoncée dans la vie réelle et assez distancée pour la critiquer judicieusement, pour lui donner une dimension politique congruente, pour l'ouvrir à un projet humain explorateur des possibles. Je ne veux pas sous-estimer la conscience critique des derniers temps. Mais on ne peut dénoncer indéfiniment sans rien annoncer. Le moralisme est démoralisant.

Notre étude, jusqu'ici, a illustré de bien des façons la complexité de la situation actuelle, et les tâtonnements de la quête éthique au cœur de nos discussions et de nos luttes collectives. Je sais la tentation de fuir dans le ciel pur des beaux principes moraux ou dans la bonne conscience des intentions intérieures innocentes. À cet égard, je crois que les politisations récentes marquent un progrès. Elles ont démasqué les subterfuges des morales légitimatrices. leur justification d'un statu quo injuste, leur voie de garage, leur fausse paix.

L'éthique contemporaine a donc « déprivatisé » la morale ; eue lui a redonné un sens politique de libération. Mais avouons-le, elle a aussi

dé-moralisé trop souvent des grands pans de la vie quotidienne, au point d'enlever à la conscience le champ d'action le plus à sa portée. D'où cette énorme contradiction entre la critique rigoriste des institutions et le laxisme démissionnaire de la vie privée.

Par-delà ces travers et ces recherches hésitantes, une autre mentalité est en gestation. Elle veut mieux assumer la dialectique de la conscience et de la politique, du privé et du public, du conflit libérateur et de la paix anticipée. Elle sait mieux aussi les tensions qui accompagnent le défi de vivre l'amour dans le combat de justice. Elle cherche sa voie pour enfin permettre aux hommes eux-mêmes d'être les agents et la fin d'une révolution structurelle nécessaire. Bref, une éthique qui réinvente sans cesse la « touche humaine » civilisatrice.

Pourquoi cette approche dialectique ? N'est-ce pas céder une fois de plus au dualisme manichéen de notre histoire occidentale ? On pourrait répondre que la structure binaire fait partie pas seulement de notre culture, mais aussi de la nature, comme le soutient l'anthropologue Lévi-Strauss. L'histoire de la philosophie, des sciences et de la politique débouche sur une vision dialectique des choses et des hommes. Malgré ses dangers, celle-ci porte une dynamique d'incessants dépassements. Nous voulons le montrer dans cette prochaine étape.

Mais en même temps, nous sommes conscients d'un autre besoin ressenti de plus en plus vivement par les contemporains. Celui de créer une nouvelle unité de l'expérience humaine. Il y a d'abord une certaine fatigue psychique engendrée par le climat permanent d'hyper-critique et de conflit. Il y a aussi cette complexification et cette segmentarisation de la cité et de ses institutions, des sciences et des idéologies, des styles de vie et des pratiques.

Plusieurs vivent, dans le désarroi et la cécité, cet univers éclaté et brouillé. Comment peut-on se sentir si démuné avec des moyens aussi puissants ? On a l'impression qu'en dessous d'une admirable révolution technologique, il n'y a plus de cohérence vitale. Fût-ce une organicité minimale de la vie individuelle et collective. Tout se passe comme s'il fallait réapprendre à tisser les mailles des expériences

humaines fondamentales : l'habitat, la famille, le travail, l'éducation. Recomposer la vie, la personne, la communauté.

La destructuration de la nature organique par une pratique économique irresponsable n'est qu'un indice parmi d'autres de la désorganicité au niveau proprement humain. Il n'y a plus que des cohérences mécaniques. Les autres, on les cherche hors de la vie réelle ou bien on les reporte au lendemain de la révolution. Nous sommes de ceux qui s'entêtent à transformer l'histoire réelle. La rationalité des laboratoires tout autant que l'utopie en terrain vague ont pris une place démesurée dans la quête de projets de rechange. On ne change pas la vie comme ça. Elle a des exigences qui lui sont intérieures. Des exigences d'organicité, de totalité, et bien sûr de lutte, de risque, d'aventure. Mais n'avons-nous pas trop négligé les premières ?

Voilà ce que nous allons clarifier dans une première étape, pour ensuite repenser les grandes dialectiques humaines de l'éthique et de la politique. Après ces deux démarches complémentaires, nous serons mieux en mesure d'établir un cadre de compréhension et d'action. Un cadre historique, ouvert aux possibles. Un cadre dramatique qui va débusquer au creux de la crise les rêves et les essais constructeurs d'un nouveau dépassement. Un cadre lui-même dialectique pour assumer l'extraordinaire jeu humain de la liberté et de la nécessité, de la force et du droit, de la politique et de la conscience, du long terme et de l'actualité, de la nature et de l'aventure.

Mais toujours l'éthique que nous vivons cherchera à outrepasser ses propres frontières de cohérence, pour explorer des horizons inédits. Répétons-le, nous croyons l'homme plus riche que tous ses systèmes ! L'expérience humaine, à sa fine pointe, passe du raisonnable à la liberté de l'espérance. Passage souvent conflictuel et dramatique, mais combien passionnant. J'appartiens à une tradition spirituelle qui m'a appris pareille conviction.

Derrière toute éthique, il y a des options. Je n'ai pas voulu cacher les miennes, au nom d'une prétendue neutralité scientifique qui est peut-être la façon contemporaine la plus subtile de manipuler autrui.

Troisième partie :
Coordonnées d'une éthique renouvelée

Chapitre 1.

Une tâche cardinale : re-totaliser l'expérience humaine

Antée au milieu de nous

[Retour à la table des matières](#)

Nous commençons cette réflexion systématique par l'entreprise la plus difficile. Cette entreprise veut rejoindre ce qui nous apparaît à la fois l'aspect le plus profond de la crise morale, et la ligne dynamique du renouveau en gestation ; re-totaliser l'expérience humaine. Un besoin-aspiration de plus en plus vivement ressenti par les contemporains.

Les sociétés occidentales n'ont pas su respecter, par-delà une critique souvent pertinente, leur expérience historique de base, là où la culture première permet aux individus comme aux collectivités d'opérer une première unification organique de leurs propres modes d'être, de vivre, de penser et d'agir. Je sais que d'autres sociétés, d'hier et d'aujourd'hui, se sont enfermées dans leur culture première ; ce qui les a tenues à l'écart des progrès accomplis au cours des derniers

siècles. Notre problème occidental se situe à l'autre extrême. Il n'y a plus d'organicité minimale, d'unité vitale, de continuité culturelle. Certaines remarques toutes simples évoquent ce drame trop longtemps ignoré :

- « On n'a plus de fond. »
- « Ni image intérieure, ni miroir social pour me regarder. »
- « Je ne fonctionne plus là-dedans, je n'y comprends rien. »
- « Je ne sais plus à quoi me raccrocher. »
- « On n'a plus de racines pour puiser les sucs de sa terre. »
- « Je me sens déconnecté de la réalité. »
- « De notre histoire, il ne reste plus que le folklore. »
- « Cette étrange absurdité que je ressens dans une société pourtant si logique dans son organisation. »
- « Je suis de toutes les vagues... un peu comme une épave. »
- « D'une filière sociale à l'autre, je n'arrive pas à trouver le fil conducteur de ma vie. »

- « Pas plus que mes enfants, je n'arrive à saisir l'itinéraire éducatif dans le système scolaire. Sans doute, parce qu'il n'existe pas. Pourtant, c'est peut-être ça le premier rôle d'une institution, d'une tradition, d'une conscience historique. Allez donc bâtir un projet de vie ! »

On a le goût d'évoquer ici la fable grecque : le héros Antée perdait sa force quand ses deux pieds étaient détachés de la terre. Parole d'un certain style de civilisation « abstraite » jusque dans ses outils techniques. Le genre d'unité proposée par le techno-scientisme se prolonge dans une uniformité superficielle étrangère aux identités particulières, à des totalités sociales personnalisées, identifiables, et riches de diversité humaine. Il n'y a plus de place pour l'écart différentiel des cultures, et pour leur propre unité interne. Les différentes dimensions de la vie n'ont plus ce champ magnétique proprement humain qu'est une culture première.

Rôle de la cohérence culturelle

Combien de relances historiques sont devenues possibles après le renouement critique mais vital avec ce terreau de base, en vue de nouvelles fécondités ? Cela vaut pour l'histoire des révolutions comme

pour l'histoire des sciences et de l'art. On a même dit que les révolutions sont souvent nées de la redéfinition radicale d'une identité historique. La révolution chinoise est passée par ce creuset pour élaborer un autre projet de société.

En ce sens, les scénarios idéologiques et politiques occidentaux de tous bords sont de plus en plus décrochés du sujet historique de la société qu'ils prétendent promouvoir. Même dans l'entreprise réactionnaire d'une droite qui exalte la patrie. En perdant de vue l'importance du sujet historique particulier, on ne sait plus le sens du peuple, de son peuple.

Peut-il exister une véritable cité moderne sans un peuple ? fût-il divers dans ses cultures secondes.

De même, l'unité structurelle ne crée pas de soi une totalité communautaire de milieu, et une trame d'expérience humaine.

On me reprochera ici de chercher la tunique sans couture qui s'est avérée si étouffante dans le passé. Je me défends de promouvoir une solution unidimensionnelle. Mon approche dialectique de l'unité et de la diversité tentera de le prouver. Je me méfie d'une pensée et d'une action unipolaires. Il s'agit ici de pointer des tâches complémentaires : recomposer une existence émiettée, réinventer des milieux de vie, créer des vraies trames biographiques et historiques, bref re-totaliser l'homme et la cité. Non pas d'une façon totalitaire, mais par une dynamique de projets libres et ouverts, capables de cohérence culturelle. C'est celle-ci qui fait le plus difficulté dans la cité « abstraite » et chez l'homme partiel d'aujourd'hui.

Ce procès du rationalisme ne signifie pas un retour à l'animisme des consensus primitifs. Je ne veux perdre aucun acquis valable de notre propre civilisation. C'est notre terreau réel qu'il faut re-cultiver pour un nouveau printemps.

On ne redéfinit pas une politique, une éthique, une expérience humaine sans passer par la totalité culturelle originale qu'on porte, par son histoire particulière bien située dans l'ensemble du patrimoine humain. Pour ce faire, nous devons commencer par regarder de plus

près ce qui se passe dans des milieux plus circonscrits, à savoir la cité actuelle et ses institutions.

Maladies et remèdes, sans la santé

Nous avons vu comment la science tout autant que l'organisation taylorisante ont segmentarisé les diverses dimensions de la cité, puis de l'homme lui-même, sans les rendre à leur unité vitale. On sait génialement les maladies, les remèdes, mais pas la santé.

Idée un peu simpliste, mais quand même pertinente pour qualifier un certain drame occidental. Par exemple, il existe de moins en moins de lieux d'intégration où l'homme peut se retrouver comme un être total. La religion ne joue plus ce rôle dans la plupart des cas, et l'idéologie pas plus que la politique n'ont réussi à offrir un substitut satisfaisant. L'école et la famille se sont de plus en plus confinées à certains rôles quasi exclusifs, l'instruction dans le premier cas, la relation affective dans le second.

La plupart de nos sociétés occidentales ne peuvent plus tellement miser sur un fond culturel et historique commun, après toutes ces ruptures et ces changements qui l'ont fait éclater. Plusieurs lèvent les épaules, avec raison, devant la thèse du « village global » créé par les media omniprésents. Tant de pouvoirs, de savoirs et d'avois affirment tantôt leur indépendance et leur spécificité, tantôt leur primauté ou leur vérité exclusives. Sans compter les sous-cultures et les sous-systèmes qui se sont multipliés dans la foulée du pluralisme idéologique et du parallélisme des institutions.

Mais plus déconcertante encore cette vie quotidienne émiettée, sans cohérence organique, sans cohésion sociale. Nous avons vu comment pareille vie improvisée cherchait vainement un axe d'intégration, un cadre de référence, une étoffe rituelle, un espace habitable, un rythme respirable, une philosophie unifiante. Le citoyen de grande ville vit des transitions traumatisantes quand il court d'un rôle à l'autre. Bien sûr, ce pourrait être une expérience très riche que de jouer sur plusieurs claviers. Mais l'orgue lui-même est désaccordé

et le musicien n'a pas été vraiment initié à la maîtrise d'un appareil de plus en plus complexe.

Miroirs éclatés, canaux débranchés, lieux dispersés, appareils déréglés, rôles en conflits, sous-systèmes multipliés, hétérogénéité croissante, modes évanescents. Dans un tel univers brisé et morcelé peut-on encore parler de *la* société, de *la* civilisation, de *la* culture, de *l'homme* ?

Un rupture bénéfique ?

« Tant mieux, disent certains, on revient aux hommes concrets, aux cultures particulières. » Le réel n'est-il pas toujours situé et daté ? Le faux universalisme : métaphysique, religieux, humaniste ou autre est démystifié. Trop de dominations impérialistes se sont bâties sur une dogmatique globale et absolue. Le messianisme prolétarien, *l'américain way of life*, la civilisation chrétienne, la Nation déifiée, la raison d'État. L'homme moderne a développé d'autres sensibilités plus réalistes, plus humaines. *Il lui suffit d'être un arbre pour vivre en forêt. Il est une racine et non la terre.* Il se sait incapable de cumuler toute l'expérience humaine. Il a appris qu'il n'est pas le centre de l'univers. L'important pour lui, c'est de bien vivre dans sa peau, dans ses propres limites de temps et d'espace. Il n'a pas à réinventer le monde. Il ne croit plus à ce rôle que tour à tour la religion, la science et la politique ont tenté de lui assigner.

Une totalité donnée ou à faire ?

Mais ce monde donné ou à faire, forêt ou cité, terre ou ciel, nature ou/et culture, ce monde n'a-t-il pas une certaine unité de base, une économie de vie ? « Oui, disent des scientifiques, fi y a une structure fondamentale qui régit les divers mécanismes physiques, chimiques, biologiques, psychiques et même sociaux. La science est en train de la découvrir. Ce qu'on a appelé l'homme et l'histoire apparaît comme une brèche du hasard qui ne fait pas le poids avec cette nécessité. Même la grande révolution historique de la lutte des classes dépend très peu de l'action des hommes. C'est plutôt un mécanisme déjà inscrit dans la structure de base unique. Après s'être déployées en parallèle, les

sciences retrouveront bientôt leur unité dans cette totalité elle-même. »

Une telle logique fait fi de l'expérience à niveau d'homme. Beaucoup d'occidentaux ont une conscience vive d'être en devenir, d'être agents actifs d'une histoire. Ils veulent vraiment définir leur individualité et leurs rapports sociaux, bâtir leur vie et leur société. Bien sûr, ils savent mieux reconnaître les structures de nécessité évoquées plus haut, mais ils cherchent à les harnacher en fonction de leurs projets. Après expérience, ils se rendent compte du cul-de-sac auquel conduit un progrès sans finalisation humaine totalisante. D'où cette mise en procès de l'évangile technologique, de la croissance économique à n'importe quel prix humain, de l'urbanisation aveugle et chaotique, etc.

Au moment où des « scientifiques » semblent s'approcher de la totalité donnée, des « politiques » visent une nouvelle totalité humaine à faire. Une totalité qui intégrera les diverses dimensions humaines que la société industrielle a séparées et isolées tragiquement. Mais à la différence de la première, la seconde est une totalité provisoire, ouverte sur des dépassements et sur d'autres possibles.

Où, quand, comment, qui et quoi ?

Mais quel défi ! On n'a qu'à penser aux difficultés d'un consensus politique minimal. Comment réinventer des espaces qui fédèrent vitalemment les diverses fonctions sociales dans les babels urbains actuels ? Certains croient que la télévision a relayé l'école et la famille pour devenir le lieu culturel privilégié d'intégration. On serait pourtant bien naïf de s'en remettre à un instrument sur lequel la majorité des citoyens n'ont aucune prise.

Les moyens de retotalisation font difficulté. Mais l'aspiration est là. Certaines initiatives nouvelles vont en ce sens. Les unes sur une base individuelle, les autres sur une entité collective : l'état, la nation, la « classe sociale », le quartier polyvalent autogéré, etc. De part et d'autre, on cherche à maîtriser soit l'ensemble d'un projet de vie, soit

l'ensemble d'un projet de société. Mais c'est toujours un horizon de totalisation qui est visé.

Les démarches ont hélas dévié de ce chemin. Ce peut être, par exemple, la régression du politique au psychique quand le projet de vie occupe toute la place au point de masquer les rapports de forces collectifs. Régression, aussi, du psychique au politique quand le projet de société occulte le champ quotidien des pratiques réelles, des aventures particulières, des vécus originaux, des consciences en situation. De nombreux divorces se recourent ici : entre vie privée et vie publique, individualité et socialité, structure et vie, classe et société.

Les diagnostics sont tellement divers et si souvent contradictoires ! Par exemple, d'aucuns situeront ce problème dans l'absence ou dans l'inconsistance des structures intermédiaires entre la société globale et les milieux de vie. D'autres soutiennent que l'œuvre de la totalisation doit se faire au plan d'une base sociale autogestionnaire. Certains voient dans l'État, la clé de voûte de cette totalisation. Quelques scientifiques, comme nous l'avons déjà signalé, prétendent que la structure sociale se reproduit quelles que soient les interventions des hommes individuellement ou collectivement. À l'autre extrême, les partisans de la ligne historique croient qu'il faut se situer dans la perspective du « sujet historique collectif » qui se comprend, se redéfinit et se reprojette. Les « psychologisants » ont tendance à ne voir de totalité humaine possible que chez le sujet individuel.

Par ailleurs, Lévi-Strauss affirme que l'esprit humain appréhende tous les phénomènes sous mode binaire. Est-ce l'expression d'une dualité inscrite dans le réel, ou une façon proprement occidentale de voir les choses ? Marx, au siècle passé, tentait de surmonter ce dualisme sans cesse renaissant, en parlant de « l'existence subjective pour soi de la société pensée et sentie ». Des études récentes faisaient état d'une certaine homologie entre les structures de la société et celles de -la personnalité, entre les grandes instances économiques, idéologiques, politiques et les pratiques quotidiennes. Bien sûr, il s'agit ici d'une totalité qui peut avoir des contenus différents. Poulantzas qualifiera ainsi la société libérale : « L'idéologie bourgeoise présuppose, compose ou impose la représentation d'une

égalité d'individus privés, identiques, disparates, isolés, unifiés dans l'universalité politique de l'État-Nation. »

Enfin, des esprits plus distancés n'envisagent de totalisation possible que par la voie philosophique d'une conception de l'homme et de la société. À leurs yeux, même l'idéologie, malgré sa visée de totalisation, véhicule une « fausse conscience » qui sert d'écran pour camoufler ses contradictions, ou de filtre pour écarter les éléments du réel inconciliables avec sa logique. La démarche politique a aussi ses limites, même quand elle tente d'articuler les moyens et les fins dans un champ humain aussi large et cohérent que possible. Elle ne pourra jamais recouvrir le tout de l'homme... surtout sa conscience et sa liberté, son imaginaire et ses projets, sa culture et sa densité mystérielle. Seule une philosophie embrasse ces diverses dimensions. Et pourtant, elle aussi s'exprime par des systèmes de compréhension qui ne sauraient jamais prétendre saisir toute la réalité humaine.

Ce n'est pas par pure fantaisie que les hommes ont inventé des mythologies, des symboliques, des grandes dramatiques pour rejoindre ce qui leur échappait dans leur vécu et dans leur histoire.

Comme dit Northrop Fry : *Nous participons à la société beaucoup plus suivant des modes dramatiques que par des modes conceptuels.*

Du théâtre grec jusqu'au jeu politique électronique d'aujourd'hui, les occidentaux ont totalisé leur histoire sur la scène ou l'écran. C'est par cette voie qu'ils ont tenté de conjuguer leur vécu et leur imaginaire. Notre politique est aussi théâtrale qu'hier. Et je dirais la même chose de toute notre vie.

Deux démarches opposées

Il y a toujours eu double registre. Autrefois, c'était la superposition d'une histoire sacrée sur l'histoire profane. Bien sûr, la totalisation se faisait par la première. Voilà ce que les révolutions des derniers siècles ont essayé de renverser en développant une science et des politiques de totalisation par en bas, qui contestaient en même temps les totalisations d'en haut : telles les dogmatiques religieuses ou

métaphysiques ; tels la morale et le code juridique indépendants des situations historiques, telles les grandes symboliques comme le panthéon greco-romain ou le ciel chrétien.

Mais peu à peu, on a enfermé ainsi la totalité humaine dans ses infrastructures, elles-mêmes conçues comme de vastes mécaniques. Que restait-il de l'homme, de sa conscience, de sa liberté ? Quelle place donnait-on à l'imprévisible, aux impondérables, aux rêves, aux projets de l'aventure humaine ? Les jeux télévisés récupèrent-ils ces dimensions humaines laissées pour compte ? Ne sont-ils pas des mécaniques imaginaires calquées sur les mécaniques technoscientifiques ? Un montage artificiel où l'on ne trouve ni la totalité de la vie réelle, ni la totalité symbolique qui l'embrasse jusque dans ses rêves et ses aspirations. Les divers agents de la révolution culturelle ont peut-être compris que la première démarche de re-totalisation passe par la voie symbolique avant de se faire politique. Ce qui inverse le scénario de base des révolutions scientifiques, des idéologies capitalistes et marxistes.

Une philosophie de la vie comme première cohérence

Nous venons de faire un tour d'horizon, hélas très rapide, des voies qui expriment cette aspiration à re-totaliser la vie, l'homme, la société, après l'éclatement des grandes symboliques occidentales, après l'échec des totalisations d'en bas, après les procès d'un mécanisme instrumental sans vraie finalisation humaine. Celui-ci s'est imposé partout, même là où la vie exige une unité profonde de toutes ses composantes. Le mécanisme a isolé des processus, distingué des concepts, spécialisé des institutions, divisé le travail, reparti des rôles différents, sans respecter les requêtes d'unité dans toute vie individuelle et collective. N'est-ce pas toujours le même homme qui accomplit toutes ces démarches ? Lui aussi participe de cette unité organique nécessaire à toute vie.

Et la société, comme ensemble humain globalisant, n'a-t-elle pas besoin d'une organicité minimale, en deçà et par-delà ses rapports de forces, ses divers mécanismes et structures ? À niveau d'homme, on ne peut se contenter de la totalité donnée par la nature et révélée par la

science. On ne saurait, non plus, s'en remettre à la pluralité éclatée des idéologies, qui rend précaire leur rôle de totalisation, même si la démarche idéologique demeurera toujours une instance, parmi d'autres, de construction de l'homme et de la société. La totalisation politique, elle aussi nécessaire, n'en est pas moins trop limitative. Quant à la voie symbolique plus large, elle a été trop galvaudée de mille façons. Pour le moment, il faut chercher ailleurs une première cohérence de base. Je crois que la démarche philosophique, malgré ses dangers et ses limites, est la principale voie de totalisation. Mais il faudra cesser de l'identifier à une dogmatique statique, à une pure métaphysique de l'absolu. Une vraie philosophie intègre, d'une façon critique, ouverte et renouvelable, le vécu et ses projections, la nature et la culture, les infrastructures et l'histoire, l'individualité et la socialité, les libertés et les nécessités.

C'est surtout à ce niveau que je situe le rôle de l'éthique conçue d'abord comme une philosophie de la vie. Mais attention, je ne cherche pas ici à re-servir le déductivisme d'hier qui tirait bêtement la « norme » du dogme. L'éthique est ici partie prenante d'une philosophie problématique au cœur d'une évolution culturelle et historique, d'un contexte économique-politique. Une philosophie où l'homme conscient, libre et responsable, situé et daté, individué et socialisé dans un milieu, une classe, une nation et une époque, est agent et sujet décisif de son jugement, de son action et de son projet.

On m'objectera qu'une telle philosophie n'est pas accessible à la masse urbaine aliénée de la plupart de ces dynamismes. Pourtant au cœur de leur libération historique et de leur autodéveloppement, les masses devront s'approprier ce lieu de l'homme qui « ne saurait être une propriété, un privilège ou encore une identification du monde bourgeois ».

L'éthique sera aussi cette philosophie qui problématise normativement une conduite humaine toujours située ⁶. Elle jouera un

⁶ De temps immémoriaux, la plupart des savants, des dramaturges et des poètes ont manifesté un certain souci moral, sans pour cela céder au moralisme. Un tel souci était en quelque sorte un levier, parmi d'autres, pour hausser l'homme et sa civilisation au-dessus d'eux-mêmes, en dépit des affaissements et des

rôle important dans la totalisation de cette conduite aussi bien individuelle que collective. L'exploration antécédente des divers champs d'expérience nous a conduit à cette première hypothèse de re-totalisation, comme à une des tâches prioritaires de redéfinition d'une éthique.

L'éthique collective

La définition sans cesse revue et corrigée d'une éthique collective est une voie parmi d'autres de totalisation proprement humaine. Bien sûr l'éthique tout court vise la qualité humaine globale d'un acte, d'une expérience, d'une situation ou d'une responsabilité. Elle qualifie la valeur de l'existence humaine dans sa totalité. Elle précède les formes individuelles et collectives de totalisation. Elle veut rejoindre à la fois le tout de l'homme, le tout de la société, sans pour cela se substituer aux autres démarches nécessaires, qu'elles soient techniques et scientifiques, politiques et économiques, sociales et culturelles. Elle n'en est pas moins une médiation privilégiée de globalisation humaine.

Dans un contexte de vie en miettes, on ne saurait minimiser cet aspect unificateur de l'éthique. Mais on sait les dangers qui l'accompagnent. Certains craignent une fausse unanimité, une totalité obligée, un système fermé. Nous réaffirmons que notre visée de totalisation est ouverte, dynamique, historique, critique.

Il y a déjà au départ dans l'expérience historique plusieurs sages qui invitent à l'exploration incessante de tous les possibles. On peut

régressions historiques. Le refus de toute considération éthique est très récent dans le monde occidental. Par exemple, Althusser a évacué cette dimension de l'œuvre de Marx. La crise morale actuelle n'est pas étrangère au rejet irresponsable du questionnement éthique chez beaucoup de scientifiques, d'intellectuels, de technocrates et de politiciens des dernières décennies. On y revient, mais avec quelle pauvreté philosophique ! Des hommes très compétents dans leur discipline propre nous servent des petits hors-d'œuvre philosophiques et moraux d'une superficialité et d'un simplisme désarmants, en y mettant l'assurance et l'autorité de leur statut scientifique. On souhaiterait un peu plus de pudeur, d'auto-critique, d'humilité... et moins d'improvisation. Cela est d'autant plus grave qu'il s'agit ici d'enjeux profondément humains.

bien déterminer avec exactitude la meilleure technique à partir d'une démarche scientifique rigoureuse. Mais au plan éthique, on se rend vite compte de la relativité créée par les différenciations culturelles, par le jeu des libertés, par les impondérables des situations.

Globalement, il y a plusieurs noyaux de valeurs possibles. La réalité humaine se prête à diverses lectures critiques, parfois opposées. Et que dire des choix prospectifs qui dépassent toujours la rationalité particulière utilisée. Il est donc normal que toute entreprise de totalisation soit soumise à une critique sévère. Le défi actuel de re-définir une éthique collective en témoigne. Voyons-en quelques exemples.

Les fausses totalisations

1 - Il y a d'abord cette attitude traditionnaliste qui voudrait tirer univoquement l'éthique collective de l'héritage culturel et historique. Une morale sur rails quoi ! Une morale des us et coutumes, des mœurs établies. Une morale des ancêtres ou des pères. Devant le désarroi actuel, certains ont la tentation de retourner aux cristallisations d'hier, sans chercher à développer une conscience historique critique qui confronte l'expérience passée, l'actualité et l'exploration prospective.

2 - Une autre attitude aussi contestable se traduit par l'acceptation pure et simple de la morale du milieu. Non plus celle de la tradition, mais celle de la conformité à ce qui se fait dans l'entourage. Comportement de l'homme moyen, de la classe moyenne, de la copie conforme qui s'impose dans une collectivité. « Intériorisation des normes objectives communément reçues. »

3 - Il est un autre type assez répandu de totalisation à double volet. D'une part, la recherche d'une conscience privée cohérente et qualitative, et d'autre part, l'acceptation plus ou moins passive de l'organisation sociale existante.

On ne s'interroge pas sur la validité morale des structures sociales. On investit aucune réflexion critique sur les finalités sociales, sur les

aménagements collectifs, sur les lois et politiques qui régissent les institutions.

L'ordre social est vu idéalement comme « un ensemble de relations hiérarchisées et harmonieuses entre les classes ». Les situations collectives d'injustice ou d'exploitation apparaissent comme des phénomènes inévitables. Il y aura toujours des riches et des pauvres. Il faut des élites. La loi du plus fort fait partie de la vie. On ne permet pas la compétition et le progrès sans accepter des décalages, des déclassements et aussi des déchets. L'initiative et les capacités individuelles sont conçues ici comme le moteur décisif, pour ne pas dire unique, de tout dynamisme.

On ne croit pas à l'action collective. Tout au plus, accepte-t-on une intervention publique compensatoire, résiduelle pour ne pas trop pénaliser les incapables, les mal pris, les « défavorisés ». À la limite de la générosité, on voudra une place pour chacun, à la condition qu'il reste à sa place « méritée » selon les critères capitalistes de capacité financière ou de statut socio-économique.

La morale libéraliste quoi ! Ce qui peut fonder la bonne conscience d'un père de famille très moral et d'un bien pauvre citoyen. En l'occurrence, on ne saurait parler ici d'une éthique collective, d'une morale politique, si tant est que ces instances ne se réduisent pas à être la pure expression idéologique de l'ordre existant et du contrôle social correspondant.

4 - Enfin, une dernière attitude qui se traduit diversement dans les formes actuelles de totalisation critique. Soit au nom d'une grille d'analyse dite scientifique, exhaustive et seule pertinente, soit au nom d'une utopie avouée comme telle, culturelle, politique, religieuse, gnostique ou autre.

Ces totalisations critiques ont en commun la quête d'un cadre simple d'explication qui fait bon marché de la complexité du réel. Un cadre unipolaire, décrété irréfutable, très peu propice à l'auto-critique. Redhibitoire dans sa condamnation dogmatique. Et subtilement sélectif dans sa critique, si on en juge par ses silences. On applique le même scénario dramatique sur les situations les plus diverses. On

établit des rapports superficiels, par exemple, entre le sexuel et le politique. On décrète des oppositions simplistes entre le matérialisme et le spiritualisme. On qualifie en une seule phrase le capitalisme ou le marxisme, la tradition judéo-chrétienne ou l'humanisme. Le libéral serait un individualiste invétéré, et le socialiste un collectiviste totalitaire.

Un tel court-circuitage est fréquent dans les totalisations critiques à la mode. On est bien loin de la démarche éthique à la fois distancée et située, globalisée et particularisée, théorique et pratique, historique et prospective, multidimensionnelle et unifiée.

Les exigences d'une telle démarche créent beaucoup d'insécurité dans un contexte chaotique qu'on voudrait dépasser le plus tôt possible. Les diverses formes de totalisation que nous venons de critiquer, visent le moyen court. Or c'est peut-être un des rôles les plus actuels et les plus importants de l'éthique que cette démystification des réponses courtes, fassent-elles d'efficacité immédiate.

L'expérience historique nous a montré la complexité du monde humain. Par exemple, à travers le jeu très diversifié des valeurs dans différentes cultures, philosophies ou régimes politiques. L'humanisme pluriforme en témoigne. Il y a plusieurs anthropologies existantes ou possibles. Et en même temps, on y trouve une certaine économie humaine qui semble s'en dégager. À ne pas confondre avec l'un ou l'autre des systèmes philosophiques, religieux, politiques ou scientifiques. À l'opposé, on a tenté de disqualifier toute réflexion sur cette économie humaine à partir d'un même procès, celui de l'idéalisme.

Par-delà le faux procès de l'idéalisme

Quels que soient leurs horizons idéologiques ou leurs pratiques politiques, plusieurs contemporains qualifient d'idéalisme en porte-à-faux une démarche éthique qui se veut à la fois critique et distancée des systèmes historiques et des partis pris. Capitalistes et marxistes tiennent ici fondamentalement le même langage, et surtout les mêmes pratiques. L'instance morale disparaît dès qu'il s'agit de s'engager dans

sa propre stratégie économique ou politique. Elle ne vaut que pour le discours libéraliste ou pour la critique marxiste du capitalisme. J'y vois une très grave distorsion de la conscience. À force de disqualifier les valeurs dites « humanistes », parce que utilisées par certains pouvoirs capitalistes ou marxistes, on en vient à enlever à ces mêmes valeurs leur capacité critique et politique pour contester des régimes qui prostituent ou exploitent les hommes. Si ces valeurs sont de vraies dynamiques humaines - c'est ce que nous pensons - tout le monde y perd, et peut-être plus encore les majorités que les minorités dominantes de l'argent ou du parti. En méprisant certaines convictions éthiques de base, on exténue à son point de jaillissement la volonté individuelle et collective de libération. Telle la conscience vive de la dignité inaliénable de tout individu humain. Telle l'affirmation démocratique de l'égalité foncière des hommes, non seulement devant les besoins essentiels, mais aussi dans leur condition humaine fondamentale de liberté et de responsabilité. On peut bien moquer les valeurs « majuscules » de Justice, d'Amour, de Liberté et de Vérité, mais c'est au grand dam d'une conscience humaine qui est partie de là pour réaliser les plus grands mouvements historiques civilisateurs. Soit en combattant ce qui trahissait ce pain quotidien de la conscience, soit en voulant bâtir une société qui concrétise ces idéaux profondément humains.

On a trop souvent confondu ces valeurs avec ceux qui les aliénaient ou les prostituaient. Mais la distorsion contemporaine est plus subtile. Sous la mouvance des idéologies du matérialisme historique, nées en pleine révolution industrielle, d'aucuns ont fait de l'homme et de la société, de la culture et de l'histoire un pur reflet des conditions économiques. C'est une réduction inadmissible dans la mesure où cette explication se prétend exhaustive, décisive, et la seule scientifiquement démontrable.

Or, paradoxalement, la conscience contemporaine, tantôt au nom des valeurs humanistes, tantôt au nom d'une révolution culturelle profonde, met en cause ce schéma commun du marxisme et du capitalisme. Cette conscience se refuse d'être un moment-reflet d'un état socio-économique donné. Les scientifiques d'hier et d'aujourd'hui, marxistes, freudiens ou autres, ont fait de la conscience une simple « transposition dans le cerveau de l'homme » (Marx, *Le Capital*, t.1)

de processus matériels déterministes. Les divers humanismes, surtout occidentaux, affirment le contraire en considérant que la conscience et la pensée constituent précisément le spécifique humain. Par exemple, le dépassement du rapport de force darwinien, le saut d'hominisation viennent d'abord de la conscience avant de se traduire en politique. De même le dépassement du désir invétéré de l'avoir, du prestige et de la puissance.

Il me semble qu'il y a là une acquisition de civilisation qu'on est en train de dévaluer d'une façon tragique, pour ne pas dire stupide. Comment peut-on continuer de vouloir qualifier l'histoire, la culture, la vie sociale, la politique et l'homme à partir de la production matérielle, quand on sait les culs-de-sac actuels de cette entreprise réalisée diversement à l'Est et à l'Ouest ? En disant cela, nous ne minimisons en rien l'importance de la base socio-économique, et surtout pas la fonction sociale du travail, de la science et de la technique. Nous admettons aussi le fait indiscutable des classes sociales et la nécessité historique de luttes radicales pour les surmonter. Mais c'est s'aveugler que de nier la réalité des identités culturelles, des expériences historiques, pour mieux assurer cette foulée politique.

La diversité des lieux humains et des sociétés possibles est une richesse éthique et politique aussi gravement menacée par le totalitarisme communiste que par la technostucture capitaliste. Il y a dans l'histoire, dans la culture et dans l'expérience humaine, des valeurs capables de s'investir dans des aventures et des civilisations très diversifiées.

Une éthique forte et riche est une voie parmi d'autres pour maintenir l'instance critique face à tout système qui veut se traduire en vision du monde uniforme et totalitaire. Cette éthique promeut à la fois les vocations particulières et la solidarité radicale de la communauté humaine sans minimiser l'une ou l'autre. Elle est attentive à tout le patrimoine historique, aux différentes virtualités culturelles, aux possibles politiques et au sort de chaque individu. En un certain sens, plus que la politique ou la culture, elle est une instance de distance critique et de dépassement humain. Il est temps de lui redonner un rôle majeur dans notre civilisation en quête de

projets de rechange, et surtout dans nos entreprises actuelles de re-totalisation de l'expérience humaine, individuelle et collective.

Mais nous avons dit les dangers qui accompagnent toute initiative de re-totalisation. Une des façons de les surmonter, c'est de bien assumer une autre dimension de l'économie humaine, à savoir son mouvement dialectique aussi riche que complexe.

Troisième partie :
Coordonnées d'une éthique renouvelée

Chapitre 2.

Les grands pôles dialectiques de renouvellement

I. Problématique

[Retour à la table des matières](#)

L'homme occidental se veut un individu non interchangeable, et en même temps il aspire à trouver une vie sociale valable. Il a besoin autant d'unité que de diversité. Conflit et paix font partie de son univers politique. De même le choc des droits, des valeurs, des intérêts. On sait la situation contemporaine des sociétés libérales qui cherchent leur voie entre le dirigisme et le laisser faire. Comment assurer à la fois un gouvernement fort, des collectivités démocratiques et des citoyens libres ? Croissance économique et partage des ressources collectives. On pourrait allonger la liste de ce mouvement dialectique jusque dans le jeu des valeurs et des contre-valeurs : justice et injustice, liberté et responsabilité, force et droit, nationalité et communauté humaine.

Est-ce une façon occidentale de voir les choses ? Alors que les cultures orientales seraient davantage unitaires. On a dit que plusieurs mouvements culturels de l'Ouest marquaient récemment un certain refus de l'occidentalisme jugé trop manichéen. Tour à tour, les hippies, les naturistes, les néo-mystiques, les gnostiques ont visé une idéologie du Centre, du Tout, de l'Unité. C'était sans doute l'expression en creux de ce besoin de recomposer la vie, de retotaliser l'expérience humaine. Nous avons analysé ce phénomène dans le chapitre précédent. On pourrait même dire que certaines gauches politiques, en deçà de leur approche dialectique (lutte des classes) portent cette aspiration de totalité que l'univers éclaté de la cité capitaliste semble rendre impossible. D'aucuns craignent ici la tentation totalitaire, le système fermé ou les vieux absolutismes, mais souvent sans reconnaître l'aspiration d'unité non satisfaite chez les occidentaux contemporains.

Par ailleurs, l'occidental à gauche ou à droite tient trop à son individualité, à sa liberté et au pluralisme pour se noyer dans un grand tout indifférencié. Voilà où la dialectique intervient heureusement pour établir et renouveler les rapports entre ces pôles d'expérience humaine, individuelle et collective.

Le sens dialectique

L'expression évoque d'abord une certaine lutte. Pensons aux anticorps que produit l'organisme pour vaincre un virus. Réponse vitale et ad hoc face à un stimulus particulier. Processus plus complexe, mais semblable à celui que l'on trouve dans les transformations de la matière, tel le passage de l'eau en vapeur. Au plan de la vie, le mouvement dialectique s'inscrit dans un champ de forces progressives et éliminatives, offensives et défensives, provocatrices et responsariales.

À niveau d'homme, la dialectique acquiert de nouvelles modalités. Il suffit de penser à l'intervention consciente, libre, volontaire dans les structures naturelles ou culturelles. Comme dans le cas de la matière, la pensée se développerait selon un mouvement dialectique.

Ainsi le philosophe dira que l'homme ne pouvant tout comprendre du premier coup, doit emprunter des démarches progressives dont fait partie la dialectique (voir Dialogues de Platon). À son tour le psychologue y reconnaît une manière d'être. Une manière, chez l'homme, de construire sa personnalité par un jeu d'affrontement à autrui et un retour réflexif et actif sur soi. En sciences sociales, certains soutiennent que toute la réalité humaine, individuelle et sociale, est dialectique. Marx y voit l'économie fondamentale, de toute l'histoire.

En deçà de ces grands débats non résolus, j'ai retenu ce qui, dans le processus dialectique, me semble faire l'objet d'un accord assez large. Nous vivons de plus en plus dans un monde pluriel de confrontations et plusieurs d'entre nous persistent à évacuer de leur éthique les conflits qui existent dans la réalité ; d'où leurs idéaux décrochés non seulement du sol qui les soutient, mais aussi des comportements qui relient humainement le terreau, l'arbre, la fleur et le fruit. D'autres ne vivent la dialectique que dans ses démarches de ruptures et de tensions, sans un minimum de sens de la continuité de la vie et de l'histoire, et surtout sans imaginer et anticiper le saut qualitatif du processus dialectique. Inconsciemment ou non, ils font du conflit une fin... ils en viennent même à ne vivre que sous mode de conflit. Une telle morale est aussi triste que la première. Aussi stérile.

Ces remarques plutôt descriptives nous pointent déjà la complexité de la dialectique humaine, mais en même temps sa richesse, et ses multiples virtualités. Le schéma qui suit, en témoigne.

<p>La dialectique implique</p>	<p>Un processus vital, historique, mental. Une multidimensionnalité : plusieurs composantes Une réciprocité, un mouvement bilatéral. Un rapport de forces, de tensions. Un saut qualitatif. Un nouvel équilibre, un autre ordre. Une reprise des processus de ruptures et de dépassement.</p>
---------------------------------------	---

Un horizon inédit.

Nous n'allons pas procéder ici à une longue étude théorique de ce phénomène complexe. Notre démarche sera plutôt inductive. Certaines expériences humaines dialectiques nous permettront des prises plus concrètes sur une dynamique aussi fondamentale, au cœur de toute pratique éthique réflexive et vécue. Nous choisirons les pôles dialectiques selon deux critères : d'abord, là où il y a convergence de défis contemporains, puis là où il y a des dynamismes prometteurs en gestation. Bien sûr, nous nous limitons à une simple entrée de jeu qui renvoie le lecteur à ses propres réflexions. Tout au plus s'agit-il d'un cadre de référence pédagogique qui a valeur d'outil de travail initial. Voilà une autre façon d'affirmer le caractère évolutif de toute démarche éthique, et le refus de définitions normatives érigées en absolus intouchables et indiscutables. En ce sens, il y a ici rupture avec une certaine morale traditionnelle. D'ailleurs l'approche dialectique indique déjà notre enseigne.

Dernière remarque avant d'aborder les dialectiques privilégiées. Celles-ci ont toutes en commun un même sort, à savoir leur appauvrissement humain quand l'un de leurs pôles est affaibli, dissocié ou oublié. Alors qu'au contraire des pôles forts en rapport dialectique acquièrent une fécondité multipliée.

Ce qui effraie dans une philosophie dialectique de l'expérience humaine, ce sont les tensions inévitables, les équilibres jamais définitifs, les risques de régression tout autant que ceux du progrès. La vie démocratique en est la plus belle illustration. Il n'y a pas de démocratie vivante et forte sans des leaderships et des memberships vigilants et entreprenants. Un gouvernement puissant et des masses dépendantes, voilà un contexte propice au totalitarisme. Un État faible face à des citoyens agressifs et très critiques connaîtra vite l'anarchie.

Mais la situation n'est pas plus confortable lorsque les deux pôles sont aussi consistants l'un que l'autre. Et pourtant, n'est-ce pas là la carte la plus féconde, la plus humaine, la plus politique... et aussi la

plus difficile. On signale trop peu souvent que le régime démocratique est celui qui exige le plus de maturité et de qualité éthique. Combien de diagnostics sur les crises actuelles glissent rapidement sur cet aspect cardinal ?

II. Les pôles dialectiques majeurs

- Unité et diversité
- Individuation et socialisation
- Expérience et structure
- Ouverture et enracinement
- Liberté et responsabilité
- Discernement et décision
- Authenticité et vérité
- Amour et justice

Unité et diversité

[Retour à la table des matières](#)

Un défi bien connu, mais jamais résolu dans l'abstrait ou l'intemporel, comme si cette dialectique allait de soi. « Il faut assurer les deux pôles ». On croit avoir tout dit. Il suffit de les situer dans un contexte historique donné, dans un champ humain précis et l'on se rend compte que le rapport unité-diversité est difficile à maîtriser. Qu'il s'agisse du rapport entre les États et l'ordre mondial, entre les identités individuelles et les exigences communautaires, entre la majorité et les minorités, etc. Aux yeux des uns et des autres, l'unité est toujours répressive, ou la diversité toujours anarchique. Et que dire de ces caricatures qui font du nationalisme un retour à la tribu ou aux lois du sang, alors que certains conçoivent le fédéralisme comme inévitablement voué à la domination des plus forts ou de la majorité.

Tout se passe aujourd'hui comme si ces deux pôles se radicalisaient en même temps. Plus ils s'accusent, plus leur rapport dialectique devient difficile, mais en même temps prometteur. À la condition évidemment de respecter certaines exigences que tente d'éclairer ce chapitre.

On assiste actuellement à une montée des identités particulières. Et peut-être n'avons-nous jamais été aussi près d'une communauté humaine planétaire. Mais il suffit de rapprocher ces deux phénomènes pour y découvrir d'inquiétants rapports de force, de domination. Cette dramatique prend presque toute la place dans la conscience contemporaine. On fait tour à tour le procès du nationalisme qui a connu une expérience fasciste douloureuse, et d'un fédéralisme qui a créé deux gigantesques impérialismes au XXe siècle. L'apologie de la noblesse en soi de la première idéologie ou de la seconde n'a rien de convaincant.

On reste trop souvent à ces constats. Ne faut-il pas considérer aussi certains aspects positifs de cette dialectique : unité-diversité ?

Par exemple, un contexte de communication plus propice aux brassages des cultures, à une conception globale de l'humanité, à une sensibilité universelle en matière des droits de l'homme :

Il tient du prodige que des discussions touchant à presque tous les domaines de la culture et ayant une signification universelle puissent facilement et simultanément se tenir dans toutes les parties du monde. Les richesses en musique, en littérature, ou en arts plastiques de toutes les périodes et de tous les styles, ainsi que les problèmes technologiques, économiques, politiques et philosophiques font maintenant l'objet de discussions internationales. (René Dubos, Choisir d'être humain, Gonthier, 1974, p. 174)

Le même auteur va pourtant ajouter que l'expérience à l'autre pôle a aussi valeur inestimable :

C'est ainsi que le début du Moyen Âge, loin d'être l'âge des ténèbres comme on l'a pensé longtemps fut en réalité une l'autorité romaine força les différentes régions d'Europe à vivre sur elles-mêmes, presque isolées

l'une de l'autre, si bien que chacune put développer ainsi son propre type de civilisation adapté aux conditions locales. (p. 178)

Par le biais de l'histoire et de la culture, on comprend mieux la dimension positive de la dialectique particularité-universalité. Est-il plus anglais et plus universel que Shakespeare, plus russe et plus universel que Dostoïevski ?

Soljenitsyne dans son discours « Nobel » disait : « Les nationalités sont la richesse de l'humanité : elles en sont les personnifications cristallisées. Leur disparition nous appauvrirait tous, comme ce serait le cas si tout le monde devenait identique, avec le même visage et la même personnalité. » On obtient tout le contraire avec une « uniformité superficielle du cosmopolitisme technologique » ou avec une standardisation purement rationnelle et abstraite de l'humanité. Ne parlons pas d'un *american way of life* universel ou d'un communisme bolchévique mondial.

Par ailleurs, Lévi-Strauss rappelle que « l'exclusive fatalité, l'unique tare qui puisse affliger un groupe humain et l'empêcher de réaliser pleinement sa nature, c'est d'être seul ». On peut chicaner ici le caractère simpliste et réducteur du diagnostic de l'anthropologue : « l'unique tare », mais non sa part de vérité. Pensons par exemple au tournant historique de la Renaissance qui a été le lieu de rencontre et de fusion des influences les plus diverses les traditions grecque, romaine, germanique et anglo-saxonne les influences arabe et chinoise.

Par ailleurs, n'oublions pas le caractère dramatique de toute dialectique entre unité et diversité. Nos sociétés libérales connaissent présentement une double escalade de révolte et d'affirmation des majorités comme des minorités. On voit parfois apparaître des pratiques trop souvent mal identifiées : telles l'unité par le pouvoir et la diversité par les droits. On a vu des majorités ou des minorités dominantes n'utiliser que le langage du pouvoir ou de l'avoir aussi longtemps qu'elles étaient bien installées, et cela au mépris des droits des autres groupes ; aujourd'hui devant l'affirmation ou la révolte de ces derniers, elles revendiquent des droits qu'elles leur niaient hier.

On entre ici dans un univers complexe où jouent des mécanismes psychologiques et sociaux très subtils. Par exemple, dans une situation de domination, une majorité ou une minorité privilégiées n'ont pas à s'affirmer comme telles, et elles ont beau jeu pour qualifier de parti pris idéologique toute contestation de la situation ou toute volonté de changer les règles établies. Or, les opposants n'ont précisément que la conscience critique et le discours réprobateur à leur disposition. Il en va de même pour les droits individuels. Dans le cas d'une collectivité en situation privilégiée, il ne reste que les droits individuels à affirmer ou à protéger. Ce n'est pas le cas chez les groupes défavorisés ou exploités où libérations individuelles et collectives sont inséparables. Il arrive aussi - et c'est particulièrement frappant en Amérique du Nord - qu'un pluralisme superficiel camoufle une mentalité unitaire qui supporte mal tout écart différentiel important. Ainsi, on refusera une différence ou une identité culturelle collective qui tentera de déboucher sur une politique ou un style de société autres.

À un niveau plus profond, on trouvera un désarroi face à l'absence d'unité minimale de la vie, des institutions et de la société. Une certaine conformité superficielle de classes moyennes dans un même univers de consommation pourrait bien être un écran qui cache les vrais besoins d'unité tout autant que les inégalités réelles. De même, un pluralisme idéologique aussi superficiel masque à la fois les vrais rapports de force et la pauvreté du consensus démocratique.

Au bilan, le contexte libéral actuel ne semble plus avoir d'unité de base valable, et moins encore de prise sur les vraies composantes de sa diversité. Par exemple, les différences culturelles vivent en simple intérêt folklorique ; divers groupes politiques ne veulent pas vraiment changer les règles du jeu, à gauche comme à droite ; la dramatique réelle des « intégrés » et des « exclus » est masquée par des luttes entre des riches contre d'autres riches (parfois au nom des pauvres, comme chez les gros syndicats).

Il y a donc des crypto-unités et des pseudo-diversités. Si le façonnement de l'un ou l'autre pôle est difficile, combien plus leurs relations et surtout leur renouvellement dialectique. Ici, il n'y a aucune maquette idéale. Par-delà les requêtes d'intelligence pour comprendre la complexification contemporaine du tandem unité-diversité, on

pressent les énormes exigences éthiques qui l'accompagnent. Plus on radicalise la lutte, plus il faut être responsable.

Il en va de même quand on veut mettre l'accent surtout sur l'un ou l'autre pôle. Dans les débats actuels, même les esprits parmi les plus raffinés disent qu'on « s'entend sur les fins, mais pas sur les moyens ». C'est peut-être la plus grande illusion actuelle. Nos confrontations de philosophies éthiques et politiques sont bien courtes. Celles-ci existent-elles vraiment ? L'étude d'autres pôles dialectiques chauds va nous éclairer davantage tout en révélant la pauvreté philosophique de nos débats.

Individuation et socialisation

Nous avons déjà dit bien des choses sur cette dialectique. Par exemple, la civilisation occidentale, de Socrate aux hommes d'aujourd'hui, a été progressivement marquée par l'affirmation de l'autonomie individuelle ; et en même temps, surtout avec les derniers siècles de libéralisme, elle s'est appauvrie « socialement ». Mais rappelons qu'en tout homme et en toute société, se posera toujours la question, jamais parfaitement résolue et sans cesse à reprendre, des rapports entre individu et société.

Par exemple, le drame de l'œdipe ne se déploie pas indépendamment des contextes historiques, des cultures, des systèmes sociaux particuliers. Certains anthropologues soutiennent même que l'œdipe n'existe pas dans certaines communautés humaines. Mais dans la civilisation occidentale, on a pu vérifier la pertinence de ce cadre dramatique, de ce processus dialectique où l'enfant ne devient personne individuée qu'en vivant certains rapports qualifiés dans son premier réseau social. Rapports dialectiques qui impliquent des réciprocités, des tensions, des crises, des dépassements selon une économie de base que la science a étudiée.

Du coup, apparaît une exigence fondamentale qui nous prévient du danger de séparer ou de négliger soit le pôle individuation, soit le pôle socialisation. Par exemple, celui qui est totalement dépendant du

jugement de son milieu ou celui qui n'en tient pas compte du tout. Voilà deux attitudes aussi destructrices l'une que l'autre.

Mais retenons davantage les points chauds actuels. Pour réagir contre le libéralisme individualiste, des esprits critiques voudraient opposer une culture et une politique collectivistes. C'est là un exemple d'aveuglement culturel, politique et même philosophique. On escamote une dynamique historique d'individuation très fortement ancrée dans la mentalité des occidentaux. Notre socialisation doit passer par réveil de l'individu aux rapports sociaux. Aucun mouvement social ou politique qui fait bon marché des sensibilités, des libertés, des responsabilités individuelles, ne saurait réussir chez nous, du moins à long terme. Par ailleurs, notre propre expérience historique revêt ici des aspects particuliers.

Dans le tournant récent de notre société québécoise, nous avons été peu conscients de cette révolution de l'individualité qui s'est produite dans le sous-sol collectif, après la libération d'une chrétienté quasi unanimiste. Il y a eu d'abord transposition idéologique de l'expérience religieuse dans l'expérience profane. Combien exigent de l'État un rôle semblable à celui de l'Église d'hier ? À la façon d'hier, beaucoup de citoyens s'en remettent passivement aux nouveaux encadrements, à leur groupe d'appartenance, même dans une prétendue démarche de participation.

Il se produit ici une distorsion subtile, inconsciente et invisible. D'une part, de fortes sensibilités individuelles dans la vie privée spontanée et d'autre part, une inclination vers des solutions collectives sécurisantes qu'on attend du groupe ou de l'institution ou de l'État. La dialectique individuation-socialisation est donc à la fois brisée autant au plan de la vie individuelle qu'au plan de la vie collective. D'où ces paradoxes chez nous : des citoyens à la fois libertaires et autoritaires, des *individualistes collectivistes*. Il faut donc envisager cette double tâche éthique et politique d'interpeller autant les individus que la collectivité pour instaurer une dialectique plus juste.

Mais il faut aller plus loin. On en reste souvent à ces deux dialectiques unité-diversité, individualité et socialité. Encore si on les traitait d'une façon moins superficielle. Pensons aux slogans « unité

nationale », « monde libre et pluraliste », « libéralisme bâti sur les droits individuels ». Pensons aussi aux affirmations opposées qui divinisent le droit collectif, proclament l'immaculée conception du prolétariat et quoi encore. Les divers discours idéologiques ont des repères simplistes qui ne résistent pas à une philosophie critique minimale. Mais il y a d'autres rapports dialectiques plus profonds. Leur élucidation va nous aider à préciser cette philosophie éthique et politique.

NOTE : Beaucoup de débats récents passent par ces deux premières dialectiques que nous venons d'esquisser. Eues nous invitent à considérer les droits à trois niveaux :

- Les droits substantifs. Par exemple, le droit de tout être humain à l'inviolabilité de sa personne, à la non-discrimination pour des raisons de race, de religion, de sexe, etc. Il s'agit ici de la condition humaine de base.

- Les droits qualitatifs qui relèvent des identités particulières : culturelles, linguistiques ou autres.

- Les droits historiques et circonstanciels reliés à des ententes et à des choix politiques établis au cours d'un itinéraire historique.

Le coefficient de relativité de ces droits s'accroît en passant d'un niveau à l'autre. Il me semble que cette première clarification est souvent laissée pour compte dans bien des débats actuels. Pris dans leur ensemble, ces trois ordres de droit nous incitent à nous méfier de toute absolutisation en matière de droit, même au premier palier. La liberté d'une personne rencontre vite celle de l'autre, dès qu'elle s'inscrit dans un champ humain concret.

À toute cette discussion sur les droits, il manque trop souvent une philosophie critique qui rend compte des niveaux de droits, des tensions inévitables, des fausses exclusives, des caractères relatifs et dialectiques, des modalités historiques et circonstanciennes. Dès qu'on isole un droit de son champ humain d'exercice, on en fait vite un absolu qui fausse tout le débat.

C'est peut-être la limite la moins bien perçue dans les chartes des droits de l'homme. On raisonne comme s'il n'y avait qu'une seule anthropologie, comme s'il n'y avait pas de structure dialectique dans l'exercice des droits, comme s'il n'y avait pas de conflits possibles entre des droits réels.

On ne retient que l'affirmation et la négation de tel ou tel droit. Qu'en est-il des rapports entre les droits ? Qu'en est-il de la philosophie de base qui les situe les uns par rapport aux autres ? Qu'en est-il des champs historiques et politiques où s'exercent ces droits ? Signalons, une fois de plus, la pauvreté de l'instance philosophique comme telle et de la conscience historique dans nos combats politiques contemporains, même en un domaine aussi important que celui du droit.

Expérience et structure

Les démarches éthiques nouvelles comme celles de la politique s'inventent dans l'expérience réfléchie. Elles sont plus problématiques que dogmatiques. La mentalité contemporaine est passée d'un stade normatif déduit de principes absolus à un stade normateur où l'homme veut exercer une liberté plus responsable dans l'établissement de ses règles et de ses orientations de vie. Au fond, l'éthique moderne met en relief une dimension importante de l'histoire, à savoir la volonté, à chaque génération, de chercher un plus-être que les institutions établies d'hier ne peuvent contenir.

Bien sûr, l'esprit moderne néglige trop facilement les énormes richesses du patrimoine humain historique. Tant de vies actuelles manquent de densité culturelle, d'épaisseur historique, de racines profondes. Cette faiblesse ne doit pas, cependant, nous faire oublier l'extraordinaire possibilité de libération que porte cette nouvelle éthique plus auto-déterminée, plus créatrice, plus articulée aux vécus.

L'éthique actuelle se construit selon un mouvement dialectique qui prévient toute structuration définitive, érigée en absolu. En se relativisant, elle libère davantage la conscience libre, les projets possibles, la quête passionnante de sens humains capables de s'investir dans une foule d'expériences très riches.

Cette éthique expérimentale n'est pas de génération spontanée. Elle vient d'un grand courant historique, culturel, social, politique et scientifique qui a valorisé « l'expérience ». À force de chercher l'essence de l'homme, de la vie et des choses, une certaine mentalité traditionnelle s'est aliénée de ces dynamismes vitaux qui font l'histoire et ses dramatiques de ruptures, de reprises, d'horizons nouveaux. Les anciens savaient quand même apprécier « un homme d'expérience », en y voyant l'expression d'une sagesse pratique. Déjà apparaît une première dimension de l'expérience : *interprétation pertinente d'un ensemble de situations vécues au cours d'un itinéraire*.

- Cette interprétation suppose des rapports réels et élucidés entre diverses situations qui ont une certaine objectivité, un caractère spatial et temporel, une histoire concrète, un contexte social.

- L'expérience humaine suppose une participation réelle aux situations.

- Elle est constituée aussi par une prise de conscience subjective (individuelle et sociale) qui permet une distance critique, une sorte de saisie réflexe. Cette conscience est tout autant intuitive, affective, volitive (ou même esthétique) que rationnelle.

Bref, il n'y a d'expérience humaine que dans un ensemble d'expériences particulières articulées selon trois coordonnées majeures : une réalité vécue, une saisie réflexe et une interprétation globale qualifiée.

Voilà un des principaux fondements de l'éthique actuelle. Il manque souvent à celle-ci son correspondant dialectique : à savoir, un cadre de référence pour situer l'interprétation globale de l'expérience réfléchie. Dans les morales traditionnelles, le problème était souvent inverse.

Pour bien comprendre l'enjeu de cette dialectique expérience-structure, on peut recourir au concept d'institution. Celle-ci est trop souvent conçue comme une pure réalité structurelle. Or de fait, elle a plutôt le rôle de donner une structure cohérente à un vécu socio-

historique. Elle ne saurait être exclusivement ce vécu ou sa structure. Il y a une constante dialectique entre ces deux pôles. Sans celle-ci, on aboutit soit à un ordre vide, soit à une anarchie stérile.

Ainsi une éthique expérimentale a besoin d'un vis-à-vis critique qui force la conscience et son vécu à s'objectiver, à se distancer, à se juger. Autrement, on idéalise faussement la vérité des interprétations spontanées de la conscience, et la transparence apparente de son authenticité, sans s'interroger sur ce qui peut l'abuser, la mystifier, la travestir de mille et une façons. L'expérience conscientisée sans cadre critique d'évaluation ne saurait atteindre une valeur normative. Un tel cadre humain peut s'appeler une philosophie de la vie. Une structure intérieure de jugement capable de critiquer, sans la défigurer, l'auto-évaluation de la conscience située.

Mais comme l'institution, l'éthique expérimentale ne sera donc ni pure expérience, ni simple structure d'évaluation et de référence. Le mouvement dialectique de réciprocité, de tension, de confrontation critique et de dépassement donnera aux deux pôles leur caractère dynamique, vivant et historique. Ainsi la conduite humaine ne s'enfermera pas dans un « en soi » structurel fixe ou dans un « pour soi » arbitraire et innommable.

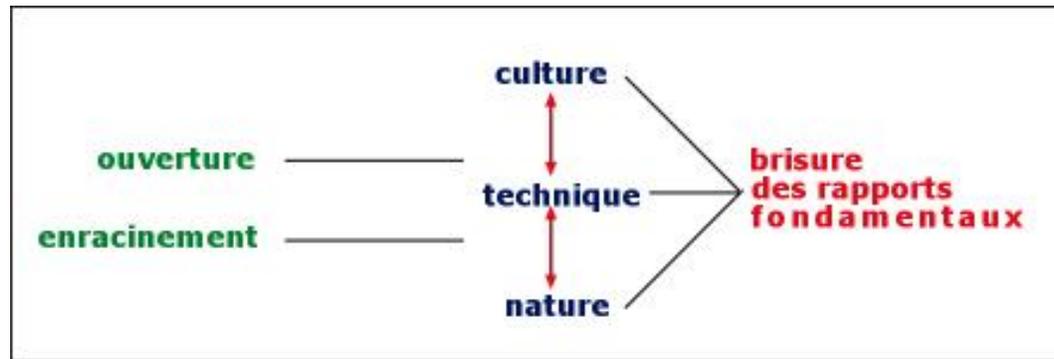
Ouverture et enracinement

La séquence dialectique de l'ouverture-enracinement rappelle une dimension humaine trop peu reconnue actuellement. Il y a chez l'homme une asymétrie par rapport à la logique de la matière organisée, et même par rapport à l'évolution de l'univers. Une sorte d'écart qualitatif qui fonde l'histoire proprement humaine, qui est le lieu où la liberté consciente et responsable se fait elle-même histoire. Sans un tel écart, il n'y a, à vrai dire, pas d'éthique possible. L'« éthique de la connaissance » proposée récemment par J. Monod (un Nobel de la biologie) est une fausse extrapolation des déterminismes naturels dans l'esprit humain. Celui-ci n'a qu'à consentir librement aux structures de nécessité et à leurs brèches de hasard qui, elles aussi, échappent à toute prétendue initiative de l'homme. Le scientifique nous rend service en démystifiant nos

idéologies faciles du changement et en montrant le caractère non négociable des structures d'enracinement. Nous ne nous savions pas aussi programmés matériellement et biologiquement. Mais de là à ramener la liberté à un consentement libre à la nécessité ou même au hasard, c'est faire œuvre aussi bête que le providentialisme arbitraire d'hier.

La conscience libre, responsable et créatrice est d'un autre ordre. Elle transcende, tout en les assumant, les structures biologiques ; de nécessité. Elle ne se réduit pas aux brèches du hasard. Monod voit dans cette conviction humaniste une autre forme d'animisme. Quelle caricature ! Quel appauvrissement ! Ce rationalisme néo-déterministe est aussi éculé que l'anthropocentrisme naïf d'hier. Il donne raison à Skinner ici et à Brejnev là-bas.

Encore ici, un mouvement dialectique vient restaurer et renouveler des rapports qu'on a brisés de bien des façons dans l'histoire occidentale. Tantôt, sous prétexte de liberté « gratuite », des hommes se sont crus autorisés à ignorer le passé, à briser toutes leurs racines. Ils se retrouvent aujourd'hui incapables de tirer les sucres de la vie, de les transformer en sève, en tige, en feuille ou en fruit. Ils ne vivent alors que de succédanés, de substituts et d'artifices. On comprend l'énorme mouvement actuel de réenracinement après tant de mobilités superficielles dans un univers urbain totalement « fabriqué », dans une culture sans aucun brin de naturel. Le jeu des systèmes a cessé d'amuser les hommes. L'idéologie progressiste d'une certaine révolution technologique a abouti paradoxalement à des systèmes gigantesques de plus en plus écrasants et hermétiques. On s'est aliéné dans ses propres ouvrages ; on s'est soumis à des instruments non finalisés, à une croissance aveugle. Je dis « on », parce que la plupart des citoyens partagent cette condition aliénante. À quoi peut bien servir le génie des aqueducs sans celui de la source ? Enfermés dans une tuyauterie de plus en plus complexe, les hommes n'en connaissent plus, ni l'amont, ni l'aval. Le schéma qui suit illustre cette dramatique de notre civilisation contemporaine.



Il s'est produit une confusion grave. Peu à peu, l'économie, puis la politique, et enfin la culture sont devenues des technologies plus que des anthropologies. Après avoir parlé de culture technologique, voici qu'il ne nous reste trop souvent que des technologies culturelles, des contenants sans contenu. Je caricature à peine. Ne confond-t-on pas communications et media ? L'apprentissage des rapports sociaux, en éducation scolaire ou para-scolaire, se ramène à l'utilisation de techniques sociales.

Pour réinventer cette double économie humaine de la culture et de la nature, à leur propre niveau, nous avons besoin de la dialectique ouverture-enracinement que nous venons de qualifier. Les comportements contemporains manifestent une quête en ce sens. Il faut, cependant, signaler certains travers. D'aucuns retournent à la nature, aux racines, aux vécus, à une certaine permanence. Une telle réaction unilatérale peut tout aussi bien briser la dialectique précitée et faire perdre l'écart dynamique de progrès et de dépassement. L'homme est plus que sa vie quotidienne, beaucoup plus que sa sécurité affective, financière ou sociale. Bien sûr, cette force vitale d'enracinement l'empêchera de fuir dans des transcendances extérieures et irréelles. Il faut une ouverture de l'intérieur qui permette de libérer le mouvement montant et fécond de la vie.

Il y a donc une mutuelle inclusion de l'ouverture et de l'enracinement. Mais la première devra toujours garder une certaine distance critique. Car c'est par cette brèche que l'imagination, le rêve et le projet humains inventent de nouveaux horizons. Science et technique viennent de cette dialectique ouverture-enracinement,

culture-nature. L'homme lui-même se construit par elle. L'homme historique, évidemment. Pas l'homme abstrait sans enracinement, ni l'homme conditionné sans ouverture de libération et de dépassement. Ces deux pôles bien en main, on évitera à la fois l'utopie de nulle part et la frontière fermée, le progressisme fou et le conservatisme aveugle.

Liberté et responsabilité

Répetons-le, ces pôles dialectiques s'éclairent l'un par l'autre. Ainsi, on peut dire que la liberté est ouverture et la responsabilité enracinement. Une ouverture pour l'innovation et pour de nouveaux possibles. Un enracinement dans le pays réel. D'authentiques responsabilités donnent des prises concrètes pour saisir la réalité qu'on a sous les pieds. Une vraie liberté dégagera sans cesse l'horizon et abolira les barrières inutiles.

J'ai déjà longuement traité de cette dialectique. Je me contente de mettre en relief la dramatique du divorce que notre société d'après-guerre a laissé se produire. Bien peu d'éducateurs et de leaders se sont rendu compte que toute libéralisation appelle un sens plus aigu des responsabilités. Plus vous êtes livré à votre liberté, plus vous aurez à juger par vous-mêmes, à assumer vos décisions, à répondre de vos actes. Mais non, le conflit social s'est porté sur la ligne d'affrontement : libéralisation ou répression, auto-détermination ou autoritarisme, liberté ou loi. L'interpellation de la responsabilité des commettants a été bien pauvre. Une dialectique majeure s'est brisée.

De toute part, on entend des gens se plaindre de ne pas être assez libres. Fait assez cocasse, ils n'appartiennent pas le plus souvent aux milieux populaires qui subissent de très fortes contraintes. Est-ce parce qu'une meilleure scolarisation et une plus grande aisance dégagent l'esprit critique ? Il y a une autre explication qu'on n'entend jamais, à savoir non pas l'absence de liberté, mais l'incapacité ou même la peur d'assumer vraiment la liberté qu'on a.

Combien ne supportent pas l'angoisse qui accompagne leur liberté ? Dostoïevski a tenu des propos très pertinents sur la difficulté d'être libre. Selon lui, les hommes libres se créent rapidement de nouvelles servitudes. En deçà de tout jugement moral, il faut

reconnaître qu'il n'y a pas encore de grandes traditions de liberté largement diffusées même dans les masses occidentales. L'humanité a presque toujours vécu dans des cadres très rigides de conduite. Historiquement, le phénomène de la liberté est assez neuf. On ne doit donc pas se surprendre de son caractère chaotique et erratique inévitable. L'autoritarisme et la soumission, la contrainte et la peur ont trop longtemps sustenté les conduites pour disparaître rapidement. La libération va jusque là... libérer la condition de la liberté elle-même, l'appriivoiser.

Certains vieux réflexes refont surface. On dira, par exemple, que l'abus de la liberté a succédé à l'abus de l'autorité. Comme si ce dernier était disparu ! Bien sûr, il y a des abus de liberté. Mais un tel constat reste superficiel. En effet, notre société n'a pas su développer des apprentissages judicieux, intérieurs à l'exercice de la liberté elle-même. Les processus ont été plutôt négatifs, à savoir la diminution des contrôles, l'abolition des règles, ou des censures, etc. Une certaine philosophie de la vie a faussé les jeux et enjeux de la liberté. Tel ce slogan simpliste : « la liberté, on l'a d'un bloc ou on ne l'a pas. » De même, une conception erronée de la révolution a laissé entendre que pareil processus peut suffire à une libération immédiate et totale. Comme le suggère le proverbe bien connu, une liberté idéalisée et mal comprise peut engendrer bien des illusions.

Plutôt que d'opposer liberté et autorité, il faut d'abord faire jouer la dialectique liberté-responsabilité à son premier niveau, c'est-à-dire là où elle se noue dans la conscience humaine et dans sa propre conduite de vie. Accorder un maximum de confiance aux hommes et aux groupes humains, mais sans séparer ces deux dynamismes. Dans les conjonctures actuelles, je mettrais l'accent éthique sur ce mouvement dialectique qui va de la responsabilité à la liberté. Plus un esprit est responsable, plus il peut se permettre de liberté.

Durant ces vingt ans de travail social, j'ai vu tant de projets démocratiques virer à l'inefficacité. Tout se passait comme si la plupart des commettants n'avaient pas appris à respecter les règles du jeu qu'ils s'étaient données. Toute la lutte de libération avait porté sur l'acquisition du pouvoir de déterminer ses propres décisions et ses règles de conduite. Or, parvenus à cette fin, on croyait que la victoire

était acquise. Pourtant, on constatait vite le contraire : absence d'auto-discipline et d'auto-contrôle, fuite des responsabilités nouvelles, faiblesse de l'esprit de décision, retour aux modèles autoritaires d'hier. Il aurait fallu mieux assurer dès le départ la dialectique d'une liberté responsable et d'une responsabilité libre. Pédagogiquement, en tenant compte du passé, il aurait été plus sage de lutter d'abord pour une authentique responsabilité comme lieu concret d'exercice de la liberté. On a trop valorisé unilatéralement le mouvement inverse : « nous serons responsables quand nous serons libres. »

On proclame ainsi passivement une libération qui devrait être conçue d'abord comme une responsabilité. Mais je ne veux en rien minimiser le sens de l'autonomie et la dynamique interne de la liberté. Celle-ci contient la plus forte motivation de dépassement. Mais elle perd sa force quand elle ne se traduit pas par des responsabilités concrètes qui lui donnent une structure, un enracinement, une prise sur la réalité.

Libre de quoi ? Responsable pour quoi ? Cette dialectique ne nous dit rien sur les contenus humains en amont, en aval et au cœur de nos aventures individuelles et collectives. Voilà une autre question trop absente des discours sur la liberté ou sur la responsabilité. Encore ici, fa ! le goût de suggérer un autre accent éthique : confronter la réalité à l'homme que l'on porte en soi, dans un champ concret de responsabilités, et un climat de grande liberté critique et exploratrice. Voilà quatre coordonnées trop souvent dissociées. D'où tant de démarches décevantes dans la recherche de solutions vraiment humaines.

Il y a des responsabilités sans horizon de liberté.

Il y a des libertés sans force de responsabilité.

Il y a des humanismes décrochés du réel.

Il y a des réalismes sans aucun sens humain.

Le tandem liberté-responsabilité est un lieu énergétique de confrontation féconde entre l'homme et sa situation. Cette synergie permet d'assumer le réel, de le transformer, de le dépasser selon un mode et des objectifs proprement humains. Elle permet à l'homme de se construire à même sa réalité, mais aussi de s'en dégager pour

s'affirmer comme fin autonome, comme être transcendant, comme liberté gratuite qui trouve ses dernières raisons en elle-même.

Discernement et décision

Tant de science et si peu de discernement. Tant de moyens et de techniques et si peu de décisions effectives.

On a cru que le tandem science-technique allait répondre aux problèmes et aux questions de la cité moderne. Au-delà d'un progrès matériel indéniable, voilà une multitude d'hommes qui cherchent les traces de l'humain comme jadis après la construction de la tour de Babel. La structure a pris de l'altitude, mais la base humaine s'est rétrécie au point de ne plus supporter le poids de son oeuvre. Un peu comme la faillite de New York qui pointe la dramatisation la plus manifeste de cette absence de discernement. Étrange paradoxe que l'indécision politique qui succède à une grande épopée techno-économique. Avec une incroyable naïveté, nous avons remis le processus humain décisionnel aux c appareils de programmation ». On m'objectera que l'homme peut fixer ses propres objectifs tout en utilisant de tels outils. Mais est-ce bien le cas ? L'appareil prestigieux impose pratiquement sa logique expérimentale. Des études récentes sur la télévision ont montré que le téléspectateur devient vite captif de l'écran. Une longue passivité « programmée » par les autres érode la capacité de discernement critique et l'esprit de décision. Ce n'est pas l'appareil lui-même qui fait question, mais la pauvreté de l'instance humaine en amont et en aval.

Nous n'avons pas développé la philosophie, l'éthique et les pratiques nécessaires à l'humanisation de la technologie. Une nouvelle volonté politique de contrôle et d'orientation ne suffira pas, si la conscience humaine n'exerce pas ses propres dynamismes. Il y a tout un monde entre le discernement humain et la logique technologique. Le génie du premier est encore plus riche et complexe que celui de la seconde. Or, nous avons adopté les mêmes modèles mécanicistes pour comprendre l'esprit comme la matière. Tout est affaire de mécanisme. Certains scientifiques prétendent même que les mécanismes de la matière et ceux de l'esprit sont identiques, sinon semblables

(isomorphisme et homologie de tous les systèmes). Par-delà une certaine pertinence des comparaisons, il y aura toujours cette « touche humaine » irréductible de l'esprit. L'échec humain d'un certain progrès technologique doit beaucoup à l'appauvrissement de ce que nous appelons le discernement.

Discerner, c'est saisir le sens, l'enjeu, la congruence, l'à-propos d'une parole, d'un geste, d'un outil. C'est voir de l'intérieur et à l'intérieur (insight) d'une situation, comme un second regard qui dépasse les apparences.

C'est une intervention qui brise l'écorce pour cueillir l'amande.

C'est une visée juste, fruit d'une synergie de la connaissance, du jugement et de l'intuition.

Le discernement articule dans un seul mouvement le cognitif, l'affectif et le volitif. Ce que la pensée ou même l'action séparent très souvent. Resituer une réalité dans son champ humain exige ce rapport vital entre les diverses dimensions de l'homme. Voilà le rôle du discernement critique et décisionnel. Une intuition peut confondre. Une logique peut se déployer dans une aire isolée et même globalement irrationnelle. Une action peut aussi s'enfermer dans ses moyens instrumentaux. Mais pas un discernement. Celui-ci sait « percevoir » dans le voir, distinguer dans le juger, viser juste dans l'agir, pressentir dans le sentir, identifier dans la décision, interpréter dans le signifié et le signifiant, apprécier dans le goûter, deviner dans le pari ou le risque, anticiper dans le projet. Et aussi reconnaître la valeur, flairer la pertinence, dégager l'important.

Le discernement est au cœur de la démarche éthique. Son appauvrissement compromet celle-ci gravement. N'est-ce pas ce qui est arrivé dans les dernières décennies ? « Pourtant, la force critique da pas perdu de sa vigueur, bien au contraire » m'objectera-t-on. Encore faut-il bien évaluer cet esprit moderne devenu hyper-critique. On y trouvera bien peu des qualifications que nous avons rattachées au discernement. La perplexité actuelle dans le domaine éthique en témoigne. De même l'indécision des citoyens comme des leaders. On

ne sait plus prendre des décisions qui correspondent à un discernement juste des enjeux et des priorités.

Le champ proprement humain de la démocratie, de l'existence individuelle et collective a été peu cultivé en éducation comme en politique, et dans tout l'univers de production-consommation. Comment a-t-on pu s'en remettre aussi unilatéralement au marché, à sa loi exclusive d'offre et demande, sans accorder une attention valable à la responsabilité cruciale du discernement ? La démarche décisionnelle portait alors sur des objectifs qui étaient des moyens et non de véritables fins. Le profit, par exemple, est-il une fin humaine ? Les moyens de production, qu'ils soient de propriété individuelle ou sociale, sont-ils une fin humaine ? Un certain débat idéologique de droite et de gauche a escamoté ces questions fondamentales de philosophie et d'éthique. On comprend alors que discernement et décision à niveau d'homme fassent tant difficulté chez les uns et chez les autres. Tout un travail prioritaire doit être entrepris dans cette perspective.

Authenticité et vérité

Chacune des époques a ses sensibilités morales propres. La nôtre décape les vieux meubles des vernis qui faisaient oublier le passé. Voici qu'on renoue avec les lieux, les monuments et les traditions de l'histoire. Une certaine économie technologique avait presque aboli ces temps et ces espaces humains, tout en détruisant la nature, ses rythmes, ses finalités propres, ses équilibres complexes. Le génie indéniable de l'homme artifex a dérivé vers le culte du substitut et des succédanés. Mais les modernes sont las du plastique et de toutes les autres chimies de remplacement, y compris le faux jus d'orange au petit déjeuner. Une gigantesque protestation morale s'alimente à cette inauthenticité des mille et une expériences quotidiennes.

Authenticité, voilà le maître mot actuel pour juger des vêtements comme des visages, des structures comme des politiques. Les collections d'histoires vraies ont du succès. Médecine et alimentation naturelles. Voyage en Amazonie ou chez les Zoulous. Le bon sauvage refait surface après tant de déceptions et de procès de la civilisation.

Retrouver le primitif, l'originel, c'est reprendre contact avec l'homme véritable. Et le propos devient tout à coup philosophique.

La vérité, c'est être en accord avec soi, avec sa nature, avec ses pulsions, avec son plaisir. Bien des chansons récentes exaltent la fidélité à soi. L'autre, on le connaît de moins en moins ; il est de plus en plus loin. « À chacun sa vérité », disait Pirandello. Après tout, la vérité en soi n'existe pas. C'est une abstraction futile. Il faut retrouver plutôt le réel authentique. Mais le problème reste entier : y a-t-il un réel non authentique ? Si oui, à quoi et comment le juger ? Sinon, pourquoi ce qualificatif inutile ? Bon gré mal gré, l'authenticité ou l'inauthenticité renvoie à des références objectives, qui fondent le jugement critique, la « vérité » dont parle la philosophie. On peut être sincère dans l'erreur. Les accusés de Nuremberg ont fait état de leur loyauté envers l'autorité. N'ont-ils pas obéi fidèlement aux ordres ? Ils étaient donc vrais, sincères, fidèles et loyaux. Il en va tout autrement si on s'arrête au contenu de ces gestes, à leur vérité objective, par exemple, le respect de la vie d'autrui.

Cet exemple montre l'importance d'une première distance critique pour qualifier la dialectique vérité-authenticité. La philosophie nous le laisse entendre quand elle clarifie certains termes employés plus haut.

- « Authentique » qualifie ce qui est original, conforme à ses sources.

- « Véridique » se dit d'une personne qui ne ment pas et mérite donc confiance. Il s'agit des dispositions subjectives honnêtes qui peuvent exister même dans le cas d'opinions ou de jugements erronés.

- « Vrai » implique une correspondance du jugement à la réalité.

- « Vérité » est une donnée objective, démontrable par une démarche critique de l'esprit humain.

Bien sûr, il s'agit là de repères un peu trop simples pour rendre compte de toutes les nuances et connotations qu'appelle chacun de ces mots. Pensons aux abus qui ont été commis au nom de La Vérité unique, absolue, universelle, interchangeable. Des autorités se sont

imposées en s'identifiant à la Vérité. De même certains systèmes philosophiques, politiques ou religieux pourtant marqués par les contingences historiques, les particularismes culturels et parfois par une fausse conscience idéologique. Marx dénonçait avec raison ceux qui éternisent en nature des conditions d'époque, de lieu ou de classe. Ce dogmatisme n'est pas mort, loin de là ! Il renaît sous diverses formes, aujourd'hui plus laïques.

Une culture moderne plus critique, aidée d'un équipement scientifique plus riche et plus diversifié que jamais, est davantage consciente de la relativité de toute vérité humaine. Les esprits honnêtes parlent surtout d'une recherche de la vérité, comme horizon de la sagesse et de la science. Une vérité toujours à découvrir, à faire, à réinterroger, à parfaire, à pousser plus loin. Pensons à la charte des droits de l'homme qui constitue un ensemble de vérités tirées du patrimoine historique des peuples. Personne n'oserait y voir un système absolu, défini pour toujours. Voilà quand même un cadre de référence valable, une approche louable de la vérité, d'une certaine perfection de l'esprit.

L'esprit critique contemporain tourne de plus en plus au scepticisme, au point de nier, sinon d'ignorer toute référence à de tels contenus objectifs de jugement. Après avoir démasqué justement le conformisme et l'hypocrisie qui se cachaient trop souvent derrière des vérités reçues et imposées, on en est venu à radier toute instance philosophique. On refuse ainsi systématiquement des questions comme celle-ci : Qu'est-ce qui est vrai, bien ou juste, faux, mal ou injuste ? Oublions un moment le schème manichéen qui divise tout en noir et blanc. D'aucuns se sont servis de ce « vice moralisateur » pour légitimer leur refus d'un tel questionnement. Un terrible vide s'est produit dans les consciences. On assiste présentement à la relance de l'interrogation philosophique sur l'homme, sur la vie, sur la cité, sur l'avenir, sur les fins à choisir et à poursuivre. Tout se passe en ce domaine comme si beaucoup d'hommes réapprenaient à marcher, à penser leur vie, à évaluer humainement leurs institutions, leurs moyens techniques ou leurs rapports sociaux. Mais les débats de fond sont rares et courts. On a peu de choses à dire à ce niveau.

Il ne reste que la recherche d'un certain accord avec soi-même, rattaché à quelques convictions plus ou moins articulées les unes aux autres. Je ne veux en rien minimiser la valeur de cette première fidélité intérieure. Elle a l'avantage de naître dans une conscience plus libre et plus responsable. Pensons à certaines fidélités extérieures d'hier qui ne laissaient pas une grande place à la maturation du jugement, à l'exercice de la liberté et à la décision responsable. Mais l'appauvrissement aujourd'hui est passé à l'autre pôle dialectique. Combien ont une philosophie de la vie cohérente, bien fondée, capable de constituer un cadre solide de référence, d'évaluation et de décision judicieuses ? J'y reviendrai dans le chapitre subséquent.

Notons, en terminant, que l'authenticité est la marque humaine de la vérité. Sans la première, la seconde serait une pure logique froide peu engageante et peu signifiante pour la conscience et le sentiment de l'homme. Le rapport authenticité-vérité unit vitalement la subjectivité et l'objectivité ; ce que bien des hommes ont tenté de séparer tout au long de l'histoire. La conscience moderne privilégie le sujet ; elle réagit contre tant de fausses objectivations aliénantes : technologie purement instrumentale, technostucture anonyme, structuralismes déterministes, idéologies dogmatistes, etc. Comment ne pas respecter ce cheminement plus humain de la quête de sens par une conscience davantage autonome ? J'ai voulu rappeler ici l'importance de ce « sens » cherché, pour donner consistance au jugement et à la décision.

L'homme ne peut supporter longuement son vague-à-l'âme... S'il se replie sur son expérience immédiate, même avec la plus grande sincérité, tout à l'heure il voudra vaincre sa perplexité sans horizon. Alors, il sautera sur les premières vérités offertes sans pouvoir les juger, parce qu'il aura négligé d'apprendre à penser, à analyser, à confronter des données objectives dans des démarches critiques rigoureuses et exigeantes. A-t-on un style d'éducation, de politique, de vie qui favorise cette maturation de la conscience et de l'esprit ? Y a-t-il une philosophie de base derrière les politiques gouvernementales, les investissements économiques, les budgets privés, les nouvelles pédagogies scolaires ? Comment l'individu peut-il se bâtir une philosophie cohérente dans une société chaotique et non finalisée ?

Amour et justice

Cette dialectique recoupe toutes les précédentes. Elle est au centre de la conscience contemporaine.

Chaque époque, chaque culture qualifient certaines modalités des grands sentiments humains universels. Ces sensibilités morales particulières retentissent sur l'éthique individuelle et commandent souvent une redéfinition des idéaux reçus et des héritages culturels. Essayons de voir ce qui s'est passé chez les contemporains d'abord en creux, puis en bosse.

On a d'abord fait le procès d'une conception religieuse de la « charité ».

- un paternalisme humiliant et méprisant
- une bonne conscience « facile »
- un écran ou un subterfuge pour maintenir le statu quo
- une politique compensatoire et résiduelle
- un moyen méritoire pour ses intérêts spirituels
- un refus de s'attaquer aux structures d'injustice
- une aliénation de l'auto-libération des prolétaires
- une individualisation du problème social
- un moralisme qui juge sévèrement les pauvres, etc.

Bien sûr, le procès est unilatéral. Comment nier la vérité de certaines vies consacrées corps et âme à l'aide fraternelle ? Il y avait bien là-dessous un amour profond de l'homme pour lui-même... une tendresse... une solidarité... une pauvreté partagée. Certains dévouements d'hier paraissent inconcevables aujourd'hui. Le service rémunéré est légitime, mais qu'en est-il d'une société où il n'y aurait plus rien de gratuit ? Les rapports de justice laissés à eux-mêmes ont trop souvent une raideur qui assèche ce je ne sais quoi de saveur humaine qu'on retrouve, par exemple, dans une amitié désintéressée.

Quand on a fermé le camp de concentration de Dachau après la guerre, les plus affaiblis ne pouvaient partir tout de suite. Alors on a demandé aux mieux portants de donner un coup de main pendant un

certain temps. La plupart des radicaux politisés qui parlaient beaucoup des grandes injustices sont partis pour aller faire la révolution dans leur pays. Rester au camp n'était pas rentable pour la cause. Seuls quelques amoureux inconditionnels de l'homme en chair et en os sont restés. Les premiers oubliaient l'homme au nom de la justice et de la cause sacrée comme certains le faisaient hier au nom de la charité.

Déjà, ce propos montre que le tandem justice-amour ne vaut pas plus que le plus faible de ses deux pôles. C'est un test de vérité que j'ai constaté plusieurs fois dans ma propre vie d'homme. Voilà deux valeurs qui ne souffrent pas de demi-mesure. Elles se renforcent quand elles sont « pleines » ; elles s'affaiblissent mutuellement quand on maquignonne, on mesquine l'une ou l'autre. Pleine mesure dans la justice, démesure dans l'amour. Est-ce purisme et angélisme ? N'essaie-t-on pas plutôt d'être juste, de vivre honnêtement l'amour ? Personne d'humain n'incarne la justice ou l'amour. C'est vrai dans l'exercice toujours contingent de ces qualités. Mais comme horizon humain de vie, la justice comme l'amour sont frappés souvent de mort quand on ne vise pas leur entièreté.

Dans la sensibilité morale de notre époque, la justice a connu une nouvelle radicalité, non seulement grâce à une critique plus profonde des injustices et de leurs sources, mais aussi à cause d'un progrès de la conscience humaine que bien des pessimistes contemporains ne savent pas voir. Notre époque a généré des passions extraordinaires pour la justice. Des passions habitées par un amour très profond de l'homme dans toutes ses dimensions. Mais l'amoureux, le passionné de justice peut aussi se prêter à des excès parfois inhumains. Vouloir la justice pour elle-même, comme aimer l'amour pour lui-même. Le justicier s'aliène alors dans la « cause » à la façon de l'amant dans son sentiment. Nous connaissons des exemples tragiques dans des guérillas urbaines qui sacrifient des innocents pour des fins politiques généreuses. Certains principes d'éthique gardent ici toute leur vérité, tel celui qui refuse de justifier des moyens injustes pour des fins honnêtes. Bien sûr, il y a toujours l'équité, cette vertu qui tient compte du moindre mal. Parce que dans le domaine des maux, il y a aussi une hiérarchie de valeurs ou de contre-valeurs.

Donc une justice plus radicale, plus soucieuse de l'égalité foncière des hommes, et en même temps une justice qui se nie parfois par les moyens qu'elle prend. J'ai participé à bien des luttes de justice. Je sais l'inévitable ambiguïté de la plupart de nos gestes dès qu'ils s'exercent dans un champ concret de vie. On commet des erreurs de jugement. On peut rarement faire le tour de tous les aspects de la situation. Ce genre de bataille court-circuite parfois certains cheminements plus humains, précisément à cause de la crudité et parfois de l'exigence des enjeux.

Il y a des combats pressants. Mais je me suis toujours méfié des radicaux sans tendresse, des violences froides et pures, des langages qui réduisent tout à une question de pouvoir. En position de force, ces attitudes deviennent vite intolérantes, dominatrices et même injustes. L'amour, comme dit le cliché, voit dans les êtres des impondérables humains qui échappent aux règles de la justice. Tout se passe comme si l'amour et la justice authentiques se corrigeaient réciproquement.

Je crois que la justice restera toujours une condition fondamentale et non négociable. Il faut l'assurer à plein. Mais il est très dangereux de reporter l'amorisation des rapports sociaux aux lendemains des luttes de justice. On doit, dès maintenant, anticiper l'amour qu'on veut promouvoir.

L'homme a besoin de justice, mais il vit d'amour. Celui-ci, bien compris et vécu, précède, accompagne et dépasse la justice. Je sais que beaucoup de contemporains passent d'abord par une conscientisation de justice. N'est-ce pas le premier chemin obligé de l'amour ? En ce sens, il y a dans ce cheminement une radicalité plus vraie que ne l'étaient certains amours d'hier. On y trouve aussi une qualité morale très importante, celle d'agir et de vivre ses sentiments et ses convictions. Que vaut une fraternité proclamée, sans ce courage de faire des égaux ? On peut donc inverser la dialectique en soutenant que l'amour doit débusquer les derniers retranchements de l'injustice. Une passion amoureuse qui pousse le plus loin possible l'utopie d'une égalité radicale dans la libération et la promotion collectives. On monte ensemble. Toute une philosophie politique reçue maintient une conception élitiste et oligarchique du progrès. Seule, une justice fraternelle radicalisée peut contrer cette idéologie très ancrée et très

diffusée dans notre société. Mais je suis persuadé que derrière une telle justice, il faut développer un amour passionné et inconditionnel de l'homme nu, de la condition humaine originaire en deçà de ses attributs secondaires d'argent, de statut, de savoir. Bien sûr, tout le monde n'a pas les mêmes talents. Mais l'important, c'est que besoins, aspirations et capacités soient développés chez chacun à pleine mesure. Dans une solidarité fraternelle qui devra beaucoup à cet amour de l'homme pour lui-même. Un amour gratuit.

R. Garaudy, dans Parole d'homme, nous amène encore plus loin.

Comme attitude à l'égard des autres, l'amour n'est pas le prolongement de la justice : il en est le contraire. Au début des Misérables de Victor Hugo l'évêque de Digne reçoit à sa table l'ancien forçat Jean Valjean, qui lui vole, en partant, ses candélabres d'argent. Aux gendarmes qui ramènent chez lui le voleur, l'évêque déclare : « Je les lui ai donnés. » Alors que le policier Javert traquera Jean Valjean pendant toute sa vie. Qui est le juste ? C'est le policier Javert. Alors que l'évêque de Digne a soustrait un voleur à un « juste » châtement. Car la justice consiste à traiter chacun selon ce qu'il est, c'est-à-dire selon ce qu'il a fait, selon son passé... L'amour rompt cette règle du jeu... et fait un pari sur l'avenir. Toute une vie peut être subvertie (comme celle de Jean Valjean) par ce pari, par cet acte d'amour qui lui donne l'espace de liberté nécessaire pour devenir autre.

III. Des pôles dialectiques d'appoint

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'art de vivre comme en philosophie politique les dialectiques d'appoint ne sont pas de moindre importance par rapport aux premières. Elles permettent une qualification encore plus humaine de la base éthique que nous venons d'établir, et aussi un certain équilibre des rapports fondamentaux de notre anthropologie

- Besoins et aspirations
- Gratuité et efficacité
- Courage et abandon
- Plaisir et discipline

- Intériorité et empathie
- Changement et stabilité

Besoins et aspirations

Je voudrais d'abord élargir ce jumelage par-delà ce que le langage courant appelle les besoins et les aspirations. Équilibre des besoins, dynamique des aspirations. Ma petite expérience d'éducation et d'action collective m'a appris que les individus et les groupes débouchent sur une action résolue et soutenue quand ils commencent à miser sur leurs aspirations, à croire à la possibilité de les réaliser. Sans doute, la conscience vive des vrais besoins déclenche un premier mouvement de libération, une volonté initiale de promotion. Mais l'élan créateur décisif vient la plupart du temps des aspirations que l'on porte.

Dans les milieux populaires, particulièrement, l'univers des aspirations est, soit refoulé à cause de son inaccessibilité, soit décroché de la vie et projeté dans l'irréel. Le prolétaire s'en remet alors à la chance, au destin. J'ai déjà montré comment notre société a développé des formes très poussées de prolétarisation qui se renforcent les unes les autres - LOTO, ASTRO, PORNO, PHARMACO, AVCO, etc.⁷, ces opiums du hasard, du destin, de l'abêtissement, de l'auto-destruction, de la substitution, de la manipulation et de l'évasion. Des marchands d'illusion ou de faux espoirs exploitent à fond l'aspiration déconnectée du réel ou l'aspiration déçue qui resurgit sauvagement comme une pulsion trop longtemps retenue. Freud parlerait ici de « retour du refoulé ». Une telle aliénation quotidienne polymorphe devient un gigantesque écran pour masquer les vrais besoins et empêcher leur juste évaluation. Si bien qu'il faut retourner au niveau des besoins que le jeu artificiel et mercantile des faux espoirs a brouillés.

Je me demande si cette question ne touche pas maintenant l'ensemble de la population, un peu comme la pollution. La plupart des citoyens ne peuvent identifier leurs vrais besoins et aspirations,

⁷ *Le privé et le public*, Leméac, 1975, t. II.

tellement les premiers comme les secondes ont été faussés, manipulés, occultés ? Point de vue trop pessimiste ? Je voudrais avoir tort, mais trop d'indices quotidiens nous le prouvent abondamment, sans compter les grandes enquêtes sur la publicité omniprésente et omnipotente.

Un jeu subtil s'instaure entre les besoins artificiels et les aspirations téléguidées, brisant ainsi une dialectique fondamentale entre le réalisme des besoins et le dynamisme des aspirations. La connivence entre ces deux pôles est volée aux consciences particulières au profit d'une exploitation extérieure. À la suite d'études sérieuses sur les attitudes et comportements, j'ai noté à mon tour que bien des gens n'arrivent pas à nommer, à identifier ce qui les fait agir. Tout se passe comme si s'instaurait une sorte de schizophrénie collective entre un certain idéal éthique et la conduite réelle de la vie. La plupart des citoyens ne placent pas l'argent au sommet de leur échelle des valeurs. Et pourtant, ne règne-t-il pas en maître ? Le problème de l'inflation tel que senti, vécu et exprimé en témoigne.

Comment vaincre pareille occultation ? D'abord une stratégie de découverte et de révélation des vrais besoins ? C'est la réponse habituelle. D'autres stratèges préfèrent une démarche critique qui interroge l'univers factice des besoins artificiels à partir des aspirations. Ils misent alors sur le fait que la conscience est plus libre pour nommer ses aspirations. Il y aurait moins de contraintes qu'au niveau des besoins. Enfin quelques pédagogues sociaux préfèrent respecter au départ la dialectique des deux pôles qui peuvent s'éclairer et se renforcer l'un par l'autre. Je suis de cet avis. Mais voyons les choses de plus près.

-Dans notre société, le système de besoins est défini par le système de production où règnent la marchandise, le profit financier et le prestige social de l'avoir. Le potlatch, prototype ethnologique, West plus rattaché à la fête comme chez les primitifs, mais diffusé dans toute l'organisation quotidienne de la société. On se tue à travailler pour acquérir des biens qui valent moins comme satisfaction de besoins que comme signes de prestige social et de pouvoir sur les autres.

-La consommation accessible par le crédit apparaît un lieu démocratique où s'effacent les antagonismes de classes. Le néo-capitalisme ne nie pas les inégalités. Il s'en sert pour seriner l'insatisfaction des besoins qu'il a créés, et mobiliser l'attention sur le rattrapage. C'est une stratégie qui utilise les classes moyennes pour entretenir l'appât de mobilité, l'intérêt d'un statut social acquis par le pouvoir accru de consommer.

- Loi de l'offre et de la demande. Mais quelle demande ? Celle-ci reste dans Paire de l'offre sans possibilité de distance critique, comme le montre bien Goldthorpe dans « *Les ouvriers de l'abondance* ». En l'occurrence, ces hommes acceptent que le travail ne soit qu'un instrument au service de la consommation, seule porteuse de sens. Mais quel sens ? « Faute de pouvoir se situer socialement en fonction d'un réseau de relations personnelles, l'individu cherchera la reconnaissance sociale par l'accumulation des objets symboliques ⁸. »

- Même les services publics empruntent la logique capitaliste et ses mécanismes séducteurs. Planificateurs, professionnels et politiciens ramènent le problème social à une demande d'équipement, de budget, de nouveaux professionnels. J'ai été impliqué dans plusieurs projets de réformes scolaires, sociales, urbaines ou régionales. L'évaluation des besoins restait bien vague par rapport aux contrats d'équipement, aux intérêts des professionnels, des financiers, des hommes politiques. La critique actuelle de l'école, de l'hôpital et de l'agence sociale rejoint l'utopiste Illich dans « *La Convivialité* » (Seuil, 1973, p. 160). « Les drogués de la croissance sont toujours prêts à payer toujours plus cher pour toujours moins. » Dans ce contexte, la plupart des individus sont insatisfaits des services, et sans pouvoir pour les corriger effectivement.

Il faut renverser la façon de voir les choses et développer l'intelligence des fins humaines précisées par la dialectique des besoins et des aspirations propres aux gens concernés. Après seulement, on s'interrogera sur les moyens. Voilà une tout autre démarche individuelle et collective. Par exemple, on devra décrypter

⁸ Jobert, B., La planification et la production sociale du besoin, dans *Sociologie et Société*, 2 (1974), p. 38.

l'illusion du primat de la demande des consommateurs dans notre système socioéconomique. D'abord en démasquant le schème « économiste » reçu qui assimile l'activité marchande à une activité productive et l'activité sociale à une dépense. Redonner au travail son vrai poids social, économique et politique, parce qu'il est un des lieux privilégiés de mise en dialectique des besoins et des aspirations. Établir l'éducation comme fin et aussi comme instance critique des moyens économiques et des choix politiques. Enfin, rapatrier la démocratie sur son axe véritable - l'auto-organisation, l'auto-détermination, l'autocontrôle des collectivités elles-mêmes. Autrement dit, il faut que la base sociale retrouve sa primauté par rapport aux instances secondes que devraient être les paliers supérieurs.

Mais tout cela exigera en même temps une nouvelle conscience individuelle et collective qui précise sa philosophie de base en la confrontant avec celle de notre système social actuel. Par exemple, dans le domaine de la santé, il faut mieux identifier les transformations des structures sociales et des styles de vie qui engendrent la maladie.

Nous devons donc agir sur les mécanismes qui définissent actuellement les besoins et les aspirations pour les redéfinir et se les réapproprier. Cette démarche restera insuffisante, si en n'investit pas davantage pour mieux expliciter ce qu'on veut comme expérience humaine, comme rapports sociaux, comme projets de développement à l'école, au travail, et dans les autres institutions clés de la société. J'y reviendrai.

Gratuité et efficacité

Le besoin commande l'efficacité alors que l'aspiration vient d'une certaine gratuité dans le mouvement de la vie, du cœur et de la pensée. Mais on se méfie, avec raison, de cette vue humaniste et universelle qui survole les conditions concrètes de l'existence. De fait, y a-t-il des besoins en soi, des aspirations en soi ? Le rapport gratuité-efficacité va nous ramener à plein dans la dramatique contemporaine.

Les libéralistes ont utilisé l'apparente neutralité des critères d'efficacité pour masquer leur recherche obsédée de rentabilité, de profit, d'intérêt particulier. Cela a donné le capitalisme. Voyons bien son histoire, celle du progrès à court terme. Un progrès fulgurant, efficace. Mais un progrès qui devient tout à coup meurtrier, à l'exemple de Babel. Les grandes villes en faillite prophétisent l'horizon anarchique de la cacophonie des intérêts aveugles et contradictoires. Les hommes tout autant que la nature y étouffent. Plus de temps et d'espace pour respirer et vivre librement. On a même perdu la trace, l'intelligence de l'intérêt général... de la communauté. Voici que les fils des capitalistes cherchent des relations humaines et gratuites, des espaces libres. Or, même un certain socialisme historique ne leur offre en échange que la production collective, la propriété sociale. Le registre n'est pas changé, même si le projet est plus généreux.

- *La propriété* (individuelle ou collective) est relative aux *choses*.

- *La solidarité* induit des relations gratuites entre les *hommes*.

À vrai dire, on ne découvre l'homme pour lui-même que dans une certaine gratuité du rapport social et de la vie. La nature elle-même a besoin d'espace libre pour déployer son admirable fécondité gratuite. Une fécondité capable de renouvellement à long terme. Ainsi donc le gratuit est plus efficace à long terme, tout en permettant de vivre davantage le présent. Voilà le paradoxe véhiculé par cette façon de voir l'homme, la société et la vie tout court. Au fond, il n'y a pas de vrai projet humain sans une certaine liberté gratuite. C'est peut-être par là qu'on comprend tout à coup le caractère tragique du capitalisme, à savoir l'absence de véritable projet civilisateur dans sa foulée.

Au moins, le socialisme, en insistant sur la solidarité tourne le regard sur l'homme lui-même et en même temps sur tout ce qui chosifie et instrumentalise la condition humaine. Historiquement, il est né de cette prise de conscience : une masse de non-hommes asservis à l'efficacité d'instruments dans lesquels s'aliènent même les maîtres-propriétaires. Faut-il en faire la preuve quand on voit les savants, les hommes politiques et les grands managers démunis devant les mécanismes lourds et complexes qu'a créés le génie de

l'efficacité ? Une efficacité, évidemment, pour produire des choses, pour reproduire de l'argent. La séduction de ce succès joue maintenant autant chez les riches socialistes que chez les capitalistes.

On peut même se demander si l'homme gratuit, l'homme pour lui-même n'a pas besoin du creuset de la pauvreté. Je ne parle pas de la misère qui vient de la domination et de l'exploitation. Je pense plutôt à ce niveau profond de la condition humaine où l'on a rien à vendre ou à acheter, et seulement soi-même à partager. Les Béatitudes évangéliques sont à relire et à revivre dans cette perspective. L'esprit de pauvreté vu comme un creuset de gratuité, de liberté, de solidarité, comme condition d'une vraie fécondité sociale, comme lieu révélateur du sens de l'homme et aussi de ses négations, de ses aliénations. Nous allons vers une pauvreté inédite. C'est ce que nous annonce la rareté des ressources. On devra passer d'une technologie de fausse gratuité dans le gaspillage d'une croissance aveugle à une technologie de recyclage, de renouvellement. Mais cela exigera non seulement un tout autre type d'efficacité, mais aussi une meilleure compréhension de la vie, de l'homme, de la nature.

Il ne s'agit pas de boudier les acquis du « génie efficace », une des gloires de l'homme. Mais le changement de perspective devra être radical. L'efficacité instrumentale sera moins en fonction d'objectifs extra-humains et davantage au service de l'homme pour lui-même. Ce qui présuppose une philosophie de la gratuité humaine resituant l'homme comme finalité décisive en amont, en aval et au cœur de toute technique. D'où le refus de tout ce qui réduit l'homme à un statut d'instrument. Qu'il s'agisse d'économie, de politique ou d'éducation, de travail ou de rapports sociaux.

Bien sûr, la société libérale a toujours prétendu promouvoir l'homme. Et on ne peut nier certains avantages proprement humains des découvertes scientifiques et des expertises technologiques. Mais une sorte d'inversion s'est produite quand le circuit instrumental : capital-science-machine-profit s'est enroulé sur lui-même, au point d'aliéner même la minorité des privilégiés qui l'utilisaient à leur avantage. Cette mécanique complexe de la techno-structure a agi comme une force incontrôlable et puis s'est vite dérégulée. Et nous voilà au seuil d'une gigantesque crise monétaire, urbaine, énergétique

et bientôt politique qu'on essaie de renvoyer à la prochaine génération. Les pays riches semblent incapables de réorienter profondément leur trajectoire humainement désaxée. Certains croient qu'il faut tout simplement diminuer le tempo ou arrêter la croissance. Mais ils restent dans le même sillage. Peut-être devrait-on plutôt réinterroger l'homme et la nature dans leur économie propre, puisque l'artifice technologique est parvenu à sa limite critique.

Du coup, la gratuité passe au premier plan pour libérer la réflexion, le sens et la conscience de l'homme, pour retrouver les secrets perdus de l'efficacité naturelle. Par exemple, la médecine industrielle nous a enfermés dans un cercle vicieux - les remèdes pharmaceutiques résolvent telle ou telle maladie, mais en créent de nouvelles. Et en contrepoint, nous avons désappris la santé qui, elle, relève d'une efficacité naturelle et d'une qualité humaine.

Même la prochaine technologie du recyclage devra emprunter beaucoup à la nature, particulièrement maîtresse en ce domaine. Il faudra sans doute des rythmes plus patients. Et surtout le retournement philosophique de la conscience. En effet, l'homme devra se rendre compte qu'il est aussi de la nature, qu'il n'en est pas le propriétaire « capitaliste ».

Cette reconversion ne vise pas un néo-naturisme conservateur, antitechnologique. Elle commence par remettre l'homme sur ses pieds... sur terre. Puis, elle lui redonne le sens d'une certaine gratuité généreuse, bien différente du gaspillage des fausses opulences modernes. Il y a des connivences entre la gratuité, de la nature et la transcendance de « l'homme pour lui-même », par-delà l'univers des nécessités : tel l'équilibre complexe de l'écosystème. Le saut qualitatif de l'homme conscient et libre a surgi gratuitement en dehors de cette chaîne des nécessités. Mais un tel saut avait été précédé par bien d'autres (cosmogénèse, biogénèse, anthropogénèse).

Je suggère de reprendre la dramatique de la crise actuelle, à la fois par les deux bouts : la nature et l'homme, pour redéfinir notre entre-deux technologique qui a perdu la trace et du naturel et de l'humain. On ne retrouvera l'un et l'autre, sans un certain sens de la gratuité qui libérera à son tour, une efficacité plus humaine et plus naturelle.

Quant au creuset de la nouvelle rareté qui s'annonce, il peut libérer le prime de l'humain à partager et la requalification du bien collectif, trop souvent sacrifié à des intérêts particuliers de convoitise illimitée. « Private abundance and public squalor », tout le contraire d'une communauté riche qui doit beaucoup à l'esprit de pauvreté et de gratuité chez ses membres individuels. Les socialistes occidentaux restent semblables aux capitalistes qu'ils dénoncent, dans la mesure où ils ne vont pas jusque-là. À la limite, on dispute le moyen politique le plus efficace, mais on en reste, de part et d'autre, à une conception étriquée de l'homme et de la société. Une logique individuelle ou collective toute centrée sur les moyens de production, sur les rôles de l'avoir et du pouvoir ignore, par exemple, ce qu'est la touche humaine d'un amour gratuit, d'un rapport social où les êtres valent pour eux-mêmes. Les prochains jumelages vont nous en convaincre davantage.

Courage et abandon

Il n'est pas facile de tomber d'aussi haut. Nous qui pensions être engagés sur la voie d'un progrès illimité. Nous croyions pouvoir tout faire avec notre science et notre technologie occidentales ; après une prospérité sans précédent, le mouvement s'arrête comme si le système était frappé d'une embolie soudaine. Et pourtant nous avons tant de moyens pour prévoir. J'ai expliqué plus haut les sources de cet aveuglement. Tout se passe comme s'il fallait redécouvrir l'a-b-c de l'homme, de la société et de la nature.

Je soupçonne que l'indécision politique des leaderships et des masses dans nos sociétés riches face à cette crise inédite est conditionnée par l'affaïssement moral. On ne veut pas admettre pareil échec qui surgit au sommet du succès. Dans notre âme et conscience nous n'osons y croire. Plusieurs s'accrochent au moindre signe de reprise. Après les prophètes de malheur, apparaissent les consolateurs à point nommé. Mais leur optimisme inconditionnel est aussi artificiel que le sauvetage des cités au bord de la faillite.

Évidemment, la conspiration du silence pactise encore avec ces discours tranquillissants. *Certaines enquêtes révèlent que dans les media, il faut être rassurant pour pouvoir passer la rampe et être*

écouté. On ne doit pas trop insister sur les temps difficiles à l'horizon. Et surtout ne pas moraliser. Qui ose dire que le prochain avenir exigera des forces morales comme le courage, la persévérance, le travail soutenu ? N'est-on pas à plein dans la civilisation du loisir, de l'automation, du revenu garanti ?

Mais tout regard honnête ne s'y trompe pas.

Pour faire face aux recommencements qui s'annoncent, on ne pourra pas miser sur les richesses du grenier ; elles se dévaluent si vite aux deux bouts : l'inflation monétaire et la rareté croissante des ressources. Sans compter la colère montante du Sud, inspirée par le coup des Arabes. Mais les volcans de l'intérieur sont encore plus menaçants. Ils secouent la conscience de mille façons. Et celle-ci se découvre de plus en plus fragile et incertaine. On ne lui rend pas service en ne l'alertant pas sur ce qui l'attend.

L'histoire nous enseigne que les hommes, au seuil des temps de crise, transforment rarement leur angoisse en sagesse anticipatrice. Ils fuient, se tranquillisent, s'aveuglent ou se tournent les uns contre les autres. Certains cèdent à l'instinct de mort en rendant la situation encore plus absurde, plus désespérante. Un climat de méfiance s'installe à demeure. On se rabat sur le moment présent. Les philosophies épicuriennes de la jouissance immédiate renaissent toujours à la fin des époques de prospérité. « Jouissons, dépensons notre argent aujourd'hui ; demain il sera trop tard. » Belle rationalisation inflationniste pour cacher à la fois son désespoir et sa démission. Mais ce n'est là qu'une forme de réaction. J'insiste sur celle-ci, parce qu'elle est peut-être la plus marquante dans les conjonctures présentes. Il y en a aussi beaucoup d'autres.

- FUIITE EN ARRIÈRE : primitivisme, retour au passé, à la nature vierge, etc.
- FUIITE EN AVANT : messianisme religieux ou politique, utopies, projets de grandeur.
- FUIITE EN HAUT : spiritualisme, tout ce qui est para ou extraterrestre.

- FUIITE EN BAS : matérialisme qui prétend éterniser la contingence, le plaisir.

De telles attitudes permettent d'éviter ce que j'appellerais les requêtes d'un courage intérieur à la vie réelle... et aussi la lucidité correspondante. Cela vaut autant pour la conscience de la collectivité que pour celle des individus. Pensons à tous les processus dilatoires qui permettent de repousser les décisions nécessaires. Crédit et endettement sous mille et une formes. Pourvu que la machine continue de tourner, peu importe si elle n'embraye pas grand-chose ! Pour ce faire, il faut raffiner toujours davantage les mécanismes de conditionnement et d'aveuglement. Plus la conscience devient critique et inquiète, plus on doit la déjouer par l'utilisation des stimuli sur l'inconscient.

Il se produit alors une réaction en chaîne qu'on a mal évaluée jusqu'ici, à savoir une USURE PSYCHIQUE précipitée, une conscience coincée par deux forces contradictoires : l'hyper-critique et le conditionnement. Cercle vicieux bien connu, telle l'alternance destructrice des excitants et des tranquillisants. Les stimuli artificiels pour vivre et pour dormir s'appellent les uns les autres. Ce n'est bientôt plus la conscience qui est maître à bord, ni même la nature, mais une chimie artificielle. Étrange paradoxe dans un monde qui attache tant d'importance à la liberté... à toutes les libertés.

Certains chercheurs ont tenté d'analyser les effets psychosomatiques de cette alternance. Ils ont soumis deux singes à des stimuli électriques intermittents pendant deux jours. Le premier avait en main un dispositif neutralisant, alors que l'autre était sans défense. Celui-ci au bout du processus, devenait aboulique, apathique, amorphe et complètement affaissé. Son vis-à-vis qui avait été sans cesse aux aguets pour neutraliser le courant, se retrouvait avec des ulcères d'estomac et une surexcitation incontrôlable. Voilà peut-être une parabole bien réaliste de notre vie individuelle et collective bombardée par des stimulations incessantes. À la fois APATHIQUES et SURVOLTÉS, INDIFFÉRENTS ET STRESSÉS. *Est-ce là le clivage social le plus déterminant, même en deçà des classes et des statuts ?* Et qu'arrive-t-il chez ceux qui vivent en eux-mêmes

l'alternance de ce pistonnage artificiel : explosion -implosion, trépidance et somnolence ? L'hyper-critique coexiste ici avec la passivité quasi dépressive. Cette mécanique sociale règle aussi nos consciences. Un mouvement alternatif à vide qui fait perdre le goût d'agir... de lutter... et même de vivre. La pure colère verbale se substitue alors au courage de vouloir effectivement changer les choses. Et la démission prend la place d'un certain abandon aux pulsions de la vie, d'une certaine confiance aux proches.

Nous risquons de perdre cette belle synergie du courage et de l'abandon dans une vie aimante et aimée. Ce précieux mélange humain de lutte et de paix qui n'ont rien à voir avec les ulcères des semaines folles et les lassitudes des week-ends vides. Est-ce utopie que de vouloir lutter en paix ou se battre amoureusement ? Je ne prétends pas liquider l'inévitable dialectique de la violence et de la tendresse que la cité partage avec la forêt. Seul le vrai courage humanise l'histoire de nos libérations difficiles. Il le peut, s'il s'accompagne d'un amour tendre pour l'homme. Pas l'homme en général avec ses idéaux majuscules. Mais ces compagnons de route... de chair et de sang qui méritent d'être aimés pour eux-mêmes. Qui sait, si l'on ne doit pas sans cesse faire renaître l'enfant au fond de soi... au beau milieu de nos combats d'adultes. Nous serions à la fois plus aptes au courage et à l'abandon.

Mais il faut à tout prix nous débarrasser de ces opiums quotidiens que nous imposent une société marchande et une politique complice. Sinon, à la limite, nous deviendrons une masse unanime, apathique et ulcérée, de plus en plus incapable de reprendre en main son destin. Ces acides abrasifs nous auront corrodés jusqu'à l'os... jusqu'au tréfonds de la conscience. Là où sourcent le courage de lutter et l'amour tendre de l'homme, de la vie. Eh oui ! nous devons aller chercher au fond de nous-mêmes ce dernier élan pour vaincre la terrible déshumanisation de nos cités modernes. Un défi aussi politique que personnel.

Plaisir et discipline

L'éthique actuelle, même devant les questions structurelles et collectives, accorde beaucoup d'attention à certains pôles de « sensibilité spirituelle ». Cette expression est elle-même dialectique. Dans une telle perspective, le bonheur, l'amour, la justice ne sauraient être des idéaux platoniques ou des sentiments aveugles, ou encore des données purement sociologiques ou psychologiques. C'est par un pôle de sensibilité spirituelle qu'une conscience individuelle et collective vit, pense, sent et agit d'une façon particulière. Ainsi, on a vu apparaître dans notre civilisation une conviction inédite, à savoir la possibilité d'une société non répressive. Même Freud avait associé progrès et contrainte. Notre révolution culturelle tente un saut qualitatif que les sociétés d'hier et les sciences récentes considéraient impossible et même néfaste.

Par ailleurs, aux yeux de certains critiques, la civilisation du plaisir reste encore une utopie très lointaine. Il y aurait un trop grand écart entre l'univers urbain (décrit plus haut) sur-conditionné et manipulé d'une part, et d'autre part la permissivité totale. D'énormes contradictions s'accumulent ici. Prenons le cas de la censure. Plusieurs veulent bannir celle-ci sous toutes ses formes. N'est-ce pas laisser libre cours à l'action manipulatrice de ces pouvoirs qui ont en main des moyens gigantesques d'asservissement au profit de leurs intérêts particuliers exclusifs ? Dans ce contexte, le plaidoyer pour une éthique de permissivité totale devient incohérent, puisqu'il ignore tout contrôle démocratique et tout jugement politique. Non seulement le principe de réalité, disparaît, mais aussi le principe de plaisir lui-même. Revendiqué individuellement, celui-ci est vite détruit socialement.

Disons aussi que la permissivité érigée en absolu empêche l'émergence (toujours difficile et exigeante) d'un jugement, d'une responsabilité, d'une liberté vraiment adultes. Bien sûr, l'autoritarisme ne fait pas mieux. L'un et l'autre produisent des êtres infantiles et dépendants. On a bien évalué les traits des sociétés autoritaires, mais on n'a pas encore reconnu les conséquences des nouvelles expériences de permissivité. Pourtant les indices ne manquent pas, telles ces manifestations de *fragilité psychique, d'incertitude mentale, d'atonie morale, d'attitude asociale, de décrochage politique*.

Peu à peu se produit une prise de conscience qui veut restaurer ou plutôt réinventer une dialectique plus juste entre plaisir et discipline, entre liberté et contrôle. On mettra davantage l'accent sur l'auto-discipline, sur cette maîtrise de soi qu'hier encore on moquait. Certains rejets, certaines oppositions superficielles défiaient tout bon sens. Même l'activité ludique en témoigne. Un sport bien maîtrisé procure plus de plaisir. Et comment y parvenir sans effort, sans contrainte, sans apprentissage systématique ? Il en va de même pour toutes les dimensions de la vie. Opposer bêtement la permissivité au conditionnement, c'est se déshumaniser doublement, parce que la responsabilité intelligente et libre perd sur les deux tableaux. Même le plaisir y perd. Il devient passager, extra-déterminé, sans structure intérieure d'appui. Tout ce qu'il faut pour le conditionner et le manipuler de l'extérieur.

Or, la dialectique plaisir-discipline empêche précisément le premier d'être un pur objet de consommation téléguidé et la seconde, une contrainte vide, une soumission aveugle, une structure oppressive et aliénante. Je sais que notre prétendu monde libre maintient des formes déguisées d'autoritarisme. On ne liquide pas en un tournemain un héritage historique aussi engoncé dans notre culture même contemporaine. La « civilisation du plaisir » a opéré une brèche, dédouané ces fausses culpabilités du bonheur. Mais aussi, elle a télescopé les processus fondamentaux d'une authentique libération humaine. Il lui manque une philosophie critique, une politique, une sagesse et un art qui lui soient propres. Elle s'est crue libérée de toute responsabilité de hiérarchisation des valeurs. Elle est devenue naïvement anti-politique et anti-éthique en rejetant toute fonction d'autocontrôle. Elle se détruit ainsi elle-même, parce qu'elle se livre sans force critique et combattante à des pouvoirs dominateurs qu'elle ignore avec mépris. On comprend pourquoi, aujourd'hui, ses tenants quittent la cité pour se réfugier dans de faux paradis naturistes ou para-psychologiques. Démission ? Impuissance ? Désespoir ? Oui, dans une certaine mesure.

Au-delà d'une première libération du plaisir et du désir, il fanait s'attendre à un rapide plafonnement. *Seuls une intériorité riche et des chantiers audacieux peuvent renouveler sans cesse la joie de vivre.* Autrement, « on ne cherche le plaisir que lorsqu'on n'a pas le courage

de vouloir le bonheur ou l'amour »... et aussi de les partager. Voilà l'ambiguïté de cette recherche obsessionnelle et exclusive du plaisir. Celui-ci est plutôt en aval d'une vie où l'homme lui-même est vraiment maître à bord. Le plaisir se cueille alors comme un fruit. Nous aimerons toujours mieux mordre la pulpe des fruits que nous aurons cultivés. Même les sueurs, ici, seront aimées et bénies, parce qu'elles auront porté nos efforts de dépassement. C'est par là que le plaisir devient bonheur et joie de l'esprit. Celle-ci est sans limite.

Si le plaisir donne chair à la vie, la discipline lui apporte esprit, c'est-à-dire intelligence, amour, liberté et force de dépassement.

Intériorité et empathie

Cette dialectique est peut-être la plus humaine de toutes. Elle embrasse, soutient et radicalise les précédentes. Elle est au coeur de notre philosophie. Primat des richesses intérieures et qualité des rapports sociaux. Voilà le test décisif de la « touche humaine » qui qualifie aussi bien un individu qu'une société, un style d'éducation comme une politique. Les grands systèmes sociaux actuels ne semblent pas s'inspirer de cette finalité. L'homme « intérieur » et « empathique » n'est pas au cœur des objectifs poursuivis. On sacrifie « l'homme pour lui-même » sur l'autel du profit ou du parti. Il faut bien reconnaître cette dérive dans les pratiques historiques des grandes forces politiques.

On s'attendrait à ce que les hommes se soumettent les institutions, les techniques, les sciences et les biens matériels. Notre civilisation n'a pas fait mieux que les autres en ce domaine. Et une véritable révolution de l'homme reste encore une tâche historique majeure à entreprendre.

Bien sûr, certaines pratiques révolutionnaires marquent un progrès en établissant l'homme comme agent premier de l'histoire. Mais les moyens employés contredisent souvent la finalité humaine proclamée. L'homme considéré en lui-même, pour lui-même est renvoyé au lendemain des transformations structurelles. On remet aussi à plus tard la possibilité de vivre vraiment sa condition humaine. Voilà un

vice philosophique et politique souvent mal perçu. L'homme ne saurait être principal agent de sa libération si, au point de départ, il ne mise pas d'abord sur sa condition humaine. Autrement, il s'enferme dans la logique du fusil pour soutenir ou combattre celle de l'argent. Le pouvoir devient fin ultime. À preuve, ce terrible dossier du totalitarisme de droite ou de gauche, et aussi ces oligarchies libérales pseudo-démocratiques. Dans un cas comme dans l'autre, la majorité des hommes est asservie à des objectifs extra-humains. D'une part, il y a des masses instrumentalisées et d'autre part, des « élites » aussi aliénées humainement dans leur statut ou leurs possessions dévorantes. C'est donc un peu partout qu'on retrouve l'homme « réifié », « chosifié » dont parle Marx.

Je sais les dangers d'un humanisme abstrait, idéaliste. La réalité est tout autre : une majorité d'hommes aliénés de leur condition humaine. Ce constat est devenu le grand postulat des mouvements de libération modernes. Il faudra bien se demander pourquoi tant de révolutions n'ont pas rempli leurs promesses d'humanisation véritable, pourquoi elles ont créé des sociétés aussi enferrées dans la logique du pouvoir, de l'ordre, du parti, de l'État. C'est la question lancinante qui a angoissé Che Guevara jusqu'à la fin de sa vie.

Je me demande si l'on ne doit pas renverser les perspectives. N'est-ce pas initier une démarche bien différente que d'établir la radicalité politique chez ceux qui dont que leur condition humaine nue à mettre dans la balance ? Voilà, à mes yeux, le ferment révolutionnaire décisif. Un ferment porté par les aliénés dans leur aventure humaine la plus profonde : à savoir vivre sa conscience, son expérience, sa liberté, sa responsabilité comme une fin. Une seconde lecture des grands tournants historiques nous montrerait peut-être que les grands sauts d'humanisation se sont produits quand « l'homme pour lui-même » a été au cœur des consciences individuelles et collectives. Évidemment, il s'agit de l'homme « situé » dans un réseau de solidarités historiques et culturelles. Mais très souvent, on est vite passé aux identifications secondes : religion, nationalité, parti ou classe. Ces identités exclusives déchirent les pays et rendent impossible une communauté humaine planétaire, quand la base « humaine » comme telle est absente des pratiques politiques. C'est ici

la conviction de poursuivre tout simplement le sillage des mouvements de véritable humanisation dans l'histoire. Il y a toujours eu, au creux des politiques les plus civilisatrices, une forte qualité morale, une densité d'âme, un amour profond de l'homme, une dignité de la conscience, un souci des plus faibles, une gratuité des rapports sociaux, un goût de la liberté, une vie intérieure intense. Voilà les traits spirituels marquants de ces hommes qui ont inspiré un certain dépassement chez leurs frères humains.

Si la politique peut aliéner de l'extérieur, la spiritualité peut aussi le faire de l'intérieur. Je suis bien conscient de ce double danger. L'intériorité toujours invisible se prête même davantage à l'illusion. On ne parle pas sans raison de « fausse » (ou de « bonne ») conscience qui secrète les pires opiums. Encore ici, il faut craindre la corruption du meilleur. Les vices les plus profonds viennent de l'intérieur. C'est une conviction que je tiens de ma tradition spirituelle. Telle, par exemple, la soif de pouvoir, de domination. Les perversions politiques ont donc, elles aussi, des sources spirituelles empoisonnées. Mais ne confondons pas cette hommerie avec la spiritualité.

L'empathie intervient ici comme vérité de la conscience et des rapports sociaux. Elle est à la jointure de la spiritualité et de la politique. Elle implique à la fois une authentique intériorité humaine et une altérité gratuite. Elle embrasse tout l'homme et tous les hommes dans la riche réciprocité des consciences (cette réciprocité est intériorisée et vécue quotidiennement). Elle tisse le je, le tu et le nous à même des solidarités bien concrètes, des projets libérateurs et créateurs. C'est elle qui constitue l'étoffe humaine particulière d'une aventure amoureuse, d'une politique, d'une culture. Il faut relire les œuvres de Martin Buber avec des yeux neufs et porter sa conception de l'Einfühlung jusqu'au bout de ses conséquences spirituelles et politiques. Dans une société qui a perdu la trace de l'homme et du rapport humain, la dialectique de l'intériorité et de l'empathie m'apparaît une des voies les plus importantes pour retrouver et réinventer le « spécifique humain ». Cette dialectique s'inscrit dans la tâche de bâtir des spiritualités pour notre temps. Peut-être saurons-nous mieux alors soumettre l'administration des choses à une politique des hommes. En ce domaine, nous trouverons une tâche historique inédite -. développer dialectiquement la politique d'une éthique et

l'éthique d'une politique. Ce que les grandes idéologies d'hier et d'aujourd'hui ont dissocié tragiquement. Machiavel aura-t-il toujours raison ?

Changement et stabilité

Voilà les pôles dialectiques que nous avons retenus en tenant compte à la fois des valeurs et des contre-valeurs contemporaines. Bien sûr, nous n'avons pas cru bon de revenir sur certaines dialectiques déjà analysées dans les chapitres précédents, tel le couple changement et stabilité, qui occupe une place majeure dans la conscience critique actuelle. On instruit aujourd'hui le procès d'un progrès qu'on avait mythifié hier. En Amérique du Nord, particulièrement, se développe « a no risk ethic ». Sécurité en tout. Mais l'ambivalence demeure, puisqu'on tient encore beaucoup à sa liberté, et partant aux changements qui l'accompagnent, à l'exploration des possibles.

Pour le moment, plusieurs vivent la double frénésie dont parle Bergson. Ils veulent à la fois changer profondément la vie actuelle et en même temps retrouver plus de stabilité. Tout se passe comme si les extrêmes de la liberté et de la sécurité se rencontraient paradoxalement dans le même comportement, avec bien des tiraillements et très peu de cohérence. Par exemple, certaines revendications « progressistes » véhiculent des pratiques et des objectifs conservateurs.

On a dit que les révolutions ont été souvent une reprise au pied de la lettre de telle ou telle idée traditionnelle d'un patrimoine donné. Moins des ruptures que des radicalités. Le changement proprement humain creuse plus qu'il n'ajoute. Quand il se radicalise, révolution et tradition se croisent dans une conscience et dans son expérience historique. Mais c'est toujours à travers une racine particulière. Cela nous amène beaucoup plus loin que le diagnostic déjà formulé : savoir renouveler les rapports dialectiques entre les valeurs qui font progresser (liberté, créativité, etc.) et les valeurs qui font durer (courage, auto-discipline, etc.). On ne recomposera pas ces deux registres de valeurs sans cette radicalité historique que nous venons

d'évoquer, là où un changement profond passe par une racine traditionnelle capable de nouvelles fécondités.

Cette économie humaine de base est trop ignorée par les tenants d'idéologies, de politiques et d'éthiques différentes. Leurs confrontations restent à un niveau superficiel qui ne rejoint pas l'autre niveau plus profond où s'identifient un peuple, une histoire, une culture, une conscience humaine. On comprend alors que les différences d'approche se limitent souvent à des questions de moyens (tels les moyens de production⁹ les structures, les techniques ou même les logiques scientifiques). L'homme et la société, autant que la vie et l'histoire, se prêtent mal à ces démarches mécanicistes qui pourraient bien être une transposition bête de la logique technologique en politique et en philosophie.

⁹ On finit par ressembler à ceux qu'on conteste, dans la mesure où on perd de vue la radicalité originelle que l'on porte. Par exemple, certaines gauches occidentales restent enfermées non seulement dans le mécanisme qu'elles dénoncent, mais aussi dans sa logique. La tradition socialiste à sa genèse historique opposait la solidarité des hommes dans le travail à la propriété des choses dans le capital et son pouvoir dominant. Peu à peu, des hommes de gauche ont centré l'attention exclusive sur la propriété des moyens de production, collective ou individuelle, privée ou collective, cette propriété peut répartir différemment le pouvoir, mais non créer d'elle-même la base humaine de solidarité visée prioritairement par le mouvement historique précité.

Troisième partie :
Coordonnées d'une éthique renouvelée

Chapitre 3.

Un cadre de compréhension et d'action (synthèse)

I. Rétrospective du cheminement de l'ouvrage

- A. « Ça ne va plus de soi »
- B. Radiographie d'une société

II. Un cadre de compréhension et d'action

- 1. Un contexte historique
- 2. Un ensemble cohérent de valeurs
- 3. Un jugement juste et libre
- 4. Une force morale
- 5. Un comportement conséquent
- 6. Une instance critique
- 7. Un consensus minimal
- 8. Une finalisation fondée, une clé de voûte

[Retour à la table des matières](#)

I. Rétrospective du cheminement de l'ouvrage

A. « Ça ne va plus de soi »

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous engageons dans un chapitre-synthèse. Il n'est pas inutile de rappeler d'abord la genèse, puis le cheminement de notre propre démarche. Depuis quelques années, je note quotidiennement les remarques, les comportements et les questions qui relèvent de la perplexité morale actuelle. Je me suis rendu compte que l'éveil prometteur de la conscience ne s'accompagne pas souvent d'investissement sérieux pour approfondir, clarifier et ré-orienter ses propres orientations morales.

L'instance éthique, comme telle, reste marginale dans les débats publics, dans les combats politiques comme dans les pratiques courantes de la vie, tant au plan de la pensée qu'à celui de l'action. L'inquiétude manifestée, on retourne vite à « la vie pratique » où la conscience tient peu de place effectivement. Chacun se donne rapidement un diplôme de conscience, tout en étant très critique face à autrui en ce domaine. La réflexion personnelle et surtout l'autocritique se résument à peu de chose.

C'est en quelque sorte une morale sur le tas. Toute tentative de « questionnement » systématique, individuellement ou en groupe, déclenche une insécurité révélatrice. Le propos devient vague un peu comme autrefois quand on disait : « J'ai mes principes ».

J'ai souvent senti une ambivalence d'attitudes. On cherche des repères plus concrets et en même temps on ne veut pas de règles explicites. Parle-t-on de situations concrètes, on s'empressera de recourir à de grandes idées générales. Celles-ci étant mises en question, on fuira dans les cas particuliers.

J'ai bien l'impression que les interlocuteurs ont de plus en plus de difficulté à préciser leur propre philosophie de base, leur cadre critique de jugement.

Bien sûr, quand on aborde la morale à la pièce, en privé comme au public, on se bâtit une philosophie à l'image de la vie urbaine émiettée, segmentarisée et non finalisée. La morale vécue est tributaire de tout un style de vie, avant d'être une idéologie ou une politique. Le paradoxe d'un style de société de plus en plus abstrait ajoute à la situation schizoïde d'une critique moralisante abstraite et d'une conduite de la vie a-morale.

Bref, on n'y trouve pas plus une morale de situation qu'une morale en situation.

Je suis toujours sidéré par ces stéréotypes si fréquents -« Bah ! c'est une simple question de bon sens. » « On a une conscience ou on n'en a pas. » Une morale qui va de soi. Laquelle ? Le propos arrive vite au bout de son rouleau. Et pourtant, les inquiétudes exprimées révèlent une profonde confusion mentale et sociale. Voyons quelques remarques familières.

- « Tout le monde triche et tire la couverture de son côté, les compagnies, les syndicats, les gouvernements, et même la plupart des citoyens. »

- « On a peur de se faire avoir par le médecin, par le garagiste, par le plombier, par le marchand, etc. »

- « Les gens n'ont plus de conscience. Il n'y a pas que les grandes fraudes publiques. Pensons à la somme énorme de vols quotidiens à l'étalage, dans les lieux de travail ou ailleurs. »

- « On ne veut plus travailler ou on fait mal son travail. Même les syndicats encouragent l'irresponsabilité. »

- « Les services publics sont devenus des bordels. Le bien commun est la dernière préoccupation. »

- « Les parents, les éducateurs ne savent plus quoi transmettre. C'est la démission générale. »

- « Ni discipline, ni sens de l'effort... tout et tout de suite... peu importe les moyens ou les conséquences... mais qui donc a encore un peu de couenne morale ? »

- « On vit au-dessus de ses moyens. Malgré l'inflation, on dépense à tour de bras. Le crédit est devenu un mode de vie. »

- « L'argent ne vaut plus rien. Profitons à fond de celui que nous avons. Tant pis, le gouvernement s'occupera de nous. »

- « L'honnêteté ? Elle n'est pas possible dans notre société. Tu vas croupir toute ta vie, si tu ne prends pas les chances qui passent. »

- « Les jeunes n'ont pas le courage d'avoir des enfants. Le confort, les voyages, la vie facile d'abord. »

- « Chacun veut vivre sa vie à sa guise, tout en ne reculant devant aucun geste de rupture... divorce, placement d'enfants, avortement. »

Absence de consensus

Et je pourrais allonger la liste de ces réflexions que j'ai notées attentivement au fil des conversations quotidiennes. Il y a donc un fort coefficient de préoccupation et de perturbation morales, même si plusieurs tentent de s'accommoder du désordre. Mais un tel climat de confusion pèse à la longue. On souhaite un redressement, au sommet comme à la base. Certains regrettent la disparition des cadres moraux légués par leurs pères. D'autres en appellent à une autorité plus sévère. Quelques-uns voudraient une nouvelle morale plus accordée aux changements culturels et sociaux des derniers temps.

Mais les attitudes de la plupart restent ambivalentes. On a peur de retourner au moralisme étroit et rigide des générations passées. Même si on veut plus d'ordre, on défend à tout prix sa liberté. Des esprits plus critiques flairent dans cette re-moralisation une nouvelle tentative

de légitimation, soit des pouvoirs autocratiques, soit des Églises. Ils citent l'histoire d'un maire bien connu qui a fait sa carrière politique à partir d'une enquête sur la moralité. Cela lui a valu une adhésion massive qui a permis l'instauration d'un pouvoir quasi absolu. Voilà un exemple, entre plusieurs, de ce qui est arrivé dans l'histoire passée ou récente. Combien de pouvoirs totalitaires se sont installés après avoir utilisé la corde morale qui devait pendre les agents de corruption, de désordre ou d'exploitation ?

La morale a donc soutenu des causes ambiguës. Elle a même servi de diversion pour éviter des tâches politiques nécessaires, des risques historiques exigeants, des luttes à même les vrais rapports de forces et les situations réelles d'injustice. Ce que la vertu a pu permettre de tartuferies ! Les idéaux moraux masquent si souvent les pratiques contraires. Car dans le ciel pur des principes, on peut s'épargner les confrontations avec une vie concrète toujours chargée d'ambiguïtés, d'intentions cachées, d'intérêts camouflés.

Mais la question morale demeure

Peut-on faire fi de la question morale ? Un second regard va nous aider à la revoir d'une façon plus juste. Par exemple, en évitant de l'isoler de son contexte historique, culturel et politique toujours particulier. Bien sûr, une telle interpellation nous renvoie à nos conceptions les plus décisives sur la vie, sur l'homme, sur la société. Essayons d'y voir clair.

Deux orientations très différentes

Un ministre de la Justice tenait récemment un plaidoyer rigoureux sur la restauration de l'ordre et de l'autorité. Au creux de son discours, se profilait une conception de l'homme plus ou moins explicitée. À ses yeux, l'homme est naturellement et spontanément égoïste, accapareur et même délinquant. Il faut donc des codes de conduite sévères et une autorité vigoureuse.

Nous aurions une tout autre lecture de la réalité, si le discours s'adressait à ce qu'il y a de meilleur chez les hommes. À leur conscience, à leur capacité de comprendre, à leurs ressources du cœur. Cette carte s'appuie sur une confiance, une foi en l'homme.

Voilà deux orientations presque opposées. Elles débouchent sur des décisions personnelles ou politiques, sur des organisations sociales fort dissemblables. L'éducation, l'économie, la politique, la justice vont se déployer dans des foulées bien différentes, si l'on choisit l'une ou l'autre perspective morale.

le me demande si ces deux philosophies de base ne constituent pas un premier départage entre les citoyens. Elles sont sous-jacentes à bien des comportements et attitudes. Déjà les remarques citées plus haut en témoignent. Pour les uns, l'honnêteté n'est pas possible. Pour les autres, la conscience humaine a toutes les ressources pour bonifier la vie. D'aucuns croient pouvoir changer la vie, alors que plusieurs en doutent. On mise alors sur la liberté, ou contrairement, sur l'autorité. Quelques-uns se veulent réalistes en refusant de tout ramener au clivage noir et blanc, bon et méchant. Parfois, c'est avec une pointe de pessimisme. Un peu à la façon de Churchill : « La démocratie est le plus mauvais système, excepté tous les autres. » La pureté morale, cherchée pour elle-même, décrocherait donc les hommes de la vie réelle qui est toujours plus grise que noire ou blanche. Mais après ce constat, le problème reste entier - à quoi vont se référer les jugements, les choix, les décisions pour se fonder ? Pas plus que la morale, les préférences ne tiennent toutes seules dans les airs.

La morale sous-jacente à des choix politiques

Voyons quelques exemples des implications, morales toujours présentes dans n'importe quel choix politique qui concerne toute une collectivité.

- La Ville de Montréal a investi massivement dans un type particulier de projets. L'exposition universelle, les grandes places publiques, les Olympiques et le Casino indiquent un profil de priorités par rapport à d'autres priorités : la rénovation urbaine des lieux

humains (habitat, zones grises, polyvalence dynamique des quartiers, etc.) et aussi par rapport à une économie secondaire de plus en plus faible. Le leadership municipal développe une politique et une économie des jeux et spectacles. N'y a-t-il pas ici une certaine conception particulière de la vie... un choix moral discutable ? Par exemple, un type d'homme : consommateur - spectateur et joueur.

- Autre exemple que ces alternatives entre une politique axée sur l'investissement étranger ou sur l'autodéveloppement ; sur le revenu garanti ou sur le plein emploi.

- Qu'est-ce qui peut légitimer une intervention gouvernementale qui force les couples humains à ne pas avoir plus de deux enfants, comme on le fait en certains pays ? Une question semblable se pose dans les législations coercitives sur le choix de l'école, de la langue. Un droit posé, un autre peut être lésé. Quel sera alors le fondement moral pour juger des conditions et des limites d'un choix donné ? Un ministre des Affaires sociales soutenait récemment que l'État n'a pas à promouvoir une morale. Par ailleurs, comment peut-il nier que les politiques de son ministère comportent déjà des priorités et des orientations qui impliquent une hiérarchie des valeurs, une philosophie, une certaine vision morale.

- Toutes les idéologies véhiculent une morale, en elles-mêmes ou dans leurs traductions historiques. Adam Smith et Marx n'ont pas la même morale, ni Machiavel ni Soljenitsyne. Rousseau présente un choix de même portée quand il affirme : « Il vaut mieux qu'un peuple soit malheureux par sa faute qu'opprimé sous la main d'autrui. » Ce n'est pas là une pure théorie politique. La conscience ne se situe pas de la même façon dans un cas comme dans l'autre. Je devrais dire la même chose devant le vieux slogan capitaliste que le pouvoir libéral, à mi-mot, vient de ressusciter : « Pour une relance économique, il faut redonner confiance aux classes riches. Nous avons trop poussé les politiques sociales de partage ou de redistribution. » Est-ce un choix purement économique ? La place des plus forts et celle des plus faibles occupent des positions diverses selon l'échelle tant morale que sociale. On peut même y déceler parfois un changement plus ou moins radical du centre de gravité de la condition humaine.

Tous les secteurs de l'existence sont concernés

J'ai insisté sur un seul ordre de problèmes. Il en existe tant d'autres. Tout se passe comme si les débats moraux se portaient

constamment aux limites. Voyez cette radicalisation récente des remises en question morales : droit à l'avortement sur demande, droit à l'euthanasie et même, droit au suicide. Des médecins de l'université McGill font des expériences sur des foetus. À Atlanta, des cliniques gouvernementales ont laissé mourir de syphilis plus de 500 Noirs, pour connaître l'évolution de la maladie. La CIA a testé le LSD sur quelque 2500 personnes entre 1964 et 1968. Les cobayes étaient des prisonniers, des volontaires payés et des malades mentaux consentants. Mais dans l'enquête récente, on n'a jamais su comment a été obtenu ce consentement.

À longueur de journée, les médecins ou les travailleurs sociaux font face à des situations qui ont souvent de fortes connotations morales. Or, ces intervenants n'ont pratiquement pas eu de formation morale pour bien se situer par rapport à cette dimension de la vie. À combien d'autres catégories sociales, beaucoup plus vastes, tels les parents et les enseignants, s'appliquent pareilles constatations. Par rapport aux apprentissages techniques, aux connaissances empiriques, la formation morale apparaît inexistante ou très pauvre dans la plupart des milieux scolaires, professionnels ou autres.

De la morale en bosse à la morale en creux

Voilà assez d'indices pour justifier la pertinence d'une réflexion morale. Mais fidèle à notre perspective exprimée plus haut, je voudrais situer dans notre propre contexte historique la démarche que je viens d'esquisser. Évidemment, j'en reste à de grands traits, puisqu'il s'agit d'introduire une analyse plus large et plus profonde. J'emploie à dessein le terme : radiographie. Parce que nous avons connu surtout une morale en bosse avec des règles bien codées, bien définies, cristallisées dans un patrimoine collectif. Nous n'avons pas appris à saisir l'enjeu moral en creux, dans l'opacité du réel et de ses

cheminements historiques. Tâche beaucoup plus difficile, et pourtant nécessaire. De toute façon, le brouillage actuel de la conscience nous oblige à cette démarche inductive, bien collée aux expériences actuelles. Quitte à prendre une distance critique par la suite, un peu comme le radiologiste qui se concentre sur la plaque radiographique elle-même, en s'appuyant, cette fois, sur un travail systématique de compréhension.

B. Radiographie d'une société

L'éthique libérale

[Retour à la table des matières](#)

Les Occidentaux se remettent à la morale, après une assez longue période de permissivité. Fiers de leur liberté, ils ont voulu se débarrasser des « conventions », des tabous et des vieux codes de conduite. Même la critique scientifique s'est mise de la partie pour démystifier l'origine de la morale, ses fondements et son autorité. Certaines contraintes de la société traditionnelle pouvaient se justifier, telles les règles sexuelles, dans la mesure où l'homme ne maîtrisait pas les effets du rapport amoureux. On devait donc se plier à des règles sévères de contrôle individuel et collectif. Mais la société technique, en dominant la nature, allait favoriser un gigantesque déplacement des pôles de conduite humaine. Par exemple, le passage de l'ordre obligé à la liberté inventive.

Peu à peu, on a cru au dégagement total des contraintes. Déjà le libéralisme économique du XIXe siècle prétendait faire naître un monde heureux et progressif du libre jeu des initiatives privées. Même l'État devait s'en tenir à un strict minimum d'interventions. Le sociologue Durkheim s'inquiéta, un moment, de l'anomie (absence de normes) de la société industrielle. Mais c'était au début de notre siècle. Rien n'a pu arrêter ce grand mouvement inédit de libéralisation.

Bien sûr, les codes moraux restaient en place, malgré la disparition de leurs soutiens culturels et religieux. Une telle distorsion devait se muer en divorce. En effet, de plus en plus les pratiques contredisaient les idéaux officiels inspirés par l'ensemble des valeurs judéo-chrétiennes. Même la jeune révolution socialiste puisait dans ce stock en y mettant, évidemment, des accents autres que ceux de l'ancien régime ou de la société libérale.

Mais retenons la principale orientation historique qui a façonné notre société occidentale d'aujourd'hui. Par exemple, une conception de la loi désormais rattachée à des consentements démocratiques provisoires, soumis aux changements sociaux et économiques et aux choix politiques. Du coup, la « morale reçue » perdait sa valeur de légitimation officielle. Dans un tel contexte on se référait à la science, à la démocratie, et surtout aux impératifs d'une croissance économique qui se justifiait en dehors de toute autre considération.

Peu d'observateurs ont noté le prolongement du libéralisme économique-politique dans les conduites individuelles, la vie sociale et les attitudes culturelles. Même aujourd'hui, les esprits critiques qui condamnent le capitalisme semblent ignorer le fait qu'il s'est diffusé « culturellement » dans l'ensemble de la population. Les consommateurs, tout autant que les producteurs, n'orientent pas leurs choix et leurs décisions en fonction de finalités proprement humaines. Faire de l'argent, accumuler des biens, ne considérer que le « profitable », s'identifier par les choses qu'on possède, voilà les maîtres objectifs de la plupart des citoyens. Objectifs qui vont même se soumettre les décisions aussi importantes que celles d'avoir un enfant, de choisir un travail, d'entretenir tels ou tels rapports sociaux.

Voyons bien ici le glissement. L'instance morale qui interroge les moyens à la lumière des fins, cède le pas à une appropriation de moins en moins réglée. La crise -morale n'a pas jailli tout à coup dans une prise de conscience spontanée. Elle est née beaucoup plus de l'amoralité de la société libérale que des scandales de l'immoralité publique ou privée. Les scandales récents ont fait l'objet de diagnostics souvent très superficiels, dans la mesure où l'on n'a pas vu que certaines immoralités venaient de sources beaucoup plus profondes que celles de transgressions légales ou autres.

Pendant les dernières décennies, nos sociétés occidentales ont développé une organisation, des techniques et des politiques a-morales, i.e. purement instrumentales. On aura beau nuancer ce jugement, il y a là un facteur déterminant. Quand l'argent, la technique ou l'accumulation de biens ne sont plus de simples moyens, mais des fins et surtout des fins exclusives, on ne laisse aucune place au questionnement moral qui suppose un certain écart critique entre l'homme et ses œuvres, ou ses biens,

Une question philosophique

Le problème moral ne se pose pas chez l'animal, précisément parce que l'instinct établit une régulation mécanique et homogène de toute la vie. L'homme, malgré tous ses conditionnements biologiques ou autres, peut confronter la réalité à ses objectifs, à ses projets, à ses rêves. Il peut poser librement des fins et chercher les moyens correspondants. C'est cet écart de la conscience libre, intelligente, responsable qui fonde la démarche morale. Or, la société technicienne a poussé tellement loin sa rationalité instrumentale qu'elle a bâti un univers artificiel qui ressemble à l'ordre naturel de l'instinct animal ou même des lois physiques. À quel prix ? La mort de l'homme comme tel. N'est-ce pas ce qu'ont proclamé des congrès scientifiques récents ? Le propos est sans doute exagéré.

Contentons-nous de constater la difficulté actuelle de définir une économie vraiment humaine de la vie et de la société. Voilà un premier élément de la crise morale. Il se traduit dans la vie familière par une incapacité de préciser ce qu'on veut vraiment. Plusieurs contemporains se disent malheureux sans pouvoir dire pourquoi. D'autres proclament leur goût de vivre, mais, en même temps, ils avouent avoir perdu l'intelligence de la vie.

Le lecteur trouvera ardu le cheminement de réflexion que je lui propose. Il doit se demander si ses propres diagnostics sont à la mesure des questions qu'il se pose. Il n'y a pas de réponse rapide et superficielle à la profonde perplexité morale d'aujourd'hui. Qu'est-ce que la conscience ? Quel rôle joue-t-elle dans la conduite humaine ?

Est-ce vrai qu'elle est le premier lieu proprement humain dans l'évolution de l'univers, l'écart critique entre l'homme et la réalité qui l'entoure ? Un écart d'intelligence, de liberté, de responsabilité ? N'est-elle pas le lieu décisif où commencent l'intervention de l'homme, ses jugements, ses volontés ? N'a-t-on pas négligé ce lieu fondamental de l'homme, au cours des dernières décennies, tant en éducation qu'en politique, tant dans la conduite personnelle de la vie que dans les structures sociales ? Tout se passe comme si la conscience s'était vidée pour devenir une vague référence sans contenu. Une conscience qui n'a plus de structure et de base identifiables. Et pourtant, dans la société permissive, il ne reste plus que la conscience pour juger de la qualité de ses actes. Voilà la dramatique centrale du malaise de notre civilisation.

Recherche d'une « économie de la conscience »

Ce tragique appauvrissement de la conscience contraste étrangement avec l'énorme richesse de connaissances, de moyens et de biens accumulés par notre orgueilleuse civilisation. On comprend alors le choc moral qui accompagne le désarroi actuel. On n'a pas cultivé l'écart de sagesse (la conscience) qui permet de juger l'histoire qui nous fait et qu'on veut faire. La culture fabriquée par les hommes, tout autant que la nature, a besoin d'être jugée par un lieu critique et distancé où l'homme évalue sa vie, sa société, ses mœurs, ses techniques et même sa science. Ce que bien des savants n'ont pas compris, quand ils prétendent que la science est identique à la conscience, comme le croit le biologiste Monod, prix Nobel ! La science n'a rien à dire sur l'écart de liberté consciente de l'homme par rapport aux mécanismes physiques, biologiques, psychologiques, sociologiques ou autres.

Toute l'évolution contemporaine qui nous a amenés à des culs-de-sac écologiques, économiques ou nucléaires condamne de telles prétentions. L'homme a perdu la trace de cette économie de la conscience humaine et le voilà démuné pour réinventer un quelconque chemin de sagesse et de force morales. Sa science, bien sûr, peut éclairer son jugement, mais elle ne le remplacera jamais. On sait maintenant qu'un projet de vie ou une volonté politique débordent le

champ le plus rigoureux d'une ou plusieurs disciplines scientifiques auxquelles manque cette touche d'humanité propre à une authentique qualité morale.

Voyez l'impasse du désarmement, du désordre économique international, des foyers inextinguibles de violence, des faillites urbaines, du sous-développement grandissant et enfin des saccages écologiques qui accompagnent la nouvelle quête de ressources énergétiques. Et dire que d'aucuns croient encore que la révolution technologique peut corriger par elle-même ces déséquilibres profonds qui amènent l'humanité à un seuil critique inédit.

Comment récuser alors la pertinence d'une vigoureuse interpellation morale de la conscience humaine ? Car nous en sommes là. Les idéologies et les systèmes en présence semblent être incapables de rencontrer les exigences minimales de la charte des droits de l'homme. On retrouve partout des rapports de domination sous une forme ou sous une autre. Si bien que l'instance morale apparaît une utopie inaccessible.

Les esprits « réalistes » moquent les politiques angéliques de la vertu. Mais ils sont très aveugles devant les conséquences de la démission morale chez les hommes comme chez les Peuples. Et pourtant il y a dans la conscience un dynamisme décisif pour élever l'humanité au-dessus des déterminismes naturels ou historiques. Le véritable progrès humain est toujours passé par cette fine pointe. L'érosion de la conscience a provoqué chacune des décadences de l'histoire. Il manquait alors le ressort humain nécessaire à un nouveau saut qualitatif.

Derrière l'affaissement de la conscience se cachent la perte de la foi en l'homme et un désespoir rarement avoué. Les grandes traditions spirituelles voient ici un besoin radical de salut. Et certains humanistes contemporains parlent d'un « drôle de petit sens » (Sartre) qui pourrait sauver l'homme de cette absurdité. Ce que de telles convictions ont en commun, c'est une foi capable de susciter une espérance et un amour plus forts que tous les enfermements du destin. Dans cette perspective, la morale ne saurait tirer son sens et sa force ailleurs. Autrement, elle devient une autre forme de domination aussi

aliénante et désespérante que les précédentes. Mais un tel point de vue n'est pas partagé par tout le monde. N'est-ce pas, d'ailleurs, un raccourci trop facile des cheminements historiques de la conscience, une réduction simpliste des complexités de la conscience humaine ?

Morale ou éthique

Ces dernières remarques nous suggèrent une distinction initiale entre morale et éthique. La première se qualifie par un système de règles, alors que la seconde relève d'un ensemble hiérarchisé de valeurs et d'orientations de vie correspondantes. Cette clarification initiale va nous aider à comprendre plusieurs malentendus sur la « crise morale ».

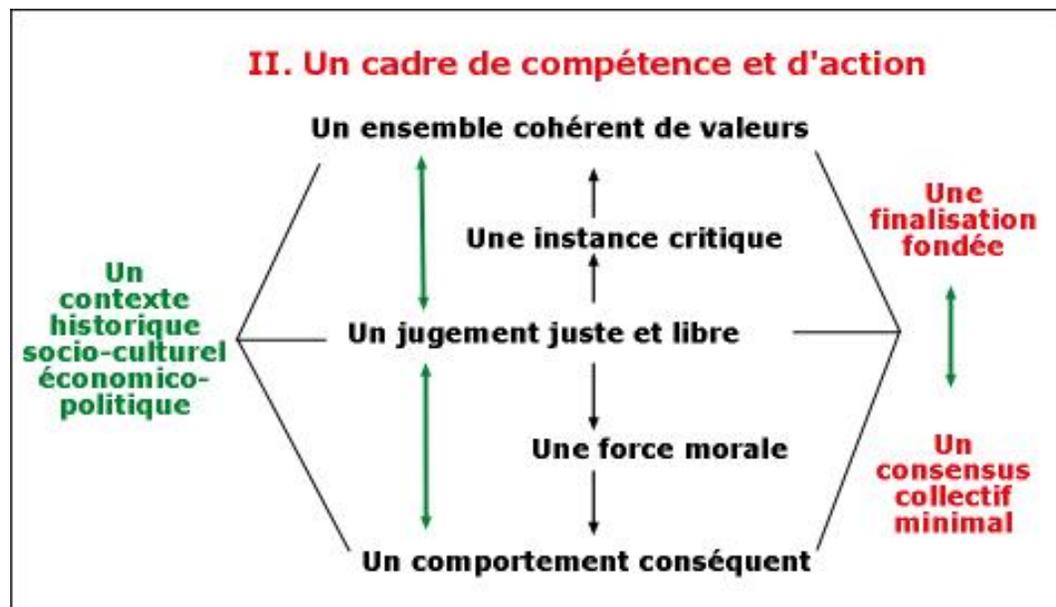
Certains rejets de la « morale » portent la plupart du temps sur la non-congruence d'un système de règles déphasé par rapport aux changements culturels de valeurs. On se contente alors d'ajuster ses comportements sur les valeurs privilégiées de son milieu ou de son temps. Tout le reste est soumis à la libre démarche de la conscience. Évidemment, on admet la nécessité d'un cadre juridique dans l'organisation sociale, mais on ne veut pas de contrôle moral extérieur et codifié. Cette pseudo-philosophie de l'adaptation à la culture mène à un cul-de-sac, puisqu'elle refuse tout équipement critique pour connaître, juger ou corriger les valeurs reçues. Ce qui ressemble étrangement à l'obéissance plus ou moins aveugle d'hier face à la morale imposée par une autorité extérieure. Ici le conformisme remplace l'obéissance. Un conformisme qui peut être aussi contraignant, aliénant et intégrateur. En un certain sens, cette contrainte est encore plus subtile, parce qu'elle semble laisser intacte la liberté, et parce qu'elle n'a pas les caractères circonscrits et critiquables d'un système de règles.

Mais les hommes d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, ne sont pas à une contradiction près ! N'est-ce pas ridicule de penser que l'individu peut inventer son chemin d'heure en heure, que chaque geste va être le fruit d'une judicieuse délibération ? C'est refuser de faire des routes, sous prétexte de respecter la nature et la liberté. Le rejet du « normatif » dans la conduite humaine a provoqué des angoisses

intérieures indéfinissables, des conformismes extérieurs superficiels et des phénomènes d'incommunicabilité entre les hommes.

Pour surmonter ces difficultés, faut-il restaurer ou réinventer un système de règles morales ? L'entreprise est vouée à l'échec, si on ne maîtrise pas l'économie qui précède, accompagne, et réoriente la morale, à savoir la démarche éthique. Peut-être lèverons-nous plusieurs ambiguïtés, malentendus et faux débats. Je soupçonne que le drame de la morale reçue a commencé quand on a perdu de vue l'économie éthique qui seule permet une juste évolution du code moral. Les changements culturels de valeurs et même les ruptures radicales ne constituent pas le problème majeur, dans la mesure où la société et ses membres savent les initier, les maîtriser ou les orienter. L'éthique joue ici un rôle important dont dépendent la redéfinition et la formalisation des codes moraux. Je voudrais donc clarifier dans la prochaine étape cette conception de l'éthique.

II. Un cadre de compétence et d'action



1. Un contexte historique

[Retour à la table des matières](#)

Un contexte historique particulier fait toujours partie de l'éthique. J'ai essayé, précédemment, de cerner le nôtre. Dans sa démarche éthique, l'homme le plus humble porte une certaine intelligence de son époque. Mais chez l'éthicien, les exigences sont beaucoup plus poussées. Il doit, par exemple, démonter le mécanisme social qui donne naissance aux différents discours moraux. L'éthique interroge la morale d'une classe sociale, les fondements idéologiques d'une économie, d'une politique et même d'une science. Elle prospecte ce qui échappe à la conscience immédiate. La « manière dont émerge le sens dans une culture, une société, une personnalité ».

Tout cela peut paraître bien compliqué. Voyons certains exemples éclairants.

- En imposant la monogamie à des Africains polygames, un missionnaire pouvait jeter indirectement dans la misère la ou les femmes renvoyées. Il y avait tout un système social et économique en dessous d'une telle pratique. Comment toucher un rôle clef sans changer l'ensemble de la structure de ses fondements culturels ?

- Jusqu'à tout récemment, les sociétés ne maîtrisaient pas les effets de la sexualité. À cause des profonds enjeux individuels et collectifs que cette situation engageait, on a senti le besoin d'imposer des règles rigoureuses aux comportements sexuels. Le jour où sciences et techniques sont venues permettre un certain contrôle efficace de l'exercice sexuel, on s'est trouvé dans un contexte inédit et très différent.

- Les classes nanties sont souvent des réseaux « achevés » d'avoirs, de pouvoirs et de savoirs. Leurs membres n'ont à vrai dire que leur individualité à affirmer. Les milieux populaires n'ont pas de tels appuis collectifs. Chez eux, la libération et l'affirmation de l'individu passent par la construction et la lutte de leur classe. Voilà deux contextes qui vont influencer la démarche éthique des uns et des autres.

- Il y a des contextes culturels qui, face à la nature, incitent les hommes soit à une attitude de soumission, soit à une recherche d'harmonie, soit à une volonté de domination et de manipulation. Les approches éthiques sont alors bien différentes au départ. Il en va de même dans des cultures centrées sur le passé, le présent ou l'avenir ; sur l'être, l'être en devenir ou l'avoir ; sur une conception optimiste, pessimiste ou mixte de la vie et de l'homme ; dans des cultures plus collectivistes et d'autres plus individualistes.

Voilà assez d'indices pour marquer l'importance de cette composante de base. En s'y arrêtant, on en reste aux morales de simple légitimation ou de pure rationalisation. Car à ce niveau, la morale n'a pas d'éthique ! Elle ne fait que justifier ou rendre impératif un système social, un contexte culturel, une structure économico-politique, ou encore des coutumes ou des modes. C'est une des tâches de l'éthique que l'évaluation critique de toutes ces données de base.

Retenons deux choses : l'importance de ces infrastructures fondamentales et de la conscience historique qui font une morale « située ». Mais l'éthique, elle, est « situante », critique, signifiante. Elle suscite un écart de liberté, une capacité de distanciation, une possibilité de ré-orientation plus ou moins radicale, un certain sens de la relativité culturelle ou même morale, une brèche de dépassement et de prospective.

Mais n'y a-t-il pas des principes absolus pour fonder une éthique, des principes qui échappent aux contingences, au particularisme idiosyncratique et surtout au relativisme pur ? Travers peut-être aussi grave que le dogmatisme. D'aucuns répondront que la conscience moderne préfère des cohérences ouvertes, provisoires ou du moins révisables. D'où une éthique plus près de la vie, de l'itinérance humaine, du débat social, de l'évolution historique.

Nous évoquons ici une des nombreuses discussions actuelles sur l'éthique. Les uns soutiennent qu'il y a toujours plusieurs choix éthiques possibles et qu'il faut rejeter la morale unique. À l'autre extrême, certains dénoncent la dispersion mentale et l'incohérence morale qui rendent impossibles la vie ensemble et le projet sociétairer lui-même, autour de références communes et stables. Nous soulignons

pareils débats pour bien montrer que le dossier moral apparaît de plus en plus embrouillé et dramatique. Espérons que notre cadre de compréhension va apporter des clarifications pertinentes.

2. Un ensemble cohérent de valeurs

[Retour à la table des matières](#)

La valeur n'est pas une idée pure, un principe ou un idéal. C'est ce qu'on juge important dans la vie ; ce qui est décisif dans l'attitude, effectif dans le comportement. Une référence tout autant qu'une préférence. Une priorité à la fois individuelle et sociale. Une réalité humaine intériorisée et extériorisée. La valeur passe par l'intelligence, le cœur et les mains. On ne devrait donc pas minimiser le coefficient affectif et l'élément volontariste de la valeur dans la recherche de sa dimension rationnelle. La valeur déclenche un mouvement vital de « tout l'homme » en situation. Une approche trop logicienne ne peut saisir le visage culturel et historique qui particularise une valeur, ni sa dimension transcendantale qui échappe à l'une ou l'autre rationalité.

Mais certains analystes se fourvoient en évacuant les valeurs du champ de la science. On sait les terribles conséquences d'un déploiement scientifique et technologique qui a repoussé les jugements de valeur en dehors de son champ d'intervention. La cité moderne a perdu ainsi la trace du sens humain, des finalités proprement humaines que véhiculent les valeurs. Un sens humain à la fois bien enraciné dans un contexte culturel et historique, et en même temps chargé de qualités spirituelles qui transcendent les processus rationnels, tout en les assumant. La valeur déborde la raison, sans l'évacuer, bien au contraire. Elle transmue un sens privilégié en conviction et en responsabilité.

Le sociologue Max Weber distinguait jadis l'éthique de responsabilité et l'éthique de conviction. La première relève d'une démarche plus rationnelle, plus pragmatique, plus lucide sur les conditions réelles d'existence et leurs limites. L'éthique de conviction s'appuie davantage sur les motivations, les intentions et les espoirs, sur certains paris. On a dit que ces deux éthiques sont opposées. Elles le sont effectivement dans la mesure où elles véhiculent deux conceptions très différentes de l'homme et du monde. Mais ce que je conteste ici, c'est le fondement philosophique de cette distinction entre

responsabilité et conviction. La philosophie des valeurs qui sustente notre conception de l'éthique vient précisément articuler dans le comportement humain la conviction et la responsabilité ; la motivation, l'action et la fin visée.

La valeur est désirable, effective et finalisante dans le comportement des hommes. Elle a prise sur le réel et en même temps elle ouvre sur les « possibles » de l'avenir. Elle dégage une béance pour l'émergence d'une liberté gratuite au cœur des données de nature, des limites historiques et des exigences rationnelles. Elle prévient le dogmatisme qui menace une éthique de conviction et l'empirisme d'une éthique de responsabilité ; l'arbitraire de la première et le cynisme de la seconde.

Mais attention, cette philosophie de la valeur qui fonde l'éthique, comporte bien d'autres composantes. Par exemple, une valeur n'existe jamais d'une façon isolée. Elle est toujours posée par rapport à une contre-valeur et par rapport à d'autres valeurs, dans un contexte historique et culturel particulier. La justice universelle tient son sens singulier de valeurs en relation avec les injustices concrètes d'un système social, et aussi en relation avec d'autres valeurs comme l'amour, l'espérance ou le courage, elles aussi singularisées. Autrement dit, les valeurs ne se conçoivent et ne se vivent pas isolément, en dehors de leurs rapports particuliers et d'une échelle hiérarchisée. Cette échelle peut être différente selon les cultures ou les idéologies. Cette philosophie est donc très apte à se déployer dans une société pluraliste. Elle fait place à différentes solutions éthiques et à des confrontations démocratiques, à des remises en question plus ou moins radicales, à des évolutions ou même à des sauts qualitatifs. Elle met à contribution les diverses économies : celles de la nature, de l'histoire, de la culture, de la science. Mais elle est aussi une instance critique pour juger des diverses échelles de valeurs. Nous reviendrons sur ce dernier aspect.

3. Un jugement juste et libre

[Retour à la table des matières](#)

Dans le sillage de notre réflexion précédente, disons tout de suite que le jugement éthique n'est pas réductible à une pure démarche logique. Il implique une rectitude du cœur, et même une certaine justesse de la sensibilité. La délibération de conscience comporte donc des qualités intuitives et des richesses de sentiment.

Le monde populaire a bien su faire ici des distinctions heureuses. Pensons à des remarques comme celle-ci : « Il est instruit, mais il n'a pas de jugement. » Rappelons-nous les débats récents où l'on ramenait le rôle de l'école à l'instruction, à l'acquisition de connaissances et à la maîtrise de techniques. Ce refus de « l'éducation » au sens populaire du terme s'inscrivait dans l'aveuglement général de notre cité moderne. Une cité qui a refoulé les valeurs, et surtout la critique éthique des valeurs en dehors de ses circuits institutionnels, de ses performances technologiques, de sa politique et même des lieux privilégiés de l'éducation, telles la famille et l'école. Combien ramènent tout l'enjeu social ou politique à une question d'information ? Encore ici une certaine sagesse populaire distingue entre information et formation.

Tant de science et si peu de sagesse. Tant de techniques et de moyens puissants, et un tel désarroi face à la vie et à la condition humaine. Nous ne le répéterons jamais assez. Dans la fière Amérique qui a réussi des prodiges technologiques indéniables, le moral des hommes n'a jamais été aussi bas. Des hommes en grand nombre ne savent même plus ce qu'ils veulent exactement, ni quoi penser de leur situation actuelle, ni comment la juger avec pertinence. Mais dites-moi, est-ce un manque de ressources scientifiques, d'informations ? Allons donc !

Les jeunes reprochent de plus en plus à leurs aînés de n'avoir plus rien à affirmer. Chesterton avait prévu cette dérive : « Nous ne savons plus ce qu'est le bien, mais nous voulons le donner à nos enfants. » La crise du « jugement » révèle celle des contenus humains de la vie. Avant de moraliser sur un style de vie bâti presque uniquement en fonction des besoins, des stimuli et des pulsions du moment, il faut bien voir comment l'absence de formation éthique a provoqué pareille existence sur le tas (dans une société programmée !). On n'a pas développé la philosophie de la vie correspondante à l'évolution

scientifique, sociale et politique. Le problème crucial ne vient pas de celle-ci, mais de l'absence de philosophies et d'éthiques judicieuses, dynamiques. Kant a raison quand il rattache la qualité humaine d'une société à celle d'un jugement juste et libre chez ses membres.

Mais il y a d'autres aspects problématiques. Par exemple une technologie sociale omniprésente qui réduit les comportements à la séquence artificielle : stimulus et réaction immédiate. Toute la vie moderne se déroule sous mode publicitaire. Le jugement est de moins en moins possible dans un tel contexte de conditionnement et de manipulation. Ces maquignons de la conscience utilisent même les découvertes scientifiques et technologiques pour aliéner l'esprit critique. Ce totalitarisme déguisé se diffuse dans toutes les aires de la vie quotidienne. Le behaviorisme nord-américain apporte même un faux halo scientifique de respectabilité à ce mépris du jugement juste et libre.

4. Une force morale

[Retour à la table des matières](#)

Je ne veux en aucune façon bouder l'importance des moyens techniques de notre civilisation. Mais en même temps, j'insiste fermement sur les fausses séductions de ce « deus ex machina ». Nous en sommes venus à tout attendre des sciences et des techniques. Cette attitude mythologique vaut-elle mieux que les aliénations magiques d'hier ? La rationalité mythifiée est peut-être plus pernicieuse, parce qu'elle semble si raisonnable et si logique. Son impérialisme a créé des nains spirituels, des consciences analphabètes. On m'accusera de spiritualisme attardé, incapable de comprendre la révolution du matérialisme historique. J'aimerais à mon tour signaler les contradictions de ces objecteurs qui rejettent d'une part tout humanisme volontariste, et d'autre part clament la nécessité de véritables volontés politiques pour faire face aux défis planétaires actuels. Es demandent à la société ce qu'ils nient chez ses membres. Aucune révolution n'est possible sans la force morale de ses porteurs, sans ces qualités spirituelles de courage, de magnanimité, de patience, de liberté entreprenante.

Contradiction aussi de ceux qui déplorent le psychisme fragile des contemporains et refusent en même temps les exigences d'un dynamisme et d'une discipline proprement éthiques. C'est la force morale qui transmue en conviction une motivation, un droit ou une raison bien fondés. Quand les conduites n'ont d'attache qu'à des opinions changeantes, comme c'est trop souvent le cas, il n'y a plus tellement de place pour l'esprit de décision, le sens des responsabilités ou la persévérance dans les engagements. Je ne cherche pas à proclamer ici une vérité apodictique. Je sais les dangers de la force exaltée qui débouche sur la violence aveugle ou la tyrannie. Dans la plupart des grandes traditions philosophiques, nous rappelle Hobbes, la force et le droit doivent être intimement liés pour générer des lois et des comportements humains justes et vrais. Mais notre insistance porte davantage ici sur la force morale comme ressort de la conscience éclairée, comme lien énergétique entre le jugement et l'action.

5. Un comportement conséquent

[Retour à la table des matières](#)

Une éthique non agissante est un non-sens. Elle mérite les critiques de ceux qui voient dans la re-moralisation actuelle une possible diversion des tâches collectives nécessaires. La vérité du geste sera toujours le repère le plus visible d'une démarche éthique. J'ai le goût d'évoquer ici la qualité du pain comme lieu privilégié de rencontre entre la force d'âme et la sagesse de vie. Trois coordonnées éthiques inséparables. Le drame du pain, aujourd'hui, relie le quotidien le plus familier aux enjeux tragiques d'un sous-développement grandissant sur la planète.

Ce langage nous ramène à la dimension horizontale des rapports sociaux, tout en remettant en cause une fausse éthique verticale qui a justifié des écarts économiques injustes, des structures d'exploitation, des pouvoirs dominateurs, des morales paternalistes, des misères résignées. On fait la morale tantôt aux gouvernements, tantôt aux

pauvres, sans s'interpeller soi-même, sans interpeller les siens. Or, c'est dans l'action responsable qu'on développe une éthique horizontale à son propre niveau.

Certes, un comportement conséquent a comme première caractéristique de traduire en acte le jugement de conscience. Mais il faut aller plus loin pour poser l'acte éthique comme explorateur et promoteur de sens. C'est par là que l'éthique interroge le système de règles morales ou de normes reçues et établies. Ce système, laissé à lui-même, tend à se rigidifier. Alors, il se décale par rapport aux situations réelles, à l'évolution des consciences individuelle et collective, et aux requêtes de libération et de créativité. L'éthique agissante se situe donc au cœur des dynamiques historiques et des projets de la vie concrète. La conscience moderne a eu raison de dénoncer les morales verticales et déductivistes qui faisaient fi de l'homme comme agent libre et responsable dans la construction d'un monde humain et dans l'orientation de l'histoire.

L'éthique juge donc les codes moraux, comme la justice juge les lois. Par sa démarche expérimentale, elle relativise les principes absolus et crée des normes « vivables » opérationnelles. L'idée d'une norme absolue en éthique est absurde. C'est peut-être l'aspect le plus marquant de cette conception moderne. En effet, on brise ici à la source la légitimation des pouvoirs absolus, des dogmatismes doctrinaux et des systèmes totalitaires fermés. L'éthique comporte un sens et un dynamisme politiques trop méconnus, surtout dans une perspective d'action libératrice et créatrice.

6. Une instance critique

[Retour à la table des matières](#)

Si j'avais à qualifier le cul-de-sac moral d'une société, je dirais ceci : il n'y a d'éthique collective que dans le cadre des valeurs sociales admises. Cul-de-sac de bien des sociétés, et de la nôtre particulièrement, dans la mesure où l'on refuse la fonction critique de l'éthique. Les sciences sociales officielles, en prétendant rejeter de leur champ de responsabilité tout jugement de valeur, ont donné un

statut scientifique à cette conformité sociale qui définit les comportements uniquement par leur ajustement fonctionnel au système social établi. Or, c'est un des rôles essentiels de l'éthique que de juger les mœurs et les cultures particulières.

Prenons un exemple très révélateur. L'enquête Kinsey sur les comportements sexuels livrait, dans l'interprétation de ses résultats, une pseudo-philosophie éthique réduite à une morale de la majorité, au nom d'une idéologie démocratique bien mal comprise. Réaction compréhensible devant une morale traditionnelle devenue étrangère aux changements culturels et sociaux provoqués par les révolutions scientifiques et politiques de la civilisation occidentale. Mais combien ont vu ici le glissement d'une certaine morale traditionnelle figée et dogmatique à une morale contingente, et changeante au gré des modes du temps ? Autant dire pas de morale du tout ?

J'ai déjà montré comment l'éthique permet un jugement critique à la fois sur les mœurs et sur le système de règles morales d'une société. Sans une telle médiation, ces deux niveaux sont soit identiques, soit carrément dissociés l'un de l'autre. Ainsi un système moral qui avait cristallisé les mœurs d'une époque se voit rejeté par les mœurs d'une autre époque, sans être remplacé. La crise peut durer pendant une plus ou moins longue période. Elle devient un cul-de-sac, s'il n'y a pas de démarche éthique pour confronter systématiquement les mœurs anciennes et nouvelles, les hiérarchies de valeurs en présence, les codes moraux existants et possibles et tout l'appareil légal.

Cette démarche est proprement philosophique dans la mesure où elle refuse de se soumettre inconditionnellement à des postulats idéologiques de départ, des postulats non soumis au jugement critique. En pareil cas, la fonction critique de l'éthique est biaisée à sa source. Une éthique dogmatique est un contresens. Quand on érige en dogme ou en vérité absolue un mécanisme de l'histoire, ou même un concept scientifique, on enferme l'homme et les valeurs dans un système clos.

Or, toute éthique veut précisément maintenir l'instance proprement humaine d'une liberté à la fois historique et transcendante qui assume, finalise et dépasse les déterminismes naturels et les systèmes sociaux. Même la science ne saurait encercler dans sa rationalité l'homme

conscient, libre et responsable qui est aussi un être gratuit dans l'univers des nécessités. J'ai déjà dit que certains courants modernes de la science - les structuralismes - rejettent cet humanisme. Plusieurs scientifiques viennent de mener au bout leur logique en niant l'homme lui-même, sa liberté, sa dimension historique, sa transcendance, sa gratuité, son ouverture sur des horizons qui dépassent la rationalité et les lois de la nature, tout en les assumant.

J'ai insisté encore une fois sur cette dernière tendance, parce qu'elle me semble être l'aboutissement de l'évolution majeure d'une civilisation qui s'est enroulée progressivement dans ses instruments scientifiques et technologiques au point d'oublier les finalités proprement humaines. La crise de l'éthique en découle.

Mais il y a aussi des requêtes plus humbles et plus quotidiennes qui appellent une critique éthique plus alerte et plus consistante. Combien d'hommes savent distinguer, confronter et articuler :

ce qu'ils savent	(information)
ce qu'ils pensent	(opinion)
ce qu'ils veulent	(aspirations-attitudes-valeurs)
ce qu'ils font	(comportements)

Dans divers groupes de réflexion ou d'action, j'ai souvent amené les membres à situer leurs problèmes, leurs entreprises ou leurs projets dans ce cadre critique. La démarche a toujours été très difficile, mais féconde. Le fait que la majorité des gens se sentent aussi démunis et mal à l'aise dans ce processus critique fondamental montre bien jusqu'à quel point la société entière, les leaderships politiques, les éducateurs, ont mis de côté la dimension éthique des conduites humaines individuelles et collectives. Celle-ci refait surface, mais de façon erratique et sans le moindre cadre critique de cohérence.

Une tâche immense et vitale se présente à nous tous. Il ne suffit pas de réclamer un rôle plus actif de l'homme comme créateur de normes, encore faut-il qu'il sache l'économie de sa fonction critique et créatrice. Or ici, les contenus humains et les pédagogies sont brouillés plus que jamais. L'individu ne peut quotidiennement inventer de

nouvelles cohérences de vie. Il a besoin d'un environnement social et politique plus articulé, mieux balisé au plan éthique lui-même. Autrement dit, il faut des cadres éthiques collectifs plus identifiables.

7. Un consensus minimal

[Retour à la table des matières](#)

Les dernières remarques introduisent une autre étape de réflexion. Peut-il y avoir, dans une société pluraliste, une éthique collective commune ? N'est-ce pas retourner au monolithisme imposé d'hier ? Ne doit-on pas accepter démocratiquement plusieurs éthiques ? Est-ce possible de concevoir une société sans un consensus collectif minimal qui sert de heu critique commun pour juger les intérêts, les objectifs et les entreprises poursuivis par les différents groupes et par les individus ?

D'abord un premier constat : le conflit des éthiques dans notre société. Je pense à une remarque fréquente dans les lettres des lecteurs aux journaux. On oppose une morale de devoirs à une morale de droits. Derrière ce diagnostic très réducteur, s'affrontent deux philosophies qui apparemment dissocient liberté et responsabilité. Ce que l'éthique doit articuler. Mais de fait, une éthique est beaucoup plus complexe. Tout notre itinéraire réflexif tend à le montrer.

Revenons à la situation présente. Je ne crois pas qu'on puisse parler vraiment de choc des morales dans la mesure où l'ancienne s'est défaite, et dans la mesure où les nouvelles ne se sont pas encore constituées comme telles. Tout au plus, pouvons-nous constater un conflit de valeurs que certains privilégient et que d'autres rejettent tout en opposant les leurs. Mais il n'y a pas vraiment de cadre éthique dans la plupart des cas.

Avant d'en arriver à un minimum de consensus sur un certain fond éthique commun, il faut développer une pédagogie susceptible de permettre la maturation des diverses tendances éthiques de notre société, développer aussi la confrontation judicieuse et démocratique de ces premiers réseaux de cohérence éthique. Il faut préciser cette pédagogie en répondant à la séquence classique des questions : où, quand, comment, pourquoi, etc. J'ai tenté d'aborder cette tâche dans un

ouvrage récent sur l'éthique collective. Je signale ici les articulations d'un chapitre-clef : Comment construire une éthique collective ? ¹⁰

Je tiens au qualificatif « minimal » accroché à l'idée de consensus et cela pour plusieurs raisons. L'éthique est incompatible avec un système moral, unique et fermé. Elle peut s'investir dans diverses polarisations et différents systèmes moraux comme dans des cultures toujours particulières. S'investir sans s'y enfermer. Il y a place pour divers accents de valeurs. L'éthique, comme l'homme, transcende aussi ses expressions historiques. Au plan du consensus, j'ai évoqué un certain fond commun qui peut prendre corps par exemple dans une philosophie de base sous-jacente à une charte des droits de l'homme. Quand on pousse très loin les modalités du consensus, on aboutit vite au totalitarisme. Il n'y a plus, en pareil cas, de distance critique possible où l'éthique interroge le consensus lui-même ; l'autorité et la liberté qui accompagnent celui-ci ; les fins et les moyens que ce consensus définit ; le cadre légal qui le codifie ; la politique qui le favorise ou l'impose. L'écart éthique est donc nécessaire à tous les plans. C'est un des dynamismes par lesquels l'homme s'affirme comme tel, se juge, se libère, se comprend, se crée et se dépasse. Il faut donc lui laisser un espace libre, ouvert aux divers possibles, tout en assurant des assises minimales de consensus pour l'ensemble des membres d'une société.

¹⁰ Une façon d'aborder le problème. Dix démarches nécessaires :

1. La libre expression des orientations profondes
2. Confrontation serrée des interprétations
3. Retour constant aux vécus
4. Médiation des lieux communautaires quotidiens
5. Dynamisation par l'action collective
6. Harnachement des nouvelles sensibilités culturelles
7. Exploration des divers possibles
8. Réinvention de dialectiques plus fécondes
9. Établissement de nouvelles cohérences éthiques, légales et politiques
10. Façonnement de nouveaux paradigmes. Ce chapitre s'inscrit dans une étude plus large sur l'éthique collective : *Le privé et le public*, t. II, Leméac, 1975, pp. 371-475.

8. Une finalisation fondée, une clef de voûte

[Retour à la table des matières](#)

Quand je regarde de près les « objectifs » définis par différents groupes sociaux culturels, économiques ou politiques, je découvre que ces objectifs sont des moyens plutôt que des fins. Malgré les progrès de la conscience critique, les intervenants comme les commettants de tous ordres restent dans l'ornière de la société « instrumentale » qui développe unilatéralement une logique de moyens. Celle-ci détermine pratiquement les objectifs. C'est particulièrement frappant dans le domaine pédagogique, là où l'on devrait s'attendre à un primat plus clair de la finalisation proprement humaine. Mais non, les techniques d'apprentissage, même au plan culturel et social, enferment les objectifs dans leur corridor. Autre marque de commerce d'une mentalité technocratique très répandue *chez* la plupart d'entre nous.

L'absence de formation éthique en éducation, dans les groupes professionnels, dans les syndicats, dans les mouvements sociaux, dans les lieux de militantisme politique témoigne d'un appauvrissement très grave. Combien de citoyens à tous les niveaux peuvent vraiment expliciter les contenus humains des besoins, des moyens et des objectifs qu'ils défendent ? Les idées dans cette aire deviennent tout à coup vagues. Plusieurs se sont assis sur quelques repères souvent un peu simplistes, sans pouvoir les situer dans une philosophie de base articulée et défendable.

Je ne pense pas ici à de grandes théories raffinées, mais à une intelligence mieux fondée de sa vie, de son milieu, de sa société, et surtout des fins humaines à poursuivre prioritairement. On parle beaucoup des « projets éducatifs », des « projets de vie », des « projets collectifs ». Cette dynamique appelle non seulement une meilleure pédagogie de finalisation, mais aussi une philosophie des fins. Or, on ne dispose le plus souvent que d'une logique des moyens. Une logique de technicien, d'administrateur ou d'animateur. Les nouvelles identifications des intervenants professionnels, telle la toute récente :

un facilitateur, me laissent aussi perplexe. Partout, on sent le terrible vide spirituel.

Même les idéologies, à gauche comme à droite, sont réduites à des mécanismes de compréhension, à des enjeux de structures et de pouvoir, à des techniques et des stratégies d'intervention. On nous dit bien peu sur le type d'hommes et de société qu'on vise. L'incohérence des débats éthiques actuels manifeste en creux cette pauvreté philosophique de base.

Une autre interrogation clé surgit dans ce sillage de questionnement. Partons d'un exemple concret : le serment. Un signe qui se veut décisif pour cautionner la parole humaine, la véracité de l'événement, et ultimement la légitimité de la société et des rapports sociaux. Le serment s'appuie sur un fondement, sur un horizon : Dieu. Le Dieu de la tradition judéo-chrétienne exprimée dans la Bible. Que se passe-t-il chez les incroyants qui posent ce geste, et chez tant d'hommes sécularisés qui ne sont plus branchés sur cette source et cette finalité ?

Est-ce possible de concevoir une éthique sans pôle décisif, sans clef de voûte des fins humaines à hiérarchiser ? Le contenu d'une éthique est-il une pure relativité culturelle, politique ou même philosophique ? Dans toutes les civilisations et dans les grandes sagesses historiques, on a dégagé un fondement et un horizon décisifs qui permettaient à une communauté humaine de se constituer autour d'un « foyer » de finalisation, et partant de cohésion. Beaucoup d'hommes modernes refusent toute forme d'absolu. À leurs yeux, les sciences ont démystifié tous les absolus. L'expérience de la diversité relative montre tous les possibles de l'homme. C'est une richesse indéniable. Mais le drame occidental d'aujourd'hui porte sur l'unité de la vie, de l'homme, de la société. On n'a qu'à voir l'éclatement actuel de l'univers social et la confusion mentale.

Je préfère parler ici d'un fondement, d'un horizon, d'un foyer décisifs plutôt que d'un absolu, trop souvent circonscrit par un système fermé. Jusqu'ici ce foyer a été religieux. D'où le formidable défi d'une éthique non religieuse qui n'a pas encore trouvé son foyer.

Je ne crois pas qu'on puisse la définir sans retrouver l'intelligence du type d'expérience humaine que véhiculaient les religions.

Tour à tour on a pensé que la science, les idéologies pourraient remplacer l'instance religieuse pour définir la clef de voûte des finalités humaines d'un sujet historique. Aujourd'hui, on se rend compte que l'homme est insatisfait et coincé dans ces corridors trop étroits, que la conscience déborde le champ idéologique le plus large. Celle-ci se veut un écart critique, une clef d'unité plus distancée par rapport à la contingence historique. L'horizon humain comprend des niveaux d'expériences, des impondérables spirituels, et disons le mot, une certaine transcendance qui hausse la civilisation au-dessus d'elle-même comme une instance constante de libération et de dépassement.

Bien sûr, on craint ici un surplomb menaçant pour la liberté, un surplomb qui aliène de la vie réelle. On cherche une éthique horizontale, expérimentale, auto-créatrice. Mais y a-t-il vraiment une éthique sans pôle décisif, qu'il soit au-dessus ou en avant ? Certains diront « plutôt en avant... au bout de l'expérience, nous avons trop souffert des morales a priori, au-dessus, et extérieures à l'aventure humaine libre et responsable ». Mais n'y a-t-il pas dans la liberté humaine un horizon qui déborde toujours l'exercice de cette liberté ? L'éthique doit préciser un tel horizon, lui donner valeur décisive de finalité cohérente ouverte et dynamique. Une tâche énorme.

Fin du texte